FEB 6 1925

32e Année. N° 2. 15 Janvier 1925.

PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

LA REVUE DE PARIS

		Pages.
Murray Butler .	*Comment les États-Unis ont édifié leur puissance.*	241
erre Benoit. . . .	*Le Puits de Jacob.* — III	264
el Bonnard. . . .	*Majorque, Malaga, Grenade*	299
aude Farrère. . } ul Chack. . . . }	*La Bataille des Falkland* (fin).	315
ary Duclaux . . .	*Souvenirs sur Walter Pater*.	339
Roland-Marcel. .	*La Réforme des grandes bibliothèques de France.*	359
Hirschauer. . . .	*L'Aviation commerciale*	378
notus.	*M. Winston Churchill et la Marine anglaise* . .	396
Albert-Petit . . .	Les Lettres : *Les Livres d'histoire*.	406
bert Flament. . .	La Quinzaine : *Tableaux de Paris*	420
bert Dreyfus . . .	La Vie financière : *Les Emprunts-or*	435
ul Souday	Le Théâtre : *Le Mouvement dramatique*	448
ndré Chaumeix . .	La Politique : *La Conférence de Paris*	460

Chronique bibliographique : Marcel Thiébaut.

Copyright 1925 *Revue de Paris.*

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 4 FR. 50

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 85bis, FAUBOURG SAINT-HONORÉ

ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

1925

La Revue de Paris *publiera prochainement*

UNE LIGNE DROITE D'IMPORTANCE

ET

LE CHEMIN QU'IL PRIT

par RUDYARD KIPLING *(Traduction Louis FABULET)*

Le Sport contre l'Éducation physique

par GEORGES HÉBERT

La véritable histoire d'Ellénore

par ANDRÉ MONGLOND

BALZAC A MILAN

par HENRY PRIOR

Réflexions et Enquête sur la sécurité

par LUDOVIC NAUDEAU

COMMENT LES ÉTATS-UNIS ONT ÉDIFIÉ LEUR PUISSANCE

DEPUIS CINQUANTE ANS

Les différends qui conduisirent à la guerre de Sécession, de même que ceux qui en résultèrent, furent réglés il y a un demi-siècle. Au point de vue politique, non seulement la nation telle que l'avaient conçue ses fondateurs était édifiée; mais elle s'était étendue sur un continent qui, de leur temps, était un désert, et elle avait résisté à l'épreuve d'une guerre civile dont ils n'auraient pu prévoir la furie ni l'acharnement. Tandis que cette évolution politique se poursuivait, retenant en grande partie l'attention du public et absorbant le plus gros de ses efforts, la vie de la nation devenait rapidement plus intense, plus riche et plus variée. Elle donnait naissance à une littérature qui, débutant par l'histoire et la théologie, s'étendait bientôt aux domaines du roman, de la poésie et du théâtre, atteignait son apogée avec la philosophie d'Emerson, tolérante et mesurée, et produisait des œuvres d'une originalité incomparable avec Poë, Whitman, Bret Harte et Mark Twain. Whittier, Longfellow et Lowell mettaient en vers la pensée et l'idéal de la nation nouvelle. Hawthorne et Cooper, chacun avec sa manière propre, racontaient une partie de son histoire, sous forme de romans. La science, plus lente à se développer, montrait sa puissance à la fin de la guerre de Sécession, et les portes du royaume des inventions et des découvertes s'ouvraient à son contact magique. La

conviction profonde et presque pathétique que seule une culture méthodique peut former le caractère, élargir l'intelligence et former de bons citoyens, amena le rapide développement des écoles et des universités dans tout le pays, au prix de sacrifices étonnants. Même pendant les années les plus agitées de l'évolution nationale, l'idéalisme fit toujours entendre sa voix au-dessus de la mêlée. Tour à tour la ferveur religieuse, l'enthousiasme des abolitionnistes, les efforts énergiques faits pour étendre et développer l'instruction publique, un patriotisme inébranlablement convaincu de la mission de la nation, inspirèrent la littérature, la science et les multiples formes de l'énergie américaine. La magie de l'Ouest, où tous les espoirs étaient permis et où la liberté ne connaissait guère de limites, attirait sans cesse des populations ardentes et vigoureuses qui cheminaient vers l'Occident, à la recherche de la cruche d'or enfermée dans l'arche d'alliance entourée d'or dont parle la Bible, et qui souvent voyaient leurs efforts couronnés de succès.

Les plus grands changements se produisirent dans le domaine de l'industrie, du commerce et des transports. La multiplication des usines fit naître des villes nouvelles et accrut l'importance des centres urbains. L'extension du commerce fit croître l'activité et la population des grands ports de mer et des localités avantageusement situées dans l'intérieur du pays. Le chemin de fer rapprocha le fermier du centre de l'industriel et du commerçant de la côte de l'Atlantique, tandis que le télégraphe semblait supprimer l'espace et le temps. Une fois la guerre de Sécession terminée, l'esclavage aboli, et la forme du gouvernement fédéral définitivement établie, la nation se préoccupa de choses matérielles. Elle était résolue à construire des chemins de fer et à creuser des canaux, à développer l'industrie, à ouvrir de nouveaux territoires à l'agriculture, et à pourvoir aussi complètement que possible aux besoins croissants d'une population qui augmentait rapidement. Les affaires de toute sorte étaient si absorbantes sur le territoire de l'Union, il s'offrait au capital et à la main-d'œuvre tant d'occasions de s'employer de façon lucrative dans le pays même, que l'opinion publique, en particulier sur la côte de l'Atlantique, en vint à ne s'intéresser

qu'incidemment au commerce extérieur ou aux événements survenus à l'étranger.

L'immigration, insignifiante jusqu'en 1820, commença alors à s'accroître rapidement; pendant longtemps, la majeure partie des nouveaux venus resta composée de Teutons et de Celtes. L'échec de la révolution de 1848 en Allemagne, et la famine qui sévit vers le même temps en Irlande, amenèrent en Amérique de nouveaux émigrants de ces deux pays. Tandis que les Irlandais s'installaient surtout dans les grandes cités de l'Est, beaucoup d'Allemands poussèrent jusqu'aux États plus récents entre l'Ohio et le Mississipi, où ils constituèrent un élément important de la population. Après la guerre de Sécession, il se produisit un grand changement. Par suite de l'énorme développement industriel des États-Unis et de la multiplication des moyens de communication transocéaniques, commencèrent à affluer des foules sans cesse accrues d'immigrants provenant d'autres régions de l'Europe. Avant la fin du XIXe siècle, le nombre des immigrants arrivant chaque année de l'Europe orientale et méridionale était plus élevé que celui des immigrants provenant de l'Europe occidentale. Le centre de l'émigration européenne pour l'Amérique, qui, en 1880, était près d'Anvers, s'était déplacé trente ans plus tard jusqu'aux environs de Budapest. On conçoit aisément les conséquences de ce changement : une population sans cesse plus mêlée, des relations toujours plus complexes entre les immigrants et leurs familles restées en Europe, et un profond changement d'attitude envers les questions politiques et sociales. Les Américains du début, de même que les immigrants de l'Europe septentrionale et occidentale, étaient habitués au gouvernement local autonome et à de grandes libertés civiques. C'étaient des individualistes, ne comptant que sur eux-mêmes, et prêts à tenter la chance, à courir des risques, pour améliorer leur condition ou augmenter le bien-être de leurs femmes et de leurs enfants. Les immigrants de l'Est et du Sud de l'Europe apportaient avec eux des traditions toutes différentes. La plupart d'entre eux étaient accoutumés à un gouvernement despotique, soit local, soit national, qu'ils considéraient à la fois comme l'ennemi de leur race et comme la source de toute protection et le

dispensateur de tous les biens. En outre, ils tendaient de plus en plus à se grouper soit dans certains quartiers des grandes villes, soit dans certains districts ou comtés d'un État, soit dans des régions comprenant plusieurs États. A l'heure actuelle, la Caroline du Nord est relativement peu affectée par cette nouvelle immigration, tandis que New-York, Cleveland et Chicago en sont encombrés.

Cette diversité d'origine de la population se manifeste chaque fois que naît en Europe un conflit international. Les immigrants des pays intéressés, ou leurs descendants, prennent volontiers parti pour la mère patrie : ainsi se fait sentir en Amérique le contre-coup de la polémique ou du différend qui, à des milliers de kilomètres de distance, peut mettre en danger la paix du monde. En ce qui concerne les institutions et l'administration intérieures, il existe dans le peuple américain d'aujourd'hui une très forte unité de vues, que, pour un temps, il ne sera pas possible de réaliser dans le domaine de la politique internationale et des relations extérieures. Chaque fois que l'on est appelé à porter un jugement sur l'attitude des États-Unis dans des questions internationales, il faut tenir compte de ce fait essentiel.

Si l'on étudie les grands courants d'idées aux États-Unis pendant les cinquante dernières années, on en trouvera la source d'abord dans la diversité d'origine de la population, dont il vient d'être parlé; ensuite dans les problèmes économiques nouveaux nés du rapide développement de l'industrie, du commerce et des moyens de communication, ou posés par la complexité sans cesse accrue des relations entre le travail et le capital; enfin dans les répercussions inévitables de ces facteurs d'un ordre nouveau sur la forme et les fonctions du système de gouvernement fédéral. Les discussions politiques aux États-Unis entre 1789 et 1876 ont porté surtout sur la constitution; depuis 1876 jusqu'à l'heure actuelle, elles ont eu pour objet essentiel les questions économiques. Le protectionnisme, le système monétaire, la nationalisation des chemins de fer, les problèmes fiscaux ont, successivement ou simultanément, absorbé l'intérêt du public, divisé les partis, provoqué des changements politiques importants. A maintes reprises, on s'est demandé si une constitution élaborée vers

la fin du XVIIIe siècle pouvait s'adapter à l'étonnante complexité de la vie économique du XXe. A cette question, on peut répondre oui et non. Le texte de la constitution continue à répondre aux nouveaux besoins du peuple; plusieurs amendements récents l'ont même modifié de façon à rendre possibles les mesures nécessitées par ces nouveaux besoins. D'autre part, ces modifications récentes, et la façon toujours plus large dont la Cour Suprême interprète les pouvoirs conférés aux gouvernements par la constitution, apportent certainement des changements importants aux stipulations du pacte conclu à Philadelphie en 1787. Ces changements, comme toujours, provoquent constamment des protestations et de sombres prophéties. Il n'y a là, toutefois, rien de bien nouveau ni de très inquiétant.

Miss Harriet Martineau, qui visita les États-Unis il y a près d'un siècle, écrivait :

> Le premier monsieur qui me salua à mon arrivée aux États-Unis, quelques minutes après que j'eus débarqué, m'annonça immédiatement que j'arrivais au milieu d'une crise malheureuse; que les institutions du pays seraient en ruine avant mon retour en Angleterre; que l'esprit égalitaire désolait la société; et que les États-Unis étaient à la veille de tomber sous le despotisme militaire. Tout cela était tellement semblable à ce que j'étais accoutumée à entendre dans mon pays, de temps en temps, depuis mon enfance, que je ne fus pas tout à fait aussi alarmée que j'aurais pu l'être. Et puis c'était amusant de voir que l'Amérique était vraiment bien la fille de l'Angleterre [1].

En fait, longtemps avant Einstein, les sages réglaient leur vie d'après l'hypothèse que tout est relatif dans le temps et dans l'espace. Le progrès, au point de vue politique, social et moral, dépend beaucoup plus du but visé que du point de départ. Beaucoup de projets, dont les auteurs, au nom du progrès, réclament aide et soutien, présentent en réalité les marques les plus prononcées d'esprit rétrograde. Ils procèdent généralement d'une béate ignorance, et tendent simplement à recommencer des expériences déjà menées à bien, dont les résultats figurent en lettres d'or dans l'histoire de l'huma-

1. Harriet Martineau : *Society in America*, 2 vol. (New-York, 1837) : Vol. I, p. 8.

nité. Par contre, certaines opinions, dénoncées comme réactionnaires et obscurantistes, annoncent souvent des tentatives faites en vue d'assurer dans l'avenir une plus large application des résultats chèrement acquis par l'expérience de ceux qui édifient les institutions humaines.

A l'heure actuelle, beaucoup d'Américains, de même que beaucoup de citoyens dans d'autres pays, ont perdu la foi en la liberté. L'idéal pour lequel on lutta avec tant d'ardeur au XVIIIe siècle semble au XXe entraîner tant d'inégalités et d'injustices empêchant que chacun soit récompensé selon ses œuvres, qu'il ne paraît plus avoir la même vertu que jadis. Il est bien évident que les atteintes qui peuvent être portées à la liberté sont sérieuses et innombrables. Il est évident aussi que la liberté peut être accompagnée d'injustices économiques, auxquelles il faut trouver quelque remède. A l'heure actuelle, aux États-Unis comme partout ailleurs, le problème le plus difficile est de conserver les caractères essentiels de la liberté, sans multiplier et sans soutenir l'injustice. Les voix discordantes qui retentissent de tous côtés à l'appui de divers programmes d'action sociale, politique et économique, montrent bien que ce problème est loin d'avoir reçu une solution satisfaisante.

Les tendances nouvelles ont eu pour effet d'accroître considérablement l'autorité et l'activité administrative du gouvernement fédéral. Les choses ont tellement changé de face en cent ans que la meilleure façon de défendre la constitution ne serait plus, comme il y a un siècle, d'insister sur l'autorité et le prestige des gouvernements d'États. Tocqueville écrivait il y a près de cent ans :

Le gouvernement fédéral est placé à une grande distance de ses sujets; le gouvernement provincial est à la portée de tous. Il suffit d'élever la voix pour être entendu de lui. Le gouvernement central a pour lui les passions de quelques hommes supérieurs qui aspirent à le diriger; du côté du gouvernement provincial se trouve l'intérêt des hommes de second ordre qui n'espèrent obtenir de puissance que dans leur État; et ce sont ceux-là qui, placés près du peuple, exercent sur lui le plus de pouvoir. Les Américains ont donc bien plus à attendre et à craindre de l'État que de l'Union, et, suivant la marche naturelle du cœur humain, ils doivent s'attacher bien plus vivement

au premier qu'à la seconde. En ceci les habitudes et les sentiments sont d'accord avec les intérêts [1].

Aujourd'hui ce jugement est étrangement démenti par les faits. Il y a des agents et des fonctionnaires du gouvernement fédéral dans presque toutes les communes et dans presque tous les centres d'affaires. Leur nombre s'est considérablement accru et par suite les frais d'entretien du gouvernement fédéral ont augmenté rapidement. Les représentants du gouvernement font chaque jour leur apparition dans des endroits où, il y a cinquante ans, on les voyait rarement et seulement pour le service de la poste ou des douanes, ou pour la perception des droits sur le tabac et les boissons alcooliques. A l'heure actuelle ils ont qualité pour s'occuper des questions d'intérêt public ou des plus secrets détails de l'administration d'une banque nationale, d'un chemin de fer et d'une société industrielle, ou de la nourriture, de la boisson et des médicaments du plus humble foyer. Le seizième amendement, en établissant l'impôt sur le revenu, a mis des ressources nouvelles et presque illimitées à la disposition du gouvernement fédéral, et en même temps il a diminué la possibilité pour les divers États de lever des impôts équitables et judicieux en vue de couvrir les dépenses de leurs gouvernements. De plus, le fait que l'impôt national sur le revenu, tel qu'il est perçu maintenant, est payé en majeure partie par certaines classes de la société, relativement peu nombreuses, et par certaines régions du pays, a conduit à faire constamment pression sur le Congrès pour l'amener à voter de grands crédits destinés à réaliser toute sorte de projets qui naguère n'étaient nullement du ressort du gouvernement fédéral. Sans doute certains de ces projets sont judicieux et utiles au pays, mais le transfert de tant de ressources et d'autorité des gouvernements des États au gouvernement fédéral tend à consolider et à étendre le pouvoir du gouvernement fédéral aux dépens des États, ce qui, si l'on n'y met un terme, finira nécessairement par transformer la république en démocratie impériale. L'absorption des pouvoirs des États par le gouver-

1. Alexis de Tocqueville, *la Démocratie en Amérique*, 2 vol. (New-York, 1848), vol. I, p. 495.

nement fédéral est une infraction aux saines théories constitutionnelles tout aussi grave que l'eût été la mise en œuvre des doctrines d'annulation et de sécession. La république fédérale instituée par la constitution disparaîtra si les États continuent à abandonner leurs prérogatives gouvernementales, et s'ils sont réduits à n'être que de simples souvenirs historiques comme les royaumes de l'Angleterre saxonne ou les anciennes provinces de la France. Il y a cent ans, lutter pour les droits des États, c'était attaquer et affaiblir la constitution; aujourd'hui, lutter pour les droits des États, c'est défendre et fortifier la constitution.

Le système politique des États-Unis n'est ni impérial, ni parlementaire, ni aristocratique; c'est une république fédérale dont le gouvernement a des pouvoirs limités et soigneusement définis.

Si l'on maintient un juste équilibre entre les pouvoirs qui sont conférés au gouvernement fédéral et ceux qui sont réservés aux gouvernements des États, le principe fédéral sera sauvegardé et son efficacité grandira avec le temps et l'expérience politique. On évitera ainsi la centralisation excessive de l'autorité et le système bureaucratique qu'elle entraîne toujours; on évitera aussi un affaiblissement excessif de l'autorité centrale, précurseur de la désagrégation et du séparatisme.

Puisque, au-dessus du gouvernement fédéral et des gouvernements des États, le peuple des États-Unis détient le pouvoir souverain, puisqu'il s'est réservé un vaste champ de libertés civiques d'où sont exclus et le gouvernement fédéral et ceux des États, il est évident que l'opinion et la volonté publiques peuvent se manifester de plus d'une façon. C'est le peuple des États-Unis qui s'exprime par l'intermédiaire des divers gouvernements d'États quand ils agissent dans le domaine qui leur est réservé. Aux États-Unis, maintes questions et maintes responsabilités sont d'ordre national et non gouvernemental et échappent au gouvernement fédéral. Cet état de choses, dont il faut absolument se rendre compte pour avoir une idée nette du peuple américain et de son gouvernement, est difficile à comprendre pour ceux qui ont été élevés sous un système social et politique différent. A la vérité, on ne le comprend pas toujours aux États-Unis. Mais

Lord Bryce le comprit bien quand il montra comment, aux États-Unis, l'opinion publique est placée au-dessus des organismes réguliers du gouvernement, légalement établis [1].

Cette conscience nationale, que Benjamin Franklin s'efforça de créer au prix de tant d'efforts, et que Washington, Hamilton, Marshall et Webster contribuèrent si brillamment à développer, n'acquit toute sa puissance qu'après la guerre de Sécession. La fierté inspirée par les progrès réalisés dans le domaine de l'instruction publique et de l'industrie, la solidarité économique des diverses régions du pays, l'étonnant développement du commerce intérieur, exempt de taxes et d'entraves, l'effet psychologique de la guerre avec l'Espagne et de la participation à la Grande guerre contre les Empires centraux, tout cela a contribué à développer une conscience nationale qui est maintenant aussi puissante qu'elle était naguère mal assurée. Cette conscience nationale, si excellente et si splendide en soi, a naturellement pour effet d'augmenter l'importance et l'autorité du gouvernement fédéral par rapport à celles des gouvernements locaux ou provinciaux et par là même tend à détruire la base sur laquelle elle repose.

Aux anciennes doctrines relatives à l'interprétation de la constitution, il faut en ajouter une autre, très séduisante et d'origine récente, à savoir que, le peuple des États-Unis étant une puissance souveraine, le gouvernement fédéral possède toute l'autorité nécessaire pour le représenter aussi bien dans les questions intérieures que dans les questions extérieures, que cette autorité lui soit ou non expressément conférée par la constitution. La Cour suprême des États-Unis, dans un jugement remarquable rendu en 1907, a refusé d'accepter cette nouvelle doctrine quant à l'interprétation de la constitution, et a formellement déclaré : « L'opinion qu'il y a des pouvoirs législatifs affectant l'ensemble de la nation qui appartiennent aux pouvoirs établis sans leur être expressément conférés est en opposition directe avec la doctrine stipulant que le gouvernement des États-Unis est investi de pouvoirs dûment énumérés [2]. » Malgré cette décision, la

1. James Bryce, *The American Commonwealth*, 2 vol., New-York, 1921, vol. II, p. 271.

2. Kansas v. Colorado (1906), 206, U. S. 89.

doctrine de la souveraineté implicite a beaucoup de défenseurs et de partisans et il est probable qu'elle fera sentir son influence dans un avenir plus ou moins rapproché.

Pendant les quarante dernières années, la Cour suprême des États-Unis, se pliant aux aspirations de l'opinion publique et les reproduisant assez fidèlement, a montré une tendance croissante à interpréter la constitution de façon à étendre les pouvoirs du gouvernement fédéral, et l'autorité de la justice fédérale. Cette tendance est née de l'énorme développement du commerce entre les États et de la multiplicité des problèmes qui en résultent. Le commerce entre les États étant formellement placé sous le contrôle du gouvernement, cette situation pouvait servir de prétexte pour étendre considérablement l'autorité et la responsabilité fédérales, tout en restant dans la légalité. On ne voit guère comment, sur le territoire des États-Unis, un commerce quelconque peut échapper longtemps au contrôle central, puisqu'il est difficile, sinon impossible, de distinguer par une ligne de démarcation précise le commerce entre États des autres sortes de commerce.

Il a donc fallu interpréter la constitution d'une façon plus large et augmenter les pouvoirs du gouvernement fédéral pour lui permettre de faire face à une situation nouvelle et de résoudre des problèmes nouveaux. Et le texte même de la constitution a été dernièrement amendé quatre fois, toujours de façon à augmenter l'autorité et le prestige du gouvernement fédéral. Les dix premiers amendements à la constitution, formant une déclaration des droits, doivent être considérés comme faisant partie du document original. Le onzième amendement, promulgué en 1798, stipulait que le pouvoir judiciaire des États-Unis ne s'étendrait à aucun procès intenté à l'un des États. Le but de cet amendement était de calmer les alarmes qu'avait fait naître le jugement rendu par la Cour suprême dans un procès intenté à l'État de Géorgie par Alexandre Chisholm, citoyen de la Caroline du Nord. La majorité de la Cour suprême estima que la plainte était fondée et qu'elle-même était compétente. Le onzième amendement infirma bientôt ce jugement. Le douzième amendement, promulgué en 1804, fixa le mode d'élection du Président et du Vice-Président, et fut la conséquence

des élections présidentielles de 1796 et de 1800. Le mode d'élection défini par la constitution originale aboutit en 1796 à l'élection du fédéraliste John Adams comme Président et du républicain Thomas Jefferson comme Vice-Président; tandis qu'en 1800, Jefferson et Burr ayant obtenu le même nombre de voix dans les collèges électoraux, l'élection fut dévolue à la Chambre des Représentants, et aboutit au choix de Jefferson comme Président et de Burr, son adversaire acharné, comme Vice-Président. En vertu du douzième amendement, on vote séparément pour le Président et pour le Vice-Président; un parti politique pouvait donc désormais présenter des candidats aux deux magistratures et escompter que, si son candidat à la Présidence était élu, l'autre serait vraisemblablement choisi en même temps comme Vice-Président.

Les choses restèrent en l'état jusqu'à l'époque où, après la guerre de Sécession, les treizième, quatorzième et quinzième amendements furent ratifiés et promulgués pour sanctionner par des lois incorporées à la constitution les résultats acquis au terme de cette longue lutte. Après la promulgation du quinzième amendement, en 1870, aucun changement ne fut apporté au texte de la constitution jusqu'au vote du seizième amendement établissant l'impôt sur le revenu, en 1913. Trois mois plus tard, fut promulgué le dix-septième amendement, en vertu duquel les sénateurs des États-Unis sont élus par le suffrage populaire direct et non plus par les législatures des États. En janvier 1919, fut promulgué le dix-huitième amendement interdisant l'alcool, son application étant prévue pour l'année suivante. En août 1920, fut promulgué le dix-neuvième amendement, accordant aux femmes le droit de vote.

Le dix-neuvième amendement est fondé sur les mêmes principes que le quinzième, il établit que l'octroi du droit de suffrage est du ressort du gouvernement fédéral, et il confère ce droit aux femmes, comme le quinzième amendement l'avait conféré aux hommes de couleur. Le dix-septième amendement, relatif au mode d'élection des sénateurs des États-Unis, est le moins important des quatre derniers, puisqu'il n'établit aucun nouveau principe de gouvernement, et modifie simplement la manière de choisir certains repré-

sentants du peuple. Que les sénateurs des États-Unis soient élus par les législatures des États, ou par le suffrage populaire direct, c'est une simple question de procédure, et non une question de principe; ce changement sera justifié s'il influe favorablement sur la compétence, la dignité et le prestige du gouvernement fédéral.

Par contre, le seizième amendement, créant l'impôt sur le revenu, et le dix-huitième amendement, prohibant l'alcool, constituent une véritable révolution politique. L'un et l'autre auraient été impossibles au moment où la constitution fut adoptée. Les défenseurs du seizième amendement en demandèrent l'adoption surtout pour que le gouvernement fédéral eût à sa disposition des ressources suffisantes en cas de force majeure. A vrai dire, si cet amendement n'avait pas été en vigueur en 1917, il est difficile de voir comment le gouvernement des États-Unis aurait pu faire face aux dépenses résultant d'une participation directe à la guerre, et consentir des avances à différents gouvernements alliés. Comme on aurait pu le prévoir, le seizième amendement ne fut pas plus tôt adopté que les pouvoirs qu'il accordait furent employés à établir un impôt national sur le revenu. Il ne nous appartient pas d'étudier en détail l'histoire de cet impôt ni ses résultats. Qu'il suffise de dire qu'il pèse lourdement sur toute la nation et qu'il est plus que jamais évident que bien que le principe de l'impôt sur le revenu soit parfaitement juste, l'impôt lui-même doit être perçu équitablement et sans tracasseries, en tenant pleinement compte du principe démocratique qui exige la participation de tous aux dépenses du gouvernement, si l'on ne veut pas que cet impôt devienne un fardeau écrasant pour l'industrie et le commerce. Il va sans dire que l'adoption de cet amendement a permis au gouvernement fédéral de multiplier ses dépenses, et a provoqué maintes et maintes fois des demandes de crédits.

Le dix-huitième amendement, interdisant l'alcool, introduisit dans la constitution un principe entièrement nouveau. Jusqu'à ce qu'il fût adopté, la constitution comprenait une définition du gouvernement, une énumération des pouvoirs avec leurs restrictions, une procédure d'amendement et une déclaration des droits. Par cet amendement fut pour la

première fois incorporée à la constitution une mesure de police d'ordre général et d'un caractère draconien. Cet usage du droit d'amendement est nouveau et dangereux et vraisemblablement le dix-huitième amendement lui-même sera cause de sa ruine. Si l'on avait ajouté à la constitution un amendement conférant au Congrès le pouvoir de contrôler, limiter ou prohiber la fabrication, la vente ou le transport des boissons alcooliques, on ne se serait pas écarté de la théorie générale sur laquelle repose la constitution. On aurait pu s'attendre à ce que ce nouvel amendement fût conçu de telle sorte que le Congrès pût de temps à autre revenir sur la question si l'opinion publique le demandait, et restât toujours libre de reviser ou d'abroger toutes dispositions légales reconnues insuffisantes ou inopportunes en la matière. Mais on a voulu incorporer cet amendement à la constitution et empêcher ainsi de toutes façons sa revision ou son abrogation futures (puisqu'un quart des États plus un suffisent pour empêcher cette revision ou cette abrogation) : le résultat est qu'un grand nombre de gens, convaincus que cette loi nouvelle ne peut être ni revisée ni abrogée, et désapprouvant entièrement les raisons invoquées pour la justifier, la violent plus ou moins souvent, plus ou moins ouvertement. La même chose arriverait si l'on essayait d'imposer quelque loi somptuaire. Tel est le danger auquel on s'expose quand on essaie de corriger ou d'améliorer les mœurs et la conduite des individus par des lois et surtout par des dispositions de la constitution.

L'instinct de tout bon citoyen le porte à obéir aux lois, qu'elles lui plaisent ou non, et à amener autrui à leur obéir. Mais le respect des lois est une chose, et leur application en est une autre, toute différente. L'obéissance aux lois peut être un fait accompli au bout d'un certain temps; leur application peut rester à jamais impossible. Par suite de l'adoption du dix-huitième amendement, le peuple des États-Unis se trouve en présence d'un problème délicat, voire insoluble : il s'agit d'assurer le respect des lois et l'obéissance aux lois tout en faisant appliquer grâce à des mesures extrêmes une loi particulière à laquelle la majeure partie de la population est hostile et qu'elle est prête à défier. Cette

situation soulève tant de problèmes intéressant la politique et les mœurs privées et publiques qu'il semble bien qu'elle doive longtemps encore retenir l'attention du public.

On ignore généralement que, outre les dix-neuf amendements ajoutés à la constitution, quatre autres projets d'amendements ont été proposés par le Congrès, mais n'ont jamais été adoptés par un nombre d'États suffisant pour assurer leur ratification. Les deux premiers furent proposés par le premier Congrès le 15 septembre 1789; ils sont donc soumis à l'examen des États depuis plus de cent trente-cinq ans. Le troisième fut proposé il y a plus de cent quatorze ans, et reste encore pendant. Le quatrième fut proposé il y a plus de soixante-trois ans le jour même où Abraham Lincoln fut installé dans ses fonctions de président. Il n'est pas à présumer qu'aucun de ces amendements soit jamais ratifié par le nombre voulu d'États; d'ailleurs le dernier, que l'on appelle aussi l'amendement Corwin, a été repris dans le quinzième amendement. Toutefois, il est plus que regrettable que la constitution ne fixe pas un délai pour la ratification d'un projet d'amendement.

Bien que la politique extérieure des États-Unis n'ait joué qu'un rôle secondaire dans l'évolution de la nation, elle n'en a pas moins son importance. Dans ce domaine le développement des relations extérieures des États-Unis est un sujet d'étude remarquablement intéressant; la Doctrine de Monroe, à elle seule, fournirait la matière d'un ouvrage considérable [1]. Dès l'époque de la Révolution, les colonies, tenant à bien faire comprendre leur situation, envoyèrent leurs hommes les plus éminents en qualité de commissaires ou de représentants diplomatiques dans les divers pays européens. Benjamin Franklin, John Adams, Thomas Jefferson, John Jay, John Marshall, John Quincy Adams et Henry Clay, entre autres, furent chargés des négociations diplomatiques en Europe au nom du gouvernement de la nation nouvelle.

Le traité de 1785 avec la Prusse, qui fut négocié par Franklin, Jefferson et John Adams, est vraiment un modèle,

1. Francis Wharton, *Digest of the International Law of the United States*, 3 vol. (Washington, 1887), vol. I, p. 268, 298. — John Bassett Moore, *Digest of International Law* (Washington, 1906), vol. VI, p. 368-604.

surtout dans ses stipulations relatives à la liberté religieuse, et dans celles qui accordent aux commerçants le temps de régler leurs affaires au cas où la guerre éclaterait.

Les longues guerres entre la Grande-Bretagne et la France, et le fait que, par suite des excès de sa Révolution, la France s'était aliéné beaucoup de la sympathie que lui avait valu sa participation efficace à la guerre de l'Indépendance, eurent leur répercussion sur la politique américaine pendant une génération; ils furent cause, en particulier, que Washington, dans un message d'adieu au peuple américain, lui conseilla d'avoir avec les nations étrangères aussi peu de rapports politiques que possible; et que Jefferson, dans son premier message présidentiel, se prononça contre les imbroglios des alliances. Pour se faire une idée juste de ces deux déclarations classiques de Washington et de Jefferson, il faut les lire à la lumière de l'histoire, et ne pas les considérer indépendamment des circonstances qui les provoquèrent. Les citer aujourd'hui pour soutenir ou défendre une politique d'isolement économique, social et politique, ce n'est pas seulement faire tort à la mémoire de Washington et de Jefferson : c'est encore vouloir étayer par un artifice une politique qui n'a jamais été suivie, qui ne pourrait et qui ne doit pas l'être. L'isolement de l'Amérique est un mythe. En vérité, le peuple des États-Unis, pour des raisons historiques et politiques d'ordre intérieur, est resté souvent, pendant des périodes prolongées, relativement indifférent à ce qui se passait dans le reste du monde; mais il ne s'en est jamais désintéressé, il ne le pourrait absolument pas. Cela est encore plus vrai du peuple que du gouvernement fédéral. La solidarité de l'Europe occidentale et des États-Unis a toujours été étroite; elle est née de la littérature, de la science, des beaux-arts, de l'instruction, des voyages, de l'immigration et du commerce; et depuis au moins un demi-siècle elle n'a fait que s'affirmer. Le peuple des États-Unis sent qu'il a une mission à remplir en ce monde, et il a fréquemment trouvé le moyen de le proclamer. Des groupes importants et influents de la population américaine ont soutenu ardemment tous les mouvements en faveur de la liberté, de la protection des minorités tant au point de vue religieux qu'au point de vue politique, du

règlement des différends entre nations par la raison et par la loi, et non par la force. Lorsque le gouvernement fédéral s'est avancé sur ce terrain, il a toujours été sensiblement devancé par l'opinion publique. Au cours de la présente génération, l'opinion publique américaine a toujours été prête à collaborer, avec les autres nations, aux progrès de la civilisation et au maintien de la paix internationale, sauf en ce qui concerne le Pacte de la Société des Nations, contenu dans le Traité de Versailles. Ce sentiment n'a jamais été exprimé de façon plus frappante que par le président Mac Kinley dans le dernier et le plus émouvant de ses discours, qu'il prononça à Buffalo (État de New-York) le jour même où il tomba sous les coups d'un assassin. « La période de l'exclusivisme est passée », a-t-il dit; ces paroles étaient comme la devise du progrès formulée par un esprit expérimenté et réfléchi, qui depuis longtemps se consacrait inlassablement à la tâche de développer le commerce et l'industrie de l'Amérique, et d'élargir et de consolider les bases économiques de la vie nationale. La sagacité du Président Mac Kinley lui fit comprendre que, même pour ceux qui étaient le plus décidés à développer les ressources naturelles, l'industrie et le commerce des États-Unis, le moment était venu d'avoir des vues plus larges et plus généreuses sur la participation de leur pays aux affaires mondiales. Roosevelt, parlant devant le Comité du Prix Nobel à Christiania, après avoir quitté ses fonctions de Président, fut encore plus énergique et plus précis. Il recommanda formellement les traités d'arbitrage, l'extension des pouvoirs du Tribunal de la Haye, la limitation des armements par des conventions internationales, la formation d'une société de la paix, non seulement pour maintenir la paix parmi ses membres, mais aussi pour empêcher, par la force en cas de besoin, qu'elle fût violée par d'autres [1]. Il ne vint jamais à l'esprit du président Roosevelt que la participation de l'Amérique à ces grandes entreprises pût diminuer la souveraineté du gouvernement fédéral ou limiter indûment son action. Une nation, comme un individu, a une intelligence et une conscience, et quand

1. Théodore Roosevelt, *African and European Addresses* (New-York, 1910), p. 75-83.

elle met volontiers son intelligence et sa conscience au service de l'humanité, elle ne restreint pas sa souveraineté, elle l'élargit. En sortant des limites de l'égoïsme national, elle s'affirme davantage.

Avant que les passions soulevées par la Grande guerre n'eussent gravement compliqué la situation, ces paroles frappantes du président Mac Kinley et du président Roosevelt furent suivies d'autres déclarations non moins significatives sur la politique étrangère de l'Amérique. L'invitation au Premier Congrès des Nations américaines, lancée par James G. Blaine en 1881, alors qu'il était secrétaire d'État, et ses allocutions aux membres de ce Congrès quand il se réunit enfin en 1889, révélèrent, quant au caractère des relations entre les différentes républiques américaines, des vues et des convictions précises, qu'il reste cependant à faire passer dans les faits. Les instructions officielles des délégués américains aux deux conférences de la Haye en 1899 et en 1907 et les rapports de ces délégués constituaient un programme et permettaient des espoirs dont la grande guerre n'a pu que retarder la réalisation. Le Président Taft demanda fréquemment et avec insistance la participation effective des États-Unis à une œuvre d'entente et de coopération internationales. Et ce ne fut pas en vain que le président Wilson et ses associés, lorsqu'il s'agit de résoudre les problèmes nés de la guerre, s'efforcèrent d'amener les nations à une association permanente et salutaire.

Dans son premier message, le 4 mars 1921, le président Harding prononça ces paroles impressionnantes :

Nous sommes prêts à nous associer avec les nations du monde, grandes et petites, pour des conférences, pour des consultations, afin de rechercher la volonté de l'opinion universelle, et de recommander un moyen propre à faciliter le désarmement et à alléger le fardeau écrasant des dépenses militaires et navales. Nous sommes disposés à collaborer à des projets de médiation, de conciliation et d'arbitrage et nous serions heureux de communier en cette conscience du progrès qui se manifeste en cherchant à donner une forme claire aux lois qui régissent les relations internationales, et à établir un tribunal mondial pour trancher les questions que les nations seront convenues de lui soumettre.... Aujourd'hui, mieux que jamais, nous connaissons les aspirations de l'humanité, et nous les partageons.

Nous et le monde avons une conception nouvelle de la place que notre nation occupe dans le monde [1].

Quelles que soient les critiques qu'on puisse formuler à l'égard de méthodes parfois défectueuses ou du manque de sang-froid des partis en présence lors des discussions au Sénat des États-Unis à propos de la ratification du Traité de Versailles, il est indubitable que bientôt le peuple américain va pouvoir de nouveau s'acheminer vers une coopération internationale plus complète et plus large, fortifier ainsi la vie et les institutions de la nation, accroître sa puissance et son influence dans les diverses branches de l'activité humaine. Les Présidents Mac Kinley, Roosevelt, Taft, Wilson et Harding ont traduit la pensée et exprimé les aspirations du peuple américain. Les politiques qu'ils recommandaient étaient différentes quant aux méthodes et aux détails d'exécution, mais elles étaient concordantes quant aux buts proposés. De plus, la politique internationale des États-Unis a été formellement définie par des lois. Le 29 août 1916, le soixante-quatrième Congrès a déclaré explicitement que la politique des États-Unis consistait à arranger et à régler ses différends internationaux par voie de médiation ou d'arbitrage, afin d'éviter honorablement la guerre; que les États-Unis voyaient avec appréhension et regret une augmentation générale des armements dans le monde entier, mais comprenaient qu'aucune nation ne pouvait désarmer seule, et qu'à moins d'un accord général à ce sujet, toute nation importante devait maintenir des forces militaires relativement considérables. Le Congrès, en même temps, autorisait et invitait le Président à prier, à un moment opportun, les principaux gouvernements du monde, d'envoyer des représentants à une conférence qui s'occuperait de ces questions [2].

Par les déclarations et les actes de cinq Présidents successifs, et par une loi formelle, la politique internationale des États-Unis a été exposée sans équivoque. Il ne reste plus qu'à la mettre effectivement à exécution.

Il y a deux faits qu'il ne faut jamais perdre de vue

1. *New-York Times*, 5 mars 1921, p. 21.

2. *Statutes at Large of the United States*, vol. XXXIX (Sixty-fourth Congress), p. 618.

quand on étudie ou qu'on discute la politique extérieure des États-Unis. Premièrement, bien que le pouvoir exécutif ait qualité pour négocier un traité avec un autre gouvernement, ce traité ne devient effectif que s'il est ratifié par les deux tiers des voix du Sénat. Deuxièmement, étant donné qu'un traité conclu entre les États-Unis et une nation étrangère peut devenir le sujet de litiges ressortissant aux tribunaux des États-Unis, il est subordonné aux lois que le Congrès peut voter pour le mettre en vigueur, le modifier ou l'annuler [1]. La participation du Sénat à la conclusion des traités empêche absolument ces accords internationaux secrets, qui ont donné naissance à tant d'embarras, de malentendus et d'injustices. Le nombre de voix nécessaire à la ratification d'un traité empêche absolument que la nation soit liée du point de vue international simplement pour des raisons de parti. D'autre part, l'intervention du Sénat peut retarder, et retarde même fréquemment le règlement d'une question internationale pressante. Néanmoins le système établi par la constitution présente plus d'avantages que d'inconvénients, car les traités ainsi conclus ont bien plus de chances d'être scrupuleusement observés que s'ils étaient négociés et adoptés seulement par le pouvoir exécutif. C'est sur l'opinion publique et sur le Congrès agissant d'après l'opinion publique que le monde doit compter pour l'observation rigoureuse des traités conclus par les États-Unis et aussi pour le rejet de toute législation intérieure qui pourrait affaiblir, ou annuler un traité existant. Tous les traités ratifiés engagent la foi du peuple américain; et c'est son sentiment de l'honneur qui empêche toute législation contraire. C'est un fait bien établi par l'histoire et par la loi, que, avec la forme de gouvernement existante, la nation est compétente pour prendre des décisions et assumer une pleine responsabilité pour ce qui est des relations internationales [2].

Nous pouvons définir une nation : une population présentant une unité ethnique suffisante, habitant un territoire qui forme

1. U. S. 112 (1884), 599.

2. On trouvera sur la question des traités deux opinions entièrement différentes dans : Charles Henry Butler, *The Treaty Making Power of the United-States*, 2 vol. (New-York), 1902. — Henry Saint-George Tucker, *Limitations on the Treaty Making Power* (Boston, 1915).

dans son ensemble une unité géographique, et vivant sous une forme unique de gouvernement. Tant que les institutions d'une nation lui permettent de recevoir et d'assimiler de nouveaux éléments ethniques, les fondements sur lesquels repose la nation restent inébranlables. S'il vient un moment où les nouveaux éléments ethniques qui veulent participer à la vie d'une nation ne peuvent plus être assimilés, alors les fondements de cette nation sont en danger.

Nous avons exposé sommairement comment les États-Unis d'Amérique se sont érigés en nation, ont dressé la charpente et bâti l'édifice du Gouvernement et de la chose publique. La constitution des États-Unis est la pierre angulaire de cet édifice. Pour comprendre et apprécier cette constitution, il n'est pas besoin de se prosterner devant elle avec une admiration aveugle, ni de la considérer comme tellement parfaite que ce serait un sacrilège de lui donner une interprétation nouvelle ou de lui ajouter un amendement. La constitution a duré, et l'on peut dire qu'elle a atteint son but, parce que, quand elle fut concue, elle ne sortit pas de son domaine. Elle fut strictement limitée à ces principes généraux d'organisation et d'administration politiques sur lesquels des hommes expérimentés et raisonnables peuvent tomber d'accord.

Ses caractères essentiels sont au nombre de quatre; si l'un quelconque d'entre eux était changé ou détruit, la constitution des États-Unis cesserait d'exister; ces quatre points essentiels sont : la forme fédérale du gouvernement avec séparation des pouvoirs, l'autorité du gouvernement central faisant contrepoids à celle des gouvernements des États; la Déclaration des Droits, qui détermine les libertés civiques auxquelles le gouvernement ne peut porter atteinte; l'organisation judiciaire indépendante, ayant qualité pour protéger le peuple dans son ensemble contre toute usurpation de pouvoir de la part des législatures, et le simple citoyen contre toute violation de ses droits, soit par la législature soit par le pouvoir exécutif; la forme républicaine du gouvernement, qui fut établie par la constitution et garantie par elle à tous les États de l'Union. Le seul pouvoir qui puisse changer ou restreindre ces principes essentiels est celui du peuple des États-Unis

lui-même. Tant qu'il restera fidèle à l'idéal d'une république fédérale et ne se laissera pas persuader de l'échanger, en tout ou en partie, contre quelque autre forme d'organisation sociale, économique ou politique, les États-Unis continueront d'exister. La Cour suprême a déclaré que ce qui constitue une forme de gouvernement républicaine est d'ordre politique et non judiciaire. Il appartient donc au peuple lui-même de décider, à mesure que croissent et changent ses besoins, ses intérêts et ses ambitions, quelle peut être la loi suprême nécessaire à la sécurité d'une république. Son gouvernement ne peut pas plus tomber en mainmorte que rester indépendant de toute expérience humaine.

Toutefois, il ne suffit pas de savoir ce qui constitue une nation, comment elle est née et comment elle a pu devenir ce qu'elle est. Il faut aussi se demander pourquoi une nation existe, quelle est sa place ou sa part dans l'ordre universel. Si une nation est considérée comme une fin en soi, sans autre destinée que de chercher à s'agrandir, à accroître sa prospérité et sa puissance, alors il faut accepter la théorie prussienne de l'État tout-puissant. Mais cette théorie vient de donner vainement l'assaut au monde occidental, et de s'effondrer — à jamais, espérons-le. Cette forme du patriotisme n'est pas viable. Platon et Hegel, placés aux deux pôles de l'histoire et de la philosophie, ont enseigné que le but de l'État organisé est la réalisation de la loi morale; mais, comme Bluntschli le fait remarquer, les deux puissances qui déterminent et régissent la vie morale, à savoir Dieu et l'âme humaine, échappent toutes deux à l'action de l'État [1].

La loi ne peut être le but de l'État, car elle n'est qu'une forme et un incident de l'activité de l'État. Les Romains étaient plus près de la vérité en considérant le bien public comme le but de l'État. Cette doctrine romaine défie toute critique si l'on entend par là le développement des capacités et des ressources naturelles de la nation, le perfectionnement de la vie nationale dans les domaines de l'intelligence, du sentiment, de la moralité, et par-dessus tout, le désir fervent de faire œuvre toujours plus noble et plus utile.

Condorcet pensait que la nature n'avait pas fixé de limites

1. G. K. Bluntschli, *Theory of the State* (Oxford, 1885), p. 299.

à nos espoirs d'une constante amélioration de l'humanité par de nouveaux progrès dans les sciences, les arts et la morale, ou par le développement des moyens intellectuels et physiques de l'homme et l'élargissement de leur champ d'action [1]. Cela est peut-être vrai de l'humanité en général, mais il n'est pas certain que ce soit vrai d'une nation en particulier. De grandes civilisations, sur lesquelles nous sommes mal renseignés et que nous ne pouvons juger qu'imparfaitement, ont grandi et se sont écroulées. Des nations d'une grande splendeur n'ont fait que passer, bien que l'avenir semblât leur appartenir. Les unes et les autres ont disparu soit parce que la base économique de leur vie nationale leur fit défaut, soit par suite de la corruption de leurs mœurs, soit devant l'invasion de peuples plus vigoureux et plus actifs qui les subjuguèrent. Il y a longtemps déjà, la sagacité de Gibbon lui permit de voir que « toutes les choses humaines doivent rétrograder si elles ne prospèrent pas [2] ». Dans son dernier chapitre, si remarquable, il rapporte avec éclat comment les barbares conquérants de Rome usurpèrent en un instant le fruit du labeur de plusieurs siècles et les trésors depuis longtemps accumulés. Un sort aussi terrible menace toute nation qui ne retrempe pas constamment ses forces aux sources éternelles de la vigueur intellectuelle et morale. Le but d'une nation ne saurait être seulement de perfectionner son gouvernement. Il lui faut aussi cultiver l'amour de la beauté, de même que la faculté de créer la beauté et de l'apprécier. Il lui faut cultiver l'amour de la vérité, de même que la volonté de la rechercher et de permettre que d'autres la recherchent. Il lui faut cultiver l'amour des nobles idéals et la ferme volonté de les poursuivre en dépit des obstacles. Il lui faut s'attacher à l'esprit du progrès et ne pas lui imprimer une fausse direction. Il existe un conflit entre le principe de la liberté individuelle, qui est le mobile de la civilisation occidentale, et le principe du collectivisme social, économique et politique, qui est le principe essentiel de la civilisation orientale. Après

1. Condorcet, *Esquisse d'un Tableau historique des Progrès de l'Esprit humain* (Gênes, 1798), p. 307.

2. Edward Gibbon, *History of the Decline and Fall of the Roman Empire*, édité par J. B. Bury, 7 vol. (Londres, 1900), vol. VII, p. 304.

être resté endormi pendant des siècles, l'Orient se réveille pour protester contre la domination de la civilisation occidentale et contester ses principes, et l'âme orientale offre aux nations occidentales une des nombreuses formes du collectivisme pour remplacer le principe qui, depuis l'époque de la Grèce antique, régit et stimule les progrès du monde. En face de cette résistance et de cet idéal militant, les divisions qui depuis trois cents ans séparent le monde occidental en libéraux et en conservateurs, sont en train de disparaître, parce qu'elles n'ont plus de raison d'être. Le vrai libéral est aussi un conservateur, parce qu'il veut fonder le progrès sur la base de l'expérience. Et le vrai conservateur est aussi un libéral, parce qu'il veut améliorer et développer les institutions qu'il préfère, et les adapter aux circonstances nouvelles et aux conditions nouvelles, afin de prévenir leur destruction. La lutte entre la liberté et l'égalité est commencée. Il semble bien que l'histoire des siècles qui vont suivre doive être dominée par cette lutte. Le collectivisme, avec la destruction, la stagnation et la mort qui l'accompagnent, ne pourra être vaincu par un individualisme avide, égoïste et rapportant tout à soi. Si l'individualisme veut avoir quelque chance de remporter la victoire, il faut qu'il soit complété par le désir généreux de servir joyeusement l'humanité. Les paroles de l'Évangile restent vraies : « Celui qui aura perdu sa vie pour l'amour de moi la retrouvera. »

NICHOLAS MURRAY BUTLER,
président de l'Université Columbia de New-York,
membre de l'Académie des arts et des lettres,
président de France-America Society of New-York.

LE PUITS DE JACOB[1]

VII

— Vous avec encore passé une bonne partie de la matinée avec Igor Wallstein?

— Oui, mademoiselle. Je ne vous ai pas caché que je trouve sa conversation très intéressante.

— Elle l'est, en effet, — dit mademoiselle Henriette. — Wallstein est instruit. Il a fait des études de droit et de lettres à Paris et à Heidelberg. En outre, il connaît les hommes. Il a dû vous dire qu'il a été chef de cabinet de Kerenski.

— Il me l'a dit. Pourquoi a-t-il quitté la Russie?

— Parce qu'il appartenait au parti menchevik, ennemi du parti bolchevik, actuellement au pouvoir. Nos adversaires s'efforcent généralement de nous rendre responsables des excès de ce dernier parti. En réalité, il y a un nombre plus considérable d'israélites parmi les mencheviks que parmi les bolcheviks. Pour en revenir à Igor Wallstein, il s'est détaché de Kerenski quand celui-ci est venu en Europe. Avec une ardeur pour laquelle il ne saurait trop être loué, il a embrassé le Sionisme et a été l'un des premiers à rallier Jérusalem. Pendant quelque temps, il a joué au Haut Commissariat un rôle assez important, puis, pour des raisons que j'ignore, il n'a pas continué à Sir Herbert sa collaboration. C'est alors qu'il est venu au Puits de Jacob, où, comme vous le savez, il nous rend les plus grands services.

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 décembre 1924 et 1er janvier 1925.

— Mais, — dit Agar, — n'a-t-il pas un peu trop conscience de sa valeur?

Mademoiselle Weill sourit.

— Ma chère petite, il y a quelque chose de plus difficile encore que d'être savant, c'est de paraître ignorer qu'on l'est.

Tel était le ton ordinaire des entretiens d'Agar et de la vieille fille. En moins de six mois, mademoiselle Weill avait vu faire à celle qu'elle nommait avec orgueil son élève des progrès surprenants dans des matières auxquelles rien ne semblait devoir prédisposer l'ancienne danseuse. Jamais il n'avait été fait d'allusion au passé d'Agar. Seulement, parfois, effet mystérieux de quelque association d'idée, au cours d'une causerie, elle se taisait brusquement, et son regard devenait vague et sombre. Mademoiselle Henriette alors, croyant comprendre, se levait sans mot dire et l'embrassait.

Elle venait, à ses prières répétées, de lui donner l'autorisation de lire le fameux essai sur l'*Esthétique de Karl Marx*, et sans doute Agar n'y avait pas compris grand'chose. Mais enfin les questions qu'elle avait posées à la suite de cette lecture dénotaient un bon sens et une finesse que mademoiselle Weill n'avait pas constatés uniformément chez tous les membres du jury devant lequel elle avait soutenu sa thèse.

De ce bon sens, d'ailleurs, Agar faisait un usage assez inattendu dans le choix de ses lectures. Les âpres et terribles ratiocinations de la race la plus disputeuse du monde la laissaient à peu près indifférente. Ce qui la séduisait, ce n'était point les imprécations hagardes des prophètes vêtus de peaux de bêtes, à la barbe maculée de cendres, c'était le luxe contre lequel ils tonnaient. C'était Athalie toute puissante. C'était ce David du *Zohar*, à la tête d'or parée de sept diadèmes d'or. C'était Salomon recevant l'hommage de la Reine de Saba. Elle était avec Achab contre Élie, avec Ézéchias contre Isaïe. La forçant à être conséquente avec elle-même, on serait arrivé à lui faire avouer qu'elle ne regrettait pas la captivité de Babylone, qui avait permis à une fille de son sang d'être parée de toute la gloire d'Assur. Et, dans les temps modernes, si le temple n'avait pas été détruit, un Disraéli aurait-il pu devenir le chef incontesté de l'orgueilleux empire britannique? Mademoi-

selle Weill se rendait compte de ces élans tumultueux et de ce qu'ils avaient de peu orthodoxe, du point de vue sioniste pur. La pauvre agrégée se demandait de quelle utilité pour une jeune femme destinée à finir ses jours sous la bure du Puits de Jacob pouvait être un commerce aussi assidu avec le souvenir des grandes héroïnes juives aux cheveux étoilés de sardoines et de chrysobéryls, une Bethsabée, une Dalila, une Bérénice...

Mais comment adresser une observation valable à quelqu'un dont les actes ne sont jamais déviés par la rêverie? Or, il n'y avait rien dans ceux d'Agar qui ne fût absolument calme et raisonnable. De ce calme, de cette raison, elle avait donné maintes preuves, notamment en ce qui touchait à l'organisation de la colonie.

Le Puits de Jacob, à son origine, avait eu une charte rédigée uniquement par mademoiselle Weill. Toutes les rêveries des Doukhobors, des frères Moraves et des Saint-Simoniens s'y étaient primitivement donné cours. On avait dû avec assez de rapidité clarifier d'un peu d'eau ce moût mystique. La constitution de la colonie n'en était pas moins restée essentiellement communiste. Chaque décision était prise à la majorité des voix par une assemblée composée de tous les colons. C'était cette assemblée qui nommait pour une année les titulaires des postes administratifs nécessaires à la gestion des affaires, et l'on ne pouvait pas dire jusqu'à ce jour que le suffrage de tous n'y avait pas appelé les individus les plus qualifiés. Chacun en ce qui concernait son département présentait au début de l'année un règlement d'organisation intérieure qui était approuvé en assemblée extraordinaire. C'était dans cette séance, par exemple, que le préposé à la comptabilité s'expliquait sur le budget de la colonie, faisait connaître l'état des recettes et des dépenses. Dans les premiers budgets n'avaient d'ailleurs figuré au chapitre des recettes que les aumônes du *fonds national*, réparties par le Haut Commissariat entre les diverses colonies, suivant leurs besoins. Pour le Puits de Jacob, ces allocations avaient été absorbées jusqu'au dernier sou par le chapitre des dépenses. Mais on y vivait avec l'espoir que bientôt les recettes seraient en excédent. La façon dont cet excédent serait employé était déjà décidée.

Un tiers devait être partagé également entre chacun des membres de la colonie, sous forme de pécule individuel, tandis que les deux autres tiers constitueraient une masse destinée aux améliorations et aux agrandissements dont l'assemblée aurait proclamé l'utilité.

Si importantes que fussent les occupations administratives confiées à un des membres de la colonie par le suffrage de ses pairs, elles ne pouvaient en aucun cas lui conférer l'exemption du travail manuel. Une seule dérogation à cette règle avait été admise à l'unanimité par l'assemblée. Elle était en faveur d'Isaac Cochbas. Il n'arrivait déjà que difficilement à faire face à l'énorme tâche que lui avait value la confiance du Haut Commissaire. Un jour sur deux en moyenne, il était absent de la colonie. Dès qu'il y rentrait, c'était pour être absorbé aussitôt par les mille consultations qu'il avait à donner à chacun des chefs des départements administratifs : comptabilité, manutention, travaux agricoles, constructions, il n'était pas une question qui ne lui fût soumise. En réalité, tout passait par ses mains. Si la colonie avait pu vivre sous un régime auquel la bonne mademoiselle Weill se figurait qu'elle devait sa force, c'était parce qu'en marge de ce mécanisme tout théorique, un homme, qui se tuait d'ailleurs à la tâche, avait, sans compter, donné à la communauté deux choses qui n'avaient rien de transcendental : son activité et son cœur.

Au milieu de cet imbroglio anarcho-administratif, que pouvait devenir un être comme Agar? C'est ici pour le lecteur, peut-être, le moment de joindre son étonnement à celui qui avait saisi Cochbas et mademoiselle Weill. Du premier coup, l'ex-danseuse leur parut s'être adaptée à merveille à ce monde baroque, en tout cas si nouveau pour elle. Moins de deux mois après son arrivée, elle s'était vue chargée de remplacer, dans la direction de l'économat, Dora Abramovitch, femme de Michel Abramovitch, l'électricien, qui avait demandé elle-même à être relevée de ses fonctions. Depuis, Agar les assurait à la satisfaction générale. Dans cet emploi, auquel toute l'existence de la colonie était en réalité suspendue, elle faisait preuve de qualités extraordinaires pour une femme dont la vie s'était surtout signalée jusqu'à présent par la prodigalité et l'insouciance. Mais il est une espèce de désordonnés sympa-

thiques qui, lorsque ce sont les intérêts des autres et non plus les leurs qui se trouvent en jeu, témoignent soudain d'un sens surprenant de l'ordre, par opposition aux avares qui ont généralement les mains percées quand c'est l'argent d'autrui qui s'écoule au travers. Agar appartenait à cette première catégorie. Par des procédés fort simples, qui avaient d'abord consisté à mettre entre eux en concurrence les commerçants qui auparavant avaient vendu fort cher à la colonie les denrées nécessaires à sa subsistance, elle était parvenue très vite à réaliser de grosses économies. Quand ces résultats furent portés par elle, nettement, simplement, à la connaissance de l'assemblée, les colons furent frappés de surprise, car précisément, dans la même période, la qualité des fournitures s'était améliorée. Une foule de petits détails attestait plus que l'excellence de la gestion nouvelle. Les hommes constataient que leur ration de tabac et d'eau-de-vie était accrue. Les femmes étaient reconnaissantes à Agar de leur faire avoir des étoffes plus souples, un linge plus fin. Un bon esprit veillait maintenant, convaincu qu'il est envers les pauvres humains d'autres devoirs, des devoirs plus subtils que de les vêtir et les empêcher de mourir de faim. Le jour du Sabbat, auquel Agar avait rendu, par tous les moyens en son pouvoir, son caractère de fête, elle faisait disposer des fleurs sur les tables du réfectoire. La buanderie avait travaillé de façon à pourvoir ce jour-là chaque colon de linge blanc. Depuis deux mois, les bâtiments avaient été désinfectés et repeints. Il y avait maintenant des moustiquaires à tous les lits, un miroir dans chaque chambre, et les fenêtres s'étaient trouvées soudain égayées de touchants petits brise-bise.

Ces améliorations, elle les avait réalisées comme en se jouant. On ne savait pas quand travaillait cette femme grave et douce, à l'humeur aussi égale qu'un beau lac dormant. La grande pièce où elle tenait ses assises était devenue un salon où chacun avait du plaisir à venir causer entre soi, raconter ses petites histoires. Elle écoutait avec un recueillement qui n'était pas feint. Sans crainte de faire de son cerveau un surprenant bric-à-brac, elle accueillait avec la même attention les choses les plus disparates. Vingt nationalités superposées dans la colonie apportaient à l'oreille d'Agar les échos de toute la

vaste terre. Un jour, c'était Michel Abramovitch qui évoquait l'entrée des cosaques de Rennenkampf dans la Prusse orientale, dont il était originaire. Un autre jour, c'était Victor Cohen, l'Américain, qui l'entretenait du splendide ghetto de New-York. Tantôt, Raphaël Azkenaky, le Hongrois, qui avait joué aux côtés de Bela Kun et de Tibor Szamuely un rôle qu'il était préférable de ne pas éclaircir, lui vantait prudemment la sombre beauté des grandes sapinières couvertes de neige. Tantôt Igor Wallstein, rejetant en arrière sa belle tête blonde de Saint-Just sémite, racontait avec négligence comment il avait fait faire, toute une matinée, antichambre au général Broussilof. Matin et soir, c'était l'inépuisable chapelet des souvenirs de mademoiselle Weill.

— Je dis alors à Mathias Morhardt : « Cela ne se passera pas ainsi, je te le certifie. » Aussitôt, nous prenons un fiacre, et dix minutes plus tard, nous nous trouvons, boulevard de Port-Royal, chez Pressensé.

Ou encore :

— J'avais déjeuné ce jour-là chez Dehouve avec Georges Brandès et un de ses amis, et nous étions tous trois fort gais.

Les seuls instants où Agar se relâchait de sa contrainte attentive étaient ceux où on la laissait seule avec Guitelé. La petite fille n'était plus reconnaissable. Le grand air l'avait développée. C'était maintenant une robuste adolescente, hâlée par le soleil. Avec sa jupe courte, sa chemisette de linon, ses cheveux coupés « à la David », elle réalisait de façon charmante ce type de boy-scout androgyne qui est l'ambition des jeunes filles sionistes.

Elle était la seule personne avec laquelle Agar, pour qui elle avait un culte, s'entretînt de façon à peu près libre.

— Ne crois-tu pas qu'elle est un peu folle, cette chère mademoiselle Henriette? — demanda un jour Guitelé.

Agar réprima un sourire.

— Elle est trop bonne pour que nous ayons le droit de nous poser cette question. Et en tout cas, elle a tant fait pour la colonie.

— Et Igor Wallstein? Sous prétexte qu'étant préposé à la comptabilité, il a besoin de causer affaires avec toi, il

ne manque pas une occasion de venir ici prendre des poses avantageuses. Sais-tu ce qu'on murmure à son sujet?

— Quoi?

— Oui, qu'avec Dora Abramovitch...

— Veux-tu te taire!

— Est-ce que tu en serais étonnée, toi? Tu sais, il a une tête à ça, Michel Abramovitch.

— Cela ne suffit pas. Il faudrait tout de même l'assentiment de sa femme.

— Et tu crois qu'elle ne le donnerait pas? Je sais qu'elle trouve Igor Wallstein fort joli garçon.

— C'est la vérité.

— Il te plaît, à toi?

— Je n'ai pas dit qu'il me plaisait. J'ai dit et je répète qu'il est joli garçon.

— Qu'est-ce que cela prouve? Je connais quelqu'un qui n'est certainement pas un joli garçon. Et pourtant je le préfère mille et mille fois à Igor Wallstein.

Agar garda le silence.

— Tu ne me demandes pas qui c'est?

— Qui est-ce?

— Isaac Cochbas.

La jeune femme parut ne pas avoir entendu.

— Agar, Agar, — dit la fillette sur un ton de reproche, — pourquoi, toi si bonne pour tout le monde, n'es-tu pas bonne pour Isaac Cochbas?

Sur les campagnes de Naplouse, l'été, puis l'automne avaient passé comme un brutal incendie, donnant aux rochers, aux végétaux, aux bêtes poussiéreuses elles-mêmes, cette morne teinte grise qui est la couleur nationale de la Judée. La route blanche qui fuyait vers l'est ne se distinguait plus maintenant des terrains d'alentour, aussi calcinés qu'elle... On voyait auprès des puits presque taris de tristes groupes de nomades se disputer interminablement un peu d'eau boueuse. Dans les vignobles, les sarments privés de leurs grappes avaient sur la glaise à vif des contorsions de serpents morts.

Elles avaient, néanmoins, pour le coup d'essai, fait leur

devoir, les braves vignes. Elles avaient, semblait-il, compris qu'une centaine de pauvres gens avaient placé en elles tout leur espoir. Elles leur avaient rendu au centuple ce qu'ils leur avaient donné, pendant trois années, de soins prodigués avec une obstination pleine d'angoisse. Autant que l'opiniâtre labeur de ses frères, les trésors d'érudition œnologique acquis par Isaac Cochbas à Richon-le-Sion avaient fait merveille. Et maintenant la colonie, confiante et lasse, s'enorgueillissait d'un nombre respectable d'hectolitres dormant dans les splendides citernes de ciment dont la construction avait d'ailleurs épuisé ses dernières ressources.

Produire, c'est bien. Mais faire acheter! Bientôt les colons purent se rendre compte qu'ici surgissaient des difficultés que le travail, la foi, l'économie sont insuffisants à surmonter. La mévente était générale dans toute la Palestine, même pour des établissements aussi anciens et bien achalandés que ceux de Richon-le-Sion et de Zikron-Jacob. Pendant trois mois, les ouailles de mademoiselle Henriette furent en proie à une anxiété que chaque jour venait accroître. Puis, brusquement, le ciel s'éclaircit. La moitié du vin récolté fut acheté à un prix inespéré pour le compte des troupes françaises de Syrie. Le paiement aurait lieu dès la livraison. Un immense soupir de soulagement gonfla les poitrines, et, parmi les façons diverses que la joie de chacun eut de se manifester, la moins curieuse ne fut pas celle de mademoiselle Weill. Il est vrai qu'elle ne savait pas très bien s'il fallait donner le pas à la satisfaction d'être sauvée par cette France, en laquelle elle s'obstinait à saluer, après Sion, la première nation du monde, ou à son regret de songer qu'une colonie marxiste, sa colonie, venait de devoir son salut à une incontestable intervention du militarisme.

Les nerfs trop surexcités des colons avaient besoin d'être détendus. Il fut décidé à l'unanimité qu'il y avait lieu de célébrer par des réjouissances un aussi heureux dénouement. Il y eut une journée de repos, agrémentée de deux banquets dans l'organisation desquels Agar fit merveille. La soirée devait se terminer par une représentation théâtrale. La pièce choisie fut *Amoureuse*. Les répétitions furent rondement menées. Igor Wallstein, qui s'était chargé des fonc-

tions de metteur en scène, et Paolo Fiori, un jeune professeur bolonais en mauvais termes avec le *Fascio* de son pays adoptif, interprétaient les rôles masculins. Quant au rôle de Germaine, Wallstein eut souhaité qu'il fût tenu par Agar, mais la jeune femme éluda cette proposition avec un trouble qui surprit tout le monde, sauf peut-être deux ou trois initiés. On se résigna à la remplacer par Dora Abramovitch, qui d'ailleurs ne fut pas mauvaise.

Le théâtre avait été dressé en plein air, entre la grille de l'entrée et le premier des baraquements. Il faisait une nuit limpide et douce. Dans l'intervalle des répliques, on entendait les cris tout proches des chacals. A la lueur des lampes électriques se laissaient entrevoir, derrière les haies de fil de fer barbelés, des groupes blanchâtres trouant la nuit bleue. C'étaient les Bédouins des environs qui, abandonnant leurs tentes, venaient essayer de deviner quel nouveau genre de sabbat avaient inventé leurs singuliers voisins.

Tous les membres de la colonie firent aux artistes un succès mérité, tous, sauf un qui n'avait pas assisté à la représentation : Isaac Cochbas. Au cours du dîner, il s'était levé, avait quitté la salle, inaperçu du plus grand nombre. Mademoiselle Weill qui l'avait vu sortir — le suivit. Quand elle fut de retour, elle eut à rassurer ceux qui s'inquiétaient. Elle le fit sans excès de conviction : Cochbas s'était senti un peu fatigué. Il demandait à ses camarades de l'excuser.

Ce communiqué évasif, en les chagrinant tous, ne surprit aucun d'entre eux. Depuis quatre mois, la santé de Cochbas donnait plus que des inquiétudes. Le surmenage habituel auquel il s'astreignait n'était qu'enfantillage en comparaison de ce qu'était devenue son existence au cours des vendanges. Pendant cinq semaines, à la lettre, il n'avait pas dormi, passant ses journées dans les vignobles, ses nuits dans les caves et le laboratoire. Puis était venue la tragique période d'incertitude, avec le spectre de la mévente menaçant de mort tous les projets, tous les espoirs. A peu près seul de toute la colonie, il avait eu la force de ne rien laisser transparaître de ses angoisses. Maintenant que les nuages s'étaient dissipés, une dépression morbide avait succédé à la généreuse fièvre qui l'avait soutenu pendant la lutte.

Visiblement, il n'essayait plus de réagir. On eût dit qu'à présent qu'il pouvait le faire sans remords, il s'abandonnait corps et âme à sa mystérieuse détresse intérieure.

Après le spectacle, il y avait eu un punch. Puis chacun avait regagné sa chambre. Dans la sienne, Agar achevait la lecture d'un livre. On frappa à sa porte. Mademoiselle Henriette entra.

— Je ne vous dérange pas?

Pour toute réponse, Agar lui désigna une chaise. Les deux femmes se regardèrent.

— Je sors de chez Isaac Cochbas, — dit enfin mademoiselle Weill.

— Comment va-t-il?

— Ida Jokaï vient de me dire qu'il n'en a pas pour plus d'un mois.

Ida Jokaï, la doctoresse de la colonie, était une grosse fille rousse, qui avait fait à Montpellier ses études de médecine.

— Ida Jokaï se trompe, peut-être, — murmura Agar qui avait légèrement pâli.

Mademoiselle Weill secoua la tête.

— Ida Jokaï ne se trompe pas, vous le savez aussi bien que moi.

— Vraiment, — dit Agar, qui fit un effort pour ne pas baisser les yeux, — pourquoi le saurais-je?

— Voulez-vous que je vous le dise?

Agar ne répondit pas.

— Vous voyez bien que nous savons toutes les deux, et bien mieux qu'Ida Jokaï, de quel mal se meurt Isaac Cochbas.

— Je ne devine pas, — murmura la jeune femme; — je ne vois pas ce que vous voulez dire.

Mademoiselle Weill eut un geste sévère.

— N'avez-vous pas compris qu'il vous aime? — dit-elle durement.

Agar était sans défense contre la douceur. Mais un certain ton comminatoire la remettait en possession de tous ses moyens de lutte. Elle regarda mademoiselle Henriette bien en face.

— Et puis après?

— Comment?

— Oui : et puis après. Qu'y puis-je?

— Ce que vous y pouvez? Mais... faire cesser son mal...

— Croyez-vous? — dit Agar.

En même temps, elle éclatait d'un rire amer. La pensée de la vieille fille ne venait-elle pas de lui être révélée dans sa naïve nudité? Une femme qui avait prodigué son corps à tant d'hommes avait mauvaise grâce aujourd'hui à se faire à ce point prier.

Mais mademoiselle Weill, dans la pure obstination de son âme, venait d'achever sa phrase :

— Oui, si vous consentiez à devenir sa femme, je suis certaine, vous m'entendez, qu'il serait sauvé.

— Moi, — dit Agar, — l'épouser! Moi, la femme d'Isaac Cochbas!

— Eh bien?

— Et si je refuse?

— Refuser! Vous n'en avez pas le droit.

— Je voudrais bien savoir pourquoi. Ne suis-je pas libre, ici?

— Non, — dit âprement mademoiselle Henriette, — non, vous n'êtes pas libre. Ou plutôt vous n'êtes libre que pour faire le bien. Votre liberté finit là où commence l'intérêt de vos frères. Écoutez, il est temps pour vous de rompre une équivoque. Interrogez-vous, demandez-vous ce que vous êtes venue faire au Puits de Jacob. S'il n'est dans votre pensée que le lieu de refuge où vous vous proposez de couler en paix des jours égoïstes, dites-le, et je n'insisterai pas une minute. Mais, en retour, vous me ferez le plaisir de me laisser tranquille avec votre prétendue foi biblique. Vous ne prendrez plus un air penché en évoquant le souvenir d'Esther, de Jahel et de Judith. Elles se sont sacrifiées pour le salut des leurs, la première à un barbare, les deux autres à des brutes. A vous, qu'est-ce qu'on demande? De rendre la vie à un pauvre homme, notre bienfaiteur à tous, qui se meurt pour vous de respect et d'amour. L'occasion vous est offerte de vous acquérir à jamais la gratitude de la colonie, ses bénédictions. Sinon, c'est vous qui porterez la responsabilité de notre ruine, car, depuis six mois, vous êtes assez au courant de tout pour savoir que per-

sonne ne peut remplacer Isaac Cochbas. Lui mort, c'est la gerbe qui se délie, c'est la clé sous la porte...Ne comprenez-vous donc pas ce que je dis? Ne la sentez-vous donc pas, la loi morale qui veut que vous acceptiez, qui vous dicte votre devoir, et de façon autrement catégorique que cette vieille Thora à laquelle vous vous faites gloire d'obéir encore?

— Isaac Cochbas! — dit Agar.

En même temps, elle hochait la tête. La chétive image du pauvre petit homme cagneux était en train de passer sans doute devant ses yeux.

— Et si je consens à faire ce que vous me demandez?

— Il vivra, je vous le jure, et tout le monde ici vous vénérera.

Parlant ainsi, mademoiselle Weill lui avait saisi la main. Agar se dégagea.

— Si j'accepte, je ne veux pas avoir l'air d'avoir été contrainte. Je veux paraître avoir agi de mon propre mouvement. Je ne veux pas de la reconnaissance de personne, de la sienne moins que de tout autre.

Elle eut un sourire douloureux.

— C'est égal, — murmura-t-elle, — je croyais bien en avoir fini, avec ce genre de sacrifices.

— Agar, — cria mademoiselle Weill, la voix étranglée de bonheur, — vous acceptez donc!

— Oui, mademoiselle, j'accepte, — dit-elle.

VIII

Le mariage d'Isaac Cochbas et d'Agar Mosès eut lieu deux semaines plus tard. Ce fut une solennité de style composite. Elle se déroula dans la salle des fêtes, décorée de palmes et de myrtes. Cochbas et mademoiselle Weill, qui se piquaient d'athéisme, se seraient fort bien dispensés des bons offices du rabbin de Naplouse, vieillard quinteux et arriéré qui ne perdait jamais une occasion de stigmatiser l'esprit irréligieux de ses voisins de la colonie. Mais Agar, d'accord en cela avec la plupart des colons, exigea qu'on le fît venir, et que le rite fût observé.

Les gens du Puits de Jacob avaient revêtu leurs habits de cérémonie. Ces vêtements européens, uniformément noirs, formaient avec les draperies blanches, les palmes vertes, un contraste étrange, quelque peu macabre. Il pleuvait. Le vent grondait, faisant vaciller, quand la porte s'ouvrait, les flammes des bougies, si blafardes dans cette pièce claire, secouant les charpentes des baraquements, arrachant des cris stridents à la roue de l'aéro-moteur qui tournoyait comme une folle. Les fulgurantes lignes brisées des éclairs déchiraient par saccades répétées les nuages suspendus au-dessus du Garizim. Malgré ces tristes présages atmosphériques, la joie était sur tous les visages, faible reflet de celle qui illuminait le front de Cochbas. Il ne semblait plus être cet homme en qui tout le monde s'accordait, il n'y avait pas un mois, à voir une imminente recrue pour le tombeau. Il regardait Agar à la dérobée, avec un immense bonheur respectueux et craintif. Elle, comme elle était belle! Mais elle semblait avoir hérité soudain la pâleur de son époux.

La harangue que prononça mademoiselle Weill fut quelque chose d'inouï dans les annales de l'éloquence épithalamique. Rien ne manqua à cet hosanna de la libre pensée, ni le *Talmud*, ni *l'Éthique*, ni le *Capital*. Elle trouva le moyen de parler de la loi Naquet, sans que cette allusion, en un tel moment, parût une seconde déplacée. En périodes émues et émouvantes, elle retraça les diverses étapes de l'existence de Cochbas. Elle fut nécessairement plus brève pour louer la carrière d'Agar antérieurement à son arrivée au Puits de Jacob. Mais les titres que la jeune femme s'était acquis en ces quelques mois eussent empêché le plus piètre des apologistes d'être pris de court. Mademoiselle Henriette s'acquitta de cette dernière partie de sa tâche avec un lyrisme passionné. Elle salua en cette union le gage des prospérités futures de la colonie. Elle termina, au milieu des applaudissements de tous, en déclarant qu'elle était autorisée à donner immédiatement une preuve des heureux auspices sous lesquels l'ère nouvelle venait de s'ouvrir : le matin même, on avait reçu de Beyrouth un chèque de deux mille livres égyptiennes, montant du prix dû par l'armée française du Levant pour le vin qu'on venait de lui vendre.

Un banquet des plus réussis suivit, qui acheva d'édifier le malheureux rabbin sur la façon dont les sionistes respectaient les préceptes les moins contestés de la Loi en matière alimentaire. Il était trois heures, et le repas touchait à sa fin, lorsque Cochbas, à qui Agar venait de faire signe, se leva.

— Ma femme et moi, — dit-il, — nous vous remercions du fond du cœur, camarades. En nous prodiguant, comme vous venez de le faire, tant de marques d'affection, de confiance, vous savez que vous n'avez pas affaire à des ingrats. Vous savez que tout ce que je pourrai..., tout ce qu'elle...

L'émotion, le bonheur l'étranglaient, lui coupaient la parole. On le tira d'embarras en applaudissant. Les bravos retentissaient toujours qu'ils avaient, Agar et lui, quitté la salle. Mademoiselle Henriette accompagna la jeune femme dans sa chambre où elle revêtit rapidement un costume de voyage, le tailleur de Caïffa modifié d'une façon plus austère encore. Dans le couloir, on entendait les pas de Cochbas qui, déjà prêt, se promenait fiévreusement.

Les trésors de tendresse accumulés dans le cœur de la pauvre vieille agrégée par cinquante ans de la vie la plus contre-nature se mirent à déborder.

— Ah! mon enfant, ma chère petite, que je suis heureuse! Vous avez vu leur joie, à tous. Mais cette joie, il me semble que je n'en jouirai tout à fait que si vous me jurez que vous la partagez vous-même.

Agar jura. Peut-être était-elle sincère. Peut-être appartenait-elle à cette catégorie d'âmes très fines qui préfèrent le risque personnel d'un faux serment à la ruine de la quiétude de ceux qui les entourent.

Dehors, devant la grille, une automobile était arrêtée. On y plaça la valise d'Agar et le sac de voyage de Cochbas. Ils embrassèrent tous deux mademoiselle Weill.

— A bientôt, — leur cria-t-elle, comme la voiture démarrait. — Vous penserez à moi, sur la colline de Sion.

La semaine précédente, Cochbas ayant osé demandé à Agar ce qui pourrait lui faire le plus de plaisir à l'occasion de leur mariage, elle lui avait répondu :

— Voir Jérusalem.

Naturellement, il avait acquiescé. Mais comme chez cet homme étonnant les scrupules de la conscience ne se taisaient jamais, même lorsqu'il s'agissait de faire plaisir à Agar, il avait décidé de combiner ce voyage avec une tournée d'inspection qu'il devait accomplir dans la Haute-Galilée. La jeune femme y avait vu d'autant moins inconvénient qu'elle n'était pas fâchée de connaître Tibériade. Ils devaient être de retour cinq ou six jours plus tard.

Le soleil se couchait dans un ciel d'orage majestueux quand ils atteignirent la mer de Galilée, toute hérissée de petites vagues. Les premières vapeurs de la nuit s'élevaient déjà au flanc des sombres montagnes de Transjordanie, qui barraient à l'est l'horizon. C'étaient de là que sortaient jadis ces hordes amalécites qui fondaient à l'improviste sur les pasteurs chananéens. Trente siècles avaient si peu changé les choses de ce pays que les sionistes d'aujourd'hui continuaient à être à la merci des mêmes pillards. La première des colonies où le couple s'arrêta déplorait la perte d'une demi-douzaine de bestiaux qui lui avaient été ravis la veille par une bande de Bédouins.

Ils passèrent deux jours au bord de ce lac, un des paysages les plus lumineux, les plus chargés de mélancolie qui soient au monde. Le premier soir, ils couchèrent au petit village de Samakh, dans une sorte de vaste caravansérail dont les propriétaires étaient si simples et si pauvres qu'ils ne purent offrir à ces nouveaux mariés que l'hospitalité de leur dortoir commun. La redoutable échéance du nocturne tête à tête fut ainsi pour eux retardée de vingt-quatre heures. Mais le lendemain, hôtes d'une colonie qui avait ses aises, on leur donna leur chambre, une chambre qui ressemblait par un excès de blancheur et de propreté à une cellule d'hôpital. Quand on les y laissa seuls, leur gêne mutuelle était indicible. Aucune circonstance de sa vie antérieure n'avait paru à Agar aussi scabreuse. Ce fut peut-être là qu'elle se rendit compte de la façon la plus nette qu'elle avait été une prostituée. Et que dire de son trouble, à lui! Le moindre geste un peu osé pouvait signifier qu'avec une femme telle que la sienne, il n'y avait vraiment pas à se gêner. Mais un excès

de délicatesse n'aboutissait-il pas, à rebours, au même genre d'offense? Misérable Cochbas qui, interrogé par Agar sur le nom d'une humble bourgade entrevue dans la journée, sentit sa voix trembler en répondant que c'était Magdala.

Le lendemain de cette singulière nuit de noces, ils repartirent et couchèrent de nouveau à Samakh. Le jour suivant, ils descendirent la vallée du Jourdain, où le fleuve invisible coule entre les murailles de deux berges verdâtres. Puis, ils abandonnèrent la vallée, et le paysage se fit soudain autour d'eux d'une solennité de cataclysme. Toute végétation avait disparu. La petite automobile filait éperdument sur des chemins crayeux, sous l'immense moutonnement d'une armée de nuages de cuivre. L'invisible soleil déclinant déversait sur ces terres désolées une lumière inattendue, comme maudite.

— Plus vite, plus vite, — répétait sans cesse Cochbas, penché sur le dos du chauffeur.

Et l'automobile faisait de son mieux pour gagner de vitesse la nuit.

Elle n'y parvint pas, et les ténèbres avaient déjà envahi le bas du ciel brun lorsque plusieurs lignes clignotantes de lumières superposées vinrent apprendre à Agar que Jérusalem était là.

Ils descendirent à l'hôtel Allenby. La salle à manger était pleine de touristes, d'officiers anglais. Agar promena sur ce luxe un regard étonné, comme déshabitué. Deux officiers l'observaient avec insistance. Elle se dit que peut-être elle les avait connus, à Salonique ou à Alexandrie. Et puis après? Isaac Cochbas n'était-il pas au fait de son existence passée?

Le dîner finissait, il lui proposa de sortir quelques instants, si elle ne se trouvait pas trop fatiguée.

— Je voudrais, — dit-elle, — aller dès ce soir au mur des lamentations.

Il eut un sourire joyeux.

— C'était justement mon idée, — répondit-il.

Dehors, à travers les méandres de la ville la plus effrayante du monde, elle se sentit soudain envahie par une telle angoisse, que, pour la première fois, elle prit le bras de son mari. Ils

suivaient de sombres ruelles voûtées, taillées en escaliers dans la roche. D'autres ruelles tombant à droite, à gauche, perpendiculairement, ouvraient tout à coup d'inquiétants trous d'ombre. Ils entendaient, à quelques mètres devant eux, le bruit rythmé des pas d'un promeneur invisible qui les précédait.

A mi-voix, elle se répétait : « Jérusalem, Jérusalem! » C'était donc vrai! Elle ne pouvait y croire. C'était donc cela, Jérusalem! Un banal palace! Une omelette fines-herbes, des côtelettes aux haricots verts, la carte des vins, des garçons en habit, un ascenseur... et peut-être aussi, qui pouvait bien savoir, quelque part, un café-concert.

Elle trébucha, manqua tomber. Il la retint, par une pression timide du bras. Maintenant, les voûtes des rues avaient cessé, et l'on apercevait le ciel, des nuages blancs, quelques étoiles.

Cochbas s'était arrêté.

— Nous voici arrivés, — dit-il.

Elle n'avançait plus, interdite devant les ténèbres soudain plus denses qui lui barraient la route. Il lui prit la main, la conduisit doucement jusqu'à l'énorme muraille invisible. Ils eurent tous deux alors le même geste : étendant le bras, ils s'appuyèrent à la pierre obscure.

Une chauve-souris, à intervalles réguliers, passait et repassait près de leurs têtes. Ils restèrent ainsi cinq minutes, dix peut-être. A quoi pouvaient-ils songer en cet endroit solennel, dans la paradoxale solitude d'un lieu vers lequel se tendaient pourtant à la même seconde les bras de leurs trente millions de frères, disséminés sur le vaste monde? Agar avait laissé tomber son front contre son bras. Elle pleurait, peut-être. Mais était-ce sur elle-même, ou sur Sion détruite, ses prêtres captifs, ses rois dispersés?

Isaac Cochbas, défaillant d'angoisse, eut la hardiesse de poser la main sur l'épaule de la jeune femme. Elle tressaillit.

— Rentrons, — murmura-t-elle. — J'ai froid.

Durant leur retour à travers les ruelles pleines d'ombres, elle marcha si vite qu'il eut peine à la suivre. Lorsque les premières lumières d'une rue tracée à l'européenne apparurent, il l'entendit pousser un soupir de soulagement. Elle ralentit sa course. Elle sourit même pour dire ;

— Ah! voici l'hôtel. Tant mieux! Je n'en pouvais plus.

Ce hall! Ce bar américain! Ces lustres électriques! A quelques centaines de mètres du Mur des Pleurs! Comme ils réclamaient au bureau la clé de leur chambre, le gérant tendit un télégramme à Cochbas.

— Il est arrivé juste comme vous veniez de sortir.

Le temps que mettait son mari à lire cette dépêche attira l'attention d'Agar. Elle le regarda. Il était blême.

— Qu'y a-t-il?

Sans mot dire, il lui tendit le télégramme. A son tour, elle lut :

— *Prière revenir toute urgence. Événement grave.*

Et c'était signé : *Henriette Weill.*

Agar rendit à Cochbas le papier froissé.

— Il faut partir tout de suite, — dit-elle.

Lui, il commençait à s'affoler.

— Qu'est-ce que c'est? Qu'est-ce qu'il peut y avoir eu? Le feu, peut-être... ou les Bédouins.

Tandis qu'Agar s'entretenait, à petits mots brefs, avec le gérant, il s'était laissé tomber dans un des fauteuils du hall, relisant dans tous les sens le télégramme. Les mots, les chiffres, l'heure du dépôt dansaient devant ses yeux.

Agar revint vers lui.

— Je viens de téléphoner dans tous les garages. Nous n'aurons pas d'automobile avant demain matin sept heures. Aucun chauffeur ne veut marcher de nuit. Il paraît que la route, d'ici Naplouse, n'est pas sûre.

Il la regardait, avec de pauvres yeux désespérés. Elle se sentit une voix très douce pour lui dire :

— Le mieux est de monter le plus tôt possible nous reposer. Nous aurons sans doute demain besoin de toutes nos forces.

Le lendemain, à l'heure fixée, l'automobile qu'ils avaient commandée était à la porte de l'hôtel. Ils firent charger leurs petits bagages. Isaac Cochbas, ranimé par Agar, était un autre homme que la veille. Avec cette puissance d'illusion, ce manque de nuances des nerveux, il ne voyait plus maintenant, dans la lumière matinale, que les raisons qu'il avait de regarder le monde avec optimisme. Agar était certainement dans le

vrai, et lui, n'avait-il pas été fou de s'inquiéter, de ne pas tenir compte de l'exaltation de mademoiselle Weill? Il venait de téléphoner à Naplouse. On lui avait certifié qu'aucun événement n'avait troublé la région au cours de ces jours derniers. S'il y avait eu au Puits de Jacob un incendie, ou une mauvaise histoire de Bédouins, un accident quelconque enfin, on n'aurait pas manqué de le lui dire... Devant tous ces motifs d'être calme, il ne voulut pas que l'automobile s'engageât immédiatement sur le chemin du retour. Agar était venue pour voir Jérusalem. Il serait trop sot que tout se réduisît pour elle à cette médiocre impression de palace, et au souvenir d'une promenade nocturne, lugubre et glaciale.

— Une heure, rien qu'une heure!

Et il ordonna allègrement au chauffeur de prendre la direction du Mont des Oliviers.

Ils commencèrent par suivre une voie fort large, qui eût mérité le nom d'avenue si elle avait traversé un peu moins de terrains vagues. Elle était bordée de villas, comme on en peut voir au Caire, à Ramleh, partout. Par moments, on longeait d'interminables murs blancs, par-dessus lesquels de maigres arbustes laissaient pendre des rameaux déshonorés par la poussière. Le chauffeur dépassa avec précaution un peloton de cavalerie britannique qui menait ses chevaux à l'abreuvoir. Les hommes en tenue de corvée, manches retroussées sur des bras musclés et rouges, avaient l'aspect qu'ils ont tous, de Dublin à Prétoria, d'Haïderabad à Sydney : bien-être, hygiène, indifférence totale pour les choses environnantes. L'un d'eux, toutefois, retirant sa pipe de sa bouche, décocha au passage à Agar un compliment dont Cochbas blêmit. Elle parut ne pas entendre. Elle était tout occupée des rares passants qui les croisaient, par groupes hâtifs de trois ou quatre hommes. Quel contraste entre les solides soldats anglais et ces furtives apparitions qui remplissaient la jeune femme d'un sentiment poignant et bizarre, fait à la fois de répulsion, de pitié, d'amour. Elle avait vécu si longtemps en dehors de ses frères qu'elle avait fini par les oublier, ces tristes fantômes de son enfance. Les juifs du Puits de Jacob, eux, étaient habillés à l'européenne, et le rite, ils l'observaient de façon tellement édulcorée! Elle avait fini à leur contact par ne plus se rappeler

que les vrais juifs vivaient encore. Et voici que, soudain, elle se trouvait en présence des éternels Isaacs Laquedems. Ceux-là, on pouvait les oublier, mais les renier, quand ils surgissaient ainsi, c'était une autre affaire. C'étaient les autres qui étaient les déguisés, non eux, sous leur accoutrement invraisemblable. Ils allaient avec leur démarche saccadée, déhanchée, les uns vêtus de la lévite noire, le pantalon tirebouchonné retombant sur des bottes éculées, les longues papillotes blondes ou rousses se balançant hors du chapeau de feutre noir; les autres, les vieux, les purs, la tête recouverte d'une sorte de sinistre soleil poilu, les mains serrant fièvreusement contre la poitrine la sainte Thora, le corps perdu dans d'immenses robes de velours dont les couleurs éclatantes ne faisaient que rendre plus horribles la détresse et l'usure. Velours bleu pâle, velours émeraude, velours aubergine, et ce velours canari, le plus répandu parce que c'était sur lui que jadis on apercevait le moins l'infâmante rouelle jaune... Ah! fils de Jephté le magnanime, du splendide David adolescent, de ce Salomon aussi pur et beau que les lis des prairies! c'est donc vous, pauvres misérables! Pour réprimer un sanglot, Agar dut serrer son mouchoir contre ses lèvres. Mais presque aussitôt, avec une fierté sauvage, elle fit violence à sa détresse, elle se redressa. Plus fort, plus âpre que l'orgueil engendré par les acclamations, est celui qui naît de la conscience de la haine, de la réprobation universelle.

Plus haut que Gethsémani, au pied de la chapelle de l'Ascension, l'automobile fit halte. Agar eut enfin sous les yeux le panorama de la ville, semblable à s'y méprendre à une immense photographie bistre, unicolore. Site oblong, en forme de coque de barque retournée; pitoyables tâches brunes qui sont des buissons, des arbres; fossés ravagés, pleins d'une ombre écrue, et dans lesquels il faut bien reconnaître, avec une tristesse si pesante qu'on n'a même plus la force de se sentir déçu, les vallées du Hinnon, du Cédron, de Josaphat; entassement de monuments baroques qui fait songer à quelque Lourdes monstrueux, sans verdure et sans eaux; églises, séminaires, hospices à facies de maisons centrales et de casernes, et jusqu'à cette mosquée d'Omar tant vantée, et

qui n'a l'air que d'un débile jouet oublié sur une toile cirée lépreuse. Seul le ciel, avec ses cohortes de nuages bizarrement échevelés, seule la toile de fond, avec ses tragiques Monts de Moab qui ressemblent aux collines de quelque lune maudite, seules l'abomination et la désolation de la mer Morte luisant comme un plat d'étain au fond de son gouffre méphitique, rachètent par un peu de grandeur sinistre le poignant et hideux néant de ce chaos monochrome. Tout a cessé ici d'être conforme aux canons habituels de la vie. La lumière est cette lumière blême qui descend des soupiraux pour venir s'écraser sur les gravats des caves. Les rares oiseaux, d'un vol qui halète, paraissent draîner dans l'air leur part de malédiction. Les minces bruits qui parviennent à s'arracher du sol — un ânier s'emportant contre son âne, un triste coq s'égosillant, un forgeron frappant sur son enclume — ont quelque chose d'extranaturel, de fêlé, comme s'ils se développaient dans un monde où l'acoustique n'est pas la même que partout ailleurs.

Il faut être auprès de quelqu'un qu'on aime pour discerner pleinement la beauté d'un paysage ou son horreur. Avec un étonnement épouvanté, Isaac Cochbas venait de se rendre compte que pour la première fois il apercevait Jérusalem. Il comprit la terrible imprudence dont il avait fait preuve en permettant à Agar de confronter ses rêves glorieux avec l'impitoyable réalité. Du coup, il n'osa même plus regarder la jeune femme, mais, sentant la nécessité de mettre fin de façon quelconque au silence désolé qui s'était emparé d'eux depuis qu'ils s'étaient arrêtés, il fit un effort, essaya de parler, de citer des noms, de rappeler des souvenirs : là, les piscines de Siloé; là, l'emplacement du Temple; là, le pli de terrain où s'étaient massés les soldats de Titus pour l'assaut final; cette tour s'élevait sur l'emplacement de celle d'où David avait pour la première fois aperçu la femme d'Uri; ce fut cette colline qu'il gravit, vieux roi en détresse, chassé de sa capitale par la révolte d'Absalon; là, c'était... Inutile tentative. Cochbas sentait sa voix se sécher dans sa gorge, tant il y avait d'atroce ironie dans le contraste que formaient ces évocations grandioses avec le spectacle qui se déroulait à leurs pieds. Jusqu'à ce que le chauffeur, par un discret appel de trompe, leur eut fourni un prétexte que ni l'un ni l'autre n'eût osé

faire naître pour regagner l'automobile, ils ne surent plus que garder le silence devant ce gigantesque sépulcre blanchi.

Le trajet du retour s'effectua sans incident, et il n'était pas encore onze heures quand ils arrivèrent à la colonie. « Mademoiselle Weill, leur dit-on, s'était rendue le matin à Naplouse. Elle ne pouvait tarder à rentrer. » Sentant inconsciemment qu'il valait mieux ne pas semer par des questions le désarroi parmi des gens qui avaient l'air de n'être au courant de rien, ils s'assirent dans son bureau et attendirent anxieusement la vieille fille.

Bientôt, elle fut là. A sa pâleur, au ravage de ses traits, Cochbas devina que ses pires appréhensions de la veille n'étaient pas vaines.

— Qu'y a-t-il?

Mademoiselle Henriette mit la main sur son cœur. Agar s'était levée, comme pour les laisser seuls. Mademoiselle Weill la retint.

— Non, restez. Vous n'êtes pas de trop, mon enfant.

Elle se tordait les mains.

— Mes amis! mes pauvres amis!

— Qu'y a-t-il? Mais qu'y a-t-il? — répétait Cochbas angoissé.

— Igor Wallstein...

— Eh bien, Igor Wallstein?

— Il s'est enfui avec Dora Abramovitch.

— Igor Wallstein, avec Dora Abramovitch?

Atterré, Cochbas ne savait que redire ces deux noms. Agar se taisait. Elle semblait attendre la suite.

— Mais pourquoi? Mais où sont-ils partis?

— Je ne sais pas encore. A Naplouse, le service britannique, dès qu'il aura un renseignement, nous le communiquera. Sont-ils passés en Syrie? Ont-ils pris un paquebot? On l'ignore encore, je le répète. Et, en partant ainsi, vous savez qu'Igor Wallstein a emporté tout l'argent.

Isaac Cochbas s'était redressé, livide.

— L'argent? Quel argent?

— L'argent de la caisse. Il avait la clé.

Cochbas marcha en chancelant vers le coin de la pièce où

était le petit coffre-fort de la colonie. Mademoiselle Weill secoua la tête.

— Ce n'est pas la peine de regarder. Il n'y a plus rien.

— Combien restait-il?

— Pas tout à fait cent livres. Il a tout pris.

Cochbas revint s'effondrer sur sa chaise.

— Comment cela s'est-il passé? Dites-moi, racontez-moi.

— Le lendemain de votre départ, il est parti pour Caïffa. Rien de plus naturel. Dora Abramovitch l'a accompagné. Elle s'était arrangée pour avoir elle aussi des emplettes à faire. Ils devaient être tous deux de retour le même jour. Le soir, rien. Le lendemain, rien. Je commence à m'inquiéter. Je fais téléphoner à Caïffa. On avait vu Dora dans un bazar, où elle avait acheté une mallette. Quant à Wallstein, dès son arrivée, il avait encaissé le chèque à la banque Anglo-Levantine.

— Le chèque? Quel chèque?

— Mais le chèque de l'intendance de l'armée de Syrie.

— Il a encaissé le chèque?

— Naturellement, puisque c'était pour cela qu'il allait à Caïffa.

— Et cet argent, il l'a emporté, aussi?

— Naturellement.

Cochbas s'essuya les tempes.

— Mais alors, il ne nous reste plus un sou, rien.

— Non, rien.

Tous trois se turent. Au bout de quelques minutes de ce silence, Isaac Cochbas demanda en bégayant.

— Est-ce que vous avez porté plainte?

— J'ai averti la police de la disparition de deux membres de la colonie. Mais je n'ai pas parlé d'argent. Cela valait mieux, n'est-ce pas?

— Oui. Et ici, est-ce qu'on est au courant?

— Personne encore, sauf Michel Abramovitch. J'ai été obligée de lui apprendre la chose, vous comprenez, avec tous les ménagements possibles. Il a été on ne peut plus digne. Quant aux autres, il sera toujours temps...

— Oui, — dit Isaac Cochbas, avec un cri de désespoir, — il sera toujours temps de leur apprendre qu'ils aient à se disperser dans d'autres colonies.

Mademoiselle Henriette joignit ses maigres mains blanches.

— Nous en sommes là!

— Eh! ne le savez-vous pas aussi bien que moi-même? Le Puits de Jacob est mort.

— Est-ce qu'à Jérusalem, on ne peut pas trouver d'argent?

Il secoua le tête farouchement.

— Je suis mieux placé que personne pour savoir que non.

Il y eut dans l'étroite pièce comme une pluie de mornes cendres. L'ombre de la grande détresse du Sionisme leur apparut.

— Rien à attendre, — dit encore Cochbas, — avant le 1er février. Et d'ici-là, comment vivre? Non, je vous le répète, c'est fini.

A ce moment, Agar qui n'avait pas encore ouvert la bouche, prit la parole :

— Et si, — dit-elle, — nous nous adressions au Baron?

IX

On ne sut jamais au juste, au Puits de Jacob, ce que devinrent les deux fugitifs. D'ailleurs la police ne mit à s'occuper de cette affaire qu'une activité médiocre. Isaac Cochbas avait décidé de ne pas porter plainte, d'accord en cela avec Agar, mademoiselle Weill, et même Michel Abramovitch qui montra dans cette histoire une résignation au-dessus de tout éloge. Job sur son fumier fit preuve d'une sérénité moins parfaite que celle avec laquelle il accepta la décision de l'Éternel qui le privait de sa volage épouse. En saisissant la justice, la colonie n'eût guère augmenté ses chances de rentrer dans son argent. Les choses se seraient ébruitées, et le scandale serait venu compliquer le dommage matériel d'un irréparable préjudice moral.

Huit jours durant, Cochbas et mademoiselle Weill furent impuissants à prendre une décision. Ils voulurent, les infortunés, douter encore de la réalité de la catastrophe. Igor Wallstein reviendrait, peut-être. Il n'y avait là qu'une escapade amoureuse sans conséquence. Ou bien, pris de remords, il renverrait, tout ou partie, l'argent... Le chef de cabinet de Kerinski ne justifia aucun de ces espoirs. Par contre, des

lettres à en-tête commerciales arrivèrent, rappelant l'approche de plusieurs échéances. Cochbas passa cette semaine en courses désordonnées entre Jérusalem et Caïffa. Il connut, lui, l'apôtre austère qui n'avait jamais dépensé un sou à la légère, les affres humiliantes réservées aux banqueroutiers frauduleux et aux fils de famille prodigues. Il ne rapporta de ces démarches ni délai, ni appui, ni même promesse. Bientôt, il dut avouer qu'il n'y avait plus qu'une chance de salut, et qu'elle résidait dans la suggestion d'Agar.

Il faut accorder à Isaac Cochbas le témoignage qu'il fit tout pour éviter de jouer cette dernière carte. Il ne s'y résigna qu'après le plus douloureux des débats de conscience. L'étroitesse des liens qui l'avaient jadis uni au baron de Rothschild eût rempli d'assurance une âme moins délicate que la sienne. Lui, au contraire, il ne songeait en ces minutes à la bonté que lui avait toujours marquée le grand vieillard que pour se souvenir qu'il n'avait pas craint de résister à ses objurgations. On lui demandait de rallier le bercail du Faubourg Saint-Honoré. On le jugeait plus utile à Paris. Or, il avait proclamé bien haut que c'était désormais en Palestine qu'il se sentait le devoir de lutter. A maintes reprises, il avait affirmé sa certitude du triomphe final sur un ton qui avait rendu peu à peu impossibles de nouvelles instances. — Et maintenant, il lui fallait confesser sa défaite, pis que cela, tendre la main. — On conçoit sa détresse, la blessure de son amour-propre, sa crainte du terrible *Je vous l'avais bien dit*, d'autant plus navrant à entendre qu'il tombe d'une bouche plus vénérée.

Pendant ces mortelles heures, jamais Cochbas sans doute n'eût trouvé la force nécessaire à sa lutte de tous les instants s'il n'avait eu auprès de lui l'aide constante d'Agar. Sa présence seule était un baume à ses misères. Avec une émotion sacrée, au moment où ce pauvre être voyait tout s'effondrer autour de lui, il pouvait du moins se rendre cette justice qu'il ne s'était pas trompé en ce qui concernait la jeune femme. Elle était bien de ces figures auxquelles il faut le sombre éclairage de l'adversité pour que puisse se dégager leur relief.

Par contre les derniers événements avaient porté un coup

terrible à mademoiselle Weill. Son exaltation s'accroissait encore. Le brusque vent d'orage qui soufflait tantôt donnait à cette flamme d'inquiétants regains, tantôt la laissait fuligineuse, ou la faisait vaciller au point qu'on craignait de la voir s'éteindre. Par moments, avec une sorte de rage, la vieille amie de Mathias Morhardt parlait de reprendre la plume, et d'envoyer aux journaux des deux continents une redoutable lettre ouverte dans laquelle elle stigmatiserait comme il convenait l'égoïsme et l'aveuglement d'Israël. Puis, à ces crises de frénésie, succédaient de longues périodes de dépression, au cours desquelles elle n'était plus qu'une mince vieille ratatinée, mains croisées frileusement sur les genoux, marmonnant au coin du feu des mots sans suite. Au lieu d'entretenir l'espérance de la colonie, elle risquait de devenir le plus sûr agent de déroute morale. Mais il y avait Agar. Comment admettre que le Puits de Jacob pût être sérieusement menacé de ruine, alors que la tourmente n'avait apporté aucune modification sensible à la marche de la vie commune? Bien plus, il semblait que le bien-être, le confort eussent augmenté. Cette centaine de brebis inquiètes sentaient autour d'elles plus de soins encore et de sollicitude. — Le linge parut plus blanc, les aliments plus variés et meilleurs. — A tous les repas, il y eut des fleurs sur les tables, de ces tristes et belles anémones d'hiver que sur l'ordre d'Agar la petite Guitelé allait chaque matin cueillir au flanc du Garizim pour le réconfort du cœur de leurs frères. Par mille et mille attentions inattendues, elle s'efforçait de dérober aux regards le glaive de l'ange destructeur qui brillait déjà dans le menaçant amas des nuages. Qui aurait eu le courage de désespérer, alors qu'on voyait la femme d'Isaac Cochbas vaquer avec un calme, une régularité sans cesse accrus à ses occupations habituelles? Tout le monde lui rendait grâces, mais seul son mari avec toute la ferveur équitable, lui qui était seul à savoir que, huit mois plus tôt, Marthe était encore Madeleine.

Cependant, on avait attendu jusqu'à la limite extrême un événement heureux qui ne s'était pas produit. Deux semaines à peine les séparaient de l'échéance la moins éloignée. Il allait falloir agir. En admettant que le baron fit droit aussitôt à

la requête qu'on était décidé à lui adresser, il n'y avait plus une minute à perdre. Cochbas se résigna donc un matin à s'asseoir à son bureau, devant la feuille blanche préparée par Agar. Par moments, il laissait tomber le porte-plume, avec un geste de découragement, mais il rencontrait alors les yeux de sa femme, et il le reprenait.

Mademoiselle Weill, affalée dans un coin, assistait à cette scène, incapable d'intervenir, de donner un conseil. Autre chose est de rédiger une page orgueilleuse sur l'esthétique d'un sociologue allemand, autre chose est d'arrêter les termes, aussi dignes que possible, d'une lettre d'affaires suppliante. Agar ne prit naturellement aucune part à l'élaboration de cette lettre. Les passages qui étaient dans le ton voulu, elle se borna à les approuver de façon telle que Cochbas n'eut plus qu'à apporter aux autres les modifications convenables.

Enfin, la lettre fut prête. Le baron y était sollicité de consentir un prêt de cent mille francs, somme qui avait été calculée au plus juste pour permettre de joindre les deux bouts jusqu'à la prochaine récolte. On lui exposait brièvement le malheureux concours de circonstances qui mettait la colonie dans l'obligation de recourir à lui. Agar et Cochbas se rendirent eux-mêmes au bureau de poste de Naplouse pour faire recommander leur requête. Ils avaient calculé le délai dans lequel une réponse pouvait leur parvenir. On était le 7 décembre. Il était sage de ne rien attendre avant le 25.

Or, le 14, au matin, Cochbas entra en coup de vent dans le bureau d'Agar. Il brandissait triomphalement un télégramme.

— Sauvés, — criait-il. — Sauvés!

Agar s'était levée, un peu pâle.

— L'argent est là? — demanda-t-elle.

Suffoqué d'émotion, incapable de parler davantage, Cochbas lui remit la dépêche, une dépêche d'une centaine de mots, à la fois très nette et très paternelle.

Le baron faisait savoir qu'il commençait par mettre à la disposition de la colonie une somme de cinquante mille francs, payables immédiatement à la banque palestinienne. En ce qui concernait les cinquante autre mille francs, il manifestait le désir d'obtenir un certain nombre d'éclaircis-

sements de la bouche même de Cochbas, qu'il serait heureux de revoir par la même occasion. Il l'invitait en conséquence à prélever sur les premiers cinquante mille francs la somme nécessaire à un voyage à Paris, où il serait jusqu'au 15 janvier, date à laquelle il avait à s'absenter quelques semaines.

Agar releva la tête.

— Il faut répondre aujourd'hui même, — dit-elle. — Quand y a-t-il un bateau?

— Je ne sais pas. Nous allons bien voir!

— Il faut immédiatement téléphoner à Caïffa!

Mademoiselle Weill qui venait d'entrer mêlait maintenant son hosannah à celui de Cochbas. Tous les opprobres dont elle n'avait cessé depuis vingt jours de couvrir les grands juifs internationaux se trouvèrent soudain mués dans sa bouche en éloges désordonnés. — Seule Agar conservait au milieu de ce délire d'allégresse le même calme dont elle avait fait preuve au cours des journées d'angoisse.

— Combien peut coûter le voyage, aller et retour, avec les frais de séjour? — dit-elle.

— Je ne sais pas au juste. Nous avons le temps de faire le calcul. Trois mille francs, quatre mille peut-être.

— Mettons cinq mille. Il reste par conséquent quarante cinq mille francs dont nous pouvons dès à présent disposer.

Elle couvrait une feuille de papier de chiffres rapides.

— Cela nous mène à peu près au 1er février. Il faut qu'à cette date nous ayons la certitude d'être en possession des cinquante autre mille francs. Croyez-vous que nous puissions y compter?

— C'est faire une injure gratuite au Baron que de poser seulement la question, — s'exclama mademoiselle Weill. — Vous êtes jeune, mon enfant. C'est votre seule excuse pour parler ainsi. Vous ignorez quel est cet homme. Apprenez-le : c'est le bon génie, le père du Sionisme. Je propose qu'on donne immédiatement à notre salle des fêtes le nom de *Salle Edmond de Rothschild.*

Le même jour, le télégramme partit. On avait téléphoné à Caïffa et retenu pour Cochbas une cabine sur un paquebot

qui devait lever l'ancre le 22 décembre, juste une semaine plus tard. L'avocat du Puits de Jacob serait à Paris le 30 décembre. On en avertissait le Baron.

Durant ces huit jours, Agar et son mari auraient eu fort à faire, s'ils s'étaient donné pour tâche de calmer l'exaltation croissante de mademoiselle Weill. Elle écrivit et récrivit vingt fois le plan du discours que Cochbas aurait, selon elle, à tenir devant le baron. Ils avaient, heureusement pour eux, d'autres sujets de préoccupation.

Ils commencèrent par poser tacitement ce principe que c'était l'esprit libre que Cochbas devait partir pour son ambassade. Ils se mirent donc à établir un bilan fidèle de la vie de la colonie, depuis sa fondation jusqu'à la fugue d'Igor Wallstein. C'était naturellement à Agar qu'allait incomber pendant l'absence de Cochbas la charge de veiller à tout. Cette perspective ne le troublait pas, lui. Mais elle, elle poussa jusqu'à l'extrême le scrupule. Pénétrée de sa responsabilité, elle ne se trouvait jamais suffisamment au courant. Elle interrogeait sans cesse. Elle voulait être au fait des questions les plus infimes. Elle y parvint si bien que ce fut elle qui finit par donner à son mari des lumières sur certains détails dont il n'avait jusque-là pas eu idée.

Certain désormais que le sort de leurs camarades ne pouvait pas être remis entre de meilleures mains, Cochbas voulut davantage encore. Il décida qu'en prenant congé de Sir Herbert Samuel, il lui donnerait l'assurance qu'il aurait en son absence, au Puits de Jacob, quelqu'un qui serait capable de lui fournir toutes les précisions sur les matières d'ordre général à propos desquelles on faisait appel à lui, Cochbas. Ainsi Agar trouva, en ces quelques jours, le moyen d'être initiée aux plus menus détails de l'administration palestinienne et de la politique sioniste. Elle s'assimila ces notions abstruses avec une aisance qui apprit à Cochbas émerveillé que la gestion des intérêts d'un état n'obéit pas à des lois sensiblement différentes de celles qui président à l'établissement du budget d'une pauvre danseuse de café-concert.

Mais ses inquiétudes sur le sort de la colonie, à mesure qu'elles disparaissaient, étaient remplacées par de la tristesse, la tristesse d'avoir bientôt à quitter Agar. Fai-

blesse devant l'idée de la séparation prochaine, surmenage, souvenir des mortelles appréhensions qu'il venait de traverser, quelle redoutable addition d'éléments délétères! Ses forces semblaient maintenant menacées comme jamais elle ne l'avaient été, même aux jours d'accablement qui avaient précédé son mariage. La fièvre factice qui le soutenait ne faisait pas illusion à Agar. L'éclat du regard ne lui échappait pas, non plus que, le soir, lorsqu'ils se serraient la main en se quittant, l'étrange chaleur de cette main. Mais elle songeait au nombre de jours de plus en plus restreint qui les séparaient du départ du paquebot, et elle comptait sur la bienfaisante torpeur de la traversée pour apporter à ce pauvre être l'apaisement dont il avait si grand besoin.

On était au mercredi 19 décembre. Ils avaient passé tous deux l'après-midi à collationner des chiffres. Après le dîner, Cochbas avait voulu se remettre au travail. Mais sa lassitude était telle qu'Agar ne le lui avait pas permis. Elle l'avait envoyé se coucher, restant seule dans le bureau où, à dix heures, comme de coutume, l'électricité s'éteignit. Elle alluma une lampe à pétrole et continua son travail. Ainsi jadis, dans la soupente de la blanchisseuse du Fanar, lorsque le gaz s'était éteint, elle poursuivait, à la lueur d'une bougie, une tâche dont elle espérait que son avenir se trouverait transformé.

Depuis un instant, reprise par ses souvenirs, elle avait abandonné ses chiffres. Toute tentative de travail serait vaine, pour cette nuit. Elle éteignit la lampe, sortit, traversa la cour, se dirigeant vers le bâtiment où était leur chambre. Une lune froide brillait, qui faisait étinceler les palettes blanches de la roue de l'aéro-moteur, immobile.

La pièce était obscure. Agar avait oublié de prendre des allumettes. Comme elle en cherchait une boîte, à tâtons, sur la table, sur la commode, elle se sentit glacée d'horreur.

Du coin gauche de la chambre, le coin où était le lit de son mari, un sinistre petit bruit sortait. On eût dit le claquement sec d'un clapet. Il s'y mêla un hoquet, un gémissement atroce. Juste à cet instant Agar éperdue découvrait enfin la boîte d'allumettes. Heureusement, la lampe était là tout près. La lumière s'arrondit, grandit...

Un bras pendait hors du lit; la tête renversée sur l'oreiller tout maculé de sang qui coulait à filets noirs de sa bouche, Cochbas lui apparut, râlant.

C'était Guitelé qui habitait la chambre voisine. Agar n'eut qu'à frapper contre la cloison. L'enfant fut aussitôt là.

— Cours réveiller mademoiselle Henriette et Ida Jokaï, — lui dit brièvement la jeune femme. — Elles seulement. Il ne faut pas donner l'alarme.

Presque tout de suite, elles arrivèrent. Mademoiselle Weill serrait sur son torse étroit un extraordinaire châle gris. La grosse Ida Jokaï avait un peignoir de pilou mauve. Une nuée de bigoudis auréolait sa face rubiconde, qui, à l'aspect de la cuvette pleine d'eau sanguinolente, blêmit soudain.

Cependant Agar avait déjà eu le temps de laver le visage du malade. Elle était maintenant en train de changer la taie d'oreiller. Elle procédait à cette besogne avec des gestes d'une précision saccadée.

— Quel malheur, ma chère petite, — s'exclamait mademoiselle Weill. — Le pauvre garçon! Ah! vraiment, il est écrit qu'aucune épreuve ne nous sera épargnée.

Il fallut qu'Agar fit signe à Guitelé de l'emmener poursuivre ailleurs le cours de ses lamentations.

A l'aube, l'hémorragie, qu'Ida Jokaï avait réussi à enrayer, recommença. La doctoresse prévint Agar qu'une issue fatale était à redouter d'un instant à l'autre.

— C'est ce qu'on appelle vulgairement la phtisie galopante. Jamais je n'ai vu le mal progresser de façon aussi rapide et violente. Il est vrai que votre mari était bien fatigué. Je savais qu'un de ses poumons n'était pas en bon état. Plusieurs fois, je l'ai grondé pour son insouciance. Mais le moyen de se faire écouter! Allons, les récriminations sont inutiles. Faisons de notre mieux pour le sauver.

— Y parviendrez-vous? — demanda Agar.

Ida Jokaï hocha la tête.

— Je l'espère, à condition qu'il n'ait pas aujourd'hui une autre crise. Aussi rapprochée des deux premières, je ne sais s'il pourrait la supporter.

La crise redoutée ne se produisit pas. Le soir, Ida Jokaï se montrait plus confiante.

— Il y a du mieux. Il y a du mieux. Mais ne chantons pas trop tôt victoire.

Elle se tourna vers Agar.

— Vous, ma petite, vous allez me faire le plaisir de vous reposer.

— Laissez-moi veiller encore cette nuit, — dit Agar.

Le lendemain, vers trois heures, ayant quitté à midi Cochbas sommeillant, Agar était en train de travailler dans l'économat, lorsque mademoiselle Weill entra.

— Il est réveillé. Il veut vous parler, — dit-elle.

— Tâchez qu'il ne se fatigue pas trop, qu'il n'élève pas la voix, — murmura la doctoresse à l'oreille d'Agar, quand celle-ci fut au chevet de Cochbas.

La tête d'Isaac Cochbas, presque exsangue, reposait sur l'oreiller. Des larmes vinrent aux yeux d'Agar.

Il parla, et Agar était obligée de se pencher plus près de lui qu'elle ne l'avait jamais fait encore pour entendre une voix qui n'était plus qu'un souffle.

— Nous sommes aujourd'hui vendredi, — dit-il.

— Vendredi, — répéta-t-elle.

— Le bateau sur lequel ma cabine est retenue part demain soir. Et le Baron attend.

Elle fit un geste. Il l'arrêta.

— Oui, oui, je sais. Il m'est impossible de partir. Cependant, le Baron attend.

— Nous allons lui télégraphier, — dit Agar. — Le Baron comprendra. Dans quinze jours, dans un mois tout au plus, un mieux se sera produit, et alors...

Il secoua la tête.

— Il n'y a pas d'homme meilleur que le Baron, ni plus bienveillant, c'est vrai, — dit-il. — Mais nous sommes ses débiteurs. Il a demandé des explications, il faut qu'on les lui donne. Or, dans quinze jours, dans un mois, je le sens, je ne pourrai partir pour Paris. Le Baron nous a donné une preuve de sa confiance, nous devons nous en montrer dignes. Il faut faire ce qu'il demande.

— Que faut-il faire?

— Il faut que quelqu'un de la colonie parte demain à ma place.

— Quelqu'un de la colonie, — dit Agar, et elle devina soudain le but dans lequel il venait de la faire appeler — quelqu'un? mademoiselle Weill.

Isaac Cochbas secoua de nouveau la tête.

— Pas mademoiselle Weill.

— Pourquoi?

Il dut faire un effort.

— Je ne peux pas parler beaucoup, — dit-il. — Je suis obligé de réserver mes mots pour les choses utiles, indispensables. Je ne peux pas les employer à expliquer les raisons pour lesquelles il nous est interdit de charger mademoiselle Weill d'aller trouver le Baron. Nul plus que moi ne l'aime, la vénère. Cela me met à l'aise pour affirmer qu'à Paris elle compromettrait les intérêts de la colonie. Ce n'est pas elle qui doit partir.

— Qui, alors?

Il sourit et fit un geste.

— Moi, — dit Agar, — moi, aller à Paris? Moi, parler au Baron? Mais c'est impossible. Je ne saurai pas. Je n'en suis pas capable.

— Personne n'en sera aussi capable, — dit-il doucement.

On eût dit que la menace de la mort avait banni de cet esprit toutes les fumées de l'utopie. Pendant cinq minutes, d'une voix si basse qu'elle paraissait à chaque instant devoir s'éteindre, il précisa son devoir à Agar droite et blanche, tandis qu'il tressait à ce front la couronne la plus inattendue en même temps que la plus méritée. C'était la volonté du destin — car Cochbas ne faisait jamais appel au nom de Jéhovah — qu'elle partît.

Il termina avec un sourire douloureux :

— C'est la première fois que j'insiste ainsi, n'est-ce pas? Mais, quand je défends la cause de mes frères, je me sens plus d'éloquence que je n'en aurais pour plaider la mienne propre. Ce n'est d'ailleurs pas à quelqu'un d'aussi pénétré de notre splendide histoire que j'ai besoin d'apprendre que les femmes de chez nous semblent avoir reçu pour sublime mission de racheter par le détail la faute d'Ève.

Elle l'écoutait, interdite, dans l'affolement de ce qui lui arrivait. De brèves images lui apparurent, cueillies au hasard

du défilé des *actualités* dans les cinémas. Paris! Ce mot prodigieux lui bourdonnait aux oreilles. C'était donc à Paris qu'il fallait aller le chercher, le salut du Puits de Jacob! Les yeux de Cochbas ne la quittaient pas. La lumière qui en sortait était si radieuse qu'Agar chancela. S'abattant auprès du lit, elle saisit la pauvre main qui pendait et la baisa.

Le paquebot devait lever l'ancre à six heures du soir. Agar s'arrangea de façon à n'arriver à Caïffa que juste à temps pour s'embarquer. L'épaisse voilette qu'elle avait mise disait assez son souci de ne pas être reconnue dans cette ville. La petite Guitelé avait réclamé et obtenu la faveur de l'accompagner jusqu'au port.

Les vapeurs qui desservent ce port n'abordent pas à quai. Ils mouillent dans la rade, à un mille en mer. L'obscurité commençait à tomber lorsque la chaloupe qui devait emporter Agar fut parée. Comme elles s'étreignaient une dernière fois, Guitelé éclata en sanglots.

— Agar, Agar! — s'écria-t-elle. — Je le sens, tu ne reviendras jamais.

La jeune femme tressaillit.

— Pour qui me prends-tu? — dit-elle sèchement.

Mais tout de suite elle s'en voulut de la dureté de cette apostrophe. La douleur de l'enfant était si poignante qu'elle ne pensa plus qu'à essayer de la consoler.

Le paquebot avait à son bord une trentaine de colons israélites. Nouveaux Grünnberg, nouveaux Samuel Lodz, ils désertaient eux aussi le sol sacré. Le Sionisme commençait à voir son sang s'échapper par tous ses pores. Agar distingua dans l'obscurité ces mélancoliques silhouettes. Il n'y avait plus une minute à perdre, si l'on voulait préserver le Puits de Jacob d'une aussi navrante contagion. Elle avait une cabine de seconde classe, tandis qu'eux, ils étaient parqués sur le pont, à l'avant, au petit bonheur. Elle ne put s'affliger démesurément de cette détresse qui devait la mettre, durant le voyage, à l'abri d'une aussi démoralisante promiscuité.

La ville, déjà éclairée, reflétait ses feux dans l'eau noirâtre. Accoudée au bastingage, Agar reconnut, avec un étrange frisson, un emplacement où les lumières brillaient plus nom-

breuses qu'elle ne l'aurait pensé... En huit mois, l'établissement de M. Divisio avait dû faire des affaires meilleures que le Puits de Jacob.

Un coup de sirène retentit. Le navire s'ébranla lentement.

Sitôt le promontoire du Carmel dépassé, le vent du large, claquant dans les bâches du pont, se mit à mugir, tandis qu'Agar, penchée au-dessus de l'onde invisible, s'efforçait d'apercevoir une dernière fois les montagnes de Palestine qui disparaissaient dans la nuit.

PIERRE BENOIT

(*A suivre.*)

LE BONHEUR DE PEINDRE[1]

MAJORQUE, MALAGA, GRENADE

I

Me voici à l'autre bout de la Méditerranée, aux Baléares. Parmi les îles dont cette mer est semée, les unes, comme la Sardaigne ou la Corse, composent un tout, elles ont leur indépendance et leur unité. D'autres, dont le paysage n'a pas la place de se déployer ni de s'approfondir, ne sont que des morceaux cassés de la nature méditerranéenne. Majorque est ainsi. Quand on arrive à Palma, ce qu'on voit d'abord, au fond du golfe modeste où elle est étendue, c'est la cathédrale. J'aime ces grandes églises du bord de la mer. A deux pas des navires, solidement amarrées par leurs arcs-boutants, mais comme ébranlées encore par le vent du large, elles rendent sensible le double sens du mot vaisseau qu'elles font passer de la marine à l'architecture. J'entrai dans celle-là, par un matin gris; elle était haute, profonde et tranquille. Des vitraux suspendaient dans l'ombre un rouge de fleur tropicale. Des chapelles étaient pareilles à des grottes où un autel doré luisait faiblement, comme un trésor de pirate. Des retables sculptés s'appliquaient au bas des murailles nues. Dans le chœur, brillaient aussi quelques touches d'or; le lustre de cette église est une vaste machine de fer, suspendue à grand renfort de câbles et de poulies, avec des statues, des

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 avril, 15 juillet et 15 août.

bannières, et la vigne et les épis de fer forgé dont il est hérissé, ressemblent, d'en bas, à ces plantes, semées par le vent, qui ont poussé sur les toits. Presque seul dans la vaste église, je m'y offrais à une nouvelle influence. La Méditerranée, c'est la mer de la rencontre. En approchant de ses côtes occidentales, je savais bien que j'allais y retrouver le catholicisme et l'islam, et, sous d'autres apparences, le développement de la même intrigue. Mais ici, pour la première fois, j'apercevais l'âme espagnole, et je goûtais, en sa présence, le même plaisir rempli de curiosité qu'un enfant éprouve au théâtre, quand, voyant un personnage encore inconnu entrer dans l'action, il se demande quels discours et quels actes vont sortir de lui. Une opposition de luxe et de nudité, de sévérité et d'emphase, voilà ce que m'annonçaient ces durs ornements de ferronnerie, ces retables luxuriants, au pied de ces murs austères. Après le Levant qui mélange les éléments qui lui sont donnés, l'Italie qui les unit, la France qui les tempère, l'Espagne se déclarait comme le pays du contraste.

***

La ville est simple. On dirait que ces îles, près de la côte, ne sont que des dépendances amoindries du pays qui les avoisine. De même que l'île d'Elbe est un morceau de Toscane, mais sans tableaux et sans parures, et auquel ne parvient point la sève des arts, de même Majorque est comme un peu d'Espagne appauvrie. Çà et là, entre les maisons, intervient la façade chargée d'un palais, avec des caryatides, des hermaphrodites, ou le portail surabondamment sculpté de quelque église, d'un mauvais goût pompeux et ronflant, pareil à un déclamateur parmi des gens qui se taisent. Dans les écussons sculptés au-dessus des portes, figure souvent le fameux lévrier du pays. Mais ces ornements sont rares. Avec leur façade où rien ne ressort, ces maisons alignées, simples et pareilles, regardent le soleil briller devant elles, et cela rappelle ces revues qu'on voit parfois, dans les mêmes pays, où un général couvert d'or passe devant des soldats en toile grise et en espadrilles.

Dans ces étroites rues, à peine quelques passants. C'est

toujours la vie amoindrie des îles. On rencontre des officiers vêtus à l'anglaise, avec des joues rasées, où déjà repousse une barbe bleue. Un chanoine marche d'un air cérémonieux et discret, la queue de son manteau court sous le bras. Des femmes sortent d'une église, et s'en vont à petits pas. Sur les murs, à peine plus grandes que les oiseaux qui y sont logés, des cages enferment des bartavelles, et, dodues, douillettes, avec leur air un peu rengorgé, les femmes de Palma ne ressemblent pas mal à ces perdrix.

Cette ville fait peu de bruit. Quand on y rentre, le soir, en revenant de la campagne, on trouve les habitants sur des chaises, le long des maisons, prenant le frais, sans rien dire. Mais toujours un son de cloche, descendant d'un clocher voisin, baptise de catholicisme leur taciturnité musulmane.

***

L'île n'a pas grand'chose à montrer aux étrangers. Une chaîne de montagnes la borde vers le Nord. Au Sud s'étend une plaine qu'animent des moulins à vent. Quand leurs ailes sont immobiles, sur le bâtiment qui leur sert d'appui, on dirait des papillons piqués sur un bouchon. Quand ils tournent au fond du paysage, ils ont l'air d'enrouler à leur bobine les lignes des horizons. Près des villes, leurs bras toujours remuants semblent jeter des défis aux clochers. Mais, comme des gentilshommes provoqués par des bravaches qu'ils dédaignent, les vieux clochers restent graves.

Dans cette partie de l'île, on voit des pierres levées, et l'on visite des grottes, que la lumière électrique éclaire avec trop d'artifice. On trouve là des stalactites et des stalagmites qui ont mis un temps immense à atteindre la longueur qu'on leur voit. Rien de moins intéressant que ces merveilles. En regardant ce qu'a fait ici la nature mise au cachot, on se rappelle les fastidieux chefs-d'œuvre où les prisonniers essaient de tromper leur ennui.

***

Mais ces îles de la Méditerranée ont un autre emploi. Comme les lacs auxquels elles répondent, ce sont des refuges.

Tous ceux qui ont voulu fuir les hommes sont venus y vivre. Des amours ont essayé de s'y prolonger, à grand renfort de paysages. Le plupart du temps, ces exilés volontaires font une assez piètre figure et rendent hommage, malgré eux, à la société dont ils ont prétendu se passer. S'il est de grandes amours, il est à croire qu'elles existent plutôt cachées parmi les hommes, qu'isolées loin d'eux. Majorque, elle aussi, a fait cette fonction d'asile. Nous sommes en route, aujourd'hui, pour aller voir le couvent où séjourna George Sand, avec Chopin pour victime. On traverse d'abord une plaine plantée d'oliviers. Ces arbres, dont beaucoup sont très vieux, présentent une variété d'aspects étonnante. Certains, le tronc vidé, ne semblent faits que d'un enroulement de copeaux et rappellent ces nœuds et ces entrelacs où se plaisait, à la Renaissance, la fantaisie des peintres. D'autres ont des attitudes si forcées et si violentes que la sensation de leur immobilité est détruite. On dirait des combattants, des suppliciés. Le contraste le plus fréquent, c'est d'en apercevoir dont le tronc musculeux, tordu, bossué, supporte un jet de branches légères, que voile à peine un grêle feuillage. On croit voir un vieillard encore vigoureux portant sur son épaule une jeune fille.

Nous avons trouvé, dans la montagne, un grand couvent délabré, et nous y avons visité les pauvres chambres où le musicien et la femme-auteur furent réduits à prendre pour du bonheur la société l'un de l'autre. Plus loin, au-dessus de la mer, s'étend un domaine où un archiduc misanthrope séjourna longtemps, et l'on y voit la tombe, recouverte d'une statue horriblement fade, qu'il éleva à un jeune homme qui était son ami. Cette côte est cultivée en terrasse, avec beaucoup d'industrie. Le jour où nous y passions, le temps était lourd, la mer vague et laiteuse. Nous sommes arrivés ensuite à une petite ville appelée Soller. C'est de là que partent les oranges qui éclairent, en hiver, les rues des villes de France. Nous nous étions arrêtés dans une auberge, et, pendant que l'hôte bavardait avec nous, je voyais un gros orage s'entasser sur les montagnes, au haut de la vallée, avec des nuages noirs au bas desquels s'inscrivait, de temps en temps, la signature rageuse de l'éclair. Un jour louche entrait dans la chambre, salissait de ses lueurs troubles l'innocente carafe, les verres

où nous avions bu, qui, peu à peu, prenaient cet air étranger, cet aspect de résistance sinistre qu'ont les objets dans les mauvais songes. La bouteille de sirop semblait pleine de poison. Nous sommes repartis. Tandis que l'auto s'élevait sur les chemins de la montagne, je pouvais apercevoir, en me retournant, et comme au fond d'une cuve, les maisons blafardes de Soller. Soudain, lorsque nous arrivions au col qui réunit les deux versants, l'orage a fondu sur nous. En un instant, nous avons été entourés, aveuglés, noyés. Nous entendions la pluie compacte se briser sur l'étroite capote qui nous abritait à peine, sur les rochers, sur la route. J'aime de passion les orages. Dans ces fêtes de la vie, il y a quelque chose qui dilate, qui affranchit l'être. Tandis que la lueur des éclairs traversait l'air, que l'averse retentissait, j'écoutais avec jouissance, derrière cette frénésie, la période profonde, oratoire, cicéronienne des tonnerres. Puis l'orage a passé, notre regard s'est étendu, nous avons retrouvé le monde. Seuls, comme des soldats qui ont peine à se détacher d'un pillage, quelques nuages traînaient encore sur les pentes couvertes de vignes, d'où ils se soulevaient pesamment. La montagne regorgeait de ruisseaux écumeux, la route était un torrent. Enfin nous nous sommes retrouvés dans la plaine plantée d'oliviers que nous avions traversée d'abord. L'ombre tombait, il ne pleuvait plus. Tandis que l'auto courait en secouant ses tôles, j'ai eu l'idée de me retourner, et le spectacle que j'ai vu était tel que je suis resté dans la même posture, jusqu'à mon arrivée à Palma. Du côté de la mer, des nuées chagrines, noirâtres, entre lesquelles on en apercevait d'autres, rousses et ébouriffées, annonçaient que la mauvaise humeur du temps n'était pas finie. Mais tandis que l'île réelle se rabaissait et et s'endormait dans le soir, l'énorme accumulation des nuages, détachée d'elle comme d'un socle inutile, triomphait en plein ciel, comme une île fabuleuse. Cette masse était drapée d'une couleur jaune opulente et tendre, qui s'étalait sur ses mamelons, sur ses formes rondes. Au-dessus jaillissait une cime neigeuse, d'un blanc presque vert, pareille à une montagne idéale, venue on ne savait d'où, au sommet inaccessible d'un pays des songes. En bas, dans la plaine obscurcie, comme si les silhouettes mêlées dans les oliviers

s'étaient séparées, de vieux paysans s'en allaient d'un côté, des jeunes filles d'un autre, et l'on entendait le murmure de leurs voix tranquilles. Là-haut l'orage continuait pour lui seul, sans pluies, sans tonnerres, éblouissant et silencieux. Incessamment brillaient des éclairs; les uns n'étaient que des lueurs convulsives, des décharges, des secousses de lumière : violets, verts, roses, ils faisaient sursauter les masses rêveuses, qui reprenaient aussitôt leur sérénité. D'autres couraient brusquement comme des fleuves de feu, pareils à de soudaines trouvailles, dans une tête pleine de génie. Ce spectacle m'enivrait autant par sa magnificence que par son inanité, et le silence qui l'enveloppait le rendait plus prodigieux encore. Nul pour l'oreille, à l'instant même où il émerveillait le regard, il était comme suspendu entre la réalité et le rêve. Cependant les couleurs des nuages se modifiaient lentement; le jaune qui les avait revêtus d'abord faisait place à un rose ineffable. La haute cime blanche devenait encore plus pâle, elle semblait reculer, dire adieu au monde. Mais les éclairs jaillissaient toujours. On pensait à une bataille d'archanges : c'étaient comme des messages, des décrets, des ordres, des volontés absolues : on croyait voir penser Dieu.

II

Je ne sais pas si j'ai vu Malaga, car tout a si bien conspiré à m'y plaire que je doute s'il y a vraiment, sur la côte, au bas de l'Espagne, une ville qui soit, d'ordinaire, ce que celle-ci a été pour moi, un matin d'été. Nous y sommes arrivés par un beau temps absolument clair, inondé d'azur. La ville s'allongeait sur une rive creuse, jusqu'à une bastille d'une couleur à la fois sourde et vermeille, à laquelle elle semblait s'attacher, qui est l'ancienne forteresse mauresque. Plus bas, une autre masse répondait, celle de la cathédrale. En débarquant, je me suis trouvé à l'entrée d'une allée de palmiers qui longe le port, et qui, sous la voûte basse des branches, était pleine d'une ombre aussi close qu'au dedans d'un édifice. Dans la ville des passants allaient et venaient, comme libres encore des soucis du jour, et cette impression générale de légèreté était encore augmentée par une décoration de papier, mise là

pour quelque fête, qui gonflait la rue principale. J'allai d'abord à la cathédrale. C'est un grand décor : une de ses tours, achevée, porte dans le ciel l'orgueil de l'édifice, l'autre y interrompt brusquement ses colonnes. J'entrai dans la vaste église. Là, pour la deuxième fois, je fus reçu par l'âme espagnole, avec moins de sévérité qu'à Palma, d'une façon plus pompeuse et plus théâtrale. Les voûtes mêmes de l'église sont sculptées. Il y a quelque chose de capiteux dans ce mauvais goût qui semble annoncer l'influence et le voisinage d'une nature presque tropicale. On retrouve dans ces monuments la même ampleur facile que dans ceux d'Italie, mais avec quelque chose de plus hautain. Tout en jouissant de cet abondant espace, je m'amusais à noter quelques-uns des détails qui s'y trouvaient épars et comme flottants : dans le chœur, une petite chaire d'un marbre beige et rose si gras et si succulent que je ne pus m'empêcher de penser que, lorsqu'un moine en noir vient prêcher là, il doit avoir l'air d'une truffe dans un gros morceau de foie gras; je remarquai encore des missels énormes sur leur lutrin, des fauteuils encombrants comme des carrosses, de grandes orgues vertes et dorées, un chanoine en noir et violet, le pétale de géranium d'un enfant de chœur. Une petite messe que nul ne suivait fondait, toute seule, dans une chapelle. Mais ce que cette église plus riche et plus amollie me présentait mieux que l'autre, c'étaient les femmes du pays. Elles étaient assises, calmes et pâles, avec leurs yeux où, comme dans les lampes d'autel, une flamme semble flotter sur de l'huile. Je croyais, en les regardant, voir la volupté musulmane trempée dans la discrétion catholique. Toutes sont des dames, par la mantille et par l'éventail. L'éventail surtout les complète. Soit qu'elles le déploient pour en couvrir à demi leur visage, soit que son battement trahisse les battements de leur cœur, tour à tour il les cache ou il les révèle. Souvent ces femmes vont deux à deux, une jeune et une vieille, et ce couple, toujours retrouvé, est un des motifs les plus poétiques et les plus charmants de toute la Méditerranée occidentale. Parfois les deux compagnes sont pareillement vêtues de noir, enveloppées dans la même réserve, et la vieille femme n'est là que pour veiller sur la jeune; mais parfois la gardienne seule

est en noir; la toilette de la jeune est relevée d'une couleur provocante, et la vieille n'est plus, derrière elle, que comme un pêcheur attentif, rusé, aux aguets derrière l'appât magnifique.

Je suis ressorti. Sur un autre côté de la place se dresse le palais de l'évêque. Une fontaine est devant lui, qui, ce matin-là, comme une fillette à l'école, récitait à la hautaine façade sa petite fable de fraîcheur. Je me suis promené dans la ville, sans autre souci que celui de me livrer à ce qui s'offrait et d'être aussi heureux que mes yeux. Les maisons de Malaga sont d'une blancheur qui semblait les rendre encore plus légères. Des balcons vitrés sont partout appliqués à leurs façades, comme des cages faites pour qu'elles y montrent leurs femmes. Une belle paresseuse, étendue sur l'un de ces balcons, daignait accorder à l'étranger une œillade épaisse et douce, pareille à une rasade d'un vin du pays.

Quand je trouvais une église, je ne manquais pas d'y entrer. Je m'en rappelle une, petite, peinte au lait de chaux et rehaussée d'or, où, devant quelques dévotes en noir, l'autel, avec les statues dont il était chargé, éclatait, comme la scène d'un théâtre, en face des spectateurs obscurs. Enfin j'arrivai au marché. Dans cette ville toute en blancheur, il semblait le magasin des couleurs. Des légumes et des fruits, des melons, des pêches, des figues, des prunes y étaient entassés. Les raisins surtout abondaient, les uns violets, les autres blonds ou roses. Sur l'étal des marchands de poissons, des baudroies s'aplatissaient, comme des bourses vidées, avec la fente de leur grande bouche. De petits morceaux de viande étaient enfilés à des crocs, pareils à des lambeaux d'étoffe, et j'en aurais volontiers pris un, pour le plaisir d'acheter du rouge. Mais ce que j'aurais surtout voulu emporter, c'étaient ces grappes de raisins, pleines d'un feu transparent, non pas pour m'en désaltérer, mais pour les pendre, comme des lustres, afin d'être à jamais éclairé par la lumière ineffable de septembre.

A mesure que la matinée avançait, on eût dit que les travaux des hommes devenaient plus lourds, plus réels, et que la vie s'enfonçait, sous leur poids, comme un navire qu'on charge. Mais il faisait toujours aussi beau. Des panerées de raisins étaient offertes au coin des rues. Des figues de Bar-

barie s'entassaient dans des corbeilles. L'azur coulait entre les maisons. Au bas d'une muraille que voilait à peine une ombre subtile, un mendiant assis tendait la main, mais que pouvait-il demander, riche de beau temps? Pour moi, le plaisir que je goûtais était d'autant plus vif que je le sentais moins solide. J'étais à ce moment ambigu où des fils d'illusion se glissent encore dans la réalité. Enchanté des choses qui m'environnaient, je savais qu'il m'eût suffi d'insister un peu, pour qu'elles me révélassent l'éternelle banalité de la vie, et j'étais aussi avide de jouir de leur sourire qu'attentif à me préserver de leur aveu. Être charmé en restant indemne, tel était, par ce beau matin, mon jeu avec le monde. Mais qu'il existe réellement, au bas de l'Espagne, une ville comme celle où je me plaisais ainsi, c'est ce que je ne puis garantir, car je ne sais pas si j'ai vu Malaga.

III

Comme nos sentiments, nos sensations ne peuvent avoir d'intérêt pour nous qu'à la condition de ne jamais nous mentir. Tout à l'heure, tandis que nous entrions en auto dans la plaine de Grenade, j'étais bien près de me sentir déçu. Une campagne sèche et poudreuse, un village pauvre et blanc, voilà tout ce qui m'était offert. Mes yeux raflaient bien quelques détails, un groupe de buveurs dans une salle nue, des taureaux attelés à des chariots et courbant sous le joug leur tête massive où veillait à peine un œil hébété. Cela faisait un maigre butin. Grenade, au loin, n'était, sur la pente, qu'une poignée de maisons, dans un peu de verdure, et il me semblait en la regardant que je voyais un grand nom se rétrécir sur une assez petite ville. Mais cette déception, grâce à la franchise que j'eus de me l'avouer, n'a fait que rendre mon plaisir plus vif et plus vrai, à présent que je vois Grenade.

La ville s'étend au-dessous de la terrasse où je suis placé. Je me trouve à l'endroit privilégié où le paysage prend tout son sens, où il s'ordonne et se compose. Les lignes qui l'enveloppent viennent se boucler en face de moi. Les montagnes sont arides, mais la lumière de la fin du jour caresse et adoucit leur relief, et leur suprême contour a quelque chose d'agile

et de nu, qui fait qu'on croit voir le dos élégant d'un corps de nageuse. C'est l'heure tendre et magnifique où le couchant, rompant la morne égalité que le jour maintenait entre les choses, répand parmi elles ses faveurs et ses préférences. Au haut des monts, il rappelle à la splendeur un reste de neige. Dans la plaine, une ferme toute blanche, au bout d'un rayon, a l'air d'une enfant ravie qu'on ramène en la tenant par la main. La ville même, éclairée à contre-jour, se morcelle au point qu'on en pourrait compter les maisons, et le soleil, qui plonge ses rayons dans les fumées, semble en débrouiller les échevaux, de ses doigts d'or. Sauf la masse orgueilleuse de la cathédrale, on n'aperçoit que des arbres et des murs blancs, et cette absence même de monuments et de palais donne à la ville fameuse on ne sait quel charme de grand village.

Je ne vois pas l'Alhambra, mais je sais qu'il me domine, enveloppé de verdure. Maintenant le soleil a disparu et un globe de clarté rouge marque seul le lieu de sa chute. Alors ce qui n'était que la fête de la lumière devient celle des couleurs. L'espace, au-dessus du couchant, est d'un bleu vert qui est exactement celui des turquoises mortes, mais cette couleur précieuse, qui, dans un soir de chez nous, serait parcimonieusement dépensée, répand ici son émail sur toute une moitié du ciel, et le haut des montagnes, au loin, comme, tout près, la pointe d'un cyprès y plongent. Dans l'autre partie du ciel s'étend un vaste nuage de sable rouge. Chaque pays a sa lumière comme il a son vin, mais les mots ne sont pas assez subtils pour rendre ces nuances de la sensation et, lorsqu'on essaye, on risque de laisser du vague dans les expressions qu'on emploie, ou d'y glisser de l'arbitraire. Pourtant je me souviens de la lumière alerte et sèche d'Athènes, faite pour exciter à penser. Je me rappelle la lumière molle et trempée de Constantinople, que refroidit le vent du Bosphore. Si je m'enfonce plus avant dans ma mémoire, je revois les grands paysages morts de la Chine, emplis d'une lumière idéale, pareils aux salles immenses d'un palais sans meubles. Je n'oublie même pas ces soleils couchants de Paris où des nuages magnifiques entrent à grand fracas dans le ciel discret de l'Ile-de-France, comme ces étrangers qui viennent dépenser tout leur or chez

nous. Ici, c'est une clarté déjà africaine, délicate, irritable, intense, sèche et pourtant mielleuse, une lumière qui commande aux choses, qui n'est plus, comme dans le Nord, faite pour servir l'orgueil des façades et des édifices, mais qui, au contraire, régnant absolument, ne veut pas que rien soit beau, si ce n'est par sa grâce et par son aumône.

Maintenant nous descendons par des ruelles pierreuses où jouent des enfants, entre des maisons basses où quelques lampes s'allument, tandis qu'au-dessus de cette humble vie, un grand cyprès surgit, comme un rocher de verdure. Nous arrivons enfin à la cathédrale où un sacristain, malgré l'heure, nous introduit dans la chapelle royale. Il nous montre des tombeaux, ouvre des retables ornés de peintures. La lueur de la bougie écarte à peine la nuit. Mon regard surprend les tableaux, les déshabille un instant de l'obscurité qui les couvre, mais, comme une femme qui se défend, ils ramènent sur eux leur vêtement d'ombre, et je n'ai eu que le temps de deviner un Roger de la Pasture, ou de reconnaître l'élégance calligraphique de Thierry Bouts. En retournant la tête, je revois les tombeaux pompeux, derrière lesquels monte jusqu'aux voûtes une de ces grandes grilles où s'exprime si bien ce qu'il y a à la fois de rigoureux et de contourné dans le génie espagnol. Cependant le sacristain murmure des mots que j'entends à peine. Que m'importe? Demain tout cela s'éclaircira, ce sera le jour de la connaissance. Ce soir, je joue avec l'inconnu. Rien n'est si délicieux, au cours d'un voyage, que ces premières relations avec une ville nouvelle, à l'heure indécise où tout est merveille. Avant même d'avoir rejoint ce qu'elle renferme de trésors et de monuments, on jouit de leur occulte présence. On recueille, au hasard, l'âme des choses. Dans les ruelles où je suis revenu, tout m'est surprise et plaisir, jusqu'à l'odeur d'une autre cuisine. Il sort d'une porte ouverte un bruit de friture, auquel répond le petit grésillement de la première guitare nocturne, et je retrouve ici cet entrelacement de la vie domestique avec la vie amoureuse, qui est un des charmes du monde méditerranéen. Dans une chambre, une jeune mère, tout oublieuse de soi, embrasse goulûment un poupon. Mais, dans une autre, une jeune fille, qui n'a point encore renoncé à elle, se regarde, à la lueur d'une

bougie, et louche, en tourmentant son visage, pour le faire tomber tout entier dans un étroit morceau de miroir. Je goûte une fois de plus la douceur de voir se dessiner, sur le fond d'une âme étrangère, les sentiments permanents de l'homme. Je me sens aussi libre qu'un génie des soucis et des peines auxquels ces gens que j'aperçois sont astreints, et, néanmoins, une sympathie sans engagement m'associe pour un instant à leur vie et fait que je leur en dérobe l'essence. Je marche entre les maisons ouvertes, mon regard entre dans les chambres et, par une échappée, au-dessus de ces lampes inconnues, j'aperçois et je retouve mon éternelle amie, l'étoile du soir. Alors s'unissent dans le cœur du promeneur les divers sentiments qui composent son ivresse, et, affranchi de lui-même en même temps qu'il s'emplit de l'homme, goûtant à la fois le plaisir de découvrir un pays nouveau et celui d'y retrouver l'universelle douceur des heures, étonné de tant contenir dans son âme et de la sentir si légère, il ne peut s'empêcher de murmurer : « O Voyageur, que tu es heureux ! »

***

Ce matin, par un temps d'une clarté admirable, je suis monté à l'Alhambra. J'y ai vu d'abord le palais de Charles-Quint, vide et emphatique, avec des pigeons posés sur ses corniches, comme des pains que le soleil allait cuire. Puis je suis entré dans l'Alhambra. Quel changement! On trouve là, dès le premier pas, tous les raffinements qu'a ignorés l'Occident. Quand on se rappelle ici le palais que j'ai vu d'abord, il ne fait plus l'effet que d'un Hercule qui montre ses muscles : il étale son âme sur sa façade; celui-ci garde la sienne au dedans. Rien n'y est arrangé pour l'orgueil. Les colonnettes accouplées suffisent à leur tâche, sans se vanter de ce qu'elles font. On peut dire de chaque architecture qu'elle répond à l'une des attitudes de l'homme. L'architecture antique, c'est l'homme debout; la musulmane, c'est l'homme assis; la gothique, c'est l'homme envolé. L'architecture grecque satisfait, l'architecture gothique transporte, l'architecture arabe enchante. L'une est celle de la raison, l'autre celle de la foi, l'autre celle de la volupté. Nos monuments font un

geste : ils parlent, ils pérorent, on est parfois las d'entendre tous ces orateurs. Les palais arabes passent de l'éloquence à la poésie : le support de ces féeries, le noyau de ce fruit délicieux, c'est un rêveur sur un divan, et il y a, entre la taille de l'homme ainsi accroupi et la construction qui l'entoure une disproportion harmonieuse, une sorte de dilatation, de détachement des voûtes, qui traduit admirablement la suspension du rêve au-dessus de la paresse. Peut-être même pourrait-on dire que le luxe et l'afféterie de ces voûtes à stalactites vont jusqu'à donner une légère impression de fadeur, si l'on ne voyait, à quelques vestiges, combien les couleurs dont elles étaient peintes les réchauffaient autrefois. Du reste, ce n'est pas au moment où un art se montre à nous qu'il convient de se marchander à lui : il sera toujours temps de passer du plaisir à la critique. Cependant la volupté qui règne ici n'est pas sans frein, sans mesure. La religion la commande encore. Rien ne ressemble moins que la décoration qui couvre ces murs, à celle dont les Grecs ont fait usage, ni à la nôtre. Dans ces sculptures méplates, aucun élément ne ressort, aucun n'existe à lui seul. Ces combinaisons de lignes n'ont de centre nulle part; où que l'œil s'y engage, il n'y trouve jamais un point d'arrêt, jamais une forme qu'il puisse saisir. Toutes ces figures s'engendrent et se défont sans interruption et leur variété monotone entraîne l'esprit dans un rêve abstrait, où il conclut qu'il n'y a pas de réalité ni de permanence. L'arabesque ne fait qu'illustrer l'enseignement religieux. Mais, en même temps qu'elle répète que rien n'existe, elle démontre que rien n'est fortuit. Tous ces jeux n'admettent pas une fantaisie. Ces lignes ne s'échappent du piège qui les avait un instant retenues que pour courir à d'autres rendez-vous inévitables. Sans avoir besoin de vérifier toutes ces combinaisons, l'esprit jouit, malgré lui, de leur exactitude infaillible. Cette géométrie n'accepte que deux éléments étrangers, l'écriture et la fleur. Outre que la forme même des lettres s'accorde bien avec les dessins de l'arabesque, la présence de l'écriture y est logique et nécessaire : la phrase qui proclame qu'Allah seul est grand ne fait qu'avouer l'âme du jeu, que jeter à ces lignes l'idée qu'elles ne se fatiguent pas de mettre en œuvre. Quant aux fleurs, c'est, entre toutes les choses créées,

la seule beauté qui ne parle pas de soi. Elles ne durent pas assez pour avoir le temps de croire à leur existence. Elles louent Dieu, avec leur bouche d'un jour. Encore celles qui apparaissent sur ces murs n'ont-elles point la naïve réalité des corolles qui couvrent les faïences d'Asie Mineure, ni la grâce ravissante des fleurs qui abondent dans l'art persan. Déjà plus qu'à demi rendues au principe, elles s'évanouissent dans cette géométrie qu'elles ornent d'un dernier souvenir du monde. On peut distinguer ici deux sortes d'arabesques, l'une, riche en lignes courbes, où la fleur survit encore, l'autre, où n'éclate qu'un jeu rigoureux de lignes droites, qui semble mettre sous nos yeux la trame du monde, et qui, privant l'esprit de l'image même des corolles, le jette à l'autre extrémité de la création, pour ne plus lui présenter que d'absolus rayonnements d'étoiles.

***

Cependant, des salles ainsi décorées le monde sensible n'est pas tout à fait absent. Ces murs où n'est figuré rien de vivant ne font que donner plus d'importance aux fenêtres : elles remplacent les tableaux. On ne saurait dire quel prix prend le paysage qui y est enchâssé. Pour l'œil privé de toute autre histoire, le peuplier qui apparaît là devient vraiment un personnage. L'arc surhaussé, avec ce qu'il a d'enveloppant, ajoute encore à ce sentiment. On pourrait l'appeler l'arc amoureux. Le plein-cintre embrasse indifféremment tout ce qui lui est offert ; mais lui, par la façon dont il se continue le long de ce qu'il enferme, change cet embrassement banal en une étreinte plus étroite et plus attentive. La petitesse des ouvertures ajoute encore à l'effet. Ce qui s'y présente n'a plus l'air pris au hasard : ce sont des objets choisis, comme les mots d'un poème. L'âme musulmane a joui du monde végétal plus qu'aucune autre. Cependant il faut tenir présent que l'esprit arabe, rompu à des comparaisons dont l'ampleur nous étonne et nous déconcerte, était bien moins asservi que le nôtre à la réalité des objets : ceux-ci n'étaient pour lui que les éléments de ses jeux, et il est certain que le paysage qu'on aperçoit de ces chambres excitait, chez ceux qui les ont autrefois habitées, de tout

autres idées qu'en nous. Ce spectacle, que nous nous bornons à refléter, constituait seulement le thème et la donnée de leur rêverie, et, la tête encore pleine de poèmes où sont, à chaque vers, rapprochés des objets que nous ne penserions jamais à associer, ils ne pouvaient regarder un cyprès, dont la vue reste pour nous nue et seule, sans que cet arbre leur rappelât le corps de la femme qu'ils aimaient. Cette licence, cette débauche de comparaisons compensait les restrictions que la religion imposait aux arts. Ainsi, en même temps qu'ils jouissaient de ce qu'il y a de sobre et d'innocent dans la contemplation de la nature végétale, les rêveurs de l'Islam n'en restaient point à cette contemplation pure et simple. Par un ensemble de rapports, elle suscitait en eux ce qu'il leur était défendu d'évoquer immédiatement, la beauté sans nombre des créatures. La fleur servait à leur pensée de point de départ, mais après s'être éloignés d'elle, ils y revenaient, et elle leur disait que tout ce qu'elle leur avait servi à rêver était aussi vain qu'elle-même. De là l'importance du jardin dans l'art musulman. Nos palais aussi ont des jardins, associés à eux selon des proportions définies, mais qui, cependant, leur restent ajoutés et extérieurs. Ceux des maisons musulmanes sont enveloppés dans l'édifice, et viennent y représenter la nature. Tel est ce luxe au cœur frais, qui s'oppose au nôtre. On peut dire que les palais du Nord ont pour âme la cheminée, comme ceux de l'Islam ont pour âme la fontaine, et ainsi, dans les demeures mêmes des rois, le luxe et le faste ne font que rappeler, en la glorifiant par tous les moyens des arts, la première joie que, dans les mêmes climats, l'homme pauvre et misérable ait goûtée, au Nord, celle de n'avoir plus froid, au Sud, celle de n'avoir plus soif. Mais le luxe du Nord, à mesure qu'il se développe, enferme l'homme et l'isole. Au fond des chambres somptueuses, la flamme, en se déployant, semble étaler des tissus plus riches que tous ceux qui sont tendus sur les murs, la braise lutte d'éclat avec les joyaux, le feu provoque l'homme à outrer encore la magnificence. Parmi les choses les plus rares, la fontaine, au contraire, ramène en triomphe la simplicité. Les rois musulmans de Tolède avaient, au milieu d'un lac, un pavillon de cristal et d'or sur lequel l'eau du Tage, élevée par des machines, ruis-

selait dans les nuits d'été. Cela pourrait servir d'emblème aux goûts de l'âme orientale. Les Orientaux sont fous de pierreries, ils ne rêvent que rubis et perles, mais, même dans cette ivresse, ils sont toujours sur le point de préférer un jardin à un trésor. On pourrait dire que le verger d'Aladin est à la conjonction de leurs deux plus grands désirs, puisque la gemme y est un fruit, et que le fruit y est une gemme. Mais quand enfin il faut opter, et, dans cette hiérarchie des magnificences, exalter ce qui existe au monde de plus précieux, leur préférence n'hésite pas, et le diamant lui-même, malgré son orgueil et sa perpétuelle mutinerie d'étincelles, doit céder le premier rang à l'eau pure.

ABEL BONNARD

UN COMBAT ET UNE BATAILLE

(CORONEL - FALKLAND)

LA BATAILLE DES FALKLAND[1]

XI. — LES FALKLAND

Entrer à Port-Stanley des Falkland n'est pas une manœuvre facile. La baie est une lagune presque hermétiquement close. La seule ouverture, un goulet large de deux cents mètres, invisible de la haute mer, donne dans un grand vestibule, Port-William, fort bien abrité lui-même du mauvais temps. L'entrée de Port-William a quelque mille mètres de large; elle est en partie masquée par des îlots. Quant on vient de la haute mer, on distingue tout juste, dans les coupures des collines, les perroquets des navires au mouillage. Ils ont l'air d'avoir sauté par-dessus la terre pour se mieux mettre à l'abri.

Aux Falkland, en novembre 1914, chacun redoutait l'arrivée de l'escadre allemande. Les massacres de France montraient, clair comme le jour, ce que voulait dire une pareille visite. Toute affaire cessante, on avait expédié dans l'intérieur des terres les vieux, les femmes et les enfants, enterré l'argent, les valeurs et les bijoux. On avait fait mieux encore. Vous vous souvenez du *Canopus*, canard boîteux. Arrivé trop tard pour se battre à Coronel, il avait fait demi-tour, franchi Magellan, puis battu en retraite vers le nord,

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 décembre 1924 et 1er janvier 1925.

pour rallier l'amiral Stoddart. Si bien que Stoddart, qui n'avait pas trop de toute la vitesse de ses croiseurs pour la bataille imminente, allait être alourdi de ce poids mort, rendu impotent par ce paralytique. Joli cadeau à faire à une escadre : un paralytique !

Mais Fisher veillait; il avait télégraphié le 9 novembre au *Canopus* : « Allez à Port-Stanley et n'en bougez plus. Mouillez des mines dans le chenal d'accès. Échouez-vous dans la vase, à l'endroit voulu, pour que vos canons battent l'entrée. Pour qu'ils puissent aussi tirer vers le large, installez à terre des postes d'observation. Vos embarcations torpilleront tout navire essayant de bloquer la passe. Persuadez le gouverneur qu'il faut se défendre à outrance avec toutes les forces locales. »

Tant et si bien que, le 12 novembre, les gens de Port-Stanley avaient assisté à l'entrée majestueuse du *Canopus*.

Tant et si bien que, vingt-deux jours plus tard, le 4 décembre, tout est prêt. Le *Canopus*, cuirassé dérisoire, est devenu forteresse puissante, invisible du large et invulnérable. Du sommet d'une colline un poste dirige, par téléphone, le tir de ses canons de trente centimètres, un autre poste peut faire sauter électriquement les mines sous-marines, grands fûts à huile bourrés d'explosif, mouillées dans le chenal de Port-William. Tranchées creusées autour de la station de T. S. F., postes de vigie, batteries de 75 installées à terre complètent la défense. Le tout armé par les marins du bord et par les colons des Falkland, tous volontaires. Mais tout cela est insuffisant pour repousser une attaque menée à fond par les croiseurs allemands. Trois charbonniers, qui sont à l'ancre depuis fort longtemps, s'apprêtent à se couler dès que l'ennemi sera en vue. Au large, pas une fumée, pas une voile, le désert. De jour en jour l'anxiété croît. Jour et nuit les radiotélégraphistes sont aux aguets, dans l'espoir d'une émission anglaise. Rien! Décidément, la colonie est abandonnée !

25 novembre, un T. S. F. : « Spee vient de doubler le cap Horn. » Du cap Horn aux Falkland il faut deux jours, trois tout au plus. L'ennemi a dû s'arrêter pour charbonner, mais il ne tardera plus : de minute en minute on l'attend.

7 décembre, dix heures du matin, un autre T. S. F. : « L'en-

nemi en vue! » Le sémaphore de la colline Sapper signale d'épaisses colonnes de fumée dans le nord. Les navires sont encore masqués par les collines de la pointe William.

Branlebas de combat! Dix heures quinze. Le sémaphore compte huit fumées séparées. Les cinq croiseurs allemands, certainement, et trois charbonniers...

Dix heures vingt : le sémaphore distingue un pavillon d'amiral en tête d'un mât, il ne peut encore reconnaître les couleurs...

Les gros canons du *Canopus* sont pointés à l'angle de tir extrême. Sans rien voir, ils suivent la première fumée dont le téléphone indique le gisement. Elle arrive presque dans l'alignement de la pointe William, cette fumée. Dans les hunes, des officiers, jumelles braquées, guettent, dans l'attente du souffle formidable des premiers coups de 305.

Dix heures trente. De la hune avant descend un cri : « l'*Invincible!* » puis un autre cri : « l'*Inflexible!* »

Pas d'erreur possible. Nul marin ne peut s'y tromper. La marine anglaise, la première, vient d'amener sur ces eaux ces coques toutes-puissantes où, suivant la règle de Fisher, tout est pour le combat et rien pour l'œil. Supprimées, toutes ces superstructures étranges : fouillis de passerelles, de kiosques, de donjons, par quoi les architectes navals avaient accoutumé d'encombrer les parties hautes des bâtiments de combat. Ici s'avancent des navires longs, ras sur l'eau, aux ponts immenses s'étendant de bout en bout sans échafaudages inutiles. Pas de gaillard, pas de dunette, nulle brisure dans la belle ligne strictement horizontale. Tout a été dessiné pour ôter toute cible inutile aux obus. Seul subsiste l'essentiel, le nécessaire, l'indispensable : deux mâts, tripodes; trois cheminées, puissantes et basses; quatre tourelles, trapues, projetant chacune hors de leur blindage deux grosses pièces de 305. Pas besoin de les regarder deux fois pour comprendre que ces deux énormes vaisseaux, comme les six qui suivent, sont à la guerre depuis des mois. Les petits soins du temps de paix sont oubliés. Les coups de mer, les accostages de charbonniers ont écaillé la peinture. Et le soleil cherche en vain quelque beau cuivre amoureusement fourbi pour y accrocher ses rayons. Parmi tout ce gris et toute cette rouille, seul et magnifique ornement,

en tête de chaque mât, flotte le pavillon naval d'Angleterre, lequel est blanc, chargé de la croix de Saint-Georges, et porte au franc quartier l'Union Jack aux trois croix d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande[1].

Cette ligne, qui débouque majestueusement de la pointe William, c'est la force invincible et inflexible de l'Empire, s'affirmant à trois mille cinq cents lieues des ports anglais.

Tout de suite le sémaphore signale : « Attendez un pilote, la passe est minée. »

Dans une grande vedette, tout à l'heure prête à torpiller, le commandant du *Canopus* s'élance vers l'*Invincible*.

A onze heures tous sont mouillés : les petits *Bristol* et *Glasgow* dans la lagune de Port-Stanley; les gros *Carnarvon*, *Cornwall* et *Kent* et les énormes *Invincible* et *Inflexible* à Port-William, derrière la ligne de mines.

Au charbon maintenant. Mais le convoi d'Abrolhos est en retard. On se rabat sur les trois cargos trouvés en rade; *Carnarvon*, *Bristol* et *Glasgow* s'en emparent. Tout de suite s'épaissit la poussière noire qui dessèche les gosiers.

Le *Bristol*, dont les machines sont en botte, obtient la permission de les démonter; tous les autres bâtiments prêts à marcher, bien entendu, deux heures après signal reçu. Des pavillons montent aux drisses de l'*Invincible* : « L'amiral appelle à bord les commandants. »

Les voici tous, sauf celui du *Macedonia*; ce paquebot armé est resté dehors, en patrouille. Tout de suite Sturdee entre dans le vif de la question : le *Canopus* a reçu un télégramme signalant l'escadre Spee au cap Horn le 25 novembre. Renseignement manifestement faux, sans quoi von Spee serait déjà aux Falkland, et ça se verrait; ou à la Plata, et ça se saurait. La seule information valable est donc la précédente : le *Prinz Eitel Friedrich*, donc toute l'escadre ennemie, devant Valparaiso le 4 décembre.

Conclusion, le but : franchir le cap Horn, avant Spee;

1. L'Union Jack est bleu, chargé d'une croix rouge bordée de blanc (Saint-Georges) pour l'Angleterre, et d'un sautoir blanc (Saint-André) pour l'Écosse, celui-ci chargé lui-même d'un sautoir rouge (Saint-Patrick) pour l'Irlande.

Le moyen : appareiller le 9 dans l'après-midi toutes soutes pleines.

Tels sont les ordres. Personne ne fait d'objection.

Pourtant Fisher avait dit : aux Falkland...

XII. — L'ENNEMI...

Le printemps austral est saison fugitive. Entre l'interminable hiver aux journées courtes, aux tempêtes glacées, aux ciels de poix, — et les mois d'été tout le temps salis d'épaisses brumes, novembre et décembre réservent parfois aux marins des moments délicieux. C'est l'époque où la mer antarctique, lasse sans doute d'avoir, pendant quatre mois, combattu sans merci, daigne se reposer un peu, ciel nettoyé, brise assoupie. Nuits brèves et d'une inexprimable douceur! — L'air est d'une limpidité que ne connaissent ni les régions tropicales, ni les parages tempérés. Les étoiles semblent si proches qu'on craindrait de s'y brûler. De longues ondulations, silencieuses et rythmées, soulèvent à peine la mer et sont comme la respiration d'une grande force qui sommeille.

La nuit du 7 au 8 décembre.

Sur la mer endormie l'escadre allemande et son convoi, huit ombres sur l'eau, glissent doucement. Calme plat. Un calme qui a gagné les choses et les hommes. On dirait une flotte de rêve sur une mer irréelle. En tendant l'oreille on perçoit tout juste le continuel et très doux murmure du clapotis fendu par les étraves. Et cela fait des ondes droites qui, par tribord et par bâbord, divergent puis s'évanouissent dans la nuit. Un soupir de béatitude monte parfois de la mer; c'est quelque gros baleinoptère difforme et pataugeant qui, réveillé en sursaut, crève la surface, respire profondément et disparaît.

Aucun autre bruit, aucune lumière. La nuit est si diaphane que, de chaque passerelle, on distingue toute la ligne des croiseurs... On voit même, — profil nettement plaqué sur le ciel de cristal bleu émaillé de diamants, — on voit même le *Dresden* qui marche en éclaireur, à deux milles en avant. Minuit. Il

faisait encore jour il y a deux heures et dans deux heures une nouvelle aube pointera. L'aube du 8 décembre.

Toute la journée d'hier s'est passée, sur le *Gneisenau* et sur le *Nürnberg*, à préparer, avec la minutie allemande, le coup de main d'aujourd'hui. Ce débarquement à Port-Stanley, une partie de plaisir, en somme. Ça pourrait quand même être un peu dur. En attendant, reposons-nous bien!...

Deux heures du matin. Le petit jour se lève dans le ciel toujours aussi pur. Quelques bouffées de nord-ouest saluent l'aurore, à peine assez fortes pour rider l'eau d'écailles légères sur quoi s'amuse et joue le soleil nouveau.

Deux heures trente. La terre en vue droit devant. D'après l'estime elle est à 60 milles (120 km.). Quelle merveilleuse clarté!

Trois heures cinquante. Sur le *Scharnhorst* montent des signaux. Les numéros du *Gneisenau* et du *Nürnberg* et le simple mot « détaché ». Le commandant du *Gneisenau* a réglé tous les détails du débarquement. Les deux croiseurs sortent de la ligne, mettent à 14 nœuds. Ils n'arriveront guère à pied d'œuvre avant neuf heures. A ce moment-là ils auront 16 milles d'avance sur le gros de l'escadre qui suit à 10 nœuds.

Six heures. Les hommes s'éveillent. La vie reprend. On accompagne de l'œil les deux croiseurs qui s'éloignent, les deux veinards qui vont « faire quelque chose ». A bord de ces deux-là, les hommes du corps de débarquement commencent à s'équiper. On distribue les fusils, les cartouches, les outils portatifs, les explosifs de démolition. Les inspections se multiplient, les quartiers-maîtres, puis les seconds-maîtres, puis les chefs de compagnie, enfin le commandant. A sept heures tout est prêt. On commence à dessangler les canots que l'on pousse en dehors. Il fait si beau temps que tout se passe comme au mouillage.

On approche maintenant rapidement de terre. Les détails de la côte se précisent. Toutes les longues-vues sont braquées vers Port-Stanley. Sur le *Gneisenau* l'officier de navigation a pris place au plus grand télémètre, qui grossit trente-deux fois.

Le commandant Maerker est un peu nerveux.

— Eh bien, Born, que voyez-vous?

— Pas grand'chose encore, commandant. Ah! voici le phare.

— Le phare est au bout de la pointe Pembroke; regardez légèrement à gauche, vous devez distinguer Port-Stanley.

— Commandant, les nappes d'eau des baies sont masquées par les collines du sud. J'ai beau regarder... Voici un mât cependant, un mât à terre, la T. S. F. sûrement.

— Pas d'autres mâtures?

— Pas d'autres mâtures. Ah si! voilà des mâts, par-dessus la côte, je les vois mal à cause des fumées.

— Quelles fumées?

— De nombreuses fumées, commandant. Il y en a une qui se déplace vers la gauche. Plusieurs mâtures à présent.

Le commandant Maerker bondit lui-même au télémètre. Puis aussitôt :

— Des fumées! Vous voulez dire que tout flambe, ils ont mis le feu à leurs stocks de charbon, sûr!...

Neuf heures. Toutes les faces sont tournées vers le commandant qui regarde et, à mi-voix, compte :

— Un, deux, trois... Oh! il y a une escadre...

Puis, de toute sa voix, commande :

— Branlebas de combat. Les canots aux postes de mer. Faites désarmer le corps de débarquement. Born, reprenez le télémètre. Signalez au *Nürnberg* de se préparer à combattre.

Et Maerker regagne la passerelle :

— Signalez au *Scharnhorst* par projecteurs : navires de guerre à Port-Stanley, je crois reconnaître *Canopus, Kent* et un ou deux *Glasgow*. Je me prépare à les attaquer.

Born parle : « Les cheminées commencent à dépasser les collines. »

Puis il crie : « Commandant, *il y a des mâts tripodes!* »

Et Maerker bondit :

— Hein? Vous êtes fou, mon ami! Pourquoi pas la Grande Flotte? Regardez un peu mieux. Je n'ai pas besoin de télémètre, moi, pour voir qu'il y a un *Kent* qui appareille. Et rien

davantage! Je vais attaquer ça avant que ça ne soit hors des passes. Signalez à *Nürnberg* : vitesse 17 nœuds.

De ce *Kent*, évidemment, on ne fera qu'une bouchée... Mais... qu'est ceci?...

A 2 000 mètres par bâbord, en deux points proches l'un de l'autre, deux colonnes d'eau jaillissent de la mer, deux colonnes formidables... on dirait deux gigantesques peupliers, blancs de neige, qui poussent en quelques secondes jusqu'à cent mètres de haut, puis retombent lourdement. Dans l'écume de la chute le soleil dessine un arc-en-ciel.

— La barre toute à droite.

Réflexe immédiat : « Sortons vite de ce champ de tir!... car c'est au moins du 305 qui est tombé là... »

C'est en effet du 305 : c'est le *Canopus*, complètement invisible, qui vient de dire son mot. Et qui le répète tout de suite. Deux autres gerbes s'élèvent, loin sur l'arrière à présent. Les gros obus, qui ont ricoché, passent très haut dans l'air qui gémit.

Le *Gneisenau* et le *Nürnberg* sont hors de portée; lentement ils reviennent sur la gauche pour attaquer le *Kent* qui bientôt sera hors des passes. Mais von Spee signale : « Refuser le combat, faire route à l'est à toute vitesse. »

Puis, quelques minutes plus tard : « Ralliement. »

Déjà le gros de l'escadre allemande est en fuite vers l'est à toute allure; *Gneisenau* et *Nürnberg* manœuvrent pour rejoindre leur amiral. Et voici qu'à dix heures, dans une coupure entre deux collines paraît, bien visible cette fois, indiscutable! un mât tripode, — signe de mort...[1].

Tout de même, et même à cette heure-là, le comte von Spee pouvait encore vaincre. Un Nelson, un Suffren auraient foncé, auraient vaincu. Car jamais escadre n'a été aussi près du total écrasement que l'escadre de l'amiral Sturdee. Surprise au mouillage, tous les navires à deux heures de pression, les croiseurs de bataille en plein charbonnage, cargos accostés, noyés de poussière noire, prêts à flamber

1. Les mâts tripodes n'étaient encore en usage que sur les dreadnoughts ou sur les croiseurs de bataille, dont un seul valait plusieurs fois toute l'escadre allemande.

comme allumette au premier obus. C'était le désastre. L'escadre allemande, toutes forces réunies, eût dû surprendre cette escadre-là, au petit jour, et cogner à tour de bras dans le tas.

Imaginez l'effet produit par ces cinq croiseurs arrivant à la prime aurore, donc sans avoir été signalés, et fouillant, de leurs obus, ce magma de bateaux à l'ancre, immobiles, sans pression, désarmés. Un grain d'imagination et un soupçon d'audace auraient suffi.

Exactement ce qui manquait à von Spee. Mais, me direz-vous, il ne savait pas... Alors c'est plus grave, et le mot « impéritie » surgit sous ma plume. Un chef qui a des croiseurs légers pour s'éclairer n'attaque pas sans savoir. Ou alors il n'est pas un chef.

Tout ça, c'était l'enfance de l'art. Et je le prouve. A sept heures cinquante, le sémaphore de Port-Stanley a signalé des fumées dans le sud. A huit heures quatorze Sturdee signale à tous de se préparer à appareiller. Seul le *Kent*, qui devait prendre la garde, est prêt à huit heures quarante-cinq.

A neuf heures vingt le *Canopus*, échoué dans la vase, tire.

A neuf heures quarante le *Glasgow* est dehors. Enfin ce n'est qu'à dix heures, deux heures et dix minutes après l'alerte, que le gros de l'escadre anglaise appareille. Il a fallu cent trente minutes aux Anglais pour sortir du port. Von Spee, s'il avait eu l'audace d'oser, aurait détruit toute l'escadre Sturdee en une demi-heure. Et Nelson, ou Suffren, n'eût pas eu besoin de vingt minutes[1].

XIII. — CUIRASSES CONTRE CUIRASSES

La bataille des Falkand est coupée en deux. D'un côté, — cuirasses contre cuirasses, — luttent *Scharnhorst* et *Gneisenau*

1. A Londres, ce même jour, à cinq heures du soir, on recevait à l'Amirauté le télégramme suivant envoyé par le gouverneur des Falkland : « Amiral Spee est arrivé ce matin avec tous ses bâtiments et est en ce moment en action avec toute la flotte de l'amiral Sturdee qui était en train de charbonner. » Parlant de ce télégramme dans ses mémoires, M. Winston Churchill déclare avoir eu froid dans le dos et ajoute : « Avions-nous été surpris, et malgré toute notre supériorité, écrasés à l'ancre. » L'amiral Oliver, interrogé, répond : « J'espère que non... » (W. Churchill, *The World Crisis*. Londres, Thornton, Butterworth).

contre *Invincible*, *Inflexible* et, à la fin, *Carnarvon*. Tandis que, plus loin dans le sud, les croiseurs légers allemands, tôles en papier, se battent contre *Cornwall*, *Kent* et *Glasgow*.

Occupons-nous de la première lutte.

Chez les Allemands, douze pièces de 21 centimètres et six pièces de 15[1] vont avoir affaire à seize canons de 30, auxquels s'ajouteront, à la fin, trois 19 et trois 15.

Un obus de 30 pèse 385 kilogs. Un obus de 21 pèse 125 kilogs. A chaque salve les Anglais débiteront 6 576 kilogs d'acier et de lyddite, les Allemands 1 776 kilogs d'acier et de trinotrotoluène. En poids, ça fait quatre contre un.

Tous les atouts sont dans la même main. Du reste la bataille est déjà gagnée, gagnée depuis un mois, gagnée par sir John Fisher. Ce que je vais vous décrire est une simple exécution. Exécution qui traîne, décollation qui dure; on scie la tête au lieu de la couper. Elle finit quand même par tomber, cette tête.

Vous n'attendez pas, je pense, la description de tous les coups de scie, un par un? Donc je résume :

1. Ce nombre de canons représente, non pas toute l'artillerie, mais seulement les pièces qui peuvent tirer ensemble du même bord. Voici les caractéristiques des navires engagés dans la lutte des grands croiseurs :

Côté anglais : *Invincible*, croiseur de bataille, lancé en 1907, 17 500 tonnes, 27 nœuds, 8 canons de 30 centimètres pouvant tous tirer des deux bords, poids de la bordée 3 084 kilogs, 5 tubes lance-torpilles sous-marins, cuirassé de 18 centimètres à la ceinture et aux tourelles, 30 centimètres au blockhaus, 8 centimètres au pont cuirassé.

L'*Inflexible* est exactement pareil à l'*Invincible*.

Le *Carnarvon*, croiseur cuirassé, est de 1903; 11 000 tonnes, 22 nœuds, quatre pièces de 19 et six de 15 (trois 19 et trois 15 tirant du même bord), poids de bordée de 408 kilogs; deux tubes lance-torpilles sous-marins; cuirasse: 15 centimètres ceinture tourelles et casemates, 25 centimètres au blockhaus, 5 centimètres au pont cuirassé.

Côté allemand : Le *Scharnhorst* a été lancé en 1906; 11 600 tonnes; 22 nœuds et demi; huit pièces de 21 et six de 15 (six 21 et trois 15 pouvant tirer ensemble du même bord), poids de bordée 888 kilogs, quatre tubes lance-torpilles sous-marins; cuirasse : 15 centimètres à la ceinture et aux casemates de 15, 17 centimètres aux tourelles, 20 centimètres au blochkaus.

Le *Gneisenau* est pareil au *Scharnhorst*.

On voit que les blindages sont presque équivalents; mais ceux des Allemands recevront des obus de 30 centimètres et ceux des *Invincible* des obus de 21; soit, en poids, du 380 kilogs d'une part, et du 130 de l'autre. — C'est du simple au triple.

Temps magnifique, transparent, idéal. La mer antarctique qui tient sa proie se fait coquette pour l'engloutir. En vérité, temps désastreux pour les fuyards qui restent visibles à des distances énormes. Le moindre tronçon de mât dépassant tout juste la ligne d'horizon se profile sur le ciel. Chose infiniment rare à la mer, la visibilité s'étend, le 8 décembre, aux Falkland, jusqu'à sa limite mathématique le long de la tangente à la sphère terrestre qui va de la hune d'observation du chasseur à la pomme des mâts du chassé ou à l'extrême volute de son panache de fumée. Dès lors il suffit d'avoir assez de jambes et assez de souffle... Deux qualités qui ne manquent pas aux Anglais. A dix heures trente, appareillage terminé, le *Glasgow*, qui tient le contact, voit tout juste le haut des mâts allemands à 15 milles (30 km.); les croiseurs de bataille, sans rien voir, suivent l'éclaireur. A 28 nœuds d'abord, mais la fumée est telle que Sturdee réduit à 24. Au bout de trente minutes les silhouettes ennemies se profilent à l'horizon. Mais les deux *Invincible* ont semé leurs compagnons. A onze heures trente on règle à 20 nœuds pour qu'ils puissent rattraper. Pas besoin de se presser, on gagne main sur main.

Les croiseurs allemands donnent tout ce qu'ils peuvent. Du lointain ils ont vu sortir peu à peu les redoutables mâtures tripodes. Deux croiseurs de bataille. Le comte Spee sait maintenant que le jour est venu.

Onze heures trente. — *Invincible* à tous : « Faire dîner les équipages. » Heureux signal! On va manger, mais surtout on va se laver, on va quitter la tenue de charbon, guenilles et crasse noire bien collée, la pire tenue pour se battre.

Midi trente. — Chacun est rassasié et propre. Tenues impeccables, linge blanc, barbes faites. On a même trouvé le temps de laver les ponts.

Midi cinquante. — Un coup d'œil sur les deux escadres :

Côté anglais : escadre dispersée; en tête, le *Glasgow*, l'*Invincible* et l'*Inflexible*; à 4 000 mètres derrière eux, le *Kent*; à 4 000 mètres du *Kent*, le *Cornwall* que suit, à 2 000 mètres, le *Carnarvon*; tous ont fait de leur mieux, mais, comme juste, les meilleurs coureurs sont en avant.

Côté allemand : l'escadre Spee est mieux groupée : *Schar-*

nhorst, Gneisenau, Nürnberg, Dresden sont en formation serrée. Le *Leipzig*, en retard de 2 000 mètres, les suit.

Anglais et Allemands font route au sud-est, parallèlement.

Midi cinquante-cinq. — Le *Leipzig* n'est plus qu'à 16 000 yards des Anglais. Les deux croiseurs de bataille ouvrent le feu et encadrent tout de suite le minuscule croiseur.

Scharnhorst à tous croiseurs légers : « Quittez la ligne, cherchez à vous échapper. »

Scharnhorst et *Gneisenau*, en ligne de file, vont tâcher de mourir pour tout le monde.

Et, à quatorze heures vingt, *Dresden, Nürnberg, Leipzig* s'enfuient vers le sud.

Manœuvre prévue par Sturdee, riposte prescrite avant le combat; sans aucun signal, *Kent, Cornwall* et *Glasgow* s'élancent derrière les fuyards. Nous les rejoindrons plus tard.

Suivons les grands croiseurs. L'ordre de Fisher est de revenir intact. L'amiral Sturdee va donc manœuvrer pour accabler l'adversaire sans être lui-même touché. Travail facile. Les Anglais marchent plus vite et leurs canons portent plus loin. Lutte de l'épée contre le poignard. Le tout était d'amener l'épée au moment et à l'endroit qu'il fallait.

Bonne tactique, celle de Sturdee, mais bataille longue, interminable. Qui tire de trop loin tire mal. N'importe : les obus coûtent moins cher à forger que les marins à former.

Et les deux lignes adverses courent parallèlement, — est-nord-est à présent, — les Allemands à tribord des Anglais.

Pour donner toute leur vitesse les Anglais chauffent au pétrole. Un énorme nuage opaque, brun jaunâtre, les enveloppe complètement. Une faible brise de l'arrière le maintient collé sur les croiseurs. On travaille aveuglé et asphyxié par cette brume chaude, visqueuse, puante. Les Allemands ne trouvent aucun point à viser dans ces deux masses épaisses, aux contours mouvants, que perce à peine, par instants, l'extrême pointe d'un mât. Vrai combat d'aveugles. Lente canonnade à 15 000 yards de distance moyenne. Environ 1 000 yards de trop pour les canons allemands. Il faut attendre, les munitions leur sont comptées; ils ont tellement tiré à Coronel... Leurs rares salves sont merveilleusement groupées, mais

groupées sur l'eau, trop courtes. Spee, de temps en temps, vient de quelques degrés sur bâbord pour se rapprocher. Aussitôt Sturdee pare le coup en imitant la manœuvre. Jusqu'à deux heures, les croiseurs allemands encaissent peu. Peut-être deux coups chacun. Mais deux 30 qui, tirés de loin, arrivent verticalement, crèvent les ponts et éclatent dans les chaufferies, ravageant tout. Malgré tout il y a un peu d'espoir. La fumée s'épaissit encore. Spee ne voit même plus les mâtures anglaises, il va en profiter. Brusquement, cap au sud, il s'échappe; les croiseurs de bataille n'ont rien vu, les deux gros nuages s'éloignent. Mais, à l'extrême horizon, le *Carnarvon* qui n'a pas encore combattu, le *Carnarvon* qui, furieusement charge à fond pour rallier son amiral, le *Carnarvon*, lui, a vu la manœuvre de dérobement. Par T. S. F. il prévient son chef. Et, de nouveau, les nuées brunes piquent vers les Allemands. Nouvelle chasse, qui dure une heure. Spee pourra-t-il tenir jusqu'à la nuit? Oh! ce printemps aux journées interminables!

Trois heures. — Le feu reprend, d'un peu plus près, 12 000 yards. Sur l'*Invincible* la grêle commence. Chaque coup reçu fait vibrer longuement toute la coque. Les projectiles s'écrasent sur les blindages. De chaque impact rebondissent les éclats d'obus, mêlés aux éclats de cuirasse. Toute cette mitraille gicle sur les tôleries légères des hauts, sur les cheminées, en une assourdissante et continuelle sonorité. Bruit terrible, mal insignifiant. C'est trop dur à enfoncer, ces aciers-là!... La brise commence à fraîchir.

Mais voici qu'un obus coupe une drisse du *Scharnhorst* : signaux à bras :

Gneisenau à *Scharnhorst* : « L'amiral est-il tué? sa marque est en berne. » C'est qu'il faut songer à tout, Spee mort, c'est le commandant Maerker, du *Gneisenau* qui prendra la tête.

Spee à Maerker : « Je suis intact jusqu'à présent. Avez-vous mis des coups au but ? »

Maerker à Spee : « Impossible de voir, trop de fumée. »

Spee à Maerker : « Vous aviez raison. Ils étaient aux Falkland. »

Ainsi parlent ceux qui vont mourir! le malheureux Spee fait amende honorable, trop tard... Chacun des deux amiraux manœuvre : Sturdee pour éviter les coups et pour se dégager

de sa propre fumée, Spee pour tenter de violer la chance par quelques coups heureux, tirés de près. Et, de contremarche en contremarche, d'évolution en évolution, les deux escadres finissent par se trouver en lignes parallèles, et courent toutes deux vers le sud.

Soudain, sur la mer, une apparition toute blanche.

Un rappel de calme, de paix, de douce navigation traverse l'action furieuse, l'action portée au rouge vif. Un grand voilier, un trois-mâts à coque blanche, toutes voiles dessus, bonnettes dehors, toiles toutes blanches que caresse le soleil, arrive de l'est. Il va couper la route de l'escadre anglaise et salue d'un pavillon dont on ne distingue pas les couleurs.

Les Anglais ne peuvent répondre, les hommes sont sous cuirasse, aux postes de combat. Mais le code de la mer veut qu'un vapeur cède le pas à un voilier. Galamment l'*Invincible*, suivi de l'*Inflexible*, s'écarte, s'écarte même très largement afin d'éviter que les ricochets des obus allemands n'aillent faire du mal à la frêle carène, aux voiles neigeuses, ensoleillées...

Le tir est déréglé, mais la politesse est sauve! Et le voilier remercie en amenant trois fois son grand foc[1].

Trois heures et demie. — A présent les Anglais tirent moins mal. A bord du *Scharnhorst* les gros obus qui explosent, changent brusquement les contours géométriques des superstructures en un fouillis déchiqueté. C'est comme une rangée d'arbres morts, aux branches étrangement tordues, qui pousseraient subitement au milieu des flammes. Dans les cales, l'eau monte, le croiseur est déjà enfoncé d'un mètre.

Quatre heures. — Von Spee sent la mort toute proche, il signale au *Gneisenau* : « Si vos machines sont intactes, essayez de fuir. »

Puis le *Scharnhorst* fait tête, pour lancer ses torpilles avant d'en finir. Difficilement il évolue, il pique du nez terriblement, ses casemates de l'avant sont noyées. Il s'incline sur bâbord. Les quelques canons restés intacts tirent à plein débit maintenant. Une seule inquiétude : couler avant d'avoir tiré tous les

1. Le public non marin ne se rend peut-être pas compte qu'il est très ennuyeux pour un voilier d'amener son grand foc, ne fût-ce qu'une fois!

obus qui restent. Feu rapide, tant qu'on peut; les obus d'exercice après les obus de combat et, à la fin, des vieux boulets pleins, d'ancien modèle, qu'on déniche au fond d'une soute.

Et le feu allemand cesse, tout à coup, avec la brusquerie d'une bougie qu'on souffle.

Le *Scharnhorst* a le cap sur l'*Invincible*. Son gaillard d'avant est à fleur d'eau. Sa bande est telle que les deux cheminées qui lui restent semblent deux énormes canons qui viennent de faire feu et fument encore.

A quatre heures seize la tourelle avant tire un dernier coup.

Une minute après, lentement, le *Scharnhorst* s'enfonce. L'avant disparaît d'abord, puis les cheminées où l'eau s'engouffre, enfin l'arrière où flottent encore les couleurs allemandes. Les hélices apparaissent en dernier, tournant toujours, comme pour hâter l'arrivée du croiseur dans l'éternel repos. Aucun sauvetage possible, car le *Gneisenau* résiste encore.

Donc : 795 hommes et le navire entier, perdus. — Corps et biens? Pas tout à fait. Quelques semaines plus tard, la houle de l'Atlantique dépose, sur la côte sud du Brésil, une grande caisse cylindrique en cuivre à laquelle un cadavre est attaché. Caisse à gargousse pour canon de 21; les pêcheurs qui l'ont ouverte en tirent un pavillon. Un pavillon blanc, chargé d'une croix noire bordée de blanc, dont la branche opposée à la hampe est plus longue que l'autre; l'intersection des branches de la croix chargé d'un écusson de forme ronde aux armes de l'empire d'Allemagne : d'argent à l'aigle de sable becquée, languée et couronnée de gueules, membrée et armée d'or, tenant dans l'une de ses serres un globe et dans l'autre un sceptre du même; dans le quartier supérieur gauche, le drapeau allemand tiercé en fasce de sable, d'argent et de gueules sur lequel broche la croix de fer qui est une croix pattée de sable bordée d'argent. Le pavillon du *Scharnhorst*... Seul reste du croiseur amiral, relique déposée plus tard à Berlin, comme si le comte Spee, entrevoyant à l'heure de sa mort l'avenir chargé de honte de cette flotte allemande qui tout entière s'est rendue sans suprême combat, avait voulu laisser aux Allemands un pavillon de marine, un seul, qu'ils puissent regarder sans rougir.

Au *Gneisenau* maintenant.

Ils sont trois contre lui. Car, enfin, le *Carnarvon* a rallié l'*Invincible* et l'*Inflexible*. Trois contre un, huit contre un en poids d'obus. Le *Gneisenau* tient quand même pendant quatre-vingt-dix minutes.

Notons quelques-unes de ces minutes-là. Quelques instantanés pris sur le croiseur allemand.

Quatre heures vingt-quatre. — Un moment pénible : une tourelle volatilisée, une chaufferie noyée, la vitesse tombe à seize nœuds. Les trois Anglais, dispersés, canonnent; leur amiral n'est qu'à 9 000 mètres.

Quatre heures quarante-cinq. — Un seul coup anéantit la casemate tribord avant : tout le monde tué; et la casemate bâbord avant : deux hommes, là, survivent. Les Anglais sont en ligne de file. Leur amiral fait tant de fumée que les deux autres, aveuglés, se taisent. Tout ce qui reste de canons allemands tire sur l'*Invincible*.

Quatre heures cinquante. — L'*Inflexible* sort de la ligne. Le *Carnarvon* se laisse culer. Évidemment ils manœuvrent pour se dégager du rideau fuligineux.

Cinq heures. — Les Anglais sont très dispersés. Deux d'entre eux tirent comme à l'exercice. Seul l'*Inflexible* encaisse, très peu. Sur le *Gneisenau* toutes les transmissions d'ordres sont coupées. La cheminée avant s'abat. La barre se bloque, le croiseur tourne en rond comme un chien fou, parmi un bouillonnement de gerbes d'obus.

Cinq heures dix. — Ordre du commandant Maerker : « Tirer sur l'*Inflexible* avec les pièces de 21 et sur le *Carnarvon* avec les pièces de 15. » Réponse : « Il ne reste plus de 15. Il ne reste plus qu'un seul 21, celui de la tourelle avant. »

Cinq heures quatorze. — Il commence à pleuvoir.

Cinq heures dix-sept. — Encore une chaufferie noyée. Vitesse maximum 8 nœuds. Le bateau brûle de bout en bout. La tourelle avant cesse le feu. Elle a tiré son dernier obus. Le croiseur s'incline de dix degrés sur tribord.

Cinq heures vingt. — Plus de pression aux chaudières. Les pompes d'épuisement stoppent. Dans les fonds la lumière s'éteint. Les deux croiseurs de bataille se dirigent vers le *Gneisenau*, ils ne tirent plus.

Ordres du commandant Maerker. Essayez de faire monter la pression pour marcher en arrière. Se préparer à couler le bâtiment. En haut tout le monde.

Cinq heures vingt-cinq. — On a trouvé des munitions pour la tourelle avant; elle reprend le feu. Les trois Anglais ripostent.

Ordre du commandant Maerker : « Ouvrez toutes les prises d'eau. »

Cinq heures trente-cinq. — Derniers mots du commandant Maerker : « En arrière doucement! Tout le monde à la mer. »

Il est trop tard pour sauter à l'eau. Le *Gneisenau*, déjà à la bande sur tribord, se couche et chavire. Il flotte toujours, mais la quille en l'air. Sur la carène, des hommes courent. Un groupe, accroché à la cuiller d'un tube lance-torpilles sous-marin, pousse des hourrahs...

Cinq heures quarante-cinq. — Le *Gneisenau* se mâte verticalement et s'enfonce, l'arrière le premier. Il n'a pas amené son pavillon [1]. Sur l'eau flotte un instant une brise légère, mélange d'air et de vapeur, montant du fond des eaux où quatre cents tués viennent de descendre.

Quelque 380 hommes se sont jetés à la mer. La mer Antarctique, glacée, les reçoit et en engloutit aussitôt deux cents. Morts de congestion en sautant de ce navire qui brûlait, dans cette eau à trois degrés. A 20 nœuds les Anglais sont accourus, leurs canots ne recueillent que 187 survivants, dont beaucoup, saisis par le froid, meurent très vite. Ils sont aussitôt immergés avec tous les honneurs militaires. Pas d'autre immersion, *car les Anglais n'ont pas un tué.*

Pourtant l'*Invincible* a reçu vingt-deux obus, vingt-deux obus trop petits. La fumée, mieux qu'une cuirasse, a protégé les deux autres, l'*Inflexible* a reçu tout juste trois projectiles; le *Carnarvon* aucun. Donc, ici, victoire totale, écrasante.

Où sont les autres? Sturdee s'inquiète. La T. S. F. les appelle en clair.

A six heures trente-cinq. — « *Scharnhorst* et *Gneisenau* coulés. Où sont les autres? » Pas de réponse.

1. Saluons les vrais héros, n'importe leurs couleurs. L'escadre allemande du comte von Spee, qui s'était salie à Coronel, s'est réhabilitée et s'est couverte d'une impérissable gloire aux Falklands.

A sept heures vingt. — « Où sont les croiseurs légers. J'ai l'intention de les poursuivre. » Silence.

A sept heures quarante. — « Je demande des nouvelles sur la position du *Nürnberg* et des autres croiseurs. » Toujours rien. Tous ces gens-là sont trop occupés pour répondre. Cherchons-les.

XIV. — UNE PARENTHÈSE

De ces croiseurs légers, nous en avons perdu un depuis le début de l'action : le *Bristol*. Et, du même coup, nous avons égaré le paquebot armé *Macedonia*. Tous deux sont en chasse et c'est une femme qui a déclenché cette chasse-là. Une Anglaise de Port-Darwin.

Port-Darwin est un des fiords de la côte sud de la plus grande Falkland. On y élève des moutons. Comme toutes les agglomérations de la côte, Port-Darwin a été alerté par téléphone dès qu'on a vu les Allemands. Le plus gros éleveur est à Port-Stanley, — volontaire de la défense. Sa femme est à la ferme. Dès l'alerte elle a couru vers la mer; elle veille.

Vers dix heures, elle voit trois fumées sur l'eau. Trois navires de commerce. Il faut quand même prévenir. Laissant sa sœur en faction, elle saute au téléphone et avertit le gouverneur.

Le gouverneur prévient le *Canopus*, le *Canopus* prévient le *Bristol*, qui appareille à dix heures cinquante, tour de force inouï, car, à huit heures, toutes ses machines étaient démontées. Sitôt dehors, le *Bristol* télégraphie à son amiral; les Allemands brouillent les signaux. Il faut trente-sept minutes pour passer le message. L'affaire paraît grave. Trois navires suspects! On sait que les réservistes allemands ont rallié en foule les ports sud-américains. Sûrement ces navires portent des troupes. C'est l'attaque des Falkland.

Onze heures quarante-cinq. — Amiral Sturdee à *Bristol* : « Prenez le *Macedonia* sous votre commandement, recherchez et détruisez les navires suspects. »

A cinq heures du soir, c'est fait. Pas complètement. Un des transports, le *Seydlitz*, qui a semé ses compagnons tout de suite, a pu s'échapper; il ne trouvera plus personne à ravitailler. Le *Bristol* a coulé les deux autres : *Baden* et *Santa Isabel*.

Leurs équipages sont à présent sur le *Macedonia*. Mais les milliers de tonnes de charbon, d'huile de machine, d'eau douce, de farine, de vin, et les bœufs et moutons par dizaines et les volailles par centaines sont au fond de l'eau. Il était plus indiqué de garder tout ça pour l'escadre anglaise. Mais la consigne est la consigne.

Et ça coûte cher, la guerre!...

XV. — LA MORT DES DEUX DERNIERS

A une heure vingt, nous avons abandonné les trois croiseurs légers ennemis prenant la fuite et pourchassés par trois Anglais. De chacune des deux lignes parallèles, orientées vers le sud-est, tracées sur l'eau par les deux escadres, s'est détaché un faisceau de sillages dirigé vers le sud. Faisceau très dense de sillages presque confondus. Chaque croiseur anglais marche exactement dans les eaux d'un croiseur allemand. *Cornwall* et *Kent* (croiseurs cuirassés, blindage solide, quatorze canons de 15 centimètres) et *Glasgow* (blindage nul, deux canons de 15 et dix de 10), poursuivent *Nürnberg*, *Leipzig* (blindage nul, dix canons de 10) et *Dresden* (blindage nul, douze pièces de 10.)

Toutes proportions gardées, l'infériorité allemande est aussi lamentable que dans l'action principale.

Les Allemands ont 12 milles (24 km.) d'avance. S'ils se laissent rattraper, ils sont perdus. C'est donc une question de vitesse. *Cornwall* et *Kent* : 23 nœuds; *Glasgow* plus de 25. *Dresden* : 23 nœuds théoriques, en réalité 27; *Leipzig* : 22 nœuds sur le papier, en réalité à peine 21; *Nürnberg* : 23 nœuds et demi. Donc faible différence entre les groupes adverses; tout va se ramener à une tactique bonne ou mauvaise, à des manœuvres habiles ou non.

C'est le capitaine de vaisseau Luce qui est le chef du groupe anglais et Luce est un fin manœuvrier. 12 milles d'avance, donc 6 milles à gagner pour arriver à portée de canon. C'est faisable si tout se passe bien et surtout si la visibilité reste bonne. Dans ces parages, le temps change vite, il suffit parfois d'un grain de pluie pour qu'on perde une trace.

Deux heures quarante-cinq. — Le premier des Anglais,

Glasgow, ouvre le feu de ses deux 15 sur le dernier des Allemands, *Leipzig*. Pour pouvoir riposter de tous ses canons, le *Leipzig*, de temps à autre, fait des embardées et, du coup, perd du terrain. Manœuvre inutile, car le *Glasgow* reste hors de portée; manœuvre stupide, car le terrain perdu par l'Allemand est gagné par le *Kent* et par le *Cornwall*. Du coup on va pouvoir se partager la besogne : *Glasgow* et *Cornwall* contre *Leipzig*; et *Kent* contre *Nürnberg*. Le *Dresden* se joindrait bien à la lutte, mais vraiment il y a deux Anglais trop coriaces. Le croiseur allemand force de vitesse. Visiblement on ne pourra pas l'avoir. Canonnade à grande distance jusque vers quatre heures. A ce moment, le faisceau des sillages, jusque-là très serré, s'épanouit en trois directions. Vers le sud-est : *Nürnberg* poursuivi par *Kent*; vers le sud : *Leipzig* chassé par *Cornwall* et *Glasgow*; vers le sud-ouest : *Dresden* tout seul. Ce dernier est sauvé car voici que le temps se bouche. La pluie commence à s'épaissir. A quatre heures et demie le *Dresden* a 19 milles d'avance; à cinq heures, masqué par un grain violent, il disparaît [1].

Le *Leipzig*, fuyard du groupe central, accablé dès quatre heures trente par le *Cornwall* et le *Glasgow*, lutte en désespéré, presque sans défense possible. Fidèles à la tactique « donner sans recevoir », fort avantageuse quand il s'agit de coups de canon, jusqu'à cinq heures *Cornwall* et *Glasgow* se tiennent hors de portée des pièces allemandes. A ce moment, le *Leipzig* ne marche plus que 18 nœuds. Toutes équipes d'incendie tuées, il flambe sans merci. Mais l'horizon s'embrume, jusqu'à 8 000 yards les Anglais s'approchent. Le croiseur allemand entre en agonie. Agonie qui se précipite à partir de six heures. De plus en plus près les Anglais canonnent; tous leurs coups portent. Le *Leipzig* n'a presque plus de munitions. A sept heures, le dernier obus tiré, le capitaine de frégate Haun lance trois torpilles qui manquent le but, fait ouvrir les prises d'eau et appelle sur le pont ce qui reste des 286 hommes de l'équipage. Ils sont cent cinquante. Ils se massent en rangs serrés sur la seule partie tenable du pont milieu; le reste n'est que brasiers.

1. Le *Dresden* ne sera coulé que le 14 mars 1915, à Juan Fernandez, par le *Kent*, le *Glasgow* et l'*Orama*, après être resté caché dans les chenaux de la Terre-de-Feu et de la Patagonie sans oser en sortir.

Les Anglais ont cessé le feu. Le *Leipzig*, que la mer envahit doucement, se couche sur bâbord; le grand-mât, dont la base est portée au rouge vif, s'abat et tombe à l'eau. Au mât de misaine le pavillon allemand est toujours battant. Les Anglais, tout proches, regardent l'épave qui s'enfonce lentement. Le commandant Luce hésite à achever ce navire sans forme, admirable et têtu, qui ne veut ni couler, ni se rendre. Cinquante minutes tombent lourdement.

Le ciel est d'encre. Le mauvais temps menace. Il faut terminer cette affaire.

Sept heures cinquante.— *Cornwall* et *Glasgow* reprennent le feu. Indescriptible boucherie dans la foule entassée. Deux feux verts sur le *Leipzig*. Est-ce la reddition? Pitoyables, les Anglais l'admettent, et, lentement, s'approchent — une torpille est toujours à craindre. Les canots anglais s'avancent vers le croiseur allemand aux trois quarts chaviré. Les débris de l'équipage allemand ont sauté à la mer... et sont morts de froid, comme il est coutume, et aussi du choc des lames, car la mer s'est faite. Cinq officiers et treize hommes survivent seuls [1].

Le *Cornwall* a été touché dix-huit fois, mais, croiseur cuirassé, il n'a pas un blessé. Le *Glasgow* a reçu deux obus : un homme tué, quatre blessés.

Et voici la fin du *Nürnberg* : Nous l'avons quitté à quatre heures, fuyant à toute vapeur devant le *Kent*, adversaire terriblement plus fort que lui, mais mauvais marcheur et en retard de 7 milles. Le *Kent* tiendra-t-il le contact? Il fait mieux: il gagne. En présence de l'ennemi qui s'enfuit, de l'ennemi qu'il faut tuer, chauffeurs et mécaniciens oublient toute fatigue. Depuis le départ de Port-Stanley, — il y a huit heures de cela, — tout ce monde a donné l'effort maximum. Le brave *Kent* a tenu la vitesse de ses essais, 23 nœuds. Les marins disent : « 23 nœuds à tout casser! » Ce n'est pas vrai! Quand l'ennemi est en vue, rien ne casse dans la flotte britannique. Le matériel d'une telle marine a aussi ses traditions. L'énergie des hommes, leur désir forcené s'infiltrent dans le

1. Beaucoup d'officiers pour trop peu d'hommes, en y songeant...

charbon, dans la vapeur, dans l'acier. Et ces choses vivantes que sont les machines vibrent loyalement, à l'unisson. Le vieux *Kent* atteint 25 nœuds. Dès lors l'autre est perdu. Sitôt à portée de canon, cela devient pot de terre contre pot de fer, et, pour chaque salve, 408 kilogs d'obus contre 80. A cinq heures les salves se déchaînent. Il est bien tard. Le ciel est couvert et déjà l'horizon se brouille. On ne voit pas les points de chute. Le tir est mauvais des deux côtés. Décidément le *Nürnberg* va s'en tirer... Non! Car son matériel, à lui, n'en veut plus. Subitement deux chaudières claquent. Sa vitesse tombe à 19 nœuds. Il n'y a plus qu'à faire tête. Von Schomberg, capitaine de vaisseau, commandant du *Nürnberg*, vient à gauche, en grand, vers le *Kent*. Si l'autre ne mollit pas, ça va barder. Et, tout justement, le commandant Allen, du *Kent*, n'est pas de ceux qui mollissent. L'obscurité augmente, il faut en finir tout de suite. Il reste en route, laissant approcher l'ennemi. 6 000 yards à cinq heures trente; 3 000 yards à six heures. On se bat à bout portant. C'est trop pour le *Nürnberg* qui essaie en vain de se dérober à présent. Alors, malgré le temps brumeux, c'est le massacre. Au bout de vingt-cinq minutes l'Allemand n'est plus qu'une épave, une épave en feu. Il est stoppé, couché sur l'eau. Ses canons se taisent. Le *Kent* cesse le feu. Mais, dans l'obscurité croissante, on ne peut voir si le *Nürnberg* a amené. Doucement le commandant Allen s'approche; les couleurs allemandes flottent toujours. Pendant cinq minutes le *Kent* tire. A sept heures le *Nürnberg* amène son pavillon, puis coule à sept heures vingt-sept après une lutte magnifique contre un adversaire cinq fois plus fort que lui et presque invulnérable, car le *Kent*, touché quarante fois, n'a que quatre tués et douze blessés. Mais le matériel a souffert. A grand peine on trouve deux canots capables de flotter encore. Mais il faut d'abord, tant bien que mal, boucher les trous dont ils sont criblés, car déjà la houle est grosse. Fiévreusement les matelots travaillent, ardents à sauver ceux que, tout à l'heure, si allègrement, ils s'efforçaient à tuer.

Le soleil, bas sur l'horizon, est complètement caché par les nuages de mauvais temps; de ce crépuscule obscur, la pluie et la brume ont fait une nuit complète. Jusqu'à neuf heures, les deux canots, secoués par les lames courtes et creuses,

cherchent dans les ténèbres. Mais, des rares Allemands échappés à la tuerie, la plupart sont morts de froid, sitôt enveloppés par l'eau glacée. La lutte n'est pas finie. La lueur blafarde des projecteurs anglais, qui guident la recherche, a attiré tout un vol d'immenses albatros. Joyeuse ripaille pour ces rapaces. A coups d'aviron, il faut leur disputer les loques humaines, trop affaiblies, trop glacées pour défendre leurs yeux contre les terribles becs. Sur deux cent quatre-vingt-quinze officiers et marins du *Nürnberg*, le *Kent* ne peut recueillir que sept hommes; pas un officier. Il éteint ses projecteurs. La nuit retombe, plus hermétique après qu'ont disparu les grands pinceaux lumineux. Et le silence plus lourd après les bruits furieux de la bataille. Mais soudain, toute proche, toute silencieuse, semblant émerger du fond des eaux, une ombre s'avance, plus noire que la mer et que le ciel. Une masse, très haute, indistincte, déformée par la brume qui estompe ses contours et les agrandit. Un feu rouge qui paraît et disparaît suivant le rythme de la houle, clignote, à peine visible dans la brumasse.

Vite, un coup de projecteur. Le rayon de lumière tombe sur la coque claire et sur les voiles blanches d'un grand trois-mâts. C'est le voilier qui, tout à l'heure, en plein jour, a coupé la ligne de bataille anglaise. Il n'a plus, à présent, que ses basses voiles et ses huniers à deux ris, car la brise a bien fraîchi. Sa route vers le cap Horn l'a, deux fois dans cette journée, rendu témoin de gestes splendides, épiques...

Mais va-t-il vraiment vers le cap Horn, ce bateau-là? Ne serait-ce pas plutôt quelque vaisseau fantôme, le fantôme d'un des voiliers naguère coulés par l'escadre allemande, et qui est revenu là, pour savourer sa tardive vengeance? Ou bien... apparition d'autres temps héroïques... ne porterait-il pas, ce vaisseau mystérieux, les âmes de quelques compagnons de Drake, ou de Jervis, ou de Nelson, accourus pour jouir de la victoire remportée par des descendants dignes des grands ancêtres? Car la mer est fertile en rencontres angoissantes et l'esprit des grands marins d'autrefois flotte et flottera sur les eaux, — éternellement...

XVI. — LA VICTOIRE, EN CHANTANT...

De même que les coups de canon français de la Marne ont sonné sur terre le glas des armées allemandes, les coups de canon des Falkland sonnent sur les océans le glas de la flotte germanique. Écoutez les grandes ondes sonores! Elles traversent la terre africaine et vont expirer dans l'océan Indien qui vibre encore des cloches du trépas de l'*Emden*. Elles franchissent les Amériques et clament sur les eaux du Pacifique les franchises retrouvées. La mer est libre. Nettoyée de la vermine allemande.

Les coups de canon des Falkland ont résonné sur toutes les terres, sur toutes les mers britanniques. Parmi les détonations sourdes de la mer du Nord le vieux Fisher les a reconnus. Il ne s'étonne point : il les attendait, lui! lui seul...

Salve joyeuse de grande fête. La fête du prestige britannique mis au tombeau à Coronel et, la cinquième semaine, ressuscité.

Les coups de canon des Falkland résonnent jusqu'à Berlin. Leur souffle brûlant enfièvre le Kaiser et Von Tirpitz. Les escadres allemandes sont désormais vouées à la défaite. Car, demain, la Grande Flotte de Jellicoe sera grossie des deux croiseurs de bataille *Invincible* et *Inflexible*, vainqueurs des Falkland, et des vingt autres croiseurs cuirassés britanniques qui, sur toutes les routes marines, ont guetté l'escadre Spee.

Et Tirpitz, à présent, prépare la riposte désespérée. Dans le secret des arsenaux et des usines les tôles s'assemblent et les moteurs. Pour la guerre sous-marine que mèneront des pirates, remplaçants des corsaires disparus. Pour la guerre sous-marine que les États-Unis n'accepteront pas...

Trop tard.

La victoire des Falkland a coupé l'Allemagne du monde entier, comme la défaite de Trafalgar avait coupé du monde entier la France napoléonienne. Sur terre comme sur mer, désormais, l'Allemagne impériale est acculée à son Waterloo.

CLAUDE FARRÈRE ET PAUL CHACK

SOUVENIRS SUR WALTER PATER

I

Vers 1880 le savant Frédéric Myers — poète et critique que l'on connaît aujourd'hui surtout comme organisateur des « Recherches psychiques » — eut l'idée de donner à Londres une comédie de salon d'un genre tout à fait insolite : il voulait faire jouer en grec, par quelques amateurs, l'*Agamemnon* d'Eschyle. Les difficultés s'amoncelaient, et, pour commencer, la distribution des rôles n'était guère commode. Il n'y avait pas un grand choix d'acteurs suffisamment hellénistes; et c'est ainsi qu'à moi, modeste étudiante de vingt ans, échut le personnage de Cassandre. Grande était ma joie; j'apprenais par cœur la scène terrible que je devais jouer et, pendant quelques mois, notre maison retentit de lugubres ὀτότοτοῖ, lancés par une jeune voix heureuse. Cependant la préparation traînait en longueur, car, si l'on trouvait preneur, à la rigueur, pour Agamemnon comme pour Clytemnestre, personne ne voulait se charger de ces grands diables de chœurs, dont le sens est souvent impénétrable, et qui demandent une foule d'acteurs. Aussi le projet de M. Myers fit-il long feu — pour être aussitôt repris par je ne sais plus quel Collège d'Oxford; mais, enfin mise sur pied, la représentation ne comportait plus de rôles de femmes et, — la Reine et la Prophétesse devant être jouées par de jeunes hommes, — je perdais mon emploi. Pour me dédommager, le Collège m'adressa une invitation pour la « première ».

Je n'avais jamais visité Oxford. Qu'il était charmant alors

avant que des faubourgs d'une élégance par trop suburbaine eussent empâté sa grâce austère et monastique. Quelques villas entourées de jardins, dans le nouveau quartier près du parc, suffisaient à loger les familles des « married Fellows », espèce encore rare. Dans une de ces jolies maisons habitait le jeune ménage qui s'était offert pour m'héberger : Thomas Humphry Ward, « Tutor and Fellow of Brazenose college », et sa femme, Mary Arnold, qui n'était pas encore une célèbre romancière. Presque en face des Ward, au numéro 2 du Bradmore Road, demeurait Walter Pater avec ses deux sœurs.

De vieux célibataires, tous les trois! — C'est ainsi qu'ils paraissaient à mes jeunes yeux. Walter Pater avait quarante ans bien sonnés, Miss Hester un peu plus, Miss Clara un peu moins. L'aînée était une sorte de vieille fée espiègle, parfois un peu acariâtre, toujours amusante. La cadette, belle et grave, — une Hypatia sereine, — donnait des leçons de latin et de grec aux étudiants qui avaient besoin d'un enseignement supplémentaire. Walter était « Fellow and Tutor of Brazenose », comme M. Ward. Les deux familles s'appréciaient et se fréquentaient.

Oxford était fier du grand talent de Pater. Les *Études sur la Renaissance* étaient déjà célèbres. Les étudiants amis des lettres savaient par cœur mainte page sur Botticelli ou sur Léonard — les autres se moquaient agréablement du grand esthéticien, dont W.-H. Mallock venait de tracer un portrait bien cruel et bien faux dans son roman *The New Republic*. Mais ceux qui se moquaient, comme ceux qui admiraient, avaient plutôt de la sympathie pour Walter Pater, ils comprenaient sa bonté et sa simplicité. Cependant dans les hautes régions de l'Université on voyait « l'esthète », comme on disait, d'un mauvais œil. On l'appelait Épicurien, on le disait artiste; et Pater en revendiquait le titre, mais il n'aimait guère qu'on le traitât d' « hédoniste ». « Cela fait un effet déplorable », disait-il un jour à Sir Edmund Gosse, « sur tous ceux qui ne savent pas le grec ». Les grands seigneurs de l'Université d'Oxford n'étaient pas dans ce cas, assurément, car s'il existe un endroit où l'hellénisme court les rues, c'est bien là. Ils avaient pourtant peu assimilé l'esprit de l'Antiquité.

Le culte du Beau, le sentiment qu'il est, autant que la Vertu, une voie pour arriver au Divin, leur demeuraient étrangers. Ces savants anglicans, bien pensants, dont beaucoup étaient entrés dans les ordres, admettaient fort bien que le monde extérieur existât sous les espèces d'un bon dîner arrosé de bon vin, mais ils trouvaient absurde, et presque inconvenant, qu'un homme attachât tant de prix à la nuance d'une étoffe ou d'une fleur, à la forme d'un objet. Ils se méfiaient de Pater; et son ancien maître — le tout-puissant Jowett, de Balliol, le traducteur de Platon — mettait toutes sortes d'obstacles à son avancement dans l'université. Ombrageux, circonspect, Pater ne disait mot, et souffrait de se sentir incompris. Il ne faisait rien pour cacher son innocent épicurisme; parfois, dans une heure de bravade, il l'outrait même, comme un enfant boudeur qui sort de son silence pour montrer qu'il méprise un blâme injuste.

Je ne voyais pas tout cela, bien sûr, de mes yeux de vingt ans; mais, en lisant la biographie de Pater par M. Arthur Benson, je me rappelle l'aspect sombre et doux de l'essayiste, et la réserve qui se manifestait dans les éloges accordés à son talent. C'était une sorte de lourd découragement d'une part, de frivole supériorité de l'autre. « He felt his isolation heavily rather than acutely (dit M. Benson) — his was a melancholy introspective mind, dwelling wistfully upon the outer beauty of the world. » Sans doute, mais l'influence du milieu était pour beaucoup dans cette mélancolie, et plus tard, j'ai bien vu que, de son naturel, Pater était un homme allègre.

Se repliant alors sur lui-même, dans une atmosphère trop froide, Pater ne sortait plus d'une sorte d'épicurisme mystique — sobre comme un quaker, simple comme un philosophe, le plaisir qu'il recherchait était le plus pur et le plus délicat des bonheurs. Nous allons dans la nuit, et nous ne savons où : enchantons-nous de ce qui nous arrive en route de beau! N'est-il pas possible de vivre la Vie pour la Vie, comme on fait de l'Art pour l'Art? Faisons de notre existence une ode intérieure. Considérons les jours qui nous sont prêtés non comme un progrès pour atteindre un but quelconque, ici-bas ou ailleurs, mais comme les notes enchaînées d'une

divine symphonie, qui ne dure pas, évidemment, mais dont la *qualité*, tout au moins, peut être éternelle, et devenir une musique pour réjouir les Dieux.

II

Pater était sensible à la vague désapprobation de ses savants collègues; incapable de répondre directement, la pensée lui vint d'écrire, sous la forme d'un roman historique, une sorte d'autobiographie spirituelle qui serait l'apologie de son esprit. Son héros devait être naturellement un épicurien, mais néanmoins tout autre chose qu'un païen voluptueux. Pater, fort religieux en effet, était toujours en quête d'un dieu inconnu; son roman, *The Epicurian*, retrace à peu près l'histoire de ses recherches.

Pour mieux se dévouer à une œuvre de choix, il donna sa démission de *Tutor* à Brazenose, l'année même où je le vis pour la première fois; pourtant il garda ses chambres au Collège et son titre de *Fellow*. L'organisation des vieilles universités anglaises est si différente de celle de nos facultés que je désespère de traduire exactement ces termes; je noterai ceci seulement : le *Fellow*, membre d'un Collège, reçoit un traitement fixe, il est tenu à la résidence et à certains devoirs peu absorbants; le *Tutor* fait quelques cours et exerce sur les élèves une surveillance morale. En quittant son *Tutorship*, Pater sacrifiait le plus clair de ses revenus; mais, d'une part, *Marius* demandait tout son temps — et puis, le moyen pour un homme délicat de rester là où il se sent de trop? Peut-être Pater a-t-il cru que, lorsqu'il manifesterait le désir de partir, son collège chercherait à le retenir et qu'on lui témoignerait des regrets de cette longue et sourde animosité qui lui avait fait tant de peine. Innocence de son cœur! Chimères de grand enfant! Sa démission arrangeait bien tout le monde. L'université fit *Ouf*! en le voyant quitter l'enseignement.

Marius demanda à son auteur un dernier sacrifice, qui fut de quitter Oxford pour Londres, car il est bon que la personne, autant que les livres d'un grand romancier, soit connue dans la métropole. En 1885, ayant mis la dernière main à son roman, Pater déménagea du Bradmore Road pour venir s'établir,

avec ses sœurs, dans une vieille maison de Kensington, n° 12 Earl's Terrace. Depuis quelques années déjà, j'habitais, avec mes parents, le n° 20 de la même rue. Nous devenions enfin voisins.

III

Earl's Terrace, c'étaient alors deux douzaines de vieilles maisons construites vers la fin du XVIIIe siècle, commodes, pas bien hautes, avec de jolis ornements qui devaient plaire à Pater : — des têtes de lionceaux sculptées au coin des portes, des fenêtres d'un dessin élégant; — un léger rideau d'arbres et un étroit jardin protégeait du vacarme et de la poussière de Kensington Road ces tranquilles demeures. Oxford n'est pas bien loin de Londres; ayant gardé ses chambres à Brazenose, Pater allait et venait toutes les semaines de l'université à la capitale, mais c'était maintenant Earl's Terrace qui représentait le foyer, le *home*. Pater devait y rester huit ans. Lorsque je pense à lui, c'est surtout là que je le retrouve, assis au coin du feu dans son calme salon gris, ou bien marchant sans bruit à l'ombre des arbres du jardin, de son pas lent, souple, et feutré.

Il était fort laid, « fantastique de laideur », dit George Moore, qui l'aimait tant, dans ses *Avowals* — mais c'était une laideur agréable et distinguée. Il ressemblait comme un frère au portrait de Philippe IV d'Espagne, par Velasquez, qui est dans la National Gallery à Londres. Froid et flegmatique d'aspect, il avait un teint blafard, de pâles et fins cheveux d'un blond cendré. Le menton et le bas de la figure étaient lourds, puissants; une moustache épaisse, d'allure militaire, dissimulait la bouche. Cette moustache ne convenait pas à l'air doux et recueilli du grand écrivain. « On ne sait s'il a l'air d'un clergyman ou d'un officier de cavalerie », murmurait George Moore qui, ayant rencontré Pater chez ma mère, avait conçu pour lui une admiration profonde; il n'acceptait pourtant pas cette moustache militaire qui lui semblait une fausse note. C'est seulement l'autre jour, en relisant avec soin tout l'œuvre de Pater, qu'enfin je l'ai comprise.

Nous avons tous une image dans l'esprit — l'idée d'un type supérieur auquel nous voudrions ressembler. En outre, chez bien des artistes se cache une sorte de goût pour le déguisement : chacun d'eux voudrait ressembler à l'homme qu'il croit être. Pater, ce doux pyrrhonien traditionnaliste, si grave, ne pouvait guère se grimer en Turc comme Loti, en Arménien comme Rousseau, en moine comme Balzac. La seule moustache, étrangement assortie à sa longue redingote, révélait — ou plutôt aurait dû nous révéler — que Pater se voyait comme un moine militaire. « A military monk! » que de fois cette expression revient dans ses pages! C'est ainsi qu'il voit Marc-Aurèle, et le Φύλαξ de la République, le roi-philosophe, et combien d'autres des personnages qu'il se plaît à évoquer. Et c'est ainsi sans doute qu'il se considérait lui-même allant et venant par les chemins d'un monde irrémédiablement civil et séculier : un moine militaire, voué aux combats de l'esprit, le champion du Beau!

M. Moore, cependant, trouvait (il l'a écrit dans ses *Avowals*) que notre ami ressemblait à ces statues grotesques, coulées en plomb plutôt que sculptées en pierre, dont on orne parfois, dans de vieux jardins, les abords d'une terrasse : — c'était le même teint gris, le même ample crâne en forme de voûte. Le visage impassible avait l'air d'un masque; « Un jour (dit Moore) je vis le masque se détacher — pour révéler un homme sentimental, un peu timide, dont le cerveau, tout-puissant sur le verbe écrit, n'avait jamais conquis la maîtrise de la vie. »

Ah! si nos jeunes regards avaient été plus perçants, nous aurions lu plus tôt le secret de cet homme affable et sombre — nous l'aurions vu dans l'éclair, si chaud, si gai, si vivant, qui parfois illuminait ses yeux verdâtres d'une beauté inattendue, d'une pureté d'enfant.

Nous étions, dans ce temps-là, parfois, jusqu'à trois jeunes filles dans notre salon de Earl's Terrace, car mon amie de Florence, Violet Paget (Vernon Lee), commençait et finissait par nous la tournée de visites qui l'amenait chaque été en Angleterre. Elle s'entendait à merveille avec Pater. Subtil et tranchant, son rare esprit avait de réelles affinités avec l'intelligence de notre célèbre voisin; ils étaient, l'un comme

l'autre, spéculatifs, dialecticiens, et pourtant épris du monde visible, et artistes jusqu'au bout des ongles. Ils étaient devenus de véritables amis — mais Pater était à peine moins aimable pour ma sœur, et pour moi-même. Il était d'une amabilité extrême, et se plaisait dans la société des jeunes. Un jeune homme franc, sain, libre, intelligent, était bien ce qu'il imaginait de plus charmant au monde, mais « faute de grives » il s'accommodait fort bien des rires et des confidences des jeunes filles. J'ai encore dans l'oreille les « no doubt » encourageants, les « really » un peu dubitatifs, qu'il prodiguait à nos belles histoires. Souvent c'était toute la part qu'il prenait à la conversation — mais à d'autres moments sa parole partait, flambait, brillait et le sobre Pater semblait bien plus extravagant que nous. Je n'ai connu qu'un autre causeur dont les propos oscillassent pareillement entre l'acquiescement anodin et les périodes étincelantes — c'était Ernest Renan.

Ah! si je pouvais épingler ici sur ma page, comme on le ferait d'une fleur ou d'un brillant papillon, quelques-unes de ces belles improvisations qui, après tant d'années, hantent encore mon souvenir! Mais je ne puis que donner une idée imparfaite de cette mine recueillie, de cet air de quaker ou de janséniste, de cette aimable lourdeur d'aspect, qui contrastaient si étrangement avec des paroles ailées....

***

C'est un soir d'hiver. Je suis sortie à l'heure du crépuscule pour aller voir les Pater. J'entre dans leur tranquille maison où tout est ordre et harmonie. Les Pater se piquaient de descendre du peintre de ce nom, le compagnon de Watteau; et, à leurs lointaines origines flamandes et françaises, ils attribuaient leur goût pour une pureté et une netteté absolues dans l'arrangement d'un intérieur. Je les trouve assis au salon, tous les trois, regardant les flammes dans l'âtre et parlant ensemble, sans animation, mais avec un certain intérêt amusé. Le tapis amortit le bruit de mes pas, j'arrive tout près d'eux sans qu'ils s'en doutent.

Que disent-ils entre eux? J'entends le nom d'une tante

qui doit bientôt leur apporter de merveilleux cadeaux de Noël. — « Mais n'oubliez pas la sœur ! » interrompt Miss Hester, « cette grincheuse, toujours occupée à rabattre notre orgueil! La bonne Tante ne vient jamais sans elle. »

J'étais gênée de surprendre cette conversation familiale. « Good evening, Miss Pater ! » fis-je d'une voix vibrante. Et les trois Pater se redressent d'un petit sursaut gentil. « Quoi, c'est vous! » tandis que Walter m'explique le sujet de leur entretien avec cette gravité qu'affecte parfois l'humour. Il semblait pourtant absolument sérieux.

« Nous n'avons plus de parents », me dit-il, sauf notre frère le docteur, toujours absent. Et d'enfants nous sommes pareillement dépourvus. C'est pourquoi nous nous sommes amusés à nous inventer tout un jeu de parents imaginaires. On en a besoin surtout dans cette saison où partout les liens de famille se resserrent. Nous attendons donc ma tante, la meilleure des femmes, avec sa sœur, un peu aigrie, — oui, sans doute, pauvre créature, un peu aigrie! Mais nous aimons l'une comme l'autre; nous aurions de la peine à nous en passer. Ces êtres, je dois l'avouer, n'existent pas — ils n'ont jamais existé — ils sont nés d'un caprice de notre fantaisie, et sont devenus avec le temps aussi réels que nous-mêmes — brin d'or étincelant, sombre fil de soie que nous ne saurons plus arracher au tissu de nos jours! »

Dehors la neige tombait aussi mollement que les paroles de Walter Pater. Personne ne souriait dans la tranquille pièce où le frère et les deux sœurs s'occupaient à « se créer une famille » par des moyens peu usités.

Le plus jeune de ces charmants enfants avait plus de quarante ans.

Et maintenant la Noël est venue. Les Pater, s'ils se trouvaient à Londres ce soir-là, venaient volontiers s'asseoir à notre table de famille, mêlés à nos jeunes cousins, à nos tantes, et rien n'égalait la simplicité de Walter Pater dans ces occasions. Il semblait se divertir à partager nos jeux, et risquait parfois une plaisanterie. Ce soir-là les heures fuyaient. Minuit sonnait enfin à l'horloge : quelqu'un proposait de confectionner un punch. On trouvait dans la salle à manger des citrons, des liqueurs, du sucre, et déjà mon père essuyait la

plus précieuse de ses porcelaines de Chine lorsque nous nous apercevions que nous manquions d'eau chaude. Depuis longtemps déjà, les domestiques étaient couchées..., aussi je m'élançais dans le sous-sol pour prendre une bouillotte à la cuisine..... Et je ne revenais toujours pas! Au bout d'une dizaine de minutes un de mes jeunes cousins partit à ma recherche et me trouva évanouie sur les dalles de la grande pièce qu'une seule bougie éclairait à peine. Elle avait pourtant suffi à mettre en fuite la horde de criquets et de cancrelats dont l'horrible fourmillement m'avait assez frappée pour me faire perdre connaissance. On imagine les railleries qui saluèrent mon retour au salon; la jeunesse a la dent dure! Au bout d'un instant le compatissant Pater, ne pouvant plus écouter ce rude badinage, venait à mon secours :

« Je comprends la frayeur de Miss Mary, disait-il. C'est l'horreur du nombre qui pullule. L'horreur du pullulement du nombre dans l'infini : que de fois je l'ai ressentie en contemplant le grouillement des étoiles dans la Voie Lactée! »

A d'autres moments c'était le pur spectacle du beau qui ravissait Pater et le faisait divaguer — c'était comme une courte extase. Un jour je le recontrai dans l'étroit jardin qui s'étendait entre nos maisons et la rue; il arrivait d'Oxford, l'air rayonnant; il m'arrêta pour me raconter sa charmante aventure : il avait vu des fleurs qui poussaient dans un champ! Ces fleurs n'étaient que des fleurs d'oignons. Cela suffisait pour le rendre content comme un enfant qui ne sait garder pour lui quelque heureux secret.

« Je montais, disait-il, la côte de Headington, lorsque j'ai aperçu à ma droite un champ d'oignons. Elles sont toujours belles, ces grandes fleurs globuleuses et pâles — mais là, un heureux hasard avait jeté au milieu de ces plantes un semis de delphiniums, qui poussaient çà et là, bleu sombre, bleu pâle, mauve rose, rose et blanc, au milieu du vert laiteux des oignons — un vent léger remuait toutes ces fleurs »... Pater cessait de parler. Il semblait revoir une apparition céleste. La Beauté, pour lui, était toujours un message divin.

IV

Une quarantaine d'années plus tôt ce grand enfant avait été un petit garçon romanesque et sensible que la seule vue d'une aubépine rouge plongeait dans l'extase. Il vivait alors dans la grande banlieue de Londres, et habitait une vieille maison que nous connaissons par *The Child in the House*; — peut-être la retrouvons-nous, un peu transformée, dans cette Villa *ad Vigilias Albas* où Marius demeurait avec sa mère. Comme Marius, le jeune Pater avait été élevé par une mère sereine et douce, veuve de bonne heure; Walter pouvait à peine se rappeler la figure de son père, le docteur. A quatorze ans il dut quitter ce tranquille foyer pour entrer, comme interne, à la « King's School » de Cantorbéry. Le jardin, les arbres en fleurs, la vieille maison, l'avaient déjà familiarisé avec une douce beauté quotidienne; pourtant la cathédrale de Cantorbéry fut, pour cet enfant sensible, une véritable révélation. Pendant que le petit Pater faisait ses études, sa mère mourut au loin. Une tante vint alors prendre charge des deux jeunes sœurs de Walter et les emmena en Allemagne pour compléter leur éducation. L'orphelin n'avait plus de chez lui. Ce qu'il sentit alors, — une sorte d'éblouissement triste devant la disparition totale de tout son passé, — il nous l'a dit bien des fois, mais jamais d'une voix plus pénétrée que, durant ses derniers jours, dans certaine page de *Platon et le Platonisme*.

Il décrit l'éducation de la jeunesse lacédémonienne. Les enfants spartiates étaient de bonne heure séparés de leur mère :

Ils devaient quitter les plus tendres nourrices et toute la quiétude d'une vieille maison de la banlieue pour entrer dans une école publique — une sorte de lycée — où, d'année en année, le régime des élèves devenait de plus en plus sévère, pour aboutir à une manière de vie de caserne — un internement, peut-on dire, de moines militaires — dont l'empreinte devait être en eux ineffaçable... Si le jeune Spartiate gardait pour caractéristique une certaine réserve, une discrétion, un instinct de retenue et de réticence, soyez sûrs que c'étaient là les cicatrices de ce premier arrachement d'un doux chez-soi, jamais retrouvé, le souvenir des premiers jours de la vie commune, le regret

du charmant bien-être, de la détente, du repos moral, du foyer trop tôt quitté [1].

L'unique consolation de cette vie sévère était l'amitié. Passé de l'école à l'université, pour y demeurer après avoir pris ses diplômes, dans l'austère chambre d'un *Fellow* studieux, Pater tout comme le jeune Spartiate s'épanouissait surtout dans ses amitiés, et tout ce qu'il dit du profond sentiment fraternel qui unissait les nobles guerriers lacédémoniens, on peut supposer que (selon une méthode essentiellement platonicienne) il l'a retrouvé dans ses propres souvenirs. Dévoué à ses sœurs, résolu de bonne heure à se considérer comme responsable de leur avenir, il avait peut-être moins de peine qu'un autre à écarter de ses projets toute idée de mariage; il n'avait qu'un bien faible penchant pour les femmes. Dans sa vie, comme dans ses livres, elles ne jouent qu'un bien petit rôle.

Son affection pour ses élèves fleurissait sa sévère existence. Combien de jeunes gens (tel notre ami Moore) admiraient, applaudissaient, entouraient le grand écrivain! Et son cœur un peu sombre s'alourdissait à songer à tant de dangers guettant leur joyeuse insouciance. Il y en a qui meurent tout jeunes; il y en a qui manquent leur but; il y en a qui souffrent; d'autres qui se dévoyent.

Il existe un portrait de Walter Pater par Siméon Solomon daté de 1872, — un jeune Pater de trente-trois ans, plus beau que celui que j'ai connu. Solomon était ce peintre, promis aux plus grands succès, qui allait sombrer dans l'abîme destiné à engloutir plus tard un Oscar Wilde : — « Merveilleux petit juif (dira trente ans plus tard Sir William Richmond dans sa préface à la biographie des deux de Morgan par Mrs Stirling) qui aurait pu atteindre, s'il l'avait voulu, les plus hauts sommets de l'art; c'était le génie de notre coterie, le plus fort de nous tous. » Pater l'a vu tomber, en un jour, du haut sommet de sa gloire, ange déchu qui ne devait plus voir le ciel. Le sentiment anxieux que Pater gardait de l'insécurité du bonheur, son appréhension d'un principe vicieux caché au

1. *Plato and Platonism.* p. 221.

fond du cœur, n'a peut-être d'autre origine que le souvenir d'une pareille catastrophe.

En tout cas, d'une manière ou d'une autre, vers la trente-cinquième année, sinon plus tôt, Pater a été réveillé de son épicurisme tranquille par quelque forte secousse. Ses livres sont pleins de tragédies morales, où l'on voit un malheureux subir l'ascendant d'une âme étrangère, qui le contraint au mal. C'est l'ami de Marius, c'est Flavian, le jeune poète, sensible, sensuel, victime de ses excès, qui meurt en dictant à celui qui le veille ce *Pervigilium Veneres* destiné à lui survivre pendant tant de siècles. Et dans les *Études sur la Renaissance*, c'est Winckelmann, intuitif, inspiré, qui tombe assassiné par un de ses beaux garçons dont il s'entoure.

C'est Watteau qui s'en va de la phtisie au moment où il atteint la maîtrise absolue de son art; c'est Denys le musicien, tout son beau corps arraché, mis en lambeaux, par la haine d'une foule en furie (*Imaginary portraits*). Ailleurs c'est Emerald Uthwart, le jeune officier, courageux, correct, et franc, — peu porté, aurait-on dit, aux excès, — qui est sur le point d'être fusillé au poteau, comme déserteur! C'est Claudio, être aimable et insouciant, ruiné par la rencontre fortuite à une heure trop propice, d'une fille trop aimée avec une volonté trop faible. Tous ceux-là ont mangé d'un miel qui leur donne la mort. Avec une attention inquiète et tendre, Pater les contemple : aucun d'eux n'était à vrai dire criminel; tous étaient fins, charmants, doués; tous, comme leur historien, étaient serviteurs du Beau. Et cela ne les a pas beaucoup avancés! Alors, plus d'une fois, on voit poindre dans l'esprit de Pater la conception troublante que le Beau, que l'Art, ne sont, peut-être, que des fantômes païens, quelque chose d'adorable et de fatal, qui revient hanter, pour le perdre, un monde qui n'est plus fait pour eux. Le Beau ne peut nous sauver ni de la mort, ni du mal. Où faut-il chercher le secours suprême?

En véritable artiste, Pater extériorise ses doutes, ses désirs, son sentiment inquiet et anxieux de la destinée humaine, en les prêtant à une ombre créée par son imagination, à une ombre qui, à sa place, fera l'expérience de la vie, pendant cinq ans, à partir de 1880 : cet autre, c'est *Marius the Epicurian*.

V

Les critiques d'aujourd'hui interrogent les chefs-d'œuvre avec une patience égale à celle que déploie un psychopathe pour analyser les rêves d'un malade. Les histoires que nous nous contons à nous-mêmes ne fournissent-elles pas comme nos rêves de précieux indices sur nos tourments cachés? Quoique le roman de *Marius* soit rempli de musique et de beauté, ce qui nous intéresse surtout, c'est l'âme de l'auteur. Marius est un païen. Mais le paganisme des campagnes toscanes sous les Antonins n'était pas un culte voluptueux ou brutal. Pater nous décrit ces rites, ces temples agrestes, en se rappelant l'église de son village. Marius est élevé par sa mère dans une religion honnête et rustique, nourrissante et sincère.

Déjà, pourtant, de tous côtés, dans l'Italie du IIe siècle, des esprits insatisfaits demandaient à la Grèce, comme à l'Orient, une théorie de l'au-delà moins bornée, plus mystique.

L'Empereur était Stoïcien. Pour le portrait de Marc-Aurèle, je crois que Pater s'est inspiré du magnifique livre de Renan, mais dans quelques scènes de famille il a su rendre plus touchante encore cette image du doux Empereur, ignorant du mal qui règne autour de lui, croyant à la chasteté de Faustine, admettant la vertu de Lucius Verus, persuadé qu'une excellente nature s'annonce déjà chez son fils Commode. Il est, pourtant, bien triste dans sa noblesse sans rayonnement, plus enclin au pardon qu'à l'espérance. Marius, devenu son secrétaire après la mort de son ami Flavien, étouffe dans cette atmosphère trop uniquement morale. S'il a laissé derrière lui le jardin d'Épicure, il lui faut encore au moins la promesse du bonheur. Marius à Rome connaît l'intime sécheresse, et la mélancolie lourde qui opprimaient Pater dans son collège d'Oxford.

Le Stoïcisme est beau, mais ne rassasie pas le cœur. Dans ce dur monde de Rome, au déclin du paganisme, sous un ciel dépeuplé de ses dieux, le secrétaire de Marc-Aurèle levait parfois les yeux au zénith pour y chercher la trace de quelque aile divine, quelque sourire d'immortel : mais il n'y trouvait rien que l'implacable azur. N'y a-t-il donc, en dehors

du monde visible, nul point d'appui, sauf, au fond de nous-mêmes, l'énigmatique témoin intérieur? Et cette conscience ne trouvera-t-elle jamais au-dessus d'elle autre chose que sa propre ombre agrandie, dans les nuages de l'hypothèse? Au mystère de la mort comme aux menaces du mal, les stoïciens, en somme, n'ont rien à opposer que l'endurance d'une âme méditative et libre.

Ce sont, comme les païens, ceux qui n'ont pas d'espérance, οἱ μὴ ἔχοντες ἐλπίδα. Mais déjà les rues de Rome abritent les rêves des mystiques : dévots d'Isis, mithraïstes, chrétiens. Un jeune capitaine de la garde qui fait son service au palais, Cornélius, se lie avec le secrétaire de l'empereur, devient son ami, et, chrétien lui-même, introduit Marius chez la noble veuve Cécilia dont la maison est un centre important du nouveau culte. Marius s'y plaît à merveille. Il aime la douce fraternité qui règne entre ces chrétiens; il sent chez eux, dans cette Rome corrompue, la source d'une vie morale profondément renouvelée. Fort sensible aux signes extérieurs, il est charmé par leur air à la fois grave et heureux, leur sourire de contentement recueilli; et il sent tout ce qu'il y a de chaud, de vivant, de consolateur dans leur foi; mais il ne peut y croire. Il a trop longtemps vécu à l'ombre de Marc-Aurèle; il est trop accoutumé aux idées abstraites. Chez Marius (comme chez son créateur), les exigences intellectuelles sont plus impérieuses que les tendres besoins du cœur. Comment peut-il croire que l'idéal infini puisse être une personne? Et comment admettre que la vérité suprême se complique de petits événements locaux? La froide et pure idée de l'Être unique règne sur son âme malgré tout.

Et parfois Marius retombait aux tendres superstitions de son enfance, aux pratiques qu'avait enseignées sa mère. Il pensait alors que ce qu'il lui aurait fallu, c'était quelque culte antique, tout pénétré de souvenirs et de traditions séculaires — une religion, en somme, qui ne s'encombrerait ni de foi, ni de pensée, mais qui ne serait jamais mise en question. Et il regrettait le simple paganisme de son enfance, — cette fraîcheur de l'âme, cette tranquilité, cette musique intérieure, — sans pouvoir le retrouver, ni le remplacer, soit par la dure pensée stoïcienne, soit par la croyance des chrétiens.

Toutefois, sans croire lui-même, Marius tenait compte de toutes les expériences religieuses qu'il voyait tenter autour de lui, des conversions, des vies renouvelées, de l'ardeur, des œuvres, témoignant que d'autres âmes étaient plus sensibles que la sienne à quelque obscure promesse dissimulée encore derrière le voile des apparences. Et il se disait qu'il existe peut-être une variété de vérités correspondant à cette variété de sensibilités religieuses; autant de vérités insoupçonnées qu'il y a d'étoiles au ciel!

Alors la pensée de Marius, lassée de battre inutilement des ailes aux portes d'un ciel inaccessible, revenait au monde visible; il se disait tristement qu'il est bien inutile de se payer de mots, puisque, après s'être leurré de belles fantaisies, on se retrouve, lorsqu'elles fuient, plus solitaire encore dans l'univers sans issue. Pour lui, c'était évident, il fallait encore se tenir à ce qui se voit, se touche, se prouve, — ou se pense; à moins de se laisser bercer, insatisfait, par les us et les rites des ancêtres. Il n'était pas capable de croire. Pourtant, c'est en martyr chrétien, que finira par mourir cet Épicurien.

Il avait toujours rêvé d'un sacrifice suprême — de quelque grande occasion demandant un dévouement absolu. « Cela seul l'a gardé sérieux et digne au milieu des spéculations épicuriennes qui devaient tant l'occuper, cela seul l'avait préparé, par un entraînement jamais relâché, à quelque ultime offrande de soi qui serait la consécration de toute sa vie. » Un autre héros de Pater, Sébastien van Storck, penseur solitaire, niant le monde visible, ne croyant qu'à la réalité de l'Incréé, donnera sa vie pour sauver un enfant qui se noie. Et Marius l'épicurien meurt à la place de son ami, le Chrétien, que la foule veut écharper. Elle se trompe de victime, et Marius rend son âme, enfin rasséréné, comme si, dans le désarroi des idées, cela seul surnageait, clair et certain, la beauté du sacrifice né de l'amour.

VI

Placées en face l'une de l'autre, comme deux miroirs qui se reflètent et se prolongent à l'infini, la vie de Marius et la

vie de son créateur se renvoyaient leurs images. Chacune répétait l'autre. Quand Marius apprenait à penser chez les Stoïciens, on disait à Londres que Walter Pater allait se faire pasteur chez les Unitariens, secte de protestants déistes. Lorsque Marius fréquentait les Chrétiens dans les Catacombes, et se forçait à croire, le bruit courait que Pater se convertissait au Catholicisme. Mais les reflets dans les miroirs ne sont que des ombres qui passent. Rien de cela n'était durable.

Une partie du charme de Pater émane sans doute de cette instabilité scrupuleuse, due, pour une part, à son extrême intégrité intellectuelle qui ne se permet aucun mensonge, et pour le reste à une faiblesse morale qui cherche partout un refuge ou un appui. Il veut se rendre compte de tout, harmoniser, s'il est possible, des nuances qui semblent inconciliables, ranger dans le cadre de son esprit les produits les plus variés de la pensée, mais lorsque enfin il s'aperçoit que ce musée n'est pas un temple, il se remet à chercher ailleurs. Si son labeur nous paraît vain, nous admirons sa noble curiosité, son riche trésor de souvenirs et d'images, mais surtout son absolue sincérité. Il voudrait tant trouver la somme — le chiffre magique qui contient tous les nombres — lorsque, à la fin d'une longue équation, il nous avoue en soupirant que zéro reste égal à zéro. Il ne cesse d'osciller entre la Raison et la Foi, le doute et le besoin de croire. J'ai souvent remarqué cette instabilité religieuse chez les enfants nés de mariages mixtes. Médecin libre-penseur, le père de Walter Pater avait été élevé dans l'Église catholique romaine, tandis que sa mère était une anglicane, aussi simple et aussi pieuse que la mère de Marius.

Puisqu'il ne trouve rien de stable, du côté de la religion, pour préserver les hommes, et surtout les jeunes hommes, de tous les dangers auxquels ils sont exposés, Pater explore d'autres régions morales. Sans renier son idéal du Beau, sans quitter tout à fait le rêve de la Foi, il espère découvrir une règle et une discipline qui aideront l'humanité à vivre. D'autres dans son cas songent à l'avenir, et bâtissent des systèmes. Pater se retourne vers le passé et prend parmi ses livres la *République* de Platon.

A une pensée religieuse et pourtant philosophique, qui a de la peine à comprendre l'anthropomorphisme chrétien, — qui trouve néanmoins bien froide la conception d'un Être qui ne se distingue pas du néant, — on peut recommander une halte dans les jardins de Platon; Pater, du moins, paraît y avoir trouvé du repos et du réconfort, après sa longue, et en somme vaine, excursion aux Catacombes. Le ciel de Platon est rempli d'existences idéales, qui correspondent, transfigurées, à ce que nous voyons poindre ici-bas et croître parmi nous, plus faiblement. On dirait que l'Unique de Parménide, si différent de nous que nous ne pouvons même le concevoir, a éclaté, comme un immense soleil, pour peupler les cieux de ses fragments étincelants. Et ce sont ces astres — ces Saints, ces Anges de l'esprit — qui remplissent le cœur du platonicien d'une tendresse éblouie, ce sont eux qu'il invoque, qu'il voudrait imiter; ce sont le Beau, le Vrai, la Justice, le Courage, l'Amour, toute la constellation des Idées.

Ce livre sur Platon est un des plus beaux que Pater nous ait donnés; il l'a écrit avec un art renouvelé; quittant les rêveries de Schumann ou de Chopin, voilà qu'il nous joue du Bach! C'est toute une autre manière, cette prose ferme aux mouvements d'allégresse héroïque, aux phrases brisées, aux notes syncopées, qui sortent, dirait-on, d'une âme plus virile. Ce testament de la pensée de Pater venait à son heure, après le brillant fragment de *Gaston de la Tour*, que son auteur n'avait pu mener à bonne fin, incapable d'insuffler la vie à ce Marius du XVIe siècle français qui devait demander la vérité à Ronsard, à Montaigne, comme l'autre l'avait demandée à Marc-Aurèle et aux Chrétiens. Mais cette veine-là était bien épuisée. Platon lui en a ouvert une autre que, pour ma part, je trouve au moins aussi belle, et je voudrais citer ici, en l'appliquant à Pater lui-même et à son livre, ce qu'il nous dit de son maître et de ses derniers dialogues :

Sa prose est une preuve de ce qu'on peut gagner à savoir se corriger; elle démontre la valeur d'une certaine *discipline* intellectuelle : une discipline qui augmente chez l'individu le sens qu'il a de régner sur lui-même, augmentant en même temps sa puissance sur les autres, à cause d'une certaine réserve astucieuse dont il sait se servir. C'est un expert, et, comme tel, fidèle au principe χαλεπὰ τὰ καλά. Une patience infinie peut être — ou peut ne pas être — une qualité essen-

tielle du génie; on l'a dit, mais sûrement la patience est une qualité essentielle de l'amour : autant que la flamme, elle distingue le véritable amant. Qu'elle nous aide à atteindre cette *beauté sèche* que Platon nous enseigne à aimer — digne d'être nommée avec l'*Ame sèche* que recommande Héraclite, et le *Siccum lumen* cher à Bacon.

Platon et le Platonisme n'eut pas dans le monde des lettres le succès immédiat qui avait marqué l'apparition de *Marius*; les philosophes trouvaient que ce n'était pas là de la philosophie et les lecteurs de romans estimaient ces leçons bien sévères. C'est pourtant d'un œil de romancier psychologue que Pater a contemplé ses deux héros, le sagace, le puissant Socrate, rude et fruste comme une de ces images manquées qu'il s'essayait vainement à tailler, autrefois, étant adolescent, dans l'atelier de son père le sculpteur; et Platon, poète et coloriste, aux belles paroles fleuries, conteur intarissable de mythes et de fables, sensible à tout ce qui est vivant et beau — autant qu'aux mouvements de la pensée, ayant eu (Pater le suppose) dans sa jeunesse de nombreuses aventures amoureuses dont le souvenir, piquant ou charmant, adoucissait chez lui les exigences de la raison. Ils vivent, ces deux hommes! Et dans toute l'œuvre de Pater y a-t-il vingt pages consécutives plus belles que le chapitre qui s'intitule *Lacédémone*, ce merveilleux voyage de Sparte? Pas même, je pense, le second chapitre de *Marius* qui décrit la villa *aux Nuits Blanches*.

Aussi peu à peu le public de ce livre s'est-il élargi et si *Platon et le Platonisme* n'est pas encore compris dans la jolie édition à bon marché des œuvres de Pater que lance en ce moment la maison Macmillan, néanmoins le volume a été, à quinze reprises, réimprimé depuis 1893; c'est beaucoup pour un livre, en somme savant, et qui coûte assez cher. C'est peut-être tout ce que l'auteur espérait pour ces pages de choix, qu'il préférait à tous ses écrits.

Le premier résultat de *Platon et le Platonisme* fut de ramener Pater à sa vieille Université. Oxford, du moins, ne se trompait pas, voyait tout de suite la beauté et la noblesse de ce livre. Les anciens adversaires de Pater (déjà fort entamés par la publication de *Marius*) rendaient leurs armes, et Jowett, après avoir tant entravé la carrière d'un élève qu'il

avait préféré, puis renié — Jowett, le premier Platoniste d'Oxford, exultait de voir revenir à la bergerie une brebis trop longtemps égarée par les prestiges de l'art.

Plus de Giorgione! Plus de Botticelli! Plus de portraits imaginaires de jeunes esthètes malheureux, mais du Platon. C'était bien. Et l'on fêtait la rentrée de Pater à Oxford...

Peut-être n'avait-il jamais pensé à quitter Oxford pour toujours. Il s'y était fait désirer; son retour était un triomphe discret. Ce n'était plus Pater l'épicurien, mais le Platoniste, le disciple de Sparte, qui venait prêcher à la jeunesse son austère évangile. En 1893, ayant trouvé à Saint-Giles, au cœur d'Oxford, une vieille maison charmante située dans un petit jardin, Pater la loua pour lui-même et pour ses sœurs. Quel calme, après Londres! Et pourtant quel mouvement intellectuel! Les dernières années de Pater paraissent avoir été pleinement heureuses. Il jouissait enfin de tout ce que l'intérêt, le respect, l'amitié d'une élite peut ajouter à une vie intime très douce, à une vie intérieure singulièrement remplie. Pater était plein de projets littéraires et, sans doute, il n'avait pas encore épuisé toute la variété des expériences religieuses — car c'est à une étude sur Pascal qu'il travaillait lorsque, enfin, la plume tomba de sa main.

Il avait cinquante-cinq ans. Il avait été un peu long à se remettre de sa première maladie sérieuse — une sorte de rhumatisme aigu qui, au cours du pluvieux été de 1894, lui avait fait garder le lit pendant plusieurs semaines. Et la convalescence avait été entravée par une pleurésie. Mais enfin il se croyait quitte de toutes ses misères. Il était en train de descendre l'escalier de sa maison, le 30 juillet, vers dix heures du matin, lorsqu'il fut pris d'une brusque défaillance qui devait se prolonger en syncope mortelle. C'était la fin la plus douce qu'on put imaginer pour un homme, épris des formes, des couleurs, et des sons, qui avait tant aimé le monde visible, tant redouté la mort. Il s'en allait ainsi sans savoir qu'il s'en allait. Amoureux de la beauté, mais toujours sous des formes précises : des visages, des fleurs, des cheveux — quelle souffrance aurait été la sienne, de se sentir glisser, sur un océan inconnu, vers des rives où la beauté n'a rien, peut-être, de ce qui nous fut cher!

Dans le troisième chapitre de *Marius*, Pater nous décrit une visite de son héros au temple d'Esculape, le fils bienveillant et bienfaisant d'Apollon. Et là Marius apprend le destin d'outre-tombe qui attend les enfants du Dieu-Médecin. Ils n'iront pas aux Champs-Élysées; et jamais ils ne vogueront aux îles des Bienheureux. Car ce sont les fils du Sauveur — du *Salvator* — et, toute leur vie mortelle s'étant passée à soulager les maux qui torturent les hommes, ils craindraient de s'ennuyer dans un bonheur personnel. Ils ne sont donc changés, ni en fantômes, ni en dieux, mais en Rêves Guérisseurs, qui visiteront pendant toute la suite des siècles le chevet des malades et des malheureux, brillants et silencieux comme des étoiles filantes. Un sort pareil ne sera-t-il pas réservé aux poètes? Et qui, dans ce sens, fut plus poète que Walter Pater, dont l'existence s'est passée tout entière à rêver, à chercher dans un songe la guérison des hommes, et une plus noble inspiration pour leurs efforts?

MARY DUCLAUX

LA RÉFORME
DES
GRANDES BIBLIOTHÈQUES DE FRANCE

La crise de civilisation que traversent les peuples du vieux monde, provoque, chez nos contemporains, les inquiétudes et les regrets, dont, en d'autres temps troublés, leurs ancêtres connurent déjà l'amertume. Une fois encore la prétendue clairvoyance se mélange du pessimisme le plus profond.

Sans doute, la tâche est rude de faire leur part à toutes les anticipations généreuses, dans le cadre des dures réalités, où évolue une société aussi complexe que la nôtre. Le monde s'est élargi. La solution du moindre problème se trouve subordonnée maintenant à des contingences internationales qui l'entravent. Nulle œuvre ne requit jamais tant d'intelligence, d'équilibre moral, de convictions républicaines ardentes, de froide audace et de dextérité. Mais notre nation « recèle des forces latentes... qui s'amassent sous les apparences de langueur, des germes nouveaux où dorment des formes inconnues ». Émile Boutmy ajoutait, il est vrai, que « l'observateur n'en a pas la mesure ». C'est là l'excuse de ceux qui s'abandonnent ou s'exaspèrent devant les responsabilités, qui incombent à notre génération.

Nous dépasserions, certes, les limites de notre article, si nous prétendions rechercher quelques promesses d'équilibre parmi l'apparente confusion des idées et des faits. Notre intention est plus discrète. Nous nous bornerons seulement à étudier l'un des heureux symptômes, dont nous pouvons le

mieux contrôler l'existence. Nous ne lui attribuerons, d'ailleurs, ni une importance, ni un intérêt différents de ceux qu'il comporte; rien ne nuirait davantage à sa mise au point qu'une exagération quelconque de ses conséquences proches ou lointaines.

Il n'en apparaît pas moins que la sympathie provoquée, dans certains milieux français et étrangers, par la réforme de nos grandes bibliothèques, constitue un élément de confiance. Plusieurs de ces établissements reprennent une vitalité manifeste. Le public s'efforce à les mieux connaître et les avantages, dont le gouvernement compte les faire bénéficier, multiplieront, d'une manière incontestable, les moyens dont ils disposent pour s'enrichir et prospérer.

Aussi bien les circonstances en commandent la réforme. La guerre a désordonné les valeurs morales et développé, outre mesure, le pouvoir de l'argent, domination cynique qui menace les démocraties d'un péril grave, et sous laquelle le domaine de la libre intelligence tend à se réduire. Or les bibliothèques comptent parmi les rares puissances, dans lesqnelles l'humanité trouvera, si l'on veut bien y pourvoir, un appui contre cette hideuse tyrannie, sa suite de conflits sociaux et de réactions détestables.

La France est armée pour une telle lutte, car elle possède des bibliothèques aussi nombreuses que différentes par la structure et les ressources. Il serait impossible, en quelques pages, de dénombrer les établissements qui dépendent de l'État, des Services de l'Instruction publique, des municipalités, des Sociétés savantes et des organismes particuliers. Réduirait-on même le champ d'étude à la seule capitale, qu'un article ne suffirait pas, car les bibliothèques resteraient trop nombreuses, dont le genre encyclopédique ou la spécialité justifierait une description exacte, depuis les bibliothèques nationales, les bibliothèques de la Sorbonne, du Sénat, de la Chambre, de la Ville de Paris, jusqu'à la Bibliothèque et le Musée de la Guerre, la Bibliothèque d'art et d'archéologie, celles des Facultés, du Conservatoire des Arts et Métiers, du Muséum, de l'Observatoire, des Grandes Écoles, sans compter les bibliothèques des grands ministères (Affaires étrangères, Guerre, Marine, etc.), des Arts décoratifs, du Con-

servatoire de Musique, du Théâtre français, de l'Opéra, de la Société de Géographie, etc. Les unes sont publiques, les autres soumises à des règlements particuliers qui n'interdisent leur accès ni aux savants ni aux chercheurs.

En réduisant notre sujet à la réforme inscrite au début de ces lignes, nous n'avons voulu cependant qu'attirer l'attention sur les grandes bibliothèques de l'État et les bibliothèques publiques des villes dites « municipales classées ». Leur origine séculaire, leur réputation, la splendeur, la richesse, le caractère universel de leurs collections, les innovations récemment entreprises au sein des trois premières, l'importance des projets de loi qui les concernent, tout justifie la distinction dont elles doivent être l'objet.

Jusqu'en 1923, les spécialistes qu'animait un esprit d'initiative, concevaient seuls que des réformes pussent être apportées dans l'organisation de ces établissements. Les critiques formulées par les usagers ne visaient que les méthodes de travail; elles prenaient parfois une forme très vive; elles ne dépassaient pas, cependant, les limites du milieu où fréquentent les initiés. Quant aux revendications professionnelles, elles combinaient un besoin légitime d'améliorations pécuniaires avec une tendance aux controverses théoriques. La plupart des fonctionnaires subissaient en silence leur piètre destin; d'aucuns, par nécessité ou divertissement, s'absorbaient dans leurs travaux particuliers; bien rares étaient ceux à qui une dotation généreuse permît de réaliser une part de leurs projets techniques. Non que, devant le Parlement, à l'intérieur des associations professionnelles et au cours d'enquêtes et d'inspections renouvelées, les idées qui ont reçu depuis lors une forme concrète ne se trouvassent fréquemment émises et discutées. Mais le débat ne demeurait stérile; les décisions essentielles faisaient défaut. L'opinion ignorante s'en tenait à quelques images pittoresques, à des facéties consacrées et chacun semblait admettre, plus ou moins passivement, qu'aucune force humaine ne modifierait jamais ni le régime, ni les usages qui prévalaient.

Les décrets du 27 août 1923 marquèrent le terme de cette situation déplorable. Ils posèrent les principes de la réforme avec ampleur et netteté. Ils furent favorablement accueillis

par ceux qui, passant outre aux détails susceptibles de critique, surent distinguer, entre les lignes, une pensée claire et une ferme volonté de rénover le statut des « grandes Librairies de France ».

Le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, M. Léon Bérard, reconnaissait que la Bibliothèque Nationale, la Bibliothèque Mazarine, la Bibliothèque de l'Arsenal et la Bibliothèque Sainte-Geneviève souffraient d'un manque évident de coordination administrative et scientifique. Constituées l'une avec les fonds royaux; l'autre par le cardinal ministre dont elle évoque le nom; la troisième, au XVIIIe siècle, par Paulmy d'Argenson et le comte d'Artois; la dernière, enfin, avec la bibliothèque des Génovéfains, elles s'étaient largement développées au cours des temps. La Révolution les avait enrichies plus que tous les autres bienfaiteurs. Longtemps des acquisitions heureuses avaient contribué à leur développement. Mais ces trésors extraordinaires, par suite de leurs origines très diverses et de leur dispersion, ne se trouvaient plus, depuis la guerre, ni mis en valeur d'une manière raisonnée, ni suffisamment adaptés aux besoins du travail intellectuel, tels qu'ils s'affirment de nos jours.

La question se trouvait posée, sans réticence aucune, d'entretenir, de sauvegarder, d'une part, les richesses conservées dans ces bibliothèques et de favoriser, d'autre part, grâce à des procédés nouveaux, la tâche des usagers. Après avoir esquissé les projets que nous étudierons plus loin, le Ministre prenait deux décisions.

Tout d'abord, il rattachait à la Bibliothèque Nationale, comme cinquième département, la Bibliothèque Mazarine. Musée et collection de livres anciens, somptueux et rares, mal dotée et peu fréquentée, du reste, cette bibliothèque était propre, selon lui, à une expérience de liaison. Puis au Comité consultatif de la *Bibliothèque Nationale*, il substituait celui des *Bibliothèques nationales*, conseil nouveau, qui comprenait, en plus de l'Administrateur général, du Secrétaire général et des Conservateurs du grand établissement de la rue Richelieu, les Administrateurs des autres Dépôts. Le Comité était chargé de délibérer et de formuler un avis sur toutes les questions d'administration commune, d'achats,

de dons, de legs et sur celles qui concernent les personnels et les affaires disciplinaires. Il est devenu, depuis un an, le premier organisme de rapprochement et d'harmonie entre les grandes bibliothèques de l'État qui, jusqu'alors, sans que leurs fonctionnaires s'ignorassent entre eux, demeuraient toutefois séparées les unes des autres, au point de vue de leurs méthodes et de leurs besoins.

L'effet de ces deux décrets ne manqua pas de se faire sentir. La grande Presse les commenta. Des articles leur furent consacrés dans les revues techniques et des controverses s'instituèrent. L'Association des Bibliothécaires français soumit au Ministre une série de suggestions profitables, et, de même qu'en 1923 le projet de loi portant une réforme du Dépôt légal avait été rédigé avec la collaboration de la Société des Gens de lettres et les représentants des imprimeurs, des éditeurs, des libraires, etc., de même, un texte, qui instituait la Réunion des Bibliothèques nationales de France, fut établi et soumis peu après aux délibérations de la Chambre.

Cependant, des changements intervenaient dans le personnel directeur de la Bibliothèque Sainte-Geneviève, de l'Arsenal et de la Bibliothèque Nationale. Les nouveaux administrateurs reçurent l'ordre de substituer à l'idée exclusivement « scientifique » de leur rôle, une conception plus moderne des fonctions dont ils étaient investis. Autorisés à prendre toutes les initiatives que les moyens existants permettent, ces trois fonctionnaires abordèrent immédiatement l'œuvre qui devait adapter leurs services au Statut, dont le Ministre avait saisi le Parlement.

C'est ainsi qu'entre autres mesures importantes, l'Administrateur de la Bibliothèque Sainte-Geneviève procéda au remaniement des catalogues et entreprit leur fusion en un seul répertoire dictionnaire. Celui de l'Arsenal développa les rapports des bibliothécaires avec les lecteurs, reclassa 77 000 pièces des fonds anciens, contemporains et spéciaux, et entreprit la réorganisation de sa précieuse Réserve. Réformes d'autant plus méritoires que le nombre de leurs collaborateurs et les moyens matériels dont l'un et l'autre disposent, sont fort réduits. Quant à la Bibliothèque Natio-

nale, les innovations qui s'y sont développées depuis le mois de février 1924 ont eu pour objet d'accroître constamment les facilités de travail au profit du public et de lui révéler les collections qu'il possède.

Les lecteurs ont apprécié les résultats obtenus avec trop de sympathie et le Rapporteur du Budget de l'Instruction publique à la Chambre des Députés, M. Ducos, les jugea d'une manière trop bienveillante pour que nous les justifiions. Deux exemples suffiront à caractériser leur variété. Le temps nécessaire à la communication d'ouvrages demandés sans erreur se trouve réduit, en moyenne, de quarante à vingt minutes, minimum de temps qui n'a, jusqu'ici, été égalé que par les premières « librairies » des États-Unis. Or ce délai ne varie pas, grâce à l'inlassable dévouement du personnel, malgré qu'il y ait, depuis l'installation de la lumière électrique, une recrudescence de lecteurs et de bulletins de demande. D'autre part, seize bibliothèques spécialisées de Paris sont maintenant en liaison permanente avec le service de la rue Richelieu chargé de coordonner les achats de livres et les abonnements aux périodiques publiés hors de France. En outre, la Bibliothèque et le Musée de la Guerre, sur l'offre libérale de son éminent directeur, M. Camille Bloch, communiquera bientôt, à la Bibliothèque Nationale tel volume, telle revue et les remarquables bibliographies que les lecteurs, empêchés de se rendre à Vincennes, solliciteront. Un fichier commun de livres et de périodiques étrangers s'élabore. Les difficultés suscitées par la hausse des changes se réduisent; des renseignements, des conseils ne cessent d'être transmis entre ces divers établissements, par l'intermédiaire d'un fonctionnaire de la Bibliothèque Nationale. Il y a là l'esquisse même du Service que facilitera l'œuvre de l'Institut international de coopération intellectuelle.

Ces initiatives, néanmoins, ne sauraient avoir leur pleine répercussion qu'autant qu'on élargira le cadre où elles se développent. Or le régime instauré, dès 1896, en faveur des Musées nationaux (unité administrative, personnalité civile et autonomie financière), fournit le type du souple et robuste instrument, capable d'assurer à nos grandes Bibliothèques d'État une véritable renaissance.

Sur les 661 440 francs inscrits au budget de l'Instruction publique, la Bibliothèque Nationale dispose, en effet, de 258 600 francs pour ses acquisitions et ses abonnements de tout ordre (imprimés, manuscrits, médailles, estampes, à l'exception des exemplaires français que la loi du Dépôt légal lui attribue); de 93 250 francs pour ses frais de reliure; de 50 000 francs pour ses catalogues. Une somme de 8 375 francs est allouée à la Bibliothèque Mazarine (achats et frais de reliure). L'Arsenal se voit attribuer globalement 13 675 francs et la Bibliothèque Sainte-Geneviève 33 950 francs, qui lui laissent un crédit misérable de 8 000 francs pour ses acquisitions d'ouvrages, alors que sa clientèle quotidienne est, en moyenne, de 700 lecteurs. Dans l'ensemble, 203 950 francs sont disponibles en ce qui concerne les frais de chauffage, d'éclairage, de bureau, etc. Enfin, le Budget des Beaux-Arts ne permet guère aux Bâtiments civils d'affecter plus d'un million, chaque année, à l'entretien et aux agrandissements intérieurs de ces bibliothèques. Si l'on veut bien concevoir que seul le British Museum est comparable à notre Bibliothèque Nationale par l'ampleur et la qualité de ses collections, que l'Arsenal possède l'une des plus belles séries anciennes qui existent et que la Bibliothèque Sainte-Geneviève, située au centre du quartier latin, devrait constituer l'annexe moderne des bibliothèques de Facultés, il apparaît bien qu'un tel budget ne correspond plus à aucune réalité et que le régime, dont pâtissent nos établissements, doit subir des modifications profondes.

Depuis un an, trois ministres, MM. Léon Bérard, Henri de Jouvenel et François Albert, ont résolu de ne plus concevoir nos Dépôts nationaux comme de « superbes conservatoires, de magnifiques hypogées, des cabinets d'ancien style ». Avec la collaboration du directeur de l'Enseignement supérieur, M. Coville, et des inspecteurs généraux, MM. Pol Neveux et Vidier, ils ont soit élaboré, soit confirmé le texte de loi qui permettra de réordonner nos collections, de les mettre et de les maintenir au courant de la production mondiale. Pour eux, l'heure est passée d'accroître exclusivement, dans une ombre inquiète et jalouse, les merveilles de la typographie, de la paléographie, de la gravure et de la numisma-

tique. Au louable souci de la conservation, il faut, désormais, joindre celui de favoriser, de stimuler l'effort des travailleurs.

Le Statut de la Réunion des Bibliothèques nationales de France comporte la coordination administrative de la Bibliothèque Nationale, de l'Arsenal et de la Bibliothèque Sainte-Geneviève; un régime financier commun et autonome avec création de ressources spéciales, sans augmentation des subventions budgétaires; le maintien de l'originalité de chaque bibliothèque, sous réserve d'autoriser les reclassements et les échanges, afin d'harmoniser davantage les fonds respectifs. Il est prévu que d'autres dépôts de Paris ou de province pourront être rattachés, dans l'avenir, à la Réunion, si leur situation le permet ou l'exige. Des hauts fonctionnaires et des compétences extérieures recrutées parmi les membres du Parlement, les savants, les amis les plus notoires des Bibliothèques et certains collectionneurs formeront le Conseil supérieur des Bibliothèques nationales qui aura la gestion du nouvel organisme. La liaison effective des Services sera assurée, rue Richelieu, par une direction commune, en rapports directs avec les deux administrations de l'Arsenal et de la Bibliothèque Sainte-Geneviève. Des décrets devront compléter le projet de loi, en fixant les attributions du Conseil supérieur, les détails techniques et le statut des personnels.

Les avantages d'une telle réforme peuvent se résumer brièvement : pour la première fois, la simplification des règlements financiers et la mise en harmonie des besoins, des disponibilités et des dépenses deviendront possibles. Des ressources seront constituées grâce au report des crédits d'une année sur l'autre. La Réunion des Bibliothèques nationales se créera, au surplus, des recettes variées. Certes il ne s'agit pas, pour elle, de rendre onéreuse la consultation des documents, mais de prélever, comme les Musées, des droits sur les reproductions de toute nature (photographies, fac-similés, moulages, etc.), sur les entrées aux expositions temporaires ou permanentes et certains prêts d'ouvrages. La Réunion pourra également vendre les catalogues, effectuer et taxer des travaux de bibliographie, de copie, aliéner parfois des livres, des périodiques possédés à trop nombreux exemplaires. Elle recueillera des libéralités. Grâce

à ces ressources, elle aura tout un champ d'action interdit virtuellement aux bibliothèques par l'ancien état de choses : intervention dans les ventes, que la hausse des changes et la concurrence étrangère rendent quasi inaccessibles, présentement; appui de bienfaiteurs qui l'aideront, lorsque des offres de pièces rares lui seront soumises; capacité de recevoir directement des dons, des legs que les amateurs généreux hésitent à effectuer, en raison des formalités légales qu'il leur faut observer aujourd'hui. La Réunion, au surplus, contribuera à certains aménagements immobiliers et mobiliers, entretiendra des ateliers collectifs, procédera à des adjudications d'ensemble qui favoriseront les économies. Il sera loisible, en dernier lieu, de recruter, à titre temporaire et selon les nécessités, tels collaborateurs, tels auxiliaires qui contribueront, les uns à la refonte des catalogues, à l'inventaire de séries en souffrance, les autres à des manutentions, des transports qui sont actuellement la cause de retards et de perturbations.

Un semblable exposé, si bref soit-il, démontre l'intérêt d'une réforme qui respecte les meilleures traditions et ne confond ni ne brise les anciens cadres. Riche de promesses fécondes, elle s'inspire d'idées vivantes, rénove les tyranniques conceptions qui ont trop longtemps prévalu en matière de répartition, d'achat et d'échange, supprime les doubles emplois et permet aux bibliothèques de s'organiser, de s'équiper, pour que l'afflux sans cesse grandissant de la production contemporaine ne les submerge pas. Ne doutons donc point que le Parlement lui donne la valeur d'une loi dans le plus proche avenir.

Les mesures qui complètent cette réforme amélioreront le statut des personnels, en assurant une légère réduction de dépenses, puisque à un certain nombre de bibliothécaires qui effectuent des tâches, dont la spécialité n'exige aucune connaissance particulière, se trouveront substitués des commis. L'expérience a démontré, en effet, que ces agents, supprimés depuis 1895, étaient les aides indispensables des fonctionnaires d'ordre scientifique. Choisis, de préférence, parmi les meilleurs gardiens, ils accompliront les travaux de classement, de cartographie, etc., qui réclament à la fois plus de

personnel et une rémunération moindre. Il sera mis fin, de cette manière, aux dépenses que ne justifie pas la valeur des services rendus. Le rôle des conservateurs adjoints et des bibliothécaires recouvrera sa qualité et de justes perspectives d'avancement s'ouvriront devant une catégorie de serviteurs dévoués, dont le recrutement risque, s'il n'y est pris garde, de se réduire en nombre comme en aptitudes professionnelles. L'intérêt que présentera le droit d'être promu d'un établissement dans l'autre ne saurait être non plus négligé, et le rétablissement des commis, avantageux pour les gardiens, aura comme autre conséquence favorable de maintenir, au profit des cadres, les postes de conservateurs et de conservateurs adjoints.

Ces mesures et les augmentations des traitements [1] sont attendues, avec impatience, par des fonctionnaires qui ne bénificient que de promotions rares et ne touchent, en moyenne, rue Richelieu, comme bibliothécaires, que 10 500 francs, et, comme gardiens, 4 700 francs, les indemnités accessoires exceptées. Encore n'est-ce que cette année qu'interviendra une péréquation entre le personnel scientifique de l'Arsenal, de la Bibliothèque Sainte-Geneviève, de la Mazarine et celui de la Bibliothèque Nationale. Si bien, que condamnés à un gain hors de proportion avec la cherté croissante de l'existence, la plupart de ces fonctionnaires, aux divers degrés de la hiérarchie, se sont trouvés, jusqu'ici, contraints de chercher, après leurs heures de service, un emploi complémentaire qui leur permît de vivre, obligation déplorable à quelque point de vue que l'on se place. Et, dans cette modicité d'émoluments, nous trouvons la cause première d'une légende qu'accrédita, sans doute, maint abus notoire et dont se satisfait encore l'ironie d'humoristes attardés.

Quelle que soit la situation dont souffrent nos confrères, le bibliothécaire tend à disparaître qui, portant calotte, foulard et lunettes, s'embusque dans un étroit cabinet, loin des importuns, c'est-à-dire des lecteurs, tout à ses compila-

1. En ne comprenant pas, dans le calcul, le personnel des Bibliothèque et Musée de la Guerre, et en ne considérant que la Nationale, l'Arsenal et Sainte-Geneviève, on peut évaluer les émoluments actuels des Administrateurs, des II Conservateurs, des 9 Conservateurs adjoints, des 73 bibliothécaires et des 120 agents de tous grades au chiffre de 2,106,280 francs.

tions secrètes... La vie contemporaine, avec ses exigences et ses ardeurs, brise les dernières barrières, que voudraient lui opposer les manies en déroute. Des jeunes gens, formés aux leçons de la guerre, avertis de tous les progrès qui se réalisent hors de France, savent maintenant harmoniser les devoirs de leur charge avec leurs droits à une culture personnelle, dont bénéficie, d'ailleurs, le public. Ils économisent le temps des lecteurs, leur simplifient les recherches et leur assurent les avis éclairés, obligeants, toutes les facilités qu'autorisent les moyens matériels dont nos établissements disposent. Et si d'aucuns, par nécessité ou habitude, sont encore tenus de proportionner leur rendement professionnel à la rémunération qu'ils reçoivent, nul doute que les augmentations et les réajustements pécuniaires dont le Ministre compte les faire bénéficier, ne les persuadent d'accroître leurs efforts, sans qu'il soit nécessaire de resserrer les disciplines qui régissent leur corporation. Au surplus, leurs collègues de province et eux se doivent un mutuel exemple, dont la seule évocation suffirait à les convaincre.

Il est souvent dit et même écrit que les bibliothèques classées des villes rendent des services exclusivement locaux. L'erreur ainsi commise est flagrante : ces services sont, en réalité, d'ordre national. Les principales richesses des « Municipales », dont l'importance motiva le décret du 1er juillet 1897, manuscrits, incunables, ouvrages anciens, exemplaires rares, reliures précieuses sont, en effet, constituées par le fonds d'État, fonds qui provient presque uniquement des saisies révolutionnaires, et dont les municipalités n'ont que le dépôt; celles-ci ne possèdent que les collections peu nombreuses, dues à la libéralité des particuliers et les volumes modernes dont elles ont pu effectuer l'achat. Les savants, les érudits, les curieux consultent les seuls documents des fonds d'État. Ils les empruntent et en obtiennent la communication, par l'intermédiaire du Service des prêts [1] qui fonctionne à la Bibliothèque Nationale, tant pour la France que pour l'Étranger.

Or le recrutement du personnel des quarante-sept biblio-

1. Service fondé sur des règlements, que la création de l'Institut international de coopération intellectuelle va permettre de modifier très heureusement.

thèques en question subit une crise. L'inégalité des traitements subordonnés au bon vouloir des conseils municipaux et l'incertitude de situations soumises aux vicissitudes de la politique locale, découragent les candidats sérieux. Il convient d'ajouter que la plupart des villes, en raison de leurs très lourdes obligations financières, ne peuvent plus s'imposer des sacrifices suffisants [1] pour assurer à leurs collaborateurs une condition vraiment honorable. L'idée se fit donc jour, au cours de l'année 1923, d'établir, en faveur des fonctionnaires diplomés qui administrent ces dépôts, un statut analogue à celui qu'en vertu de la loi du 11 mai 1922, se sont vu accorder les archivistes départementaux, généralement leurs collègues d'origine et chartistes comme eux.

Bientôt, le ministre, M. Léon Bérard, fort du résultat qu'il avait obtenu, avec la collaboration de M. Ch. V. Langlois, directeur des Archives, élabora un projet qui donnait une première satisfaction aux desiderata de l'Association des Bibliothécaires français et qu'approuva l'unanimité des membres de la Commission supérieure. Il répartissait les bibliothèques en trois catégories : bibliothèques classées dont le conservateur, choisi par le maire sur une liste de trois diplômés, serait nommé par le Gouvernement et payé par l'État, dans une proportion de 50 p. 100; bibliothèques de seconde catégorie, dont le bibliothécaire, payé sur le budget municipal, serait soumis à la surveillance technique, non seulement des inspecteurs généraux, mais encore de l'archiviste départemental ou du conservateur de la bibliothèque classée la plus voisine; les autres bibliothèques, dont le régime ne serait pas modifié.

Si elle était votée et promulguée, cette loi, conforme à leurs justes revendications, assurerait aux conservateurs des grandes bibliothèques de province l'égalité des traitements et la stabilité; elle préparerait, en outre, pour le personnel scientifique des bibliothèques nationales, universitaires et municipales classées, l'institution de ce diplôme unique et de ce cadre unique qu'appellent, de leurs vœux, tous les parti-

1. Le total des crédits (personnel, acquisitions, matériel, etc.), inscrits au budget des villes qui possèdent une bibliothèque publique classée dépasse à peine 1 800 000 francs.

sans d'une homogénéité corporative[1]. Ainsi, devant les jeunes bibliographes, une carrière pourrait s'ouvrir dont ils sont seuls privés, entre tous les fonctionnaires, et qui leur garantirait des avancements réguliers, des changements de résidence avantageux, fondés sur les notes et les avis de l'Inspection générale. Œuvre de justice, légitimement due à un corps, dont les hautes vertus professionnelles, les services difficiles qu'il rend, avec autant de modestie, d'intelligence que de savoir, commandent la sympathie des Chambres. Œuvre de sage prévoyance aussi, puisque l'État, sans que cette assistance éveille la moindre crainte de reprise, viendrait en aide à des municipalités, dont les charges sont écrasantes, et leur assurerait, comme à lui-même, le concours d'hommes moralement et scientifiquement qualifiés pour gérer de précieux dépôts. Car serait-il tolérable que l'on abandonnât pareilles richesses à des soins inconscients, susceptibles de les exposer au désordre comme à tous les dangers de perte, de vol et de dégradation?

Le ministère des Finances, néanmoins, discute l'opportunité de ce projet, depuis un an; il redoute que le nombre des bibliothèques classées ne s'augmente et que d'autres fonctionnaires municipaux, les secrétaires de mairie, par exemple, ne demandent, en vertu d'un « précédent », qu'on les nationalise à leur tour. Double objection que le ministre de l'Instruction publique réfutera sans peine : les classements n'ont de raison d'être qu'autant qu'un fonds d'État existe et les justifie; selon nous, leur liste actuelle devrait même être réduite plutôt qu'accrue. Le diplôme d'État servant de base à la définition du traitement, nul, au surplus, ne saurait ni réclamer ni consentir des assimilations arbitraires. Ajoutons que l'instauration de ce principe réduira le nombre des bénéficiaires et limitera le coût de la dépense pour l'État (256 000 francs environ), durant une longue période. Jamais cause ne fut donc plus facile à plaider et à gagner.

Réorganisation des personnels, diplôme unique, cadre homogène en faveur du personnel scientifique de tous les grands dépôts, telles seront les réformes qu'il conviendra d'entre-

1. Actuellement, on compte trois diplômes de genre différent, plus des équivalences avec examen probatoire pour la titularisation.

prendre, aussitôt que les lois sur la Réunion et les bibliothèques classées des villes auront été promulguées. Mais diverses décisions d'un genre plus pratique devraient être également prises.

Des encombrements inquiétants menacent nos bibliothèques publiques d'État. Un projet voté par la Chambre des députés et déposé au Sénat, modifie largement le régime du Dépôt légal. Le Comité consultatif de la Régie et sa délégation ont déjà mesuré les répercussions d'une loi qui met un terme aux défaillances actuelles. Privée encore d'une partie des ouvrages, périodiques, cartes, estampes, gravures et productions musicales publiés en France, chaque année, la Bibliothèque Nationale recevra, entre tous les autres établissements, un nombre de pièces beaucoup plus considérable [1], sans compter les monnaies et les médailles, qu'un article de la prochaine loi de finances soumettra, dans des conditions nouvelles, aux obligations du dépôt. Afin d'empêcher tout désordre, le Comité consultatif s'est prononcé pour le transfert à Versailles, non seulement des doubles, des retirages sans valeur, des petits journaux, revues et fascicules innombrables qui, sans être consultés, occupent, rue Richelieu, une place énorme, mais encore de toutes les séries inutiles qui surchargent les épis de l'Arsenal et de la Bibliothèque Sainte-Geneviève. Dans cette ville, toute proche de la capitale, reliée à elle par des moyens de communication rapides, maint bâtiment existe que le Gouvernement pourrait rendre disponible et qui présenterait toutes les garanties de sécurité nécessaires. Dix-huit à vingt kilomètres de rayonnages, si l'on libérait nos bibliothèques, représenteraient une économie de plusieurs millions, que réduiraient à peine les quelques centaines de mille francs, dont il faudrait engager la dépense, pour « coffrer » les murs d'un magasin, également utilisable par nos Musées, comme dépôt. Un Service commun de conservation et de gardiennage achèverait de donner à cette entreprise son caractère de sage modicité. Faute d'une telle solution, il est à craindre

1. Les dépôts de livres passeront d'une moyenne de 5 000 à 10 000 environ; ceux des « titres » de 15 000 à 20 000; ceux des périodiques de 400 000 approximativement à quelques milliers en plus, mais sans retards et sans lacunes.

que les Administrateurs ne se voient très vite aux prises avec des difficultés sévères, car les travaux d'agrandissement étudiés sur place ne constitueront qu'une solution onéreuse et toute précaire.

Il existe, évidemment, rue Vivienne, un vaste hall, commencé au siècle dernier, non terminé encore, faute de crédits suffisants, et dont certaines personnalités proposaient la transformation en magasins. Mais une commission, nommée récemment par le ministre, réussira, sans doute, à faire prévaloir une solution meilleure, car la mauvaise ordonnance et l'installation vétuste des bâtiments ont longtemps empêché la Bibliothèque Nationale de communiquer la plupart des périodiques, aussitôt après leur publication. Des mesures ont été prises, en 1924, pour remédier, autant que possible, à cette fâcheuse défaillance. Il n'en reste pas moins que, sur ce point, notre premier Dépôt manque à la mission qui lui est dévolue. Or, conçu jadis pour servir de grande salle de lecture populaire (conception qui peut être modifiée maintenant qu'il existe à Paris de nombreuses bibliothèques de quartier ouvertes à tous, ainsi que des établissements spécialisés, dont l'accès ne comporte aucune exception antidémocratique), ce hall offre l'inestimable faculté d'aménager la plus belle salle moderne qui soit au monde, pour le classement et la communication immédiate des périodiques, le dépouillement rapide d'une part importante des études, des articles, des notes qu'ils contiennent et l'information encyclopédique, sans cesse renouvelée, des savants, des chercheurs, des hommes d'affaires et des techniciens. Tous ont besoin de renseignements neufs et vivants, qu'ils sont impuissants à se procurer à l'heure actuelle. Il n'est certes pas question de fonder un service de Presse, ni un salon de cercle, mais il importe de créer un centre d'approvisionnement intellectuel, riche en matériaux sans cesse renouvelés. Sur les tables seraient placées les revues françaises et étrangères de haute vulgarisation; dans les casiers, à la proximité immédiate des lecteurs, on trouverait les revues savantes ou spéciales de tous les pays; près du bureau, seraient disposés des fichiers constamment tenus à jour, et les enclyclopédies, les annuaires les plus récents.

Nulle formalité désuète n'empêcherait les intéressés de consulter ces périodiques qui, au point de vue particulier de la science et de l'industrie, ont, au moment où ils paraissent, une valeur prépondérante, mais la perdent rapidement. Les facilités de recherche l'emporteraient sur toute autre considération, une discrète surveillance exceptée. Si quelque bienfaiteur venait seconder l'État dans cette entreprise, son nom devrait être inscrit au fronton de la salle, tant serait grand le service qu'il aurait rendu à la République.

A Bruxelles, à Londres, à Rome (Bibliothèque Victor-Emmanuel), à Berlin (Bibliothèque universitaire), à Washington, etc., il existe, sous une forme analogue, une salle dite des périodiques. Ainsi, nous avons été distancés, et, puisque le hasard veut que, pour utiliser ce hall, nous soyons en mesure de mettre à profit des expériences faites ailleurs, aménageons-le sans hésiter davantage.

Un tel bénéfice nous est, hélas! trop souvent refusé. En raison même des lointaines origines de nos fonds, les immeubles où nos bibliothèques ont été installées, sont généralement vieux, peu appropriés aux exigences techniques, dépouvus d'un équipement souple et enclos de toutes parts, si bien qu'ils ne se prêtent pas aux extensions que leur encombrement rendrait opportunes. Par contre, certains pays tels que la Suisse, l'Allemagne, les États-Unis, le Japon, possèdent des établissements neufs, dotés de tous les perfectionnements bibliothéconomiques et dont le plan et le matériel ont été conçus pour répondre aux besoins immenses de l'avenir. Leur personnel est hors de proportion avec celui que comptent nos Services si réduits; il est mieux rétribué dans son ensemble et son importance permet de faire face avec facilité, à toutes les opérations d'inscription et de classement, tandis que le machinisme accélère les transports.

Ces comparaisons, toutefois, ne sauraient nous décourager : les moyens efficaces existent, pour atténuer les défauts pratiques de nos bibliothèques. Le jour où ils auront été employés, la beauté des collections qui nous appartiennent, et qu'aucun État, si riche soit-il, ne pourrait plus constituer, nous rendra la première place.

La création d'un magasin à Versailles, la généralisation de l'éclairage électrique (le travail du soir sera bientôt la règle étant données les exigences de la vie contemporaine), la construction de quelques monte-charge et de tapis roulants que l'électricité actionnerait, représenteraient de faibles efforts, si on les compare aux améliorations qu'ils constitueraient. Avec quelques crédits, il serait non moins facile de multiplier les expositions temporaires, telles que celles qu'organise la Bibliothèque Nationale, par exemple, depuis un an; non moins aisé de rétablir les travaux supplémentaires, dont le contrôle s'imposera, mais qui tendent à une réduction proportionnelle des fonctionnaires; non moins simple d'unifier les méthodes reconnues les meilleures pour identifier les pièces ou mettre en ordre les séries de même catégorie, de poursuivre des inventaires parallèles et communs en ce qui concerne les ouvrages, les documents de telle époque, de tel genre, de coordonner les dépouillements de périodiques si profitables aux lecteurs.

Il serait souhaitable aussi qu'après la première expérience que représenteront le rétablissement des commis et l'application de la loi sur les « municipales classées », un système fût substitué au régime de diplômes, qui limite aujourd'hui le choix des fonctionnaires. La variété des connaissances exige un recrutement plus large, plus flexible, et la répartition des aptitudes comme des rôles gagnerait à subir des amendements sérieux. Volontiers on imaginerait, sans anticipation trop prématurée, un diplôme supérieur, avec mention de spécialité et dispenses éventuelles, réservé aux jeunes gens issus soit de l'École des Chartes, soit des Facultés des Lettres, soit des Faculté des Sciences, diplôme donnant accès aux seuls emplois principaux; d'autre part, un diplôme professionnel conféré aux candidats qui, après une bonne éducation secondaire, rechercheraient la place d'adjoint pour les travaux d'ordre strictement pratique; enfin un corps de commis et de manutentionnaires qui compléterait la hiérarchie. A l'exclusion de tout autre candidat le possesseur du premier ou du second diplôme, serait alors nommé, selon la catégorie des postes disponibles, dans tel dépôt de l'une des trois séries que fixe le projet de loi étudié précédem-

ment. Il n'y aurait plus à craindre, de telle sorte, que nos collections, même modestes, fussent abandonnées entre les mains de gens sans compétence. Si l'initiative de nos amis américains, qui s'est déjà traduite par la création des bibliothèques des rues Fessart et Boutebrie, du département de l'Aisne et de l'École de la rue de l'Élysée, nous valait cette dernière évolution, en harmonie avec nos usages, nul doute que ne s'ouvre une ultime perspective, terme de nos lointains espoirs : la création de centres provinciaux qui, par un service de prêts, d'échanges et de transports, étendraient jusqu'aux communes rurales le profit des lectures, contribuant ainsi à réagir, sous une certaine forme, contre l'abandon des campagnes.

Mais nous nous interdisons d'aborder ici un aussi vaste problème. L'ayant indiqué, nous préférons simplement rappeler que, durant l'automne 1923, la Commission de coopération intellectuelle de la Société des Nations porta l'intérêt le plus vif à la réforme projetée de nos grandes Bibliothèques. Elle y vit la base des liaisons bibliographiques, des ententes, des accords qui réduiront les obstacles auxquels se heurtent, sans cesse, les savants et les chercheurs pour obtenir la communication des ouvrages, des documents rares, répartis à travers le monde et trouver ces multiples renseignements, dont ils ont un besoin toujours plus impérieux. La Commission y distingua aussi la première ébauche de ce que devrait être, dans des proportions plus vastes, le Service que s'adjoindra l'Institut international de coopération intellectuelle, Institut dont le Gouvernement français vient d'obtenir, avec bonheur, la création à Paris. Il n'était certes pas indifférent que la France devançât ici les autres États, et c'est là un nouveau motif de réaliser l'œuvre que les représentants de l'Assemblée de Genève accueillirent avec une faveur si marquée, donnant ainsi la preuve du mouvement, qui contraint les peuples à ne plus concevoir les bibliothèques sous la forme d'instruments inertes, mais comme des organismes actifs qu'une constante volonté anime et coordonne. Le temps est, en effet, passé où Léonard de Vinci pouvait avoir la maîtrise des connaissances humaines : celles-ci sont trop vastes désormais; leur regroupement ne saurait s'effec-

tuer que dans des ateliers véritables, créateurs de perpétuelles et harmonieuses synthèses, reliés entre eux de la façon la plus étroite, afin d'aider la mémoire, stimuler le progrès intellectuel et assigner à chaque élément sa place parmi le monde des idées.

Il ne s'en trouvera pas moins des gens qui jugeront chimérique un si vaste programme, dans un temps où les embarras financiers semblent nous interdire les dépenses qui ne correspondent pas à de strictes nécessités. Ces personnages chagrins adaptent l'horizon à la faiblesse de leur regard. Ils ne distinguent même plus les principes sur lesquels se fondèrent la force et la grandeur de notre patrie. Le jour où les Français ne persuaderont plus les peuples qu'en dehors du domaine de l'Intelligence, il n'est point de réalité qui permette aux hommes de dominer leurs passions et leurs haines, ce jour-là nous serons bien près de succomber sous le poids des nombres. Les déceptions de notre victoire, les charges qui nous obèrent, les dangers qui subsistent, ces obsessions, ces menaces nous rendent susceptibles d'abdiquer le meilleur de notre activité, au hasard des contingences les plus immédiates. Aussi l'intérêt comme le devoir nous commande-t-il de ne rien épargner en faveur d'une cause qui représente un idéal spirituel très pur, la dignité de la pensée. Nul citoyen cultivé ne saurait demeurer indifférent au progrès de ces dépôts magnifiques, où se trouve conservée, entretenue, perpétuée la flamme du génie humain. En consentant les quelques sacrifices propres à rénover les bibliothèques qu'il possède, notre pays donnera le clair témoignage de sa volonté pacifique et une preuve nouvelle de cette noblesse qui le porta toujours à se maintenir le premier au service de la Science.

P.-R. ROLAND-MARCEL,
Administrateur général de la Bibliothèque Nationale.

L'AVIATION COMMERCIALE

QUELQUES APERÇUS SUR SON RÔLE ÉCONOMIQUE, SA SITUATION PRÉSENTE ET SON AVENIR

I

LE RÔLE ÉCONOMIQUE

Pour être en mesure de se faire une opinion sur la situation actuelle de l'Aviation Commerciale, ainsi que sur l'avenir qui attend cette branche nouvelle des transports, il est nécessaire de définir, au préalable, le rôle qu'elle est appelée à jouer dans l'économie mondiale.

L'une des caractéristiques fondamentales de la vie contemporaine réside dans l'interdépendance des différents marchés, basée sur la possibilité de transports réguliers et à bas prix des produits, de la main-d'œuvre et de la pensée. Les besoins sont, à cet égard, formidables; pour la France seule, le trafic quotidien s'élève à 150 millions de tonnes-kilomètres, 50 millions de voyageurs-kilomètres et 10 millions de plis postaux.

Quels sont donc les outils qui interviennent dans ces mouvements énormes?

Les produits, — charbons, minerais, pétroles, engrais, blés, laines, cotons, — cargos et trains les portent à travers les mers et les continents, des lieux d'extraction et de production, là où ils sont soit usinés, soit consommés.

La main-d'œuvre? n'est-ce pas aussi le navire et le chemin de fer qui sont les instruments tant de l'émigration continue

des populations pauvres vers les sols riches, que des mouvements périodiques ou occasionnels qui amènent les bras là où le travail les réclame? N'est-ce pas encore par le rail que s'exécutent les déplacements quotidiens des masses populaires des grandes agglomérations qui, le matin, se rendent au comptoir, au bureau ou à l'usine pour regagner, le soir, les campagnes suburbaines?

Quant à la pensée, son déplacement est assuré, à la fois, par les services ferroviaires ou maritimes et les systèmes télégraphiques ou téléphoniques.

La circulation de la matière consommable, de la main-d'œuvre et de la pensée est ainsi réalisée par l'emploi du navire, du chemin de fer et des procédés électriques de liaison à distance.

Cet aspect de l'économie est tout récent; il date du jour — moins d'un siècle — où les emplois de la vapeur et de l'électricité se sont multipliés à l'infini, et ont supprimé ce qui était depuis les origines de la civilisation un obstacle quasi insurmontable à l'apparition d'une économie mondiale, la distance.

L'intervention de l'automobile et celle de l'avion bouleverseront-elles l'ordre de choses établi? C'est infiniment peu probable! Ni l'automobile, ni l'avion n'ont la puissance de charge compatible avec le déplacement des masses; ni l'automobile, ni l'avion n'apportent, à proprement parler, de nouveaux organes à la « machine à faire circuler les richesses ».

Est-ce à dire que l'automobile ne tient pas une place considérable dans la vie des peuples? Est-ce à dire qu'il n'y a qu'utopie dans cette idée, souvent exprimée, que l'aviation marque une étape nouvelle dans la marche de l'humanité, et que c'est être un visionnaire de croire au retentissement du développement de la locomotion aérienne sur la vie économique? Le prétendre serait être aveugle.

L'automobile a énormément accru le « rendement » de certains individus, cerveaux et animateurs de la production. Au lieu de limiter, comme naguère, son action à un espace étroit, à l'usine proche de sa demeure, à la mine voisine de la ville où il habite, l'industriel peut maintenant diriger

plusieurs entreprises éloignées, visiter à sa guise de nombreux clients. De ce fait, l'automobile a beaucoup accéléré le rythme de la « machine à faire circuler les richesses ». L'aviation a une fonction, sinon identique, du moins similaire, à remplir en faisant pour les très grandes distances ce que l'automobile a fait pour les distances moyennes.

Grâce à l'avion, l'industriel a la possibilité de contrôler par lui-même des affaires séparées par des centaines de lieues et de rester en contact permanent avec elles par des envois de lettres, de dossiers, etc. Il tire un bénéfice immédiat de cet accroissement de sa puissance de production, mais ce bénéfice n'est que bien peu de chose à côté du bénéfice énorme qui résulte pour la collectivité, et aussi pour les transporteurs par voie terrestre et maritime, de l'intervention de l'avion comme « accélérateur économique ».

Il n'est pas exagéré de dire que les lignes aériennes constituent déjà, et constitueront encore plus dans l'avenir, un élément important de la prospérité du pays. En développant les transactions, ne créent-elles pas de la richesse pour la collectivité? En passant au-dessus des territoires étrangers, n'ouvrent-elles pas des marchés nouveaux? et — au delà même de cette considération matérielle — n'ont-elles pas une influence certaine sur les relations politiques entre les peuples?

Les Compagnies de chemin de fer et de navigation, enfin, doivent également profiter, dans une large mesure, des services aériens, ceux-ci faisant apparaître du fret au profit presque exclusif de celles-là : les affaires que traite, à Casablanca, à Fez ou à Rabat, le voyageur venu de France en avion ou les affaires provoquées par les lettres qu'il a envoyées du continent par voie aérienne, se traduisent, en dernière analyse, par des mouvements de marchandises. Mais ces mouvements, provoqués par l'avion, est-ce lui qui les effectue? Certes non! — ou dans quelle faible mesure! — mais bien le cargo ou le wagon.

***

Ces considérations permettent de concevoir que, si le prix du transport aérien se révèle comme trop élevé pour que

l'usager puisse le payer entièrement, la fraction qui excède ses possibilités doit être couverte, partie par la collectivité, par l'État, partie par les entreprises de transport terrestre et maritime.

On est fort loin d'avoir suivi une telle politique.

L'usager ne paye pas assez : en beaucoup de cas l'avion est moins cher que le train et le bateau. Si, il y a quelques années, des tarifs très bas étaient indispensables pour attirer la clientèle, ils eussent déjà dû être relevés. Les Compagnies de Chemins de fer et de Navigation ne payent rien. Pourtant elles pourraient déjà participer aux frais des exploitations aériennes, l'intervention de l'avion commençant à retentir sur leur trafic. L'État, qui — soit dit en passant — assume déjà complètement les dépenses relatives aux études d'avions nouveaux, au fonctionnement des aérogares et des postes météorologiques, porte finalement, à lui seul, la charge de la totalité du déficit.

Toutefois, certains indices laissent à penser qu'il n'en sera plus de même avant longtemps et que l'on se rapprochera vite d'une situation plus normale, plus équitable. Certaines compagnies aériennes ont, en fin 1924, relevé leurs tarifs de 20 p. 100; ainsi l'usager contribuera davantage à la dépense. D'autre part, les compagnies ferroviaires et maritimes organisent des bureaux d'étude pour suivre les questions relatives à l'aéronautique commerciale; de là à participer financièrement aux affaires, il n'y a qu'un pas.

II

LA SITUATION ACTUELLE

Lorsque la guerre s'acheva, nous nous trouvâmes en présence d'un matériel d'aviation fort abondant, mais qui n'avait pas été construit pour des fins commerciales.

Sans entrer dans des considérations d'ordre technique, il suffit de faire remarquer que le fonctionnement, encore aléatoire, des moteurs de l'époque interdisait, sous peine de courir de grands risques, aussi bien le survol des régions désertiques et des mers — c'est-à-dire l'exploitation des

lignes où l'avion est susceptible de procurer le gain de temps le plus élevé, les plus rémunératrices par conséquent, — que le vol nocturne, seul mode de navigation permettant à l'avion de rivaliser avec la locomotive.

Il eût donc semblé, à s'en tenir à cette vue générale, qu'il importait d'attendre, pour organiser les lignes aériennes, l'apparition d'appareils à fort rayon d'action, à grande vitesse, et, surtout, dotés de plusieurs moteurs extrêmement robustes, absolument sûrs.

Cette conception, logique en soi, était cependant trop absolue. Dans la réalité, les impossibilités techniques et économiques se trouvaient contre-balancées, en plusieurs cas, par des contingences géographiques ou politiques : une liaison Paris-Londres se présentait comme susceptible d'économiser les pertes de temps considérables qu'impose le transbordement dans les ports français et anglais; la liaison France-Maroc semblait réalisable et n'exigeait que la traversée d'un étroit bras de mer; les lignes Paris-Prague-Varsovie et Paris-Vienne-Constantinople, dont l'exploitation devait profiter de la désorganisation des chemins de fer de l'Europe centrale, prenaient, en outre, grâce à notre situation dans le Proche Orient, une valeur politique indiscutable.

A la faveur de ces circonstances favorables, on décida donc, sans plus tarder, la création d'un certain nombre de services. En toutes choses, l'excès d'initiative vaut mieux que l'excès de prudence et, si l'on a pu critiquer, à juste titre, l'ouverture de lignes comme Paris-Lyon-Marseille, — qui disparurent d'ailleurs très vite, du fait de leur complète inutilité — il n'en reste pas moins que, les erreurs inhérentes à tout début mises à part, on a eu raison de ne pas temporiser.

***

Notre réseau aérien, doté déjà d'une infrastructure de grand style, comporte aujourd'hui les lignes suivantes : « Paris-Londres » — « Paris-Bruxelles-Amsterdam » — « Paris-Strasbourg-Prague-Varsovie » et « Prague-Vienne-Bucarest-Constantinople-Angora » — « Toulouse-Barcelone-Alicante-Malaga-Rabat-Casablanca » et « Rabat-Fez-Oran » — « Alicante-Oran » — « Antibes-Ajaccio ».

Cette année même nous verrons, sans doute, les premiers voyages des lignes « Toulouse-Casablanca-Dakar-Buenos-Aires » et « Antibes-Ajaccio-Bizerte ».

Enfin, une Compagnie, la C. A. F., qu'on ne saurait omettre, bien qu'elle n'exploite pas un réseau déterminé, exécute, sur commande, des voyages à longues distances.

La régularité des services est des plus satisfaisantes; il n'y a pas, en moyenne, plus d'un ou de deux voyages manqués sur cent voyages prévus. Quant à la sécurité des vols, elle croît de mois en mois; le nombre des accidents, encore assez élevé vers 1920, a considérablement diminué.

Nos Compagnies emploient 80 pilotes et possèdent une flotte de 250 avions, ce qui est peu, car elles font preuve d'une grande activité. Quelques chiffres, mieux que bien des phrases, en donneront aisément une idée.

En 1923, il a été parcouru 3 400 000 kilomètres et transporté 8 000 voyageurs, 7 000 quintaux de fret, 74 000 kilogrammes de poste.

L'année 1924 marquera, à coup sûr, une progression considérable, car, pour le premier semestre, on note, déjà, 6 500 voyageurs, 3 700 quintaux de fret et le chiffre impressionnant de 60 000 kilogrammes de courrier.

Nous ne pouvons, ici, examiner l'organisation des différentes lignes une à une et nous nous bornerons à donner quelques précisions à propos de deux d'entre elles, « Paris-Londres » et « Toulouse-Casablanca », sur lesquelles le trafic présente des particularités très caractéristiques.

La ligne « Paris-Londres » est exploitée par la Compagnie française « Air-Union », concurremment avec la Compagnie anglaise « Imperial Air Way », à raison de trois aller et retour par jour, l'été; en période de grande affluence le nombre de voyages aller et retour atteint cinq et même six.

Le voyage ne coûte que 300 francs et sa durée n'excède pas trois heures; c'est plusieurs heures de moins que par la voie habituelle, c'est surtout l'ennui évité de deux transbordements et d'une traversée souvent très dure. Ces avantages sont tels qu'une clientèle s'est créée dans les deux capitales. En juin et juillet dernier, chaque jour, passaient au Bourget plus de cent voyageurs et un poids de messageries supérieur

à 5 000 kilogrammes. Pour les six premiers mois de 1924, la seule ligne française a chargé plus de 2 000 quintaux de marchandises et transporté 2 000 voyageurs. En moyenne, les avions de Paris-Londres emportent à chaque vol quatre à cinq passagers et 3 à 400 kilogrammes de marchandises; le coefficient d'exploitation, c'est-à-dire le pour cent de charge payante enlevée par rapport à la charge offerte, a dépassé ainsi 50 p. 100, résultat qui a déjà une haute signification.

Si « Paris-Londres » est le type du service de passagers et de marchandises, la ligne « Toulouse-Casablanca » — connue sous le nom de ligne Latécoère, du nom de son directeur — n'offre pas moins d'intérêt, bien qu'à des points de vue sensiblement différents.

Desservie chaque jour dans les deux sens, elle met Casablanca à trente-six heures de Paris l'hiver et à vingt-quatre heures seulement, l'été; soit un gain, sur la voie maritime, de trois jours par voyage simple et d'une semaine pour l'aller et retour. Une économie de temps aussi forte explique que l'on relève sur les feuilles de contrôle de la Compagnie les noms de certains voyageurs qui ont, en 1923, respectivement accompli 26, 20, 16, 11, 10 et 7 parcours complets. Elle explique, aussi, que plus de la moitié du courrier passe maintenant par voie aérienne.

En 1923, 250 passagers ont utilisé l'avion pour se rendre de France au Maroc et le chargement des colis s'est élevé à 570 quintaux; quant au fret postal, il a atteint 68 000 kilogrammes, représentant 3 millions de lettres.

Les six premiers mois de 1924 ont vu un accroissement net de passagers et de colis, mais, surtout, ils marquent en matière de trafic postal un bond prodigieux : 60 000 kilogrammes, telle est la charge de lettres, de plis, de colis postaux, emportés dans les carlingues pendant cette période.

On saisit ici, sur le vif, le rôle d'accélérateur économique joué par l'avion. Quels ne doivent pas être les mouvements d'affaires consécutifs à ces voyages de commerçants, à ces expéditions de colis, à cette circulation formidable de plis, de lettres de toutes sortes! Croit-on que la Transatlantique, les Chargeurs Réunis, les Chemins de Fer du Midi, du P.-L.-M., de l'Orléans, n'en profitent pas largement? Croit-on que les

lignes Latécoère ne font pas, en définitive, partie de l'organisation économique de l'État du Maroc, qu'elles ne sont pas un des bons outils de la grande œuvre du maréchal Lyautey?

A ne considérer que le volume du trafic, que le nombre de voyageurs ou le nombre de kilogrammes de colis transportés, que le coefficient d'exploitation, on voit que la situation de notre réseau est incontestablement très satisfaisante. Autrement délicate est l'appréciation que l'on doit porter sur sa situation financière.

Pour l'année 1923, les dépenses ont atteint 48 500 000 francs, tandis que les recettes commerciales s'élevaient seulement à 6 600 000 francs, soit un déficit de 41 900 000 francs, atteignant 85 p. 100 du montant des dépenses. C'est considérable, c'est impressionnant, mais il ne pouvait en être autrement. Sur les lignes on usait encore du matériel ancien, des moteurs de stock; les frais d'installations de bureaux à l'étranger, l'envoi de missions d'étude dans des régions lointaines, pesaient lourdement sur les Compagnies, et enfin la nécessité d'une propagande intensive auprès du grand public, toujours un peu timoré, imposait des tarifs extrêmement réduits.

Ce déficit de 41 900 000 francs a été couvert de la façon suivante : l'État français a versé aux sociétés, sous forme de primes diverses, 36 millions de francs; les Colonies françaises, l'Algérie et certains gouvernements étrangers ont apporté, de leur côté, 3 600 000 francs; les 2 300 000 francs restant ont été supportés par les Compagnies aériennes elles-mêmes.

Rapportées au trafic kilométrique ces données se traduisent ainsi : dépenses 13 fr. 80; recettes de trafic, 1 fr. 90; subventions de l'État français, 10 fr. 20; autres subventions, 1 fr. 10; déficit des Compagnies, 0 fr. 60. Si l'on tient compte du tonnage transporté, on constate que le quintal-kilomètre a coûté 3 fr. 50 et a paye 0 fr. 50.

L'État français a donc pris à sa charge 74 p. 100 des dépenses, ce qui revient à dire que les Compagnies sont sous sa dépendance absolue. Position d'autant plus grave pour elles qu'elles

ne sont pas liées à l'État par des contrats de longue durée et que, chaque année, elles courent le risque de voir le Parlement, sinon supprimer, du moins réduire leurs subventions.

Mais, en aviation, l'évolution est très rapide et, si les résultats de 1923 peuvent laisser prise à quelque pessimisme, dès aujourd'hui nous pouvons affirmer, d'après les renseignements que nous possédons, que les résultats de 1924 feront ressortir d'énormes progrès. Nous signalerons seulement que la Compagnie « Air Union » avait au 30 septembre 1924 dépassé le total de ses recettes de 1923 et que pour le troisième trimestre 1924 elle a couvert 43 p. 100 du total de ses dépenses — comptes « exploitation, frais généraux, amortissements », — avec des recettes uniquement commerciales, à l'exclusion de toute subvention.

Bien entendu le bilan de l'année 1924, pour l'ensemble des lignes, n'atteindra pas ce rendement remarquable, la période « juillet, août, septembre » étant la meilleure, surtout sur « Paris-Londres »; cependant il n'en reste pas moins probable que l'on constatera une amélioration de l'ordre de 100 p. 100 par rapport à 1923. Tout en convenant qu'il n'y a pas lieu de s'endormir dans l'optimisme, ne doit-on pas admirer qu'une aviation commerciale, âgée de quatre ans, à peine, puisse déjà faire entrevoir des recettes dépassant douze millions...

III

L'AVENIR PROCHAIN

Il est, à notre avis, impossible d'exprimer par des chiffres, ce que sera l'aviation dans cinquante ans, à moins de faire du roman. Aussi n'avons-nous que l'ambition, beaucoup plus modeste, d'esquisser ce que pourra être le trafic aérien dans un avenir très proche, de l'ordre de six à huit ans. D'ailleurs, nous ne nous dissimulons pas ce que cette tentative de prévision, bien qu'à courte échéance, a de hasardeux; car tant d'inventions peuvent venir, bien plus brusquement que l'on ne l'imagine volontiers, bouleverser notre technique!...

Nous nous placerons donc au moment où les avions et les moteurs, actuellement en essais, seront entrés en service

régulier, normal, sur les lignes, et y auront reçu la consécration d'une expérience prolongée. D'ici là l'infrastructure se sera étendue sur les régions lointaines d'Orient et d'Amérique du Sud; d'ici là, aussi, la foule aura fait son éducation et l'Aviation sera entrée dans les mœurs.

Nous commencerons par une revue sommaire des perspectives de développement qu'offrent les principales lignes du réseau.

« Paris-Londres » verra son trafic augmenter beaucoup avec les voyages nocturnes, surtout si l'on accroît la fréquence des départs, tout à fait insuffisante, aujourd'hui, pour satisfaire aux desiderata des hommes d'affaires ou des touristes. Avec un départ toutes les trois heures de sept heures et demie du matin à minuit et demi, soit sept aller et retour par jour, les habitants des capitales mettront en effet à profit la grande supériorité que peut avoir l'avion, qui ne transporte que dix à douze personnes, sur les trains ou les bateaux dont les mises en mouvement sont conditionnées par le besoin de chargements considérables. En outre les quartiers centraux des villes seront reliés aux aérodromes par des métros très rapides, pour les voyageurs, et par des tubes pneumatiques, pour le courrier.

La ligne « Toulouse-Casablanca » atteindra Buenos-Aires cette année; on ira par avion jusqu'à Dakar, par aviso de Dakar à Pernambouco, puis, à nouveau, par avion jusqu'à Buenos-Aires. Le parcours total durera dix jours, soit un gain de onze jours sur la durée du voyage par les meilleurs paquebots. En 1927, le trajet maritime ne comportera plus que la traversée Cap-Vert-Iles Saint-Paul; sa durée totale n'excédera pas cinq jours. Enfin, en 1930, le voyage aura lieu, complètement en hydravion, en quatre jours. Qu'on réfléchisse un instant qu'un commerçant pourra alors passer huit jours en Argentine, en ne s'absentant pas plus de deux semaines, au lieu de deux mois, comme aujourd'hui; qu'on pense au gain de temps formidable du courrier, et l'on admettra bien que de telles facilités feront naître une clientèle nombreuse et un fret, surtout postal, très abondant.

La liaison avec l'Afrique du Nord sera encore assurée, en dehors de la ligne « Toulouse-Casablanca-Dakar », par les

services d' « Antibes-Ajaccio-Bizerte » et « Marseille-Alger ». « Antibes-Bizerte » doit jouir du gros avantage d'un tracé à l'abri du mistral et en majeure partie côtier; nous pensons cependant que « Paris-Marseille-Alger » sera la grande artère d'avenir. La traversée de 800 kilomètres « Marseille-Alger », coupée par les Baléares, — point de relâche précieux en cas de mauvais temps, — s'effectuera en quatre ou cinq heures. Cette ligne, qui permettra d'aller de Paris à Alger dans la nuit, connaîtra, avec des voyages quotidiens, un succès certain.

Le prolongement à travers le Sahara, sur les territoires du Niger, de la Haute Volta, et du Tchad, de la ligne « Paris-Alger », pourra être réalisé assez vite, puisque l'automobile a déjà pris possession de ces régions. Non seulement cette voie aérienne aura une utilité directe pour notre commerce, en particulier pour notre commerce cotonnier, mais elle aidera grandement à la construction des voies ferrées, du Transsaharien entre autres, en permettant le contrôle facile des travaux, l'évacuation rapide des malades, etc...

Les lignes aériennes, dont il vient d'être question, jouiront de l'avantage incomparable de ne doubler que des lignes maritimes. Il en sera « presque » de même de la ligne « Paris-Constantinople-les Indes-l'Indo-Chine — la Chine ». Nous disons « presque », car, dans une dizaine d'années, le chemin de fer atteindra peut-être les Indes; cela est du domaine des possibilités. Toutefois, l'itinéraire aérien, via Bagdad, est, dès maintenant, parfaitement connu. Pelletier d'Oisy a révélé cette route au grand public en effectuant la liaison Paris-Hanoï dans le temps merveilleux de soixante-quinze heures de vol et en douze étapes seulement, mais bien d'autres l'ont également emprunté cette année : l'Argentin Zanni, l'Anglais Mac-Larren, les trois Américains Smith, Nelson et Wade, au cours du Tour du Monde, les deux Portugais Britto Paez et De Beires, les trois Hollandais Van Der Hoop, Van Woerden et Celman.

D'autres lignes encore compléteront le réseau : « Paris-Amsterdam » prolongée vers la Suède et la Russie du Nord; « Paris-Prague-Varsovie » continuée sur Moscou.

Un coup d'œil sur la carte montre d'ailleurs que plusieurs

de ces lignes seront probablement internationales. « Paris-Londres », naguère exploitée par cinq Sociétés, ne l'est plus que par deux, et il est vraisemblable qu'un jour assez rapproché verra, sinon la fusion, du moins l'entente des deux Compagnies de nationalités différentes qui restent en présence. « Paris-les Indes-la Chine » ne se conçoit guère sans une participation anglaise et même italienne; « Paris-Moscou », sans une participation russe; « Paris-Buenos-Aires, sans intéresser à l'exploitation le Brésil, l'Argentine et, sans doute aussi, l'Espagne. Il est à craindre, en effet, que, si chaque pays veut sa ligne nationale, on aboutisse à des luttes de tarifs, à des crises graves.

***

Comment peut-on concevoir l'exploitation du réseau?

Pour donner des chiffres il faut définir : l'engin de transport, son chargement et enfin la fréquence des services.

Des avions, eux-mêmes, nous nous contenterons de dire que ce seront des machines de moyenne capacité de charge, car l'accroissement de la fréquence des services sera toujours plus précieux — si la demande se fait considérable — que la mise en route d'unités de très forte capacité. Il est évident que, suivant les lignes, tel ou tel type d'appareil prédominera; toutefois nous pensons que l'appareil moyen sera un tri- ou quadri-moteur de 15 à 1 800 HP. ayant une vitesse de route, moteurs non poussés, de 200 km/h. au moins, susceptible d'enlever une charge marchande (équipage et combustible non compris) de l'ordre de 15 quintaux sur des étapes de 1 000 kilomètres. Nous envisageons de tels avions avec d'autant plus de certitude que nous avons déjà vu voyager des 800 HP. quadri-moteurs transportant une tonne de poids marchand à 180 km./h. sur 700 kilomètres et que nous avons assisté aux vols très satisfaisants d'un 2 000 HP.

Nous serons très modestes dans l'appréciation du coefficient d'exploitation; nous le prendrons égal à ce qu'il est aujourd'hui : 55 p. 100 environ. Le chargement n'excédera donc pas, en moyenne, 8 quintaux. Il sera constitué par des passagers, des colis et du fret postal, en proportions variables

suivant les lignes. Dans l'évaluation ci-dessous, la charge moyenne ressort à 44,5 passagers, 2 quintaux de colis, 1,5 quintal de poste.

En ce qui concerne la fréquence des services, nous la supposerons réglée ainsi :

« Paris-Londres » 7 A. R. par jour; « Paris-Constantinople » 1 A. R. par jour; « Constantinople-Shanghaï » 2 A. R. par semaine; « Paris-Marseille-Alger » 1 A. R. par jour; « Alger-Soudan » 1 A. R. par semaine; « Paris-Casablanca » 1 A. R. par jour; « Casablanca-Dakar-Buenos-Aires » 2 A. R. par semaine; « Paris-Amsterdam-Petrograd » et « Paris-Prague-Moscou » 2 A. R. par semaine.

Les calculs faits sur ces bases aboutissent aux résultats suivants :

Kilomètres parcourus : 13 millions; — trafic (voyages complets) : voyageurs 35 000, — marchandises 15 400 quintaux, — poste 11 500 quintaux.

Ce ne sont pas là des prévisions très optimistes pour les voyageurs et le fret; la cadence de la progression du trafic de 1920 à 1924 est autrement accélérée. Par contre nous prévoyons que la poste se développera énormément avec les lignes à parcours étendu; l'exemple de « Toulouse-Casablanca », la seule ligne qui fasse réellement gagner du temps aujourd'hui, est là pour le prouver.

A l'appui de ce que nous avons dit, au début de cette étude, sur le rôle économique de l'aviation, remarquons que les services aériens, conçus de la sorte, en transportant annuellement 180 millions de quintaux-kilomètres (le voyageur comptant pour un quintal), ne provoqueraient qu'un déplacement d'individus et de matières inférieur à celui qui est nécessité par les besoins d'une journée de la population française, 210 millions de quintaux-kilomètres...

Ces données étant acquises, examinons les résultats financiers que donnerait cette exploitation.

Les tarifs devront tenir compte, bien plus qu'aujourd'hui, du gain de temps réalisé, surtout pour les voyageurs. Il ne serait que juste de faire payer 1 fr. 25 le voyageur /kilomètre et le quintal-kilomètre marchandise, soit environ 100 p. 100

plus cher, pour le voyageur, et à peine 20 p. 100 plus cher, pour le fret, qu'avec les tarifs actuels. Le voyage de Paris à Buenos-Aires ne reviendrait encore qu'à 15 000 francs, soit un prix analogue à celui de la traversée maritime.

Le quintal/kilomètre-poste pourrait supporter un tarif beaucoup plus élevé que le passager ou le fret, de l'ordre de 3 francs, soit une surtaxe d'environ 60 centimes par 1 000 kilomètres pour un pli de 20 grammes, soit 7 fr. 25 pour une lettre Paris-Buenos-Aires. Il ne serait d'ailleurs pas surprenant que les tarifs postaux soient, sur certains réseaux, infiniment plus rémunérateurs que nous ne le prévoyons... Sur Paris-Buenos-Ayres, par exemple, l'avantage de pouvoir avoir la réponse à un message en huit jours — ce qui remplacerait souvent des câbles difficiles à rédiger, de transmission incertaine, et coûtant parfois 200 et 300 francs — pourrait être payé non 7 fr. 50, mais 20 ou 30 francs...

Tous ces tarifs, tant voyageurs que fret et poste, demanderont, naturellement, à être établis suivant les cas d'espèce.

L'application des tarifs moyens ci-dessus conduit à évaluer la recette totale à 165 millions de francs, se décomposant en : voyageurs 73 millions de francs, colis 33 millions de francs, poste 59 millions de francs.

Cette recette, qui paraît élevée, et auprès de laquelle les 6,6 millions de 1923 font piètre figure, ne saurait toutefois être mise en face des recettes, non de l'ensemble des Compagnies de Chemins de fer... ou des Compagnies maritimes, mais même d'un seul réseau ferré, d'une seule ligne de navigation; elle n'atteint pas le cinquième de la recette d'un réseau moyen, comme le réseau d'Alsace-Lorraine et n'équivaut pas à la recette de la seule ligne de New-York de la Transatlantique... Ce qui illustre bien ce que nous avons écrit dans les premières pages de cet article sur le rôle économique de l'aviation.

L'évaluation des dépenses des réseaux repose sur la base qui nous est fournie par le prix de revient actuel du km/avion — 13 fr. 60 — relatif à une flotte composée, en forte majorité, de mono-moteurs 300 à 400 HP., d'une proportion faible de bi-moteurs 600 HP. et de rares unités tri ou quadri-moteurs de 800 HP. Des indications publiées par une grande Com-

pagnie, il appert qu'une proportion de 60 p. 100 du prix de revient intéresse l'amortissement et l'entretien du matérie volant ainsi que les achats de combustible, et que les 40 p. 100 restant comprennent les frais généraux techniques ou d'exploitation et le paiement des assurances.

Nous sommes en train de réaliser de très remarquables progrès du point de vue de la robustesse des cellules et des moteurs. Les durées d'amortissement qui, il y a deux ans, étaient respectivement de trois cents heures pour la cellule, et de deux cents heures pour le moteur, passent déjà à six cents et trois cents heures et atteindront, avant peu d'années, mille et cinq cents heures... L'essence, très raffinée, « aviation », fait place, de plus en plus, sur les lignes commerciales à la qualité dite « tourisme » qui, à son tour, cédera le pas aux pétroles. On est donc en droit d'espérer une diminution relative très notable du poste « amortissement, entretien, combustibles ». Les frais généraux subiront, de leur côté, une certaine réduction du jour où l'on n'aura plus à envoyer de coûteuses missions pour organiser les réseaux lointains; cependant ils resteront assez élevés, car les Compagnies ne pourront qu'accentuer leur publicité et renforcer leurs bureaux techniques. Beaucoup d'entre elles devront, en outre, entretenir des installations à l'étranger où le personnel sera payé cher.

Lorsque l'on fait entrer ces considérations dans les calculs, on en arrive à cette conclusion qu'il est difficile d'escompter beaucoup moins de 20 francs pour le prix de revient du kilomètre-avion avec des engins de 12 à 1 500 HP.

Pour l'exploitation envisagée, de 13 millions de kilomètres, la dépense totale annuelle s'élèverait ainsi à 260 millions de francs.

D'un côté : 260 millions de dépenses, de l'autre 165 millions de recettes; le déficit serait donc de 95 millions. Il s'élèverait à 40 p. 100 des dépenses au lieu de 85 p. 100, comme en 1923, et de 70 p. 100 comme en 1924.

Certes, on peut dire que nous avons choisi un coefficient d'exploitation, 55 p. 100, trop faible... que nos tarifs, et plus particulièrement les tarifs postaux, sont trop bas... que nos recettes, — bien qu'elles atteignent 12 fr. 65 au kilomètre;

soit six fois plus qu'en 1923, — ne tiennent pas compte de toutes les possibilités... et, qu'à l'inverse, nous n'estimons pas assez haut les facteurs d'économie quand nous évaluons la dépense kilométrique à 20 francs...

Peut-être! mais nous croyons que rien n'est plus dangereux que l'illusion... et que l'on se doit d'examiner un tel problème en se gardant, autant que possible, d'un optimisme exagéré.

Nous prévoyons, en définitive, un déficit de l'ordre de 100 millions.

Si ce déficit n'apparaît pas, tant mieux! Mais, s'il se produit, comment pourra-t-il être couvert?

L'État ne saurait, à notre sens, faire un effort financier très supérieur à celui qu'il fournit maintenant, en tant qu'aide directe aux exploitants, et une somme d'une cinquantaine de millions nous paraît être, à cet égard, le « plafond », pour employer un terme aéronautique très expressif. N'oublions pas, d'ailleurs, que ses charges « infrastructure, météorologie, contrôles administratifs, études techniques » augmenteront avec le trafic.

En admettant que l'État puisse contribuer dans cette mesure à combler le déficit, il resterait un trou de 50 millions. C'est alors que l'on devrait voir apparaître les véritables profiteurs — que l'on ne donne pas à ce mot un sens péjoratif! — de la navigation aérienne : les Sociétés de Navigation et les Compagnies de Chemins de fer : ce serait à elles d'intervenir.

Évidemment, la difficulté réside dans le fait que les transporteurs français ne seront pas seuls à profiter de l'accroissement du trafic dû aux lignes aériennes françaises, que les transporteurs étrangers en bénéficieront aussi, mais, sur ce point, des ententes entre les intéressés ne paraissent pas irréalisables.

L'organisation financière des réseaux s'adapterait facilement à ces conditions nouvelles. Les Compagnies de Chemins de fer, les Sociétés de Navigation et, dans certains cas, les lignes automobiles entreraient comme actionnaires importants dans les Sociétés aériennes; elles y apporteraient, non seulement des capitaux, mais de l'expérience. Le public

souscrirait le capital-obligations et l'État garantirait les intérêts des obligations émises — formule de collaboration autrement moins précaire que les primes. Il y aurait ainsi union de tous les intéressés...

IV

L'AN 2000...

Et maintenant, évoquons donc le lointain avenir! 1950... l'an 2000... évoquons l'époque où les avions commerciaux auront acquis des qualités — rayon d'action, vitesse, capacité de charge — qui leur font défaut aujourd'hui, où voleront des appareils transportants 15 à 20 passagers, sur des étapes de 6 à 8 000 kilomètres, et à une vitesse supérieure à 1 000 km. /h.

De telles performances dépassent ce que la technique classique, basée sur le moteur à explosions et l'hélice, nous permet d'espérer, mais des techniques nouvelles apparaissent, elles sont déjà en puissance — tel le vol aux hautes altitudes, l'emploi de la réaction directe — et les Bréguet, les Esnault-Pelterie, les Rateau, les Soreau, les ont déjà pressenties.

Le jour où elles auront abouti à des réalisations, dans vingt ans, dans cinquante ans ou dans un siècle, ce jour-là, partant des rives de la Seine deux ou trois heures avant le crépuscule, c'est à peine si le soleil aura disparu derrière l'horizon lorsqu'on atteindra New-York, et les amateurs de records pourront, à la latitude de Paris, faire le tour du monde dans la journée, sans connaître la nuit!

N'imaginons pas surtout que, seule, l'aviation se sera ainsi développée : les transports sur terre atteindront à des vitesses prodigieuses, supérieures de loin à celles des avions d'aujourd'hui. Plus que jamais la machine volante sera réservée aux très grands parcours, aux très longues étapes au-dessus des mers.

Et, simultanément, se seront perfectionnés infiniment tous les procédés de transmission à distance de la pensée et de la vision. L'industriel, assis à son bureau, verra fonctionner sur l'écran des chantiers éloignés de milliers de lieues

et sera en mesure de donner directement ses ordres à ceux qui y travaillent.

Il faut espérer qu'on n'utilisera pas les facilités nouvelles à des fins guerrières; car alors les forces libérées auront une telle puissance que la civilisation disparaîtra en quelques jours; elles devront contribuer largement au bien-être des hommes en leur livrant toutes les richesses du globe.

Par contre, ces facultés étonnantes donneront-elles à ceux mêmes qui les emploieront, à cette aristocratie de chefs, d'hommes-force, des satisfactions que nous devions beaucoup envier? C'est loin d'être sûr : la Terre sera alors trop petite — ramenée tout entière à l'échelle des durées de déplacement, à la dimension de notre France — pour satisfaire longtemps cette soif d'inconnu, cette attirance des pays de rêve, qui est au fond de la nature de chacun. En quelques années tout désir de contempler des horizons nouveaux aura été tué chez ceux-là mêmes qui auront le plus facilement les moyens de le satisfaire.

Et même si cette sorte de lassitude du mouvement, si cette espèce de neurasthénie née de la vitesse, ne doit jamais apparaître, si nos descendants ne doivent éprouver que les bienfaits de la suppression des distances, sans en ressentir aucune amertume, il est peu probable que la vie leur réserve des sensations comparables à celles que beaucoup d'entre nous éprouvent quand ils se remémorent l'extraordinaire évolution à laquelle ils ont assisté. N'avons-nous pas encore connu, dans les campagnes éloignées, les cahots des diligences pittoresques, voyagé dans des trains tirés par de belles locomotives dont les cuivres étincelaient au soleil, circulé sur des automobiles aux formes étranges, aux pannes aussi mystérieuses que fréquentes, assisté aux départs épiques des Paris-Vienne, des Paris-Madrid, frémi, il y a seize ans déjà, aux vols prodigieux qui eurent pour théâtre Issy-les-Moulineaux, Les Hunaudières, Reims... et, aujourd'hui, n'allons-nous pas de France en Afrique entre le matin et le soir?

L. HIRSCHAUER

Décembre 1924.

M. WINSTON CHURCHILL

ET

LA MARINE ANGLAISE (1911-1915)

L'honorable Winston Spencer Churchill, que nous voyons en France dans sa qualité de Chancelier de l'Échiquier, ne pourrait être surpris si on lui disait qu'il est connu en France surtout comme soldat. Le fils du grand Tory démocrate, Lord Randolph Churchill, est un libéral de nuance radicale, il a été secrétaire d'État aux Colonies, ministre du Commerce, mais surtout il a été le ministre de la Marine, qui de 1911 à 1914 a mis en état la flotte de la guerre, et il a été encore ministre de la Guerre et de l'Aviation de 1918 à 1921.

Le descendant des Marlborough parle et écrit en soldat, il a voulu d'abord être un soldat. Il n'a pas eu de temps pour les Universités. Immédiatement après le collège (Harrow), ce fut l'école militaire (Sandhurst). Il est né le 30 novembre 1874. A vingt et un ans il est dans l'armée. Tout de suite alors il demande où l'on se bat. C'est à Cuba. Il s'engage dans l'armée espagnole (1895). En 1897, il y a une affaire aux Indes, il y court, c'est l'expédition du Malakand qu'il a racontée avec pittoresque dans un de ses livres et qu'il fit avec l'infanterie du Punjab.

Une autre expédition dans l'Inde, Tirah (1897), la campagne du Nil et la bataille de Khartoum la même année (1898). L'année suivante, une guerre bien plus importante pour le moral de l'Angleterre, celle qui devait faire naître

un doute dans l'esprit de beaucoup sur le rôle que pourrait jouer l'armée anglaise dans une grande guerre. Winston Churchill fait la guerre du Transvaal d'abord comme lieutenant dans la cavalerie légère Sud-Africaine, puis comme correspondant militaire du *Morning Post*. Un train blindé est pris par les Boërs. Winston Churchill y était, il est fait prisonnier, s'échappe après un mois à peine dans un train de marchandises, il arrive à Durban et repart immédiatement pour le front. Nous sommes au temps de la plus grande gloire de Kipling et le Lieut. Winston Churchill est un officier à la Kipling, humouriste, imperturbable. Peu d'hommes sans doute ont eu une telle existence avant de devenir hommes d'État. Il y a de la bravoure et aussi l'ardeur de s'amuser dans cette soif d'aventures. L'allure de la pensée, dans ses Correspondances, dans ses livres aussi, est curieuse, vise plus à l'intellectualité sèche, rapide, américaine, que celle de l'Anglais.

Ses idées fondamentales en politique étrangère ne sont pas non plus celles qui sont le plus courantes chez l'Anglais type. Nous voudrions en dégager quelques-unes des volumes de Mémoires sur son passage au ministère de la Marine, avant et pendant la guerre, qu'il a publiés sous le titre *la Crise Mondiale* et que le public français va connaître[1]. On y pénètre, avec un peu d'attention, certaines idées directives de la politique anglaise de guerre, qui nous étonnent, parce que notre formation est autre, parce que nous pensons beaucoup plus à notre armée qu'à notre marine, mais que nous devons, à tout prix, comprendre.

Au début de son livre M. Winston Churchill rappelle que trois fois dans l'histoire la Belgique a failli passer sous la domination d'une grande puissance européenne avant la grande guerre, et que trois fois l'Angleterre intervenant a fini par vaincre ces puissances : l'Espagne, la monarchie française, l'empire français. Mais après Trafalgar et Waterloo, considérés comme le point culminant de l'histoire d'Europe, l'Angleterre avait vécu tranquille, même après 1870. Avant 1911, bien peu d'Anglais considéraient que leur pays pouvait

1. *The World Crisis*, t. I, 1911-1914, t. II, 1915 (Londres 1923). Le 1er volume vient de paraître en traduction française (Paris, Payot).

avoir à intervenir dans une guerre en Europe. Le développement maritime et colonial de l'Allemagne était regardé avec indifférence. Lord Salisbury avait échangé Héligoland pour Zanzibar. Sir William Harcourt disait au jeune Winston Churchill en 1895 : « Mon expérience, c'est que jamais rien n'arrive. » C'était l'expérience de toute une génération.

Cependant, depuis 1905, les événements qui se sont succédé presque sans interruption signifiaient tous la volonté de puissance et aussi l'augmentation de puissance de l'Allemagne et de son alliée l'Autriche. Après Tanger, après l'affaire de Bosnie-Herzégovine, après la guerre russo-japonaise qui démontra la faiblesse de la Russie, après Agadir, on commença à rencontrer dans le monde militaire anglais, des esprits qui considéraient la guerre en Europe et une intervention de l'Angleterre comme possibles. Le général Wilson (depuis Field Marshal) connaissait, nous dit M. Winston Churchill, l'armée française à fond. Il croyait à la guerre, à l'invasion de la France par la violation de la Belgique. Un mémorandum de M. Winston Churchill, inspiré de ces idées, et daté du 13 août 1911, fut rappelé plus tard comme prophétique. Il prévoit qu'au vingtième jour de la mobilisation les armées françaises seront probablement en retraite vers Paris, mais que vers le quarantième jour, le développement maximum des lignes allemandes donnera l'occasion d'une contre-offensive, ce qui a été vérifié presque jour pour jour trois ans plus tard [1].

Ce qui est caractéristique de l'Angleterre, c'est qu'un esprit qui voyait ainsi les choses, et qui avait une expérience militaire, n'ait plus pensé qu'à la marine. S'il y a une guerre, il faut d'abord que la marine soit prête, c'est la réaction de l'Anglais. Lord Haldane prépara le corps expéditionnaire de six divisions qui était prévu, M. Winston Churchill devint ministre de la Marine en 1911 et se mit surtout à l'école de Lord Fisher, le légendaire chef de la marine anglaise, *First Sea Lord* en 1915, à soixante-quatorze ans, l'homme qui avait créé la flotte moderne de l'Angleterre. Le portrait, qu'on peut compléter avec les merveilleux *Mémoires* du loup de mer, qui avait débuté sur des navires en bois datant

1. P. 70 et suiv. dans la trad. française.

presque du temps de Nelson, et qui finissait avec le sous-marin et le cuirassé moderne chauffé au pétrole, vaut qu'on le connaisse. « Il donna à la marine anglaise le même sursaut que l'armée anglaise reçut à l'époque de la guerre sud-africaine. » « C'était un volcan de science et d'inspiration. » Mais on peut ajouter que c'était celui des chefs maritimes anglais qui représentait la doctrine la plus absolue, la plus difficile à comprendre pour un Français.

La marine est pour l'Angleterre une nécessité vitale, mais la signification morale de la puissance navale anglaise étant toute défensive, l'esprit d'économie des forces, chez beaucoup de chefs et chez Lord Fisher en particulier, était extraordinaire. C'est contre cette conception que M. Winston Churchille eut souvent à lutter dans son passage au ministère. Si on ne comprend pas à quel point ceux qui ont dirigé les opérations militaires et navales de l'Angleterre avaient un esprit seulement défensif, on ne comprend rien à leurs hésitations. La flotte était prête. Les programmes des années 1912-1913-1914 avaient vu les plus grands perfectionnements, les navires à pétrole, une artillerie navale d'une puissance et d'une sûreté de tir inconnues jusqu'alors.

Avec stupeur l'Angleterre avait vu les programmes de la loi navale allemande. Une pareille flotte pour un pays qui avait une si belle armée *pour se défendre*! Pourquoi faire? Pour protéger ses colonies? Mais qui les menaçait? M. Winston Churchill dans un discours de Glasgow (1912) appelait cette flotte *something of a luxury*, un luxe pour l'Allemagne. *Luxusflotte*, le mot fut ainsi traduit et répété avec fureur en Allemagne. Il illustre à merveille la façon dont les deux nations se comprenaient. Les Anglais même les plus avertis ne croyaient pas au fond d'eux-mêmes que l'Allemagne eût des visées de conquête ou de domination, ils ne pouvaient pas le croire!

Et voici que le 2 août 1914 les Ambassadeurs de France et d'Allemagne à Londres furent informés que l'Angleterre ne permettrait pas à la flotte allemande de pénétrer dans la Manche. C'était la guerre aux côtés de la France. Mais avec quoi? Avec la marine, puisque Lord Kitchener, qui avait le sens de la situation, disait « Il n'y a pas d'armée », c'est-

à-dire : l'admirable armée que nous avons, et qui va partir, ne compte pas pour la guerre que nous allons faire, elle est dévorée d'avance.

Le 28 août 1914 eut lieu le combat naval de la baie d'Héligoland, où trois vaisseaux allemands furent coulés, trois autres endommagés presque sans pertes pour la flotte anglaise qui s'était avancée avec une audace extraordinaire. Cette date est importante parce que cette opération offensive ne put jamais être répétée au cours de la guerre.

Les principes de la guerre navale sont tellement simples que presque jamais on ne songe à les rappeler et qu'ils échappent à ceux qui lisent les récits d'opérations navales, en les comparant inconsciemment avec les campagnes sur terre. La mobilisation des armées de terre, au sens le plus général, ne peut se faire que sur des lignes définies, connues d'avance, routes, chemins de fer, passages de montagnes. La mobilité des unités navales est presque absolue, le choix de la route au commandant. Les conditions atmosphériques, la visibilité sont encore bien plus importantes sur mer que sur terre, puisque tous les objectifs sont mobiles. Les forteresses sont mobiles, l'artillerie la plus lourde peut être transportée à volonté. L'ennemi peut se trouver n'importe où, sur mer, le problème est de le trouver, et de le trouver en état d'infériorité, car, sur mer, celui qui tombe sur un ennemi qui a une artillerie supérieure est presque fatalement et immédiatement voué à la destruction sans défense. La fuite est son devoir, s'il est assez rapide pour fuir. Destruction de l'ennemi sans perte, l'idéal irréalisable sur terre est donc réalisable sur mer. D'autre part, à chaque instant, la plus puissante unité peut être détruite sans combat par une mine ou une torpille. La guerre de mer comprend donc des hasards infiniment plus grands que la guerre de terre. Le marin qui risque toujours le tout pour le tout, qui a besoin d'un courage infini, puisque les destructions d'unités sont presque toujours totales, et souvent sans survivants, doit donc avoir une tendance professionnelle extrêmement forte, à ne marcher qu'en état de supériorité. Une flotte inférieure peut toujours être anéantie sans même causer de pertes à l'adversaire, les navires tombant « comme des faisans », disait Lord Fisher, sous une artillerie

d'une portée supérieure à la leur. Au combat de Coronel sur les côtes du Chili, la flotte anglaise fut détruite par l'amiral allemand Von Spee, qui n'eut pas de pertes. Cependant il reçut les félicitations de la colonie allemande de Valparaiso et des fleurs en disant : « Elles serviront pour mes funérailles [1]. » Il se doutait en effet qu'il rencontrerait bientôt dans ces mers des navires anglais supérieurs aux siens. Ce fut le combat des îles Falkland, où il périt un mois plus tard avec ses navires [2].

Le capitaine d'un sous-marin allemand détruisit en quelques moments, on peut dire d'un seul ordre donné, trois navires anglais et plus de quatorze cents hommes sur deux mille, qu'ils portaient comme équipages (*Hogue*, *Cressy* et *Aboukir*, 22 sept. 1914). C'étaient de vieux navires, mais le sort des plus belles unités pouvait être le même.

Après la défaite allemande d'Héligoland, le nettoyage des mers australes, l'affaire du *Dogger Bank*, on ne vit plus sortir les vaisseaux de guerre allemands qu'en de rares occasions, et pour attirer la flotte anglaise. La seule présence de celle-ci dans les mers du Nord suffisait donc à neutraliser la flotte allemande et à assurer les communications de l'armée. Le péril sous-marin n'existait pas encore aussi terrible que plus tard. M. Winston Churchill ne pouvait se résigner à l'idée que, les communications étant assurées, la tâche de la flotte était remplie. Tout ce qui n'était pas la Grande Flotte devait servir à des opérations offensives *amphibies*, comme il aime à dire, c'est-à-dire combinées avec l'armée de terre.

On n'avait pas réussi à sauver Anvers, secouru trop tard par ce moyen. On ne réussit pas à trouver le moyen de pénétrer dans la Baltique, ni à opérer un débarquement dans une des îles frisonnes. Ces difficultés, au nord, l'achèvement de la tâche de la marine dans les mers australes à la fin de 1914 donnèrent l'idée d'une diversion en Orient. C'est celle dont le nom sera toujours attaché à celui de M. Winston Churchill, quoiqu'il n'en soit pas l'auteur unique, l'expédition des Dardanelles à laquelle il a consacré tout le second volume de ses mémoires de guerre. Peut-on la défendre, ou doit-on la con-

1. p. 394 de la traduction française.
2. Voir le Combat des îles Falkland, dans la *Revue de Paris* du 1er janvier.

damner seulement parce qu'elle n'a pas réussi? Était-elle imprudente en elle-même?

M. Winston Churchill a donné les meilleurs arguments en faveur de l'entreprise, il en a toujours préconisé la continuation à outrance après le premier échec, et déploré l'abandon, et il est persuadé que la guerre aurait pu être abrégée considérablement, les sacrifices en hommes et en argent infiniment diminués si elle avait été menée à bien, puisque les offensives qui remplacèrent celle-là furent infiniment plus coûteuses encore.

A la fin de 1914 on n'avait déjà plus guère, en Angleterre, l'espérance de briser le front allemand occidental. Entrer à Constantinople en forçant les Dardanelles, c'était tourner ce front, porter secours à la Russie en Asie, probablement rallier tous les pays des Balkans à la cause des alliés, neutraliser en tous cas la Turquie.

Au point de vue naval, à la même époque, on n'apercevait déjà plus la possibilité de rencontrer le gros de la flotte allemande dans la mer du Nord et de lui faire accepter le combat. La présence de la *Grand Fleet* dans cette mer, surveillant une sortie possible, suffisant à la défense, il paraissait logique d'employer tous les navires disponibles à une diversion offensive aussi importante en conséquences que pouvait l'être celle des Dardanelles.

Les Dardanelles pouvaient-elles être forcées par une opération purement navale, à laquelle aurait succédé un débarquement? On le pensa d'abord. La présence de navires dans la mer de Marmara ou même devant Constantinople aurait-elle suffi pour amener une révolution turque? Il est difficile de le dire maintenant. Mais du point de vue militaire et naval, il semble démontré que, si on avait essayé de forcer les détroits au commencement de l'année, on les aurait trouvés beaucoup moins défendus. La Turquie avait fait acte d'hostilités en recevant les navires allemands *Gœben* et *Breslau* sans les désarmer et en donnant à son armée un généralissime allemand la guerre était déclarée. L'intervention était acceptée par les Russes, demandée même par le grand duc Nicolas [1].

Mais on laissa aux Turcs tout le temps de fortifier les détroits,

1. Tome II, p. 93-94 du texte anglais. Le plan de l'amiral Carden, p. 102-103.

de semer les fonds de mines. On sait le reste. L'attaque du 19 mars réussit à détruire les forts de l'entrée et en partie ceux de l'intérieur. C'était une conception sage et prudente et qui pouvait réussir, que le forcement graduel par des bombardements à longue portée, les navires ne s'avançant qu'à mesure que le feu des forts aurait été éteint et les mines relevées ou détruites. Mais en réalité le travail préparatoire n'avait pas été achevé ou bien des mines flottantes étaient apparues à la dérive. Les cuirassés *Irrésistible, Océan* et *Bouvet* furent coulés. L'équipage presque entier du *Bouvet* périt, les Anglais ne perdirent qu'une trentaine d'hommes.

L'amiral anglais de Robeck, qui avait accepté de réaliser le plan de l'amiral Carden, changea de sentiment en présence de ces pertes et l'attaque navale ne fut jamais renouvelée. Quand il se trouva plus tard un amiral, avec le commodore Keyes, qui fit plus tard l'attaque de Zeebrugge, pour demander de reprendre cette attaque des détroits, l'autorisation ne lui fut pas accordée par le nouveau Cabinet de guerre, dont M. Winston Churchill ne faisait plus partie.

Si on peut ne pas partager entièrement l'avis de M. Churchill sur ce qu'il y avait à attendre de la tentative elle-même, il semble qu'il ait raison de dénoncer les lenteurs et les hésitations dans l'envoi des renforts par Lord Kitchener qui retint en particulier la 29e Division anglaise pendant près d'un mois. Il fallait ou ne rien faire, ou faire le nécessaire. L'opinion d'Enver Pacha, celle du commandant de la marine allemande Balzer, qui était à l'armée turque, est que l'attaque navale aurait très bien pu réussir même encore en mars, et qu'elle faillit réussir.

Mais l'esprit d'économie des forces de la marine, l'esprit défensif prévalut. Lord Fisher insista pour retirer le cuirassé *Queen Elizabeth*, celui sur lequel on comptait le plus, qui portait la plus puissante artillerie. De ce refus, Lord Kitchener, outré, prit prétexte pour retarder aussi les envois de troupes. Il était hanté par des craintes de rupture du front occidental, d'invasion de l'Angleterre. Les points de vue de Fisher et de Kitchener se rejoignaient en ceci, qu'ils n'avaient jamais approuvé au fond l'expédition.

Cependant, chose presque incroyable aujourd'hui, après

avoir renoncé, en toute apparence, à l'action navale, après l'avoir du moins remise indéfiniment, on avait fait des débarquements importants dans la presqu'île de Gallipoli, sur des plages étroites dominées par des positions turques très fortes. On était venu si loin pour trouver la guerre de tranchées dans des conditions particulièrement dangereuses. C'est cette action sur terre, qu'on a appelée la tragédie de Gallipoli, qui dura des mois avec de grandes pertes et qui devait se terminer si tristement, après des merveilles d'héroïsme, par les évacuations de décembre 1915, janvier 1916, accomplies sans pertes, par un prodige d'organisation et aussi de chance, mais d'un effet moral retentissant en Orient comme en Occident. M. Winston Churchill n'en était pas responsable, car il n'avait plus depuis longtemps la direction de l'expédition dont il avait fait accepter l'idée à tous ses collègues, mais qui n'avait jamais été menée comme il le souhaitait.

Après les désastres russes de 1915, amenés en grande partie par le manque de munitions et l'échec des offensives franco-anglaises de 1915 sur le front occidental, la guerre repartait pour trois longues années. La Bulgarie contre nous, la Serbie et la Roumanie écrasées sans qu'on ait pu leur porter secours, Salonique, la coûteuse expédition anglaise de Mésopotamie, voilà, d'après M. Winston Churchill, quelques-unes des conséquences les plus importantes de l'abandon de l'expédition des Dardanelles, car ce fut un abandon plutôt qu'un échec, un manque d'esprit offensif et de sens de l'opportunité plutôt qu'une défaite.

Le plaidoyer est intéressant, surtout si on en saisit bien la psychologie. Il nous révèle la conception anglaise de la guerre chez les chefs à traditions, comme Kitchener et Fisher. L'amiral attendait toujours le grand combat naval où les flottes anglaise et allemande se rencontreraient, jour qui ne vint jamais, puisque même la bataille du Jutland ne fut pas décisive. Le ministre de la Guerre n'arrivait pas à une décision ferme, télégraphiait le 3 novembre 1915 contre l'évacuation de Gallipoli, le 4 novembre pour l'évacuation [1]. Curieuse figure que le fatalisme oriental avait profondément pénétrée pendant toute sa vie, il croyait qu'il valait toujours mieux

1. Tome II, p. 490 du texte anglais.

attendre. La conception propre à M. Winston Churchill c'est celle d'une Angleterre dont la puissance propre, le privilège, serait de pouvoir agir à la fois sur terre et sur mer. Mais cette conception répugne au fond à l'esprit anglais traditionaliste, insulaire, qui veut n'avoir qu'une marine, et la conserver. La flotte vaincra à la fin sans pertes et même sans combat, c'est, pourrait-on dire en la forçant un peu, la pensée de l'ancienne Amirauté. C'est celle qui a prévalu. On a dit en plaisanterie que la France avait été souvent dans cette guerre le soldat de l'Angleterre, au moins au début. Il faut ajouter pour être juste que l'Angleterre a été toujours, en cette guerre, prête à devenir le marin de la France. Ceci revient à ce que nous notions au début des *Mémoires* de M. Winston Churchill : toute intervention militaire étendue répugne profondément à l'Angleterre, elle est prête à tous les sacrifices pour l'éviter. Tout doit pouvoir se faire par la marine, dont l'intervention peut toujours être limitée à la défensive, et qui peut être retenue, rappelée.

On rendra peut-être un jour justice à M. Winston Churchill qui avait cherché, avec l'expédition des Dardanelles, la diversion offensive qui aurait pu avoir les plus heureux résultats sur la suite de la guerre, si elle avait été menée avec plus de coordination des forces et moins de lenteurs dans l'exécution, lenteurs dont le Ministre de la Marine n'était probablement pas responsable, puisqu'elles n'ont pas disparu sous une autre direction.

IGNOTUS

LES LIVRES D'HISTOIRE

L'envers du grand siècle. — Le coup d'État du 2 décembre. L'histoire d'un bourg normand.

Lavisse a dit du règne de Louis XIV que sous « l'écorce brillante » se découvre un fond destructif. M. Louis Bertrand nous a montré naguère l'écorce brillante, M. Félix Gaiffe nous montre aujourd'hui le fond destructif. Il ne dissimule pas que son tableau est volontairement incomplet et risque par suite de paraître partial, mais il ne trompe personne, car son volume s'appelle honnêtement : *l'Envers du grand siècle.* Il n'a pas été fait comme on serait tenté de le croire, pour répondre au panégyrique de M. Bertrand; il était déjà en train quand furent publiés les premiers extraits du *Louis XIV*. En réalité, Louis XIV et son époque sont de constante actualité, et ce prestige du grand Roi et du grand siècle est, quoi qu'on dise, flatteur pour l'un et pour l'autre.

M. Bertrand déclare qu'il a écrit son volume pour réagir contre l'absurde parti pris de nos historiens à l'égard de Louis XIV; M. Gaiffe ne cache pas qu'il a écrit le sien pour répondre à ceux qui prétendent démontrer que « tout était pour le mieux sous le meilleur des rois ». Les préoccupations de M. Bertrand et de M. Gaiffe, tout en étant contraires, ont un caractère commun : ce ne sont pas des préoccupations d'historien. On peut d'ailleurs faire œuvre utile et sincère avec une arrière-pensée. Si les faits sont exacts, si les textes sont authentiques, ils ne le seront pas moins pour être rangés en ordre de bataille. La documentation d'un ouvrage tendancieux

peut être irréprochable. Le lecteur, mis en garde, n'a qu'à se prémunir contre les commentaires et généralisations où l'auteur montre le bout de l'oreille.

D'ailleurs M. Gaiffe n'abuse pas des commentaires. Il en use même peu. Il se borne le plus souvent au rôle d'un compère de revue. Il présente ses textes, les reproduit fidèlement, et s'abstient de les apprécier. Ce n'est pas pour rien qu'il est docteur ès lettres et professeur en vue dans un grand lycée parisien. Il connaît les bonnes méthodes. Il tient ce qu'il a promis. Il vide sous nos yeux son dossier, sans plus. Il recueille des témoignages contemporains qui montrent l'envers de ce que nous montrent les témoignages ordinairement invoqués; il ne conteste pas qu'il puisse y avoir dans ces dépositions à charge bien des ragots, des exagérations, des déformations de la vérité. Il ne suffit pas d'être mal intentionné ou mauvaise langue pour avoir raison. Mais il est utile de savoir que, à côté des historiographes officiels, des flatteurs prébendés ou bénévoles, il existait des dissidents, des mécontents, des esprits libres ou simplement chagrins, qui ne sont pas à croire sur parole assurément, mais qu'il ne faut pas non plus refuser systématiquement d'entendre.

Tous ne sont pas au surplus des gens de rien. Lettres, mémoires, sermons, rapports d'intendants et de lieutenants de police, comptes rendus de tribunaux ou de cours de justice, ne sont pas des témoignages de seconde main ou de seconde zone. La liste des garants de M. Gaiffe est très variée. Le portrait du roi, par exemple, est emprunté concurremment à Saint-Simon et à Spanheim. Celui de Saint-Simon est célèbre et a été maintes fois passé au crible. Saint-Simon est passionné, d'autant plus pétri d'orgueil que son duché est de fraîche date, aveuglé par des rancunes et des jalousies parfois puériles. N'est-ce pas cependant un phénomène qui donne à réfléchir que de le voir d'accord, et de très près, avec Spanheim, ministre de Brandebourg en France pendant douze ans, bien placé pour juger le roi et fort intéressé à le bien juger, puisque le rôle d'un ambassadeur est de renseigner exactement son souverain et qu'une erreur de diagnostic peut être pour lui le signal de la disgrâce? Ce Spanheim, qui est né à Genève, qui écrit en français, n'est pas à Versailles un barbare incapable de saisir les

nuances. « Né avec un esprit au-dessous du médiocre », dit Saint-Simon de Louis XIV. « Génie naturellement borné », dit Spanheim. Tous deux insistent sur les lacunes de son éducation première, mais reconnaissent également qu'il sut se former, s'affiner, acquérir supérieurement l'art de régner. Tous deux louent en lui les qualités extérieures qui expliquent, sans les justifier, les adulations que d'autres lui prodiguent. Montesquieu, que M. Gaiffe ne cite pas parce qu'il n'est qu'à moitié contemporain, dit de même : « Il avait plus les qualités médiocres d'un roi que les grandes, une figure noble, un air grave, accessible, poli, constant dans ses amitiés, n'aimant à changer ni de ministres ni de manières de gouverner, astreint aux lois et aux règles dès qu'elles ne choquaient pas ses intérêts, très propre, enfin, à soutenir l'extérieur de la royauté, mais né avec un esprit médiocre... »

N'est-il pas frappant de retrouver le même jugement, et jusqu'aux mêmes termes, sous la plume de trois hommes si différents, dont aucun ne pouvait savoir ce qu'avaient écrit ou ce qu'écriraient les deux autres? » Ce qualificatif de « médiocre » scandalise les admirateurs intransigeants du roi-soleil et ne laisse pas de surprendre les juges impartiaux; pourquoi se rencontre-t-il toujours chez ceux qui parlent de Louis XIV dans le secret du cabinet, sans rien craindre ni attendre de lui? En disant que « l'orgueil le conserva dans sa forte médiocrité », Michelet ne fait que résumer une opinion plus répandue qu'on ne le croit chez les contemporains. On a beau se dire que « médiocre » veut dire « moyen », ce n'est tout de même pas beaucoup pour Louis le Grand.

On fera à M. Gaiffe bien des reproches, auxquels il répond d'avance dans sa préface. En déclarant tout d'abord qu'il ne garantit rien de ce qu'il cite, sauf l'exactitude de la citation, il s'est retranché dans une position inexpugnable, mais il ôte du crédit à sa thèse. Il prouve, non pas que les dessous du règne étaient spécialement malpropres, mais seulement que des gens, et peu recommandables parfois, se plaisaient à les dépeindre comme tels. C'est une contribution, si l'on veut, à l'étude morale et littéraire de certains bas-fonds de l'époque, mais de tels milieux ne sont pas « l'envers » d'un siècle, ils sont une lie commune à tous les siècles. M. Gaiffe a trop de

bonne foi pour ne pas le reconnaître. Une des conclusions de son livre, c'est en effet que tous les temps se valent à peu près comme moralité, parce que l'homme est toujours le même, avec plus ou moins de tenue apparente, ou d'hypocrisie sociale, ou de coercition séculière.

Soit. Nous croyons néanmoins que l'ouvrage porterait davantage s'il ne s'y mêlait pas, aux témoignages de poids, des couplets, des épigrammes qui ajoutent peu à la force de la démonstration et dont le débraillé risque d'écarter plus d'un lecteur. Toutes les tares de l'époque sont passées en revue : abus du privilège, corruption de la justice, misère du peuple, dérèglement des mœurs. N'y a-t-il pas excès d'insistance sur ce dernier point? Sans doute ce petit livre n'est pas pour les « pensionnats de demoiselles », encore que M. Gaiffe se pique de n'y avoir rien mis qui ne soit à la disposition de chacun à la Bibliothèque Nationale. Malgré cette précaution, il reste bien difficile à recommander aux dames qui n'ont pas, comme cette jeune princesse qui y allait fumer la pipe, l'habitude du corps de garde.

***

Sous ce titre, *The secret of the coup d'Etat*, lord Kerry publie une correspondance inédite tirée de ses archives familiales qui jette un jour intéressant sur un certain nombre de points. La *Revue de Paris* (15 septembre 1924) a eu la primeur de l'introduction de lord Kerry, fort bien traduite par M. Marcel Thiébaut, et de quelques-unes des lettres qui figurent dans ce volume. Le comte de Kerry, arrière-petit-fils du célèbre comte de Flahaut, le père de Morny, est en possession de papiers infiniment précieux, dont ce recueil ne donne qu'une partie bornée aux événements de 1848-1852. Nous avons ici des lettres du prince-président, de Morny, de Flahaut et de quelques autres. La plupart sont naturellement écrites en français, mais elles ne figurent qu'en traduction anglaise, ce qui est regrettable pour des documents de première main[1]. Un astérisque signale du moins celles dont l'original est en français.

1. Le texte des lettres publiées par la *Revue de Paris* est par contre celui des originaux, dont lord Kerry a bien voulu nous confier la copie (N. D. L. R.)

L'introduction et de nombreuses notes accompagnent les texteset en éclaircissent les obscurités. Une bonne partie de ces lettres n'étant pas datées ou portant simplement, comme date le jour de la semaine, il a fallu un travail patient d'exégèse pour en fixer la date véritable, indispensable à l'intelligence complète de leur contenu.

Le comte Charles de Flahaut n'avait pas pour père celui dont il porte le nom. Sa mère, la belle Adèle Filleul, peut-être fille naturelle de Louis XV, avait à dix-sept ans épousé un comte de Flahaut qui en avait plus de cinquante. Négligée par son mari, mais courtisée par beaucoup d'autres, elle avait une liaison durable avec Talleyrand qui était déjà dans les ordres, en attendant son évêché d'Autun. Quand Charles de Flahaut vint au monde en 1785, la paternité de Talleyrand ne fut un secret pour personne. Le père officiel ayant été guillotiné à Arras dès le mois d'octobre 1792, la comtesse se trouva dans l'embarras. Talleyrand s'occupera toujours plus ou moins de son fils, mais la mère cessera de l'intéresser. Elle émigre en Angleterre, y obtient autant de succès qu'en France, et y fait des conquêtes qui ne seront pas sans utilité plus tard pour l'avenir de son fils. Elle écrit des romans qui réussissent, puis revient sur le continent et le jeune Flahaut continue, à Celle-en-Hanovre, ses études commencées en Angleterre. Quant à elle, sa correspondance avec un de ses premiers admirateurs, le célèbre diplomate américain Gouverneur Morris, nous apprend qu'elle entre en relations intimes avec le jeune duc d'Orléans, le futur Louis-Philippe, alors professeur à Reichenau sous le nom de M. Corbie. Ils vont ensemble en Suisse à Altona, elle le qualifie à ce moment de « cousin », par allusion à sa descendance supposée de Louis XV. Le jeune duc, à vrai dire, ne pousse pas l'esprit de famille jusqu'à la traiter de cousine. Cet épisode explique et prépare la faveur dont Flahaut jouira sous Louis-Philippe.

Madame de Flahaut resta trois ans à Altona, y triompha comme partout, et y fit notamment la connaissance de M. de Souza, diplomate portugais, qui la demande dès lors en mariage, mais qu'elle n'épousera qu'en 1802, après la tourmente. Dès 1798, sous le Directoire, elle rentre en France avec son fils, grâce sans doute à l'appui de Talleyrand, devenu

ministre des Affaires étrangères. Le jeune Charles avait alors quatorze ans. Il entre au Dépôt général de la Marine et, grâce à son puissant protecteur, va faire son chemin rapidement. Il débute dans l'armée aux « Houssards volontaires », passe en 1800 au 5e dragons, commandé par Louis-Bonaparte, devient aide de camp de Murat en 1802 et le reste durant cinq ans. A ce moment, une courte disgrâce l'envoie en garnison en Prusse nouvellement conquise. On ne l'y oublie pas. L'année suivante, il reparaît comme aide de camp de Berthier, pour devenir enfin aide de camp de l'empereur après la campagne de Russie où il s'est fait remarquer. Il compte à son actif plusieurs blessures ainsi que plusieurs missions diplomatiques. Sous la première Restauration, il se trouve sans emploi, se rallie à l'empereur pendant les Cent Jours, l'accompagne à Waterloo et revient avec lui à la Malmaison.

Au cours de cette brillante période se place sa liaison avec Hortense de Beauharnais, la reine Hortense, femme de Louis-Bonaparte, roi momentané de Hollande. Cette liaison est bien connue et l'était même dès lors de quelques initiés, mais le fait nouveau qui nous est révélé par lord Kerry, c'est qu'elle a commençé plus tôt qu'on ne le croyait communément jusqu'ici. M. Loliée n'en fait dater le début que de 1810, ce qui suffit pour expliquer Morny, né en 1811. Mais lord Kerry, qui a en sa possession la correspondance inédite de Charles de Flahaut avec sa mère, nous dit expressément que cette correspondance nous donne beaucoup de détails maintenant ignorés. « C'est de cette source, — dit-il, — que nous apprenons que le roman commença beaucoup plus tôt qu'on ne le suppose généralement et qu'Hortense s'intéressa à Flahaut bien avant de se séparer de son mari. » Le problème a son importance. Des doutes ont toujours plané sur la légitimité de Napoléon III. Au moment même du coup d'État, le prince Napoléon, fils du roi Jérôme, eut à ce sujet une scène violente avec le prince-président, où il fit allusion à un projet de désaveu de paternité qu'aurait formé le roi Louis. Flahaut écrit alors à Morny une lettre indignée contre Plon-plon, ce « coquin [1] » qui s'est permis

1. Allusion à un jeu de mots alors à la mode : « Quelle différence y a-t-il entre le Prince Napoléon et un chapon? — C'est que l'un est un *coq impuissant* et l'autre un *coquin puissant*. »

d'alléguer cette fausseté : « Nous étions en Prusse, dit-il, mais j'ai entendu dire que le roi et la reine s'étaient réconciliés à la suite de la peine qu'ils avaient éprouvée à la mort de leur fils aîné. » Cette lettre du 4 mai 1849, malgré son ton catégorique, n'est pas très probante. En effet, Napoléon est né le 20 avril 1808, et Flahaut était bien en Prusse orientale en 1807. Mais ne s'en est-il jamais absenté? Avait-il le monopole des bonnes grâces de la reine Hortense? Pouvait-il en tout cas porter un coup mortel à l'avenir du prince-président en 1849? Il y a des situations fausses dont le châtiment est qu'on ne peut plus être cru parce qu'on n'a pas le droit de dire la vérité. Le fait que le roman ait commencé beaucoup plus tôt qu'on ne le suppose généralement donne à réfléchir. M. Loliée (*les Femmes du Second Empire*) cite un témoignage recueilli par Alfred Mézières à peine sorti de l'École normale. La duchesse de Plaisance, belle-fille du consul Lebrun, tenait de son beau-père le récit d'une entrevue avec le roi Louis, où celui-ci, félicité de la naissance de son fils, le futur Napoléon III, répondit crûment. « Il n'est pas de moi. Il n'a pas une goutte du sang des Bonaparte. Je ne le désavoue pas parce qu'il est le troisième et qu'il n'est appelé à régner nulle part. » On a beau dire que le témoignage n'est pas direct, il est difficile de n'en tenir aucun compte. La publication des lettres confidentielles échangées, sans préoccupation de la postérité, entre le jeune Flahaut et sa mère, pourrait apporter en cette matière épineuse un élément nouveau, sinon définitif. Là se trouve, s'il se trouve quelque part, le mot de l'énigme.

Dans la même lettre du 4 mai 1849, une phrase isolée pose un autre problème : « Quand j'étais jeune, dit Flahaut, j'ai toujours entendu dire que l'Empereur était le fils de M. de Marbeuf. » Cette phrase vient-elle sous sa plume pour attester que la médisance ou la calomnie n'épargnent personne et que l'allégation concernant le neveu n'est pas plus vraie que celle qui concerne l'oncle? Il est possible, bien qu'elle soit séparée du certificat de légitimité décerné au fils de la reine Hortense par un paragraphe traitant d'un autre sujet. D'autre part ce bruit recueilli par Flahaut, alors un des familiers de l'impératrice Joséphine, a dû sortir de ce milieu, assez suspect en l'espèce vu la jalousie régnant

entre la famille des Beauharnais et celle des Bonaparte, mais cependant à même de savoir bien des choses. Les attentions qu'avait eues Marbeuf pour la jeune et jolie Lætitia ne sont pas un mystère. On sait aussi que c'est par son entremise que Napoléon obtint de faire ses études en France et une bourse au collège militaire de Brienne, alors que son frère aîné, Joseph, restait en Corse. On objectera que Marbeuf, né en 1712, avait cinquante-sept ans à la naissance de Napoléon, alors que Lætitia n'en avait que dix-neuf, d'autres répondront qu'un gouverneur militaire a des charmes d'état auprès d'une jeune femme ambitieuse. On peut discuter sur tout cela à perte de vue, c'est plus facile que de conclure.

Nous n'avons pas à suivre la carrière du comte de Flahaut. Arrêté à la frontière en 1815 alors qu'il essayait de suivre la reine Hortense en Suisse, il passe en Angleterre, y retrouve des relations d'enfance et y fait un brillant mariage à tous égards. Son rôle politique, interrompu sous la Restauration, rebondit à l'avènement de Louis-Philippe, l'ancien « cousin » de celle qui est maintenant madame de Souza. Talleyrand est envoyé à Londres pour régler les affaires de la Belgique naissante et Flahaut est son auxiliaire tout indiqué. Les papiers de Flahaut contiennent des lettres de Talleyrand à cette époque, qui attendent encore leur publication. Cependant le vieux diplomate, habitué à tout régir, trouve son fils trop grand garçon; de plus la duchesse de Dino s'entend mal ou ne s'entend pas du tout avec la jeune comtesse de Flahaut, qui ne manque pas d'individualité, si bien que l'intimité entre les deux « ménages » ne résiste pas à ce contact. Flahaut rentre en France, est ambassadeur à Berlin quelques mois, puis premier écuyer du duc d'Orléans, héritier présomptif, enfin ambassadeur à Vienne presque jusqu'à la chute de la monarchie de juillet.

La révolution de 1848 le désempare une fois de plus, mais quand le prince-président entre en scène, les attaches napoléoniennes de Flahaut se réveillent. Le fils de la reine Hortense, quel qu'en soit le père, ne peut lui être indifférent. Son influence s'exercera pour faire accepter le coup d'État en Angleterre avec une « bonne grâce relative », et les lettres qu'il écrit ou qu'il reçoit apportent à l'histoire anecdotique

et morale de cette période une contribution d'un réel intérêt. Quant à Morny, élevé par madame de Souza, il n'y a pas à revenir sur sa carrière avant le coup d'État. Il a passé par l'armée, il joue déjà un rôle dans le monde des affaires, il est député du Puy-de-Dôme, et le premier service appréciable qu'il rendra à celui qui est au moins son demi-frère sera de lui rallier le *Constitutionnel* auquel il s'est intéressé financièrement sous Louis-Philippe. Dans une lettre à Flahaut, il raconte (nov. 1848) comment le Dr Véron, directeur du journal, maladroitement brusqué par le général Cavaignac à la veille de l'élection du président de la République, prend parti pour le prétendant.

Quand le coup d'État devient imminent, Flahaut, qui est au courant, vient à Paris pour y assister. Il arrive au commencement de novembre, quelques jours après la réunion de la Chambre qui a lieu le 4, et croyant que tout serait fini avant la fin du mois, car il avait permis à sa famille de rentrer en Angleterre pour cette date. En effet, il avait d'abord été question d'opérer le 20 novembre, puis le 25. C'est le jeudi 28, nous apprend une lettre de Flahaut, que le 2 décembre, anniversaire d'Austerlitz, fut définitivement adopté. Flahaut avait d'abord eu l'illusion, — on le voit par une lettre à sa fille Lady Shelburne, — que la chose pourrait se faire en douceur, avec l'assentiment d'une majorité de députés, et on aurait pu le croire, lorsque la proposition des questeurs tendant à donner au président de l'Assemblée le droit de requérir la force armée fut rejetée par 403 voix contre 300. L'Assemblée comptait sur la « sentinelle invisible, le peuple », évoquée dans une péroraison grandiloquente par le marseillais Michel, député de Bourges. Elle ne pèsera pas lourd. Quant à l'état d'esprit de l'armée, Flahaut dans une lettre à madame de Flahaut, datée du 1er décembre, en donne un aperçu. La veille, dans un dîner, un député se plaint de ce qu'un groupe de ses collègues a été bousculé sur le trottoir du Palais-Bourbon par deux régiments revenant d'une revue. « Que voulez-vous, dit un colonel ignorant la qualité de son interlocuteur, c'est l'esprit de nos soldats. Nous n'aimons pas les bavards et au lieu de les bousculer nous aurions préféré les jeter dans la Seine. — Mais permettez, colonel, j'ai

l'honneur d'être député et ce que vous dites là ne serait pas aussi facile que vous voulez bien le croire. — Monsieur, je vous demande bien pardon. Je ne savais pas que vous étiez député, sans quoi je ne me serais pas permis de dire une chose qui a pu vous être désagréable. Mais enfin c'est dit, et tout ce que je puis ajouter, c'est que j'espère que vous savez nager! »

Flahaut n'assistait pas au Conseil suprême de la nuit du 1er au 2 décembre où les dispositions finales sont prises et où les rôles des exécutants sont distribués. Mais il est descendu chez Morny, et lui fait un pas de conduite dès cinq heures du matin quand Morny va prendre possession du ministère de l'Intérieur. Il a déjà reçu un mot griffonné à la hâte par le Président qui en dit long sur leur intimité et sur leur besoin de se concerter.

Elysée National, le 2 décembre 1851.

Mon cher général,

Je vous verrai avec grand plaisir venir avec moi à cheval ce matin vers huit heures.

Recevez l'assurance de mes sentiments de haute estime.

LOUIS NAPOLÉON

Cette lune de miel ne durera pas. Morny n'est pas très discret, madame Le Hon, son Égérie, qui est orléaniste, le compromet, et il se prévaut trop volontiers de sa parenté avec le Président. Dans une lettre à Flahaut du 26 janvier 1852, il écrit : « Ma situation lui déplaît et la vôtre ne fait qu'augmenter la dose. » Dans son très intéressant volume sur le *Second Empire vu par un diplomate belge*, dont il y aura lieu de parler plus à loisir, M. le baron Beyens raconte une anecdote qui confirme cette impression. Quand Morny fut nommé président du Corps Législatif, deux ans plus tard, il plaça dans son salon le portrait de la reine Hortense en face de celui de Flahaut. L'empereur, froissé, mais ne voulant pas intervenir lui-même, chargea l'impératrice de cette mission diplomatique. « Soyez moins son frère, conseilla gracieusement la jeune souveraine, il sera davantage votre ami. » Morny se le tint pour dit, et se garda de faire peindre sur ses voitures, comme on l'a raconté, des hortensias, comme

armoiries, lors de son ambassade en Russie. Morny quitte le ministère à l'occasion du décret qui confisque les biens de la famille d'Orléans, mesure à laquelle Flahaut est lui-même très hostile. Dans une conversation avec le prince-président, il s'en explique sans ambages. « Je n'hésite pas à vous le dire, vous le regretterez quand ce sera trop tard et ce sera pour vous ce qu'a été pour votre oncle le jugement du duc d'Enghien. — Oh! Il y a bien de la différence, répond le prince. — Oui, Monseigneur, la différence qu'il y a entre un meurtre et un vol. » Le père et le fils sont d'autant plus ulcérés que Morny n'est pas nommé sénateur ni président du corps législatif comme la promesse lui en avait été faite. Leurs lettres à tous deux s'expriment amèrement sur le compte de l'ingrat. Le 3 mars, Flahaut va jusqu'à écrire : « J'en reviens à ma vieille opinion que tous les princes se ressemblent, et que les illégitimes sont encore ceux qui valent le moins. » Cette phrase ambiguë peut paraître infirmer le certificat de légitimité donné dans la lettre du 4 mai 1849. Il est vrai qu'elle pourrait s'appliquer à l'illégitimité de la dynastie aussi bien qu'à celle de l'homme, mais il ne semble pas que Flahaut ait jamais manifesté de scrupules sur les droits du « neveu et héritier de l'Empereur ».

Quoi qu'il en soit, Flahaut conseille à son fils, malgré ses griefs, de garder un silence respectueux et digne, et d'éviter toute apparence d'opposition. Il se défie manifestement de l'influence de madame Le Hon. « S'il est ingrat, dit-il en parlant du prince, tant pis pour lui... les torts d'un autre ne doivent jamais servir d'excuse à ceux qu'on aurait soi-même. Laissez-lui les siens envers vous et n'en ayez pas envers lui. » Il a raison, car tout s'arrangera peu après par une réconciliation que Flahaut était trop expérimenté pour ne pas sentir fatale. Morny sera président du Corps législatif en 1854, Flahaut lui-même deviendra sénateur, ambassadeur à Londres et Grand Chancelier de la Légion d'Honneur.

***

De l'histoire générale, passons à une modeste étude d'histoire locale. On ne saurait trop encourager les recherches de

cet ordre. Les bons travailleurs qui défrichent ce champ ingrat et épineux n'ont pas assez l'impression d'être suivis avec sympathie, ils ont trop souvent le sentiment d'être oubliés dans leur coin, de consacrer leurs veilles et leurs ressources à des besognes dédaignées, d'être un peu comme les « ruraux » de la science. Et pourtant, sans leur travail persévérant et obscur, l'histoire générale se dessécherait, comme les villes mourraient de faim sans la production des campagnes. Faisons donc une part aux ouvrages d'intérêt local, les plus utiles peut-être à signaler, car, tirés à un petit nombre d'exemplaires, mis à peine dans le commerce, ils ont chance de passer inaperçus de ceux mêmes qui auraient plaisir et profit à les connaître.

La monographie du moindre village a toujours un côté d'intérêt général. Les grands événements gardent un caractère abstrait si on ne les surprend pas dans leur « déshabillé » quotidien. Voici, par exemple, une *Monographie de Saint-Georges-d'Aunay*, très artistement illustrée, éditée à Caen, dont l'auteur, M. Camille Jeanne, donne plus que le titre ne promet. Saint-Georges-d'Aunay n'est qu'une simple commune du Calvados, arrondissement de Vire. Mais dans notre vieux pays, si riche d'histoire, il n'est guère de commune qui n'ait un passé. Dès qu'on remue la terre, les poteries, les tuiles, les cercueils de pierre, les monnaies romaines sortent du sol. Prieurés, châteaux forts, ont partout laissé des traces. Un seigneur de Saint-Georges a combattu à Hastings.

Néanmoins la partie la plus intéressante du volume de M. Camille Jeanne est celle qui est plus rapprochée de nous. On y trouve sur la chouannerie dans le Bocage normand des détails qui feraient le bonheur de M. Lenotre. Les bandes de Frotté, surnommé Blondel, avaient leur centre dans la région de Vire. Les désordres apparaissent dès 1792. Ce ne sont pas les chouans qui commencent. Par un « heureux hasard », — un de ces heureux hasards qui n'arrivent jamais aux paresseux, — M. Jeanne a trouvé aux archives du greffe de la Cour de Caen, dans des liasses non répertoriées, le procès-verbal de la gendarmerie relatant une visite domiciliaire opérée à Saint-Georges, le 9 novembre 1792, par une bande de militaires d'uniformes variés, en vue de découvrir des prêtres cachés. A défaut de

curés réfractaires, la patrouille fait main-basse sur deux montres en or et autres objets de valeur. Leurs propos, leurs brutalités, leurs larcins font plutôt penser à des déserteurs et autres gens sans aveu qu'à des volontaires. A ceux qui leur demandent ce qu'ils veulent et ce qu'ils sont, ils répondent, disent les témoins : « Nous sommes de la Nation », ce qui est à la fois grand et vague.

A partir de 1794, les scènes de violence se multiplient, mais ce sont les chouans, recrutés surtout parmi les « réquisitionnaires » insoumis, qui en sont cause. Des battues infructueuses sont dirigées contre eux. En 1795 les représentants en mission font enlever les cordes et les battants des cloches pour empêcher les rebelles de sonner le tocsin. L'avènement du Directoire ne fait qu'aggraver la situation. L'agent national du district écrit dans un rapport du 20 janvier 1796 : « Les chouans grossissent sans cesse; leur nombre et leur crédit ont été accrus sensiblement par la loi du 4 frimaire qui oblige tous les jeunes gens de réquisition, qui étaient dans leurs foyers, à rejoindre les armées. » Les acquéreurs de biens nationaux, mis en coupe réglée, se réfugient dans les villes. Enfin, le 17 février, il y a une grave effusion de sang.

Une bande de chouans a surpris les Bleus la veille au soir à Aunay; elle fusille une demi-douzaine de victimes, dont quatre soldats. Le procès-verbal du juge de paix l'évalue à 400 ou 500 hommes. Après une journée de libations, un détachement de 250 à 300 hommes, se porte sur Saint-Georges, se fait conduire au presbytère, s'empare des deux prêtres constitutionnels qui y résidaient, et les fusille dans un chemin de traverse à quelques centaines de metres de là. Ces deux vénérables ecclésiastiques, bien vus dans le pays, n'avaient commis d'autre crime que de prêter naguère, à leur corps défendant et après avoir essayé d'y mettre des conditions, le serment à la constitution civile du clergé. Par une tragique coïncidence ils devaient le rétracter le lendemain même du jour où ils furent massacrés. On lit, dans le volume de M. Jeanne, le curieux récit de son arrière-grand'mère venue à la messe ce jour-là de grand matin, et étonnée de ne trouver personne dans l'Église. Elle et ses compagnes de catéchisme de première communion attendent un certain temps, cherchent en vain le

sacristain, disparu comme le curé, et, vaguement apeurées, de ne voir âme qui vive dans les rues du bourg, elles rentrent chez elles. Le procès-verbal du juge de paix n'a pas été retrouvé, mais l'acte de décès, dressé sur sa déclaration, en donne la substance et y renvoie.

Les coupables n'ayant pu être châtiés reviennent un mois plus tard. Le 20 mars ils pénètrent chez le greffier de la municipalité, brûlent les papiers « sur la souche de l'arbre de la Liberté », emmènent le greffier avec menaces de mort, mais finissent par le relâcher après l'avoir forcé à crier : « Vive le roi ! » Le commisaire exécutif du canton, en relatant ces violences, ajoute que tout est désorganisé, que les fonctionnaires quittent leurs postes. Lui-même ne sait que faire ni que devenir : « Le désordre affreux qui va toujours en augmentant m'a forcé depuis environ deux mois, de me réfugier tantôt dans un endroit, tantôt dans l'autre... » (24 germinal, an IV.) La chouannerie dégénère en scènes de brigandage, qui ne finiront qu'à l'avènement du Consulat. On le sait, mais il est bon de le voir dans le détail. On s'explique que dans les campagnes le 18 brumaire ait fait l'effet, non d'un attentat liberticide, mais d'une libération.

A. ALBERT-PETIT

TABLEAUX DE PARIS

NITCHEVO! — Dans le voisinage de la Bourse, une boutique jadis bar, paraît-il pas très bien famé, aujourd'hui restaurant du soir, de nuit... Maison russe. Quelque chose de la Néva et de partout où il y a, dans le voisinage, des ports et des gares ou quelque immense et confuse agglomération. Et des noctambules dont les voyages ou la vie sédentaire ont éloigné le sommeil. Et ces coureurs après un fantôme qui est et qui n'est jamais tout à fait le même. Et jamais ne satisfait. Preuve que ces endroits sont imparfaits, engourdissent sans rassasier, éveillent, maintiennent aux limites du sommeil et de l'ennui et, pourtant, ouvrent des horizons, dans la profondeur desquels jamais nous ne pourrons nous enfoncer. Ce sont des paysages peints sur verre.

Depuis la nouvelle Russie, les lieux, dits de plaisir, ont évidemment gagné en poésie, en imprévu et en pittoresque. Le salarié banal, le tzigane de métier est remplacé par une curieuse population slave, mêlée, sans rien de professionnel. Chaque figurant dégage autour de lui un halo. Celui-ci était dans la garde impériale, cette femme appartenait à la meilleure bourgeoisie. La Russie, croirait-on, n'était qu'un pays de chanteurs. Il y en a dix, ce soir, à la *Maisonnette*. Leur type, la situation qu'on leur suppose avant la tragédie bolchevique tout intéresse et jusqu'aux différences si marquées que l'on devine entre les classes auxquelles appartenaient ces individus que la misère a réunis et, disons-le, l'obligation de vivre, — mais en faisant le moins d'efforts possible, en buvant, dans cette atmosphère de champagne, à l'électricité particulière, cette fumée de tabac opiacé, dont l'engourdissement fait croire au bien-être.

Il y a là deux femmes, à la voix émouvante; l'une qui chante assise à la table du fond, parmi ses compagnons de hasard, en dînant. Onze heures approchent. Elle s'est interrompue de manger pour chanter, — avec quelle facilité! — une romance, accompagnée à l'autre bout de la salle par le petit violon et le piano et, auprès de la table, par un homme brun qui joue d'une sorte d'accordéon appelé, je crois, orchestrelle. Elle a l'air d'une madone de mineurs. Elle est brune, le teint mat. Ses yeux ont le brillant de l'anthracite, mais sont voilés d'une quiétude qui ne saurait, je suppose, s'émouvoir de rien. Auprès d'elle : *le colonel.* Que d'orchestres ont ainsi leur colonel! Celui-ci est mélancolique. On le prendrait pour un aveugle aux yeux intacts en apparence. Que voit-il, si loin d'ici? Il est, devant le présent, comme au pied d'une muraille sans aspérités, ni fissures. Son tour de chanter venu, il quittera la table et se placera, d'un air mélancolique, auprès du piano. Voix agréable, mais sans grande chaleur. Un homme élégant qui a des dispositions pour tout, qui regrette hier, mais n'a jamais fait un effort pour améliorer le lendemain.

L'étoile masculine de la troupe : un Russo-arménien très brun, large des épaules, des hanches, et si épais du torse, qu'on ne peut l'imaginer ni dans le pourpoint de Roméo, ni dans la tunique blanche de Siegfried et qui aurait peut-être pu chanter sur de grandes scènes, n'était cet embonpoint, cette esquisse d'éléphantiasis, au cœur de laquelle se trouve emprisonné le rossignol. La variété de son répertoire est d'ailleurs mauvaise. Mais comment résister à de charmantes écouteuses dont ce n'est même plus la robe, mais la peau qui semble pailletée, tant elles sont peu vêtues, tant sont « assorties » mousseline et chair. Et le rossignol chante le dernier succès de Maurice Chevalier, après d'anciens triomphes de Caruso. Bazar. Souk de réminiscences, eau de roses en tubes, bois de santal, papier d'Arménie, dé à coudre rempli de café à la turque... Effets dramatiques faciles. Mais exquis.

Puis un ténor au gros nez, à son tour. Voix genre Smirnof. Délices. Voix qui fait fermer les yeux, pour ne plus voir le ton grenat des murs et ces lustres aux transparents de cretonne peinte du ton des vitraux dans les moucharabiehs.

Faisons un voyage. Je crois d'ailleurs que pour quelques-uns qui reviennent fréquemment dans cet établissement assez peu fréquenté, le succès tient à sa pénombre, l'opacité de son atmosphère, cette possibilité de fermer les yeux en écoutant, de rêver, de *faire un voyage*... Devant moi, à une table, une jeune femme blonde aux cils clignants, à la lèvre retroussée sur des dents éblouissantes, aux cheveux épais coupés court et qui retombent sur le front avec une lourdeur vermeille d'épis cuits par le soleil. Des réminiscences l'assaillent. Qu'elle est loin des deux gentilshommes exotiques en smoking, qui boivent le vin de champagne, accoudés à la table... La voix évoque des villes à l'arrivée du soir, avec leurs colliers de lumières dans le crépuscule rose. Naples. Algésiras. Cadix. Liverpool. Marseille. Dans l'omnibus cahotant. La nuit chaude envoie son haleine. Derrière les vitres de la voiture, les femmes du peuple aperçues, la vie dense, les filles, les gas, une odeur presque animale, par bouffées. Et l'amour, l'amour dans les regards ...

Et l'arrivée à l'hôtel, — d'anciens soupers avec d'autres.

... De nouveaux soupeurs entrent dans le restaurant. L'odeur âcre du champagne est un peu écœurante. Assiettes heurtées... Mortel foie gras...

... D'anciens soupers, avec d'autres, aux rives de *la Chiara* ou l'embouchure du *Grand Canal*...

En ce moment, pas un garçon ne bouge. Le ténor mène son troupeau ... Dans Venise-la-Rouge...

Et des étendues, à l'infini. Des étendues de pays vert ou de pays sous la neige... Des bruits de cloches de Noël ou de Pâques, entrant, à flot dans les chambres... Chambres d'auberges et de palaces... Que de chambres traversées!... Et les soupers avec d'autres...

Bruit de champagne débouché. Nouveaux arrivants aux pupilles qui se dilatent dans la pénombre avant de s'acclimater. Narines qui se contractent. Senteurs de friture et de parfums. Œillet. Le champagne coule sur la campagne couverte de neige.

La soupeuse éblouie a le nez court, la lèvre épaisse... les cheveux indociles. Elle ouvre des yeux soudain inquiets entre les cils courbés. Et semble dire à tout le monde : « Est-ce

toi? » Expression sauvage au-dessus du sourire juvénile des dents blanches. Sauvage et soumise.

... Des cohortes d'hommes à cheval traversent le timbre à la Smirnof... Sons gutturaux, appels. *Ach!... ach!...* Rythme, assemblage des voix, des mouvements du corps : la danse! Et Nijni-Novgorod et la Crimée. L'air sent l'eucalyptus et le grain, le suint et la pâtisserie.

La voix descend, puis monte, monte... Tiens, c'est une femme qui chante... Une voix de soprano. Aucun sens des mots pour guider l'auditeur?... Un chœur s'élève autour de la femme aux yeux d'anthracite qui s'est dressée, coupe pleine à la main. Bienvenue. Simulacre des fastes moscovites, sans kakochnick. Une sorte de brute coiffée d'astrakan gris, devinée dans le fond de la salle et qui dansera tout à l'heure, la bouche hérissée de couteaux, siffle, siffle à travers le chœur et les voix qui font violoncelle. Puis, la femme reprend. C'est comme si toutes les eaux du monde glissaient dans ce gosier, .. d'un trait, toutes les cataractes avalées. Elle a versé sa tête sur ses épaules, comme ivre de volupté, l'œil cligné entre les cils... Et reprend le chant rythmé, à la cadence traduite par le choc des consonnes... Et la pénombre alourdit cet air obscur, chargé de tous ces cris, que ceux qui écoutent ne traduisent que par le mot : *Amour.*

***

Le cinquantenaire de l'Opéra. — *Les Huguenots. Sylvia...* Robes à traînes de velours et de satin. *La loge,* de Renoir. Derniers Stevens, apothéose de Manet. Car les grands peintres de cette époque ne sont pas ceux qui décorent les foyers, galeries et plafonds. Oui, il y a Paul Baudry, — mais Baudry n'était pas plus original que Charles Garnier. C'étaient de grands, d'admirables *élèves.* Mais l'un fait penser à Vicence, l'autre à Rome; tous deux à la Villa Médicis. Garnier, c'est le petit-fils de Palladio, et Baudry le neveu de Raphaël — par les femmes. Époque de la surcharge. Trop d'ornements aux robes et trop de décorations en architecture. Regardez un instant ce qui pouvait s'inventer alors comme système d'éclairage, ces palmes, ces motifs empruntés aux figurations d'*Aïda...*

Mais les femmes avaient dans un certain monde (et même dans d'autres) une « tenue » admirable, elles se grandissaient, tenaient une place, jouaient un rôle auquel elles ont renoncé. Je me souviens, que dans un roman de M. Paul Bourget qui avait ému ma dix-septième année et peut-être même quelque année antérieure, — ce devait être *Mensonges*, — l'héroïne restait chez elle avant dîner, *les soirs d'opéra.*

Et cela M. Paul Bourget ne l'avait pas inventé. Non seulement, certaines femmes *restaient chez elles*, mais elles y restaient les *jours d'opéra*... Que les mœurs ont donc changé! Des hommes s'astreignaient avec agrément à venir plusieurs fois par semaine, faire la conversation chez une dame avec quelques autres, choisis, formant un groupe, — un salon. Ces temps sont bien éloignés de nous, en vérité.

En cinquante ans, l'Opéra n'a pas varié, apparemment. La lumière de l'électricité a remplacé celle du gaz, mais le luminaire est le même. Cependant, malgré le damas cerise foncé, malgré la peinture ocre et les faux ors et le plafond de Baudry et le lustre, quelles transformations dans la salle! La femme, la spectratrice, qui en faisait le plus bel ornement, s'est comme évanouie. Il y a bien toujours des femmes, certes, et charmantes, mais tout autres, si menues, sans poitrine, ni hanches, ni taille... Des petites filles aux cheveux courts, sans âge et presque sans sexe.

L'esprit évoque... 1903. Ne remontons pas plus loin. Et déjà l'on se plaignait! Tout de même. Nombreux valets de pied au sous-sol, dans la crypte, ce dépôt des morts, admirable conception de morgue en cas d'épidémie. On pense au choléra beaucoup plus qu'à Mozart. Revenons aux soirs vers la vingtième année. Diadèmes, traînes, amples manteaux. La femme encore ressemble au paon. Elle n'est plus en 1925 que colibri.

A l'orchestre, l'homme seul est admis, — en habit noir et cravate blanche. Qui donc eût un instant songé à se rendre à l'Opéra en smoking? Pour les spectatrices des loges, ce parterre de gilets en cœur, ce lac noir et blanc, c'était un réservoir où l'œil pêchait, où le regard devenait hameçon. Bien des loges étaient attirées par cette sélection masculine. *Il* était là... De l'orchestre, les lorgnettes étaient braquées sur les loges qui n'offraient que splendeurs d'épaules

nues; gorges soulevées par le rythme de la respiration... Avez-vous remarqué comme les gorges sont moins soulevées à la moindre émotion, depuis la suppression du corset? A quel attrait a renoncé la femme! Quelle arme — et de quelle puissance, — cette blanche poitrine offerte, frémissante comme la mer, calme, un miroir d'eau, que le zéphyr animait... J'ai vu à un mot chuchoté, derrière le balancement hypocrite d'un éventail qui ne remuait pas plus de fraîcheur qu'un palmier solitaire sur les sables ne déplace d'air au-dessus du Sahara réverbérant, des gorges s'empourprer, tandis que l'accoutumance du monde laissait le visage parfaitement inexpressif. Mensonges...

La contemporaine ment moins ou ment sans artifices.

Artifices. Voilà : le monde a perdu cette qualité. Il est sans artifices. La femme vit dans une chemise plus ou moins courte. Il me serait impossible d'écrire « plus ou moins longue ». Elle a coupé ses cheveux, elle cache son oreille, comme si, désormais, tout ce qu'elle peut entendre n'avait plus pour elle aucune importance et ne savait plus l'émouvoir.

Quand j'étais petit garçon, une danseuse devint célèbre parce que ses bandeaux lui cachaient les oreilles. Ces oreilles dérobées firent scandale. Quelle femme ose montrer les siennes, aujourd'hui?

L'Opéra c'était une sorte de palmarium. Un jardin d'hiver avec latanias en caisse, phœnix en pot, cascatelle de faux rocher, après laquelle s'égouttait à travers des mousses, par larmes avaricieusement comptées, une eau qui répandait une saveur amère qui faisait penser aux fougères, aux forêts,... aux forêts vierges. Le *monde* mystérieux s'y révélait d'abord, aux jeunes gens, aux jeunes filles qui n'avaient pas encore beaucoup dansé, sinon à des matinées. Savanes, steppes, sylves... Ils y arrivaient le cerveau hanté par Jules Verne et quelques préoccupations naïves, genre Baronne Staffe. La première femme maniant l'éventail avec quelque grâce, indolence et impertinence liées, le front surmonté d'un croissant, d'antennes ornées de briolettes tremblantes ou d'un diadème qui ressemblait à celui des Agrippine de la tragédie et pouvait prendre l'importance d'un kakochnick, — la première écouteuse languissante et

dressée, élégamment indifférente à tout — et qui pensait à son prochain dîner ou aux notes de la modiste et du couturier (un chapeau de quatre-vingts francs était un poème et lorsqu'il atteignait cent vingt francs il était cité partout et la femme se demandait si elle n'était pas bonne à enfermer!) — la première jolie femme maniant l'éventail que rencontraient les yeux de l'adolescent, devenait, à l'instant, la plus grande passion de sa vie.

A l'Opéra, le lundi,.. — le vendredi avait été quelque peu boycotté, — le lundi, on *connaissait* toutes les loges. Chacune était comme un feuillet d'agenda, une page de roman... Tout au fond, pas un regard qui n'eût deviné le patito — et tous les patatis et les patatas de courir bon train. Et, lorsque le patito avait émigré d'une loge dans une autre! Ou bien que quelque scandale, une de ces tragédies qui se résument à Paris en une concise légende de Forain, ne remplissait qu'à moitié la loge... Case de colombier, dont la colombe blessée, agonisait sous les battements de son éventail de plumes d'autruches... Le spectacle n'était plus sur la scène, même lorsque l'emplissait madame Litvinne, de ses accents. Ou que M. Noté ou M. Delmas, M. Gresse, maintenaient là toutes les traditions déclinantes, devant les décors de M. Jambon.

... J'avais douze ans, je portais un *eton* de drap noir et un premier chapeau melon dont j'étais excessivement fier. Lorsque je pénétrai dans la salle, qui me parut beaucoup plus vaste qu'elle n'a jamais été, mademoiselle Agussol vêtue en page apportait une lettre à des seigneurs, dont la ressemblance avec des garçons bouchers, un après-midi de mardi gras, me frappa bien vite... — Avance! me dit mon père, sans douceur. Et comme je gagnais mon fauteuil, un monsieur me pinça la jambe à crier parce que je lui avais écrasé les pieds.

Une dame noble et sage
Dont les rois seraient jaloux....

En vingt ans (revenons à 1903), quels changements! Plus de diadèmes, plus de neigeuses poitrines, offertes comme des sorbets pour les yeux assoiffés, plus de poufs d'autruches,

de fleurs artificielles, si invraisemblablement imitées de la nature qu'elles faisaient confondre madame Madeleine Lemaire, Dieu et les sœurs Lespiaut. Une autre planète. Un autre monde. La guerre a emporté une élégance, un ton. Une architecture de manières, d'habitudes, s'est effondrée. Le public d'à présent est comme le béton comparé à la pierre taillée... Et ce « cinquantenaire », qui évoque un temps que nous n'avons pas connu, semble reculer encore davantage cet hier, toujours séduisant avec l'éloignement, et que nos grands-pères, pourtant, déclaraient tellement inférieur aux soirs du second Empire, — lesquels... *etc!*

***

Léon Bakst. — A une répétition des *Ballets Russes*, au Châtelet, lors des premières apparitions de la troupe extraordinaire que promenait, de Pétersbourg à Paris, M. Serge de Diaghilew, une répétition de *Shéhérazade*, où l'on essayait à la fois, dans une grande fièvre de retard, les décors, les éclairages, la danse et les habits. Les portants de *Shéhérazade* venaient d'être plantés, l'immense draperie qui tombait des cintres plongeait, relevée par des cordelières et des glands fabuleux... Et ces deux inimitables artistes, Ida Rubinstein et Nijinsky, vêtus pour la première fois de ces étranges et fastueux travestissements qui allaient, avant d'autres révolutions, apporter tant de changements dans la manière de concevoir les costumes à la scène — et qui attendaient pour paraître, accoudés dans un coin, que les machinistes eussent terminé leur première besogne. Parfois, cependant, comme attiré par un songe ou poussé par d'invisibles et puissantes mains, Nijinsky, parmi les équipes d'ouvriers, traversait en trois bonds la scène et rentrait dans l'ombre prostrée des coulisses...

Ce jour-là, je fis la connaissance de Léon Bakst. Il avait les cheveux roux, déjà « ramenés » sur la tête, et, derrière des lunettes, des yeux incolores entre des paupières clignotantes. Il ne s'exprimait pas encore en français aussi librement qu'il devait le faire plus tard, mais il bégayait ou zozotait légèrement. Il avait le type russe et sémite, l'air d'un

bon garçon, un peu étonné et assez adroit, — le regard! Il paraissait inquiet et pourtant peu sensible et n'avait rien dans l'allure de ce que l'on nomme un artiste. Et je ne sais pas pourquoi je l'ai toujours vu, sans qu'il en eût peut-être jamais porté, avec des manches de lustrine verte.

Cette impression dut me venir par la suite, dans son atelier du 112 boulevard Malesherbes, luisant, ordonné, avec d'innombrables tiroirs, méthodiquement rangés, dans lesquels il savait où puiser, trouver immédiatement le dessin, les études qu'il cherchait. La formule qui assure qu'un beau désordre est un effet de l'art, ne convenait point à cet exotique.

Le désordre, cependant, il le réservait pour ses décorations. Il en faisait apparemment, l'élégance de ses compositions. La mise en scène n'avait encore jamais montré jusqu'alors tant d'apparente négligence unie à tant d'apparente prodigalité. Cet art n'était fait que d'apparences. Les ballets ne pouvaient qu'y gagner, car rien ne semble plus sot que de faire évoluer des ballerines qui miment l'amour avec la pointe de leurs pieds et le désespoir avec des jetés-battus, devant des pseudo-arbres, des décors de ferme normande ou d'Orient d'après photographies d'agences de voyages. A la danse, il faut pour cadre l'invraisemblance. Bakst excella dans l'interprétation, la déformation. Vous lui donniez le plat et méticuleux recueil de Racinet, il vous rendait la Chimère.

Il plut. Il plut follement, — à l'excès. La mode et le théâtre parisien, le *spectacle*, ruisselèrent, dégoulinèrent de couleur. Nous fûmes plongés dans le cobalt et le cadmium, nous eûmes ce qu'on appelait, bien injustement, des *accords* de tons imprévus et bien plutôt des *dissonances*, qui enivrèrent nos yeux jeunes. Et puis, nous avions vécu jusqu'à la vingtième année à l'école de tels décorateurs! Nous avions séjourné dans le noir cachot du pastiche pendant toute notre adolescence. Cet exotique nous libérait. Avec quels enthousiasmes il fut accueilli!

Lorsque madame Ida Rubinstein abandonna la danse ou, plutôt, voulut joindre aux occasions de se produire dans des ballets celles de se révéler comme tragédienne dans les épopées de M. Gabriel d'Annunzio, — elle s'adressa sans hésiter

à Léon Bakst. Il n'y avait pas beaucoup de Français dans ces collaborations. Mais, depuis, nous en avons vu tant d'autres!... Et ces douches violentes exercent de salutaires réactions.

Nous y touchions et Léon Bakst, qui meurt relativement jeune, s'efface de ce monde à l'instant de paraître démodé. Il a duré près de vingt ans. C'est une carrière.

La jeunesse ne veut point connaître, elle ne tolère plus ses devanciers. Et puis, jeunesse passe et les plus fervents destructeurs, les négateurs ont de brusques revirements et découvrent à l'âge mûr ceux qu'ils ont repoussé à l'épanouissement de leur vingtième année. La vie aime à découvrir, la jeunesse est impatiente et des lois justement équilibrées ramènent, comme les marées l'eau des océans, le passé vers le présent, jusqu'à ce que l'un soit submergé par l'autre, qu'au large tout se fonde, tandis qu'au bord de la rive la marée apporte et remporte sa vague nouvelle, blanche d'écume et scintillante de lumière.

Le talent de Léon Bakst ne pouvait se renouveler ni évoluer. Il avait donné si vite sa formule, avec tant d'originalité; sa conception de l'art décoratif au théâtre était trop hardie, elle rompait trop brutalement avec la tradition — pour être susceptible d'évoluer par la suite, de s'engager dans une autre voie et d'obéir aux tendances et aux engouements nouveaux.

Déjà, lorsqu'il fit les décors de *Phèdre* nous avions souffert d'entendre les vers de Racine pour lesquels le cadre du Parthénon semble seul possible, devant cet alignement de colonnes épaisses, d'un style archaïque, peut-être vraisemblable aux yeux de certains, quant à l'époque de ces légendes, mais qui ne s'harmonisaient pas avec le texte. Bakst nous apporta l'exotisme, en grossit les effets pour nos yeux habitués aux mols contours qu'estompe la brume séquanienne. Il nous donna l'Orient comme les entomologistes nous révèlent l'insecte, comme on voit à l'écran les spirochètes. Mais, lorsque les yeux se sont trop longtemps portés sur une trop vive agglomération de tons, des crudités trop acides, des assemblages trop hasardeux, il leur plaît de retrouver une atmosphère paisible, le blanc légèrement ocré de la chaux des vieux murs, le rose d'une fleur, le bleu d'une prunelle.

Le théâtre, le théâtre de ballets, la musique de Strawinsky, les danses du *Prince Igor* exigent une transposition. Bakst en inventa la violence, il en concentra l'éclat, avec un rare bonheur. Ses maquettes valaient si exactement par la couleur ou l'assemblage des couleurs, que ses costumes pouvaient être exécutés dans la matière la plus ordinaire, la plus vulgaire. De loin, ils aveuglaient, ils déchaînaient l'enthousiasme. De près, ils perdaient tout éclat. Loques entre nos mains, ils devenaient éblouissants à la scène. Ce fut le talent de Bakst.

***

Détours. — Il est revenu tard, très tard, de la campagne, — de Provence. Une heure après, il était chez madame José-Maria Sert, entre des boules de verre argenté et des tableaux d'ailes de papillons bleus, assis dans un fauteuil tendu de satin rose, devant un meuble incrusté de nacres irisées. Son dernier volume paru, nous le feuilletions. Ce sont des dessins, au trait souple, incisif, aigu, qui paraît nonchalant sans être jamais abandonné, et ne s'arrête même pas sur ce qu'il met le plus en évidence. Depuis quinze jours qu'ils ont paru, ces dessins ont des propagandistes enthousiastes, comme Henry Bernstein, qui les met, avec l'emportement de l'admiration, au-dessus de ce que ses contemporains ont produit d'analogue. Il est certain qu'on y trouve une sûreté de goût et, dans l'outrance, une réserve, une sorte de distinction française, d'élégance que les mots n'expriment qu'imparfaitement, lorsqu'il s'agit d'un art personnel, improvisé comme un délassement par celui qui n'en tire vanité, ni profit, qui fait cela pour se distraire, comme on danse après le dîner ou comme d'autres s'asseyent au piano, — parce qu'on a des dons, parce qu'on est artiste avant d'être homme de lettres, qu'il n'est rien d'administratif, dans cette existence, ni d'exclusif ou d'organisé, et que l'Imprévu est un bon maître, la Diversité une compagne charmante — et qu'il fut un temps où les poètes étaient architectes et les architectes dilettantes, — ce qui, sauf exceptions, a bien changé!

N'a-t-il pas dessiné l'une des robes dans lesquelles danse mademoiselle Caryathis? Boléro de velours noir, immense

plume d'autruche blanche dressée sur la tête, buste nu, jupe de mille volants de tulle multicolore et au poignet quelque long morceau de soie noire flottante qui se rattache aux épaules...

On le retrouve un peu partout, car il ne peut s'empêcher encore — et l'on voudrait l'en féliciter, — de donner de lui-même à tout, de savoir que la Vérité est partout, la Beauté éparse, et qu'on peut être grave et s'enfoncer dans de noirs dédales, en maniant des pastels ou des étoffes légères, et qu'il est des êtres gonflés d'importance, dont la sagesse n'est que stupidité et la gravité aussi nulle dans l'univers qu'un ballon de magasin qui s'enlève dans l'éther et s'y perd à jamais.

Il a des antennes. Il comprend, il saisit tout avec une apparente allégresse, mais qui pince le cœur. Il est en exode perpétuel. Il commence d'émigrer de sa jeunesse. Mais elle fut si brillante, si remplie, si diverse, si entourée — du rasoir Gillette de dix heures du matin, aux raccompagnements d'amis qui duraient la nuit entière. Il a tant téléphoné, parce que l'appareil était à portée de la main et que, déjà, ses lèvres créaient, avant d'avoir atteint le récepteur, des idées et des formes qu'il n'aurait pas eu le temps de fixer sur le papier; il a tant promené sa curiosité; « juvénilisé » si longtemps ses jours, à la tête d'un cortège d'amis qui ne semblaient peindre, composer musique ou vers que parce qu'il existait, svelte chef d'orchestre, guêtré, tiré à quatre épingles, qui avait eu vers la dix-huitième année, disait-il, en s'amusant, des bottines dessinées par Iribe et des gilets inouïs et des doublures de manteaux empruntées à des marins et des feutres d'un gris qui n'était le gris d'aucun feutre,... — elle fut si brillante, cette jeunesse qui va de la *Lampe d'Aladin* et du *Prince Frivole* ou *Grand Écart*, du *Cap de Bonne Espérance* au *Potomak*, qu'il n'émigrera point sans déchirements.

Mais la douleur, cette mère atroce, est féconde. Ses rigueurs engendrent le chef-d'œuvre. Après tant de Cocteau nous aurons donc Jean Cocteau nouvelle manière.

Ce soir, après avoir jeté sur ses dessins un œil attendri et indifférent, celui d'un félin qui regarde une fois encore ses petits avant de ne plus y songer jamais, avec cette prunelle noire souriante, ce nez fin, cet air acéré, il s'est mis

à parler en aparté avec René Crevel du *Surréalisme* et, surtout, des surréalistes, de Breton, d'Aragon, dont les tendances, la désignation même l'irritent. Il est des querelles dans les milieux littéraires dont le public ignore encore quelquefois les violences et la passion, des attentats dont certains mots, certaines épithètes sont les bombes infernales. Ces guérillas, les *Nouvelles Littéraires* les gardent secrètes, elles ne dépassent point les casemates du fort Kra ou du fort Bernard Grasset, et les bastions avancés des éditions de la *Nouvelle Revue Française* et des généraux Rivière et Gallimard. Mais ce sont de grandes guerres, tout de même, qui ont, à l'arrière ou aux avant-postes, leurs agitateurs et même, dans l'ombre, des femmes à la solde de l'ennemi, qui s'en vont répandre les fausses nouvelles...

L'auteur de ces audacieux *Détours*, qu'on ne trouve déjà plus chez les libraires, René Crevel, rétorque les arguments de Jean Cocteau, avec la fougue junévile d'un Saint-Just du *Bœuf sur le Toit*. Mais madame Sert s'est mise à faire marcher un sonora rapporté d'Amérique et tout s'achève pour un instant dans un fox-trott général. Car on danse beaucoup dans le monde des arts, que ce soit au *Jockey*, au *Versailles* ou à *la Rotonde*, dans des bars ou, tout bonnement, à quelques-uns, chez soi, avec un gramophone qu'on apporte dans un taxi, de l'île Saint-Louis à l'avenue de Ségur et au boulevard de Clichy.

... Mais, ce soir, il y a le retour de la rue Barbet-de-Jouy à la rue d'Anjou, sous la molle voûte d'un ciel humide, la traversée de l'esplanade des Invalides, sur laquelle s'élèvent les bâtîments, inénarrables avant d'être sans doute sublimes, de l'Exposition de 1925, la traversée de la Seine, les Champs-Élysées. Propos dans des foulards. Désenchantements que le vent arrache par bribes, comme les feuilles à un arbre.

Jean Cocteau ne veut plus être jeune... Hier, après dîner, il a refusé de jouer à lui seul une pièce imitée du théâtre de Paul Hervieu, imitations de madame Bartet et de Raphaël Duflos, auxquelles il excella, jadis, pour quelques amis, improvisations dans lesquelles se dépensaient encore ce surplus de vitalité intellectuelle, ces dons multiples, mime, conférencier, jongleur, reflet d'âmes, miroir grossissant des

erreurs, — cette science indéfinissable des valeurs, qui devine immédiatement, sans avoir rien appris, qui a tout su du monde, après un premier dîner et tout deviné du théâtre, le jour qu'il mit les pieds dans les coulisses...

Mais il est des tempéraments qui mûrissent sans vieillir. Des caractères gardent une fraîcheur d'impressions si vive qu'ils conservent leur verdeur, en dépit du temps :

— Je ne veux plus écrire... Je ne veux plus vivre à Paris! s'écrie Cocteau, en traversant le pont Alexandre.

Mais, déjà, il s'est repris, car il n'a pas touché la rive droite qu'il ajoute : ... « le moins possible! »

Et tout triste il avance dans le vent tiède de ce soir d'hiver... En considérant la méchanceté de certaines gens, lui qui fut si longtemps pareil au danseur de Fréjus dont l'inscription funèbre relate la grâce et l'enthousiasme... Et qui s'est épris de tout ce qui *souriait jeune*, qui fut « ballet russe » et même, un instant, « ballet suédois », et qui a fait un Protée de Picasso, ce Raphaël, dont le ciel serait kilométrique et qui arlequiniserait Dieu, s'il ne croyait qu'à soi-même, — raison pour laquelle il se transforme à chaque saison...

Lui, Cocteau, qui a soutenu les *Six*, construit un piédestal à Erick Satie et mis des socles à Darius Milhaud, Poulenc et Auric, qui a préparé pour Radiguet, ce cèdre de serre chaude, la postérité et fait jouer la tragédie de *Roméo* par des acteurs qui marchaient comme la Pawlowa danse... Le voici qui se déchire la poitrine et, dans le voisinage du théâtre de Guignol, — qu'il ne voit pas, — et où, quand nous étions enfants, nous avions l'horreur d'être conduits — le voici qui laisse jaillir, comme dans *Plain-Chant*, quelques cris de vraie et humble douleur...

... Seul trésor, pour lequel on le bénisse et qu'on lui envie, à l'instant de le quitter, sur le seuil de sa maison, — devant la porte de ce tombeau où chaque Nuit ramène les poètes solitaires, le cœur débordant de chagrin et d'amour.

***

Utrillo. — Une galerie du faubourg Saint-Honoré expose les œuvres « anciennes » de Maurice Utrillo. Le mot

« anciennes » accolé au nom d'un si jeune peintre peut surprendre. C'est que l'œuvre présente d'Utrillo et ses ouvrages d'il y a dix ans à peine offrent une dissemblance qui fait presque croire parfois au pastiche. Ce grand peintre, que nous fûmes quelques-uns à admirer dès la première toile aperçue, M. Francis Carco, un littérateur qui sait parler de peinture avec expression, a écrit sur lui, à maintes reprises, des pages remarquables, — M. Carco vient de publier un volume *Le Nu dans la Peinture Moderne* que doivent posséder ceux qui ne pensent pas que, depuis la dernière heure du XVIIIe siècle, la peinture n'ait plus produit une œuvre digne d'être accrochée dans un salon.

L'art d'Utrillo ne s'explique guère, — mais ses œuvres « anciennes » expliquent le prodige. Elles sont souvent peintes sur carton. *Le métier* n'y existe point; les parties légèrement frottées, celles qui sont empâtées ne semblent jamais commandées par aucune raison de technique. Seule l'improvisation les régit. Un homme enivré y marque à jamais une sorte de fureur qu'il est incapable d'enrayer. Il peint n'importe quoi, avec n'importe quoi, sur n'importe quoi, — n'importe quand. Une sorte d'atmosphère tragique se dégage de ces portes ouvertes, au rez-de-chaussée de masures délabrées, de ces fenêtres mal closes dans ces murs pourrissants, livides, sous un ciel de Paris, une pesante buée roussâtre où l'on suppose des senteurs de chien crevé. Montmartre, certains coins du vieux Montmartre, vingt fois recommencés, forment le leit-motiv presque invariable de ces toiles enlevées, pendant cinq ou six ans, au hasard des ballades sans pain, toiles exécutées pour le traiteur auquel elles étaient laissées, en échange d'un repas. C'est sans doute ce côté affamé qui leur donne une âme, la vie; pour quoi elles exercent cette sorte de fascination unique et prennent, au milieu d'autres tableaux, l'aspect qu'un rôdeur de barrière offrirait au paddock d'Auteuil.

ALBERT FLAMENT

LA MONNAIE DE PAIEMENT
DES EMPRUNTS ÉTRANGERS

(Emprunts-or; emprunts à option de change.)

Le déséquilibre des changes a eu pour conséquence l'extrême variabilité d'un élément qui, dans le flot mouvant des échanges internationaux, devrait par essence demeurer fixe, nous voulons dire l'étalon monétaire. De là sont nées de nombreuses questions nouvelles, dont beaucoup se ramènent à celle-ci : quand une dette a été contractée, que doit-on exactement? Avant la crise, pas de difficulté : la lecture du contrat suffisait; débiteur et créancier y lisaient, en chiffres marqués, le montant de l'obligation. Aujourd'hui, il y a bien toujours des chiffres marqués; mais il reste à en fixer la signification. Autrefois, quand un emprunteur étranger s'était engagé à faire le service de ses titres, à la fois en francs, en pesos, en livres sterling, en francs-or, il n'y avait pas de contestation possible : il payait en francs, en francs, tout court, et il était libéré. Aujourd'hui, en pareil cas, les créanciers français demandent à voir; prétendant ne pas subir la dévalorisation du franc, ils assurent qu'ils ont le droit de demander des pesos-or, ou des livres, ou des francs à la parité de l'or. Toute la terminologie est comme bouleversée : a-t-on stipulé en francs, sans autre indication? Telle circonstance pourra impliquer qu'il s'agit de francs suisses et non de francs français.

On conçoit l'importance de ces questions, tant pour les porteurs en particulier, qu'eu égard à la tenue de notre franc, qui dépend de la balance des crédits. Elles ont donné lieu à

des procès retentissants, dont certains sont d'actualité. Elles ont même fini par déborder sur le forum, et elles risquent un peu de s'y égarer, sous la conduite de guides improvisés. Quel qu'en soit l'intérêt au point de vue du droit, notre intention n'est pas de discuter au fond les thèses adverses. Cette étude n'a pas le caractère juridique; elle tend surtout, les principes étant formulés, à examiner ce que l'on peut faire pour permettre aux porteurs d'obtenir le plein de ce qui leur doit revenir. Aussi voulons-nous seulement indiquer comment la question s'est posée, quelle solution lui a été donnée par les diverses juridictions saisies; enfin quelle doit ou peut être l'attitude des tiers (établissements français payeurs, syndicats de négociateurs en Bourse) et celle des pouvoirs publics, en présence de la mauvaise volonté manifestée par les débiteurs étrangers.

Observation doit être faite, d'ailleurs, que, quand nous parlons de débiteurs « étrangers », l'expression n'est pas rigoureusement exacte, et ne vise que le cas usuel; mais il y a des circonstances exceptionnelles, où il peut s'agir d'une société française qui se sera engagée à faire le service sur deux places différentes, donc en deux monnaies différentes : c'est le cas de la Compagnie *Ouest-Lumière*, qui, pour ses obligations 4 1 /2 p. 100, effectue ses paiements, soit en France en francs français, soit à Genève en francs suisses, sans distinguer selon la nationalité du présentateur : elle considère justement qu'elle doit au titre, non à la personne. *Brevitatis causa*, cependant, nous continuerons, dans les explications qui suivent, à opposer au créancier français le débiteur étranger.

***

Il faut d'ailleurs poser en principe que, lorsqu'il s'agit de rapports *entre personnes* et non d'un service de *titres* par le débiteur, il ne peut y avoir question qu'entre Français et étrangers. Entre Français, en effet, le franc a cours légal; le débiteur doit donc bénéficier de la fiction en vertu de laquelle il n'y a qu'une seule espèce de franc, le franc qui a cours en France. Cette fiction s'impose à ce point que la Cour d'appel de Paris a jugé, et fort justement à notre sens, qu'il y

avait lieu d'annuler une clause stipulant qu'un paiement se ferait en or. Le procès a fait un certain bruit : on se souvient qu'il se plaidait entre propriétaire et locataire au sujet de la monnaie de paiement d'un loyer stipulé payable en or. La Première Chambre, infirmant un jugement du Tribunal civil de la Seine, a décidé que les lois monétaires qui décrètent le cours forcé du billet de banque intéressent l'ordre public et sont de celles auxquelles on ne peut déroger par conventions particulières.

Mais l'interdiction de ces conventions ne vaut que dans les relations entre Français. Dans un de ses considérants, l'arrêt de la Cour réserve formellement leur validité dans les relations internationales. Et, dans cette étude, c'est de ces dernières seules qu'il est question.

Sans doute nous connaissons l'argument, d'ordre en quelque sorte sentimental, qu'on a fait valoir à l'encontre des revendications de nos nationaux. Quoi? leur a-t-on dit, alors que l'on fait tout le possible, en France, pour sauvegarder le crédit de notre franc, est-il opportun que des Français portent atteinte à ce crédit en refusant à notre monnaie nationale le caractère libératoire, en exigeant, à sa place, des livres sterling, des dollars, voire des pesos argentins, ou encore des francs-or? N'est-ce pas proclamer notre déchéance monétaire?

Il ne faut pas s'arrêter à l'objection. On a pu, un certain temps, fermer les yeux, patriotiquement, sur les indications de la cote des changes, et s'en aller répétant : le billet de banque, c'est de l'or. Eh, oui, mais le moins que l'on puisse dire, c'est que c'est de l'or... à terme. Et cela vaut bien que l'on note la différence, qui, après tout, se marque sur le marché international. Cette différence, les étrangers ne la négligent pas dans le règlement de leurs comptes créditeurs. Il serait un peu naïf, de notre part, de nous handicaper nous-mêmes, en refusant de prendre nos avantages quand le règlement a lieu en notre faveur.

Donc, si l'étranger nous doit des livres, ou des dollars, ou des pesos, ou des francs-or, exigeons de lui livres, dollars, pesos, francs-or. La question, dans chaque espèce, sera de

savoir ce qu'il doit. Parfois, le débiteur étranger prétendra que, devant payer soit en francs, soit en monnaie étrangère, c'est lui qui doit avoir le choix de la monnaie de paiement; parfois, l'emprunt étant stipulé en francs-or, il soutiendra que le franc-papier a cours légal, qu'il peut donc lui servir de monnaie libératoire. Il y a là deux ordres de procès que l'on a trop souvent le tort de confondre.

C'est à propos du service des obligations du *Banco el Hogar Argentino* que le débat a été soulevé pour la première fois; les intérêts et le capital nominal étaient stipulés en pesos-or et en francs. A nous l'option de change, plaidèrent les obligataires français; les pesos-or valant plus que le franc, nous optons pour le paiement en pesos, en Argentine. Pas du tout, répliquait le *Banco*, il y a obligation alternative pour moi, de me libérer en francs ou en pesos; or, en ce cas, aux termes de l'article 1120 du Code civil, le choix appartient au débiteur : j'opte pour le paiement en francs. Un arrêt fortement motivé de la 1re Chambre de la Cour de Paris, du 20 mars 1924, confirmant un jugement de la 1re Chambre du Tribunal civil, a donné gain de cause aux obligataires. Nous passons sur les raisons de droit. Citons encore, dans le même sens, le jugement rendu le 14 novembre 1923, par la 1re Chambre du Tribunal civil de la Seine au profit des obligataires du *Crédit Foncier Franco-Canadien*, et le jugement rendu le 12 mai 1924 au profit des obligataires de la Société des *Charbonnages de Sosnowice*.

D'une manière générale, cette jurisprudence s'appuie sur cette considération que, lorsque l'on a créé un titre dont le service doit se faire sur plusieurs places, c'est qu'on a entendu en faire un véritable instrument de change, pouvant circuler indifféremment sur toutes les places visées au contrat, notamment en ce qui concerne le paiement des coupons et le remboursement des titres amortis; or, le lieu de paiement entraîne l'emploi de la monnaie légale qui y a cours; donc faculté, pour le porteur, de demander des livres à Londres, des pesos en Argentine, des francs suisses à Genève, quand ces villes ont été désignées pour le service des titres.

Telle est la thèse qui a triomphé en France. Encore un coup,

nous ne la discutons pas. Elle a été admise également par les juridictions de divers pays emprunteurs. Mentionnons notamment que, pour les emprunts de *Tucuman*, de *Mendoza*, la Cour Suprême de Buenos-Ayres a statué en faveur des obligataires, d'ailleurs de nationalité argentine; pour les emprunts de la province de Buenos-Ayres, le pouvoir central a fini par se prononcer dans le même sens par voie de décrets.

Quant à l'obligation de se libérer en or quand les obligations sont contractées expressément en or, elle a été reconnue à deux reprises en France : tout d'abord par un arrêt de la Chambre des Requêtes rendu le 7 juin 1920 dans une instance relative à l'exécution d'un contrat d'assurance par une Compagnie américaine; en second lieu, par un jugement rendu le 11 décembre 1922 par le Tribunal civil de la Seine au sujet de l'emprunt d'*Antioquia*, confirmé le 11 juillet 1924 par la 3e Chambre de la Cour.

Cependant l'Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières, qui, jusqu'à ce jour, a apporté dans cette bataille judiciaire un très habile esprit tactique, a estimé qu'il convenait de choisir une autre espèce dans laquelle serait mis en cause un débiteur de plus grande envergure. Son choix s'est porté sur l'État de Minas Geraes, et elle vient tout justement d'engager une instance en vue de faire juger que cet État devrait faire en or le service de ses emprunts.

En s'adressant aux tribunaux pour obtenir leur dû, les porteurs français ont pris, nous le verrons, la seule voie qui pût leur être ouverte. Ce qui ne veut pas dire qu'ils y aient trouvé toutes les satisfactions qui devraient être la sanction du bon droit reconnu. Ils doivent, en effet, compter avec l'esprit de chicane, voire avec la mauvaise foi. Comme exemple symptomatique de la mentalité d'un débiteur qui ne veut pas s'exécuter, citons le cas, vraiment bouffon, de la province de San Juan (Argentine), qui, sous le prétexte que les titres de l'un de ses emprunts étaient libellés en plusieurs monnaies, parmi lesquelles le mark allemand, avait manifesté la velléité de régler sa dette envers les porteurs français précisément au moyen de cette devise, cotée alors à des cours astronomiques. Devons-nous dire que, devant le succès remporté par

cette plaisanterie, le gouvernement de San Juan s'empressa d'attester la pureté de ses intentions.

Si on laisse de côté ce fait outrancier, qui, du moins, a l'avantage d'offrir le grossissement de l'état d'esprit du mauvais payeur, on conçoit quelles difficultés peuvent imaginer les débiteurs étrangers, même à l'encontre de décisions de justice, quand il s'agit de se dérober à un paiement en pesos, en francs suisses, ou à un paiement au change de l'or. Il est courant qu'ils continuent imperturbablement à proposer d'effectuer en francs français le service des coupons ou le remboursement des titres amortis. La Province de Buenos-Ayres a émis des prétentions assez variées : tantôt, on apprend qu'elle exige, pour payer les coupons en pesos, la présentation du titre même en Argentine; tantôt, elle fait annoncer qu'elle ne paiera en pesos que les coupons des titres appartenant à ceux qui ont été parties au procès. Il y a là une constante mauvaise volonté qu'on arrive à user seulement par des moyens de procédure patiente.

En présence d'une telle situation, il faudrait que les porteurs français, déjà apathiques quand il s'agit de la défense de leurs droits, fussent assurés que, dans cette défense, ils seront soutenus, autant que possible, par tous ceux qui, en France, ont l'occasion d'intervenir entre eux et leurs débiteurs. Nous allons voir que ce concours nécessaire peut poser des problèmes assez délicats.

***

La découverte de gisements d'or, de nappes de pétrole dans une région a une conséquence immédiate : dès que la nouvelle se répand, les prospections se multiplient tout alentour : pourquoi tel ou tel domaine ne participerait-il pas à la faveur qui est échue au domaine voisin? Vaste champ ouvert aux illusionnistes de bonne foi. Puis, à côté de cette activité, il en surgit bien vite une autre : celle des hommes d'affaires, pseudo-industriels, pseudo-financiers, qui profitent de l'engouement général pour lancer des vignettes sans valeur, dont le placement tient lieu, pour eux du moins, du produit de quelque riche sous-sol imaginaire.

On a pu observer, en notre matière, un phénomène com-

parable : après que les bons ouvriers de la première heure eurent formulé, puis eurent fait triompher en certaines espèces les principes applicables à propos des titres à option de change ou des titres libellés en or, chacun s'ingénia à parcourir la cote, à la recherche de valeurs pour lesquelles on pourrait se réclamer de ces mêmes principes. Il y eut, là aussi, les « inventeurs » convaincus, s'avançant dans des chemins déjà battus, et d'autant plus persuadés, comme il arrive, que leurs devanciers ne connaissaient rien à l'affaire, qu'il y avait encore de bons procès à engager, dont l'effet serait d'enrichir nos nationaux et d'agir sur la tenue du franc. Devons-nous ajouter qu'ici encore on a connu également des intervenants moins désintéressés, ayant pour objectif de provoquer en Bourse une hausse artificielle sur des obligations déterminées, et de les écouler à bon compte après les avoir survalorisées par les perspectives d'avantages aussi inexistants que certaines mines prospectées seulement sur la surface d'un papier...

Erreurs et abus. C'est la suite naturelle des idées justes dans l'inspiration initiale, et il n'y a là rien que d'assez ordinaire. Mais erreurs et abus risquent, là comme ailleurs, de mettre en méfiance contre le principe lui-même. Ce sera aux tribunaux de faire le départ, de séparer le bon grain de l'ivraie, et nous nous abstiendrons, quant à nous, d'empiéter sur leur domaine par un essai de discrimination entre les espèces, d'abord à cause de la réserve respectueuse qui s'impose à leur égard, puis pour nous abstenir à cette place de tout ce qui, de près ou de loin, pourrait influer sur la balance sensible de la cote. Mais le débat n'est pas seulement judiciaire, il n'est pas seulement entre les parties directement intéressées, sociétés débitrices et obligataires français. Il y a des tiers qui, dans des circonstances diverses, sont obligés de prendre dès maintenant position sans attendre la décision de justice. Ces tiers sont les établissements payeurs, la Compagnie des agents de change. Nous voudrions essayer de dégager les directives qui doivent être les leurs.

D'abord, la situation des établissements payeurs. Elle peut paraître un peu embarrassante. Ces établissements sont les mandataires de la collectivité débitrice, et celle-ci

fait le possible pour éviter de payer en francs-or ou en monnaie étrangère faisant prime sur le franc. Elle offre aux obligataires seulement des francs-papier, cela malgré les décisions de justice intervenues en France (*Crédit Foncier Franco-Canadien*) ou même dans son propre pays (*Province de Mendoza*). A cet effet, elle ne constitue qu'en francs français, dans la caisse de la banque qui lui sert d'agent, la réserve nécessaire au service des coupons échus ou des titres amortis. Que peuvent faire les banques françaises? Elles sont prises, d'une part, entre l'obligation d'exécuter leur mandat, c'est-à-dire de payer avec la monnaie fixée par leur mandant, et, d'autre part, le devoir de réserver le droit de leurs nationaux, pour lesquels on demande le paiement en une monnaie faisant prime sur le franc.

Il nous semble qu'en une telle occurrence, nos banques ont trop tendance à considérer seulement le point de vue du débiteur et à négliger l'intérêt du porteur français. Nous ne voudrions pas insister plus qu'il ne faut sur ce point. Mais on peut bien regretter de voir publier périodiquement dans les journaux d'annonces légales des avis invitant les porteurs à se présenter aux guichets de telle ou telle banque, pour recevoir, en francs français, le paiement du coupon de tel emprunt, au sujet duquel pourtant il y a un procès en cours, ou même une décision de justice rendue au profit des obligataires.

Il y aurait cependant un moyen assez simple, pour les banques, de concilier les intérêts contradictoires; ce serait de faire savoir aux porteurs français qu'ils ont la faculté d'être payés en francs français à leurs guichets, puis, à la suite de l'avis publié à cet effet, d'insérer une note les prévenant qu'il leur est loisible soit d'envoyer titres ou coupons à l'étranger pour être payés en pesos, en livres sterling, en francs suisses, soit de réserver leurs droits en attendant l'issue d'une instance engagée. C'est beaucoup trop rarement qu'on a usé de ce procédé : les *Petites Affiches* du 9 décembre 1923 faisaient connaître que le service des obligations *Buenos-Ayres* 1909-1912 s'effectuait en francs dans certains établissements; mais, à la suite, l'*Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières* rappelait que des démarches étaient

en cours pour obtenir le paiement en pesos-or. Cette réserve, il est vrai, était faite au nom de l'Association, et non des banques; mais il y avait certainement eu accord préalable entre celles-ci et celle-là : on avait trouvé ce biais pour ménager le client étranger tout en ne sacrifiant pas l'intérêt de nos nationaux. Nous avons encore noté aux *Petites Affiches* du 8 octobre 1924 un avis, rédigé suivant une inspiration analogue, concernant le paiement des coupons de l'Emprunt *Buenos-Ayres* 4 1/2 1910.

Quoi qu'il en soit, il y a là un précédent que nous ne saurions trop instamment signaler aux banques. Leur attitude en la matière leur a valu d'assez vifs reproches. Or, ce n'est pas le moment, pour elles, de prêter le flanc à la critique alors qu'elles ont déjà trop d'adversaires systématiques, disposés à intervenir contre elles avec de mauvaises raisons, et à qui elles doivent se garder d'en fournir de bonnes.

Au surplus, le ministre des Finances a, dans une espèce particulière, appelé avec autant de discrétion que d'à-propos leur attention sur le devoir qui leur incombe. Le gouvernement français ayant été appelé à prendre en mains auprès du gouvernement de Lisbonne les intérêts des porteurs d'obligations 1851 des *Tabacs Portugais*, M. Clémentel a adressé au mois de septembre dernier une lettre au président de l'Union des Banquiers, dans laquelle il disait textuellement, après avoir parlé de l'action entreprise par notre représentant : « Cette protestation n'aurait aucun effet si, entre temps, l'estampillage des titres appartenant à des Français était effectué. Afin d'éviter cette éventualité, je vous prierai de vouloir bien porter à la connaissance des banquiers adhérant à votre Syndicat que le gouvernement français verrait avec regret une banque établie en France se charger de l'estampillage des titres de l'emprunt 4 1/2 p. 100 1891 dans les conditions où cette opération se présente à l'heure actuelle. » Nous verrons que l'on fait appel, à chaque instant, à l'intervention du gouvernement français dans l'intérêt de nos nationaux. C'est bien le moins que cette intervention ne se trouve, en aucun cas, contrariée, même moralement, du fait de la position prise par nos banques.

Mais, dira-t-on, à partir de quel moment celles-ci devront-

elles faire des réserves quand elles auront à offrir le paiement en francs-papier? Suffira-t-il que quelque comité, d'origine peut-être douteuse, ait soulevé une contestation sur la monnaie de paiement? Devront-elles attendre que le litige ait été tranché? Contentons-nous d'indiquer, d'un mot, que, jusqu'à présent, les établissements payeurs, dans leurs avis, ont eu l'air d'ignorer soit l'existence de procès en cours, soit des jugements de première instance, soit des arrêts de Cour d'appel, soit même, comme dans le cas de l'emprunt 5 p. 100 1909 de la *Province de Mendoza*, un arrêt de la Cour suprême du pays emprunteur rendu en faveur de nos nationaux. On le voit, la question ne s'est pas posée, pour ces établissements, de savoir à partir de quel moment il faudrait prendre au sérieux les revendications des obligataires français : la plupart du temps, ils ont résolu le problème en tenant simplement ces revendications pour non avenues, ce qui n'est vraiment pas suffisant.

Il en a été autrement dans les cas où la Chambre syndicale des agents de change a eu occasion d'intervenir à propos des négociations en Bourse; empressons-nous de dire que le parti qu'elle a pris a toujours été d'une absolue correction, et que les principes qu'elle a appliqués devraient également inspirer tous autres syndicats de courtiers, nous voulons dire ceux qui exercent leur activité au marché en banque.

Dans deux sortes de circonstances, la Chambre syndicale a eu à se prononcer. Tout d'abord, au point de vue de la cotation. Lors de l'échéance d'un coupon d'emprunt étranger, le débiteur prétend régler en francs français; un groupe d'obligataires réclame des pesos, ou des livres, ou des francs-or, et refuse le paiement offert. Si l'on ne détache pas à la cote le coupon litigieux, c'est-à-dire si l'on fait savoir que le titre se négociera seulement coupon attaché, on frappe par là même d'innégociabilité les titres de ceux qui ont accepté le paiement en francs. Alors, la Chambre syndicale, pour observer la neutralité, décide de coter concurremment le titre ex-coupon et le titre coupon attaché. Pas de difficulté en ce qui concerne la création de la double rubrique.

La seconde circonstance est plus délicate. Il arrive que,

par suite d'une erreur matérielle, un capitaliste qui a vendu son titre, le livre démuni d'un coupon qui devrait y être attaché. Il doit alors, en espèces, le montant du coupon manquant. Mais comment calculer ce montant, s'il s'agit d'un titre à monnaie contestée? En francs-papier, en or, en pesos, en livres? La question a été agitée tout dernièrement dans la presse financière à propos de la décision prise par la Chambre syndicale de faire le calcul à la parité de l'or quand il s'agirait d'obligations Suez, parce que ces obligations donnaient lieu à une contestation en cours.

Il n'y avait là cependant que l'application d'une règle d'ordre général qui a été formulée en 1923. Dès ce moment, la même solution était déjà donnée en ce qui concerne les emprunts de la *Province de Buenos-Ayres*, les emprunts 3 p. 100 et 3,40 p. 100 du *Crédit Foncier Franco-Canadien*, pour lesquels une instance était engagée sous les auspices de l'*Association Nationale*, et aussi les obligations *Santa-Fé* 5 p. 100 1910, *Tucuman* 5 p. 100 1909, et *Cleveland Cincinnati* 4 p. 100, pour lesquels un groupement de défense avait été formé par la même Association.

Ces divers exemples suggèrent immédiatement la question que nous posions ci-dessus : à quel moment la Chambre syndicale estimera-t-elle que le litige soulevé est suffisamment sérieux pour légitimer de sa part la décision, en somme rigoureuse, d'exiger en or ou en monnaie faisant prime le paiement du coupon manquant? Le risque, c'est qu'en prenant hâtivement une telle décision, elle pourrait paraître donner une sorte d'estampille officielle à une réclamation sans fondement, formulée, suivant ce qui a été exposé, tout juste en vue d'un coup de Bourse. D'après nos renseignements, la Chambre syndicale n'a pas adopté de criterium fixe; d'une manière générale, elle tiendra compte des cours cotés, estimant qu'un acheteur qui a payé beaucoup plus que le pair a entendu acquérir un titre à monnaie primée; encore devra-t-elle se méfier des cours artificiellement poussés. Bref, nous sommes ici en matière empirique, et nous pensons que le Syndicat des agents de change agira chaque fois de son mieux, arbitrant chaque espèce *ex aequo et bono*, se défendant, en tout cas, de prendre parti.

Nous arrivons à la dernière question : quelle devra être, dans ce débat entre créanciers français et débiteurs étrangers, l'attitude des pouvoirs publics? Les divers gouvernements qui se sont succédé depuis qu'il a été soulevé, ont invariablement répondu, quand on les interrogeait sur ce point, qu'ils faisaient tous leurs efforts en vue de soutenir les revendications de leurs nationaux.

On a contesté que ces efforts fussent suffisants; et l'on a invoqué l'exemple du gouvernement anglais, qui a obtenu des résultats presque immédiats dans les cas où il a pris en mains les intérêts des porteurs britanniques. C'est ainsi, a-t-on dit, que, sur ses instances, le gouvernement de Costa-Rica, lorsque la livre baissa au marché des changes, consentit à faire en or le service de l'emprunt 5 p. 100 1921; or, il se refuse encore à assurer le même traitement à nos nationaux; n'est-ce pas là une preuve de la faiblesse de notre gouvernement à l'égard de nos débiteurs étrangers?

Nous ne le pensons pas, ou plutôt, nous pensons que, si cette faiblesse existe, elle tient, non aux dispositions de nos représentants, mais à une cause plus générale, hélas, c'est-à-dire à la position présente de la France dans l'économie mondiale. Quand le gouvernement anglais élève la voix, il parle non seulement au nom des prêteurs d'hier, mais peut-être au nom d'éventuels prêteurs de demain, et ce sont ceux-ci que l'on ménage plus que ceux-là. Au contraire, la France, occupée à sa reconstitution, a, par la force des choses, cessé d'être pour le monde le fournisseur de capitaux : quand on réclame en son nom, l'emprunteur d'hier sait qu'il ne peut être à son égard l'emprunteur de demain; comment s'étonner de ce que son oreille, complaisante aux raisons de l'Angleterre, se fasse distraite à celles du gouvernement français? Grave tort que le tort d'impécuniosité, quand il s'agit de faire reconnaître son droit.

Alors, on a eu l'idée de faire intervenir la loi française, de permettre à nos représentants de s'appuyer sur des textes formels de notre législation. L'initiative est venue des deux points opposés de l'horizon politique. Le 18 mai 1924, M. Delahaye a déposé au Sénat une proposition de loi ten-

dant à imposer le remboursement en or de tous les emprunts stipulé *or* contractés en France avant le 1er août 1924 par des États ou des Sociétés étrangères, et, dans le cas où deux monnaies ont été stipulées, à déclarer que l'option appartient aux créanciers. Le 22 août, M. Aubriot et plusieurs de ses collègues socialistes déposaient à la Chambre une proposition ayant le même objet; une amende de 50 000 francs y est prévue contre tout banquier qui, pour ces emprunts, aurait payé autrement qu'au change de l'or.

Insisterons-nous longtemps pour démontrer que, malgré l'excellence des intentions, ces propositions vont à l'encontre des principes qui régissent le droit? Il s'agit d'interpréter des contrats; les tribunaux sont seuls qualifiés à cet effet, à l'exclusion du pouvoir législatif; et il serait quelque peu décevant, en fait, de s'imaginer qu'une loi telle que celle qui est proposée pût avoir quelque autorité à l'étranger; car enfin, c'est le débiteur étranger qu'il faut amener à payer ce qu'il doit. Au cas probable, certain, où la loi, dont la portée est forcément limitée au territoire national, serait méconnue hors frontières, quelles en seraient les sanctions? En quelle posture fâcheuse ou ridicule une telle législation risquerait-elle de placer le gouvernement français aux yeux de l'étranger!

Le rôle du gouvernement ne peut être que d'appuyer les réclamations de ses ressortissants et de demander à l'étranger l'application des décisions de justice rendues en leur faveur par les juridictions régulièrement saisies. Nous avons vu quel travail utile avait été fait dans le domaine judiciaire; ce travail se poursuit inlassablement en ce moment même. Ce ne sont pas seulement des tribunaux français qui ont admis nos revendications, mais aussi des tribunaux étrangers, ceux des pays emprunteurs. On est dans la bonne voie, celle du droit. Il serait téméraire d'en vouloir sortir, et il serait vraiment contradictoire, dans le moment que les peuples, pour régler les différends internationaux, apprennent le chemin des Cours de justice, de prétendre, quand il s'agit de conflits de droit privé, tourner le dos aux juridictions régulières.

ALBERT DREYFUS

LE MOUVEMENT DRAMATIQUE

« Monsieur, combien avez-vuos de pièces de théâtre en France? dit Candide à l'abbé; lequel répondit : cinq ou six mille. C'est beaucoup, dit Candide : combien y en a-t-il de bonnes? Quinze ou seize, répliqua l'autre. C'est beaucoup, dit Martin. » Depuis cette époque, le nombre des théâtres a constamment augmenté à Paris. Il y en avait vingt environ au temps de Sarcey et de Jules Lemaître : il y en a aujourd'hui une cinquantaine, sans compter les music-halls, concerts, cabarets, cinémas et théâtres de quartier. C'est cela qui donne une crâne idée du « cochon de payant », comme disait à peu près Gavarni. Depuis l'ouverture de la saison 1924-1925, la critique a dû être convoquée près d'une centaine de fois, et Candide avouerait que c'est beaucoup; nous avons trouvé, peut-être une demi-douzaine de fois, que nous n'avions pas perdu notre temps, et moins renchéris que Martin ou Pococurante, nous accordons que ce n'est pas mal.

Deux des pièces intéressantes de ce trimestre ont été jouées avec grand succès à la Comédie-Française, qui peut seule se permettre un tel luxe. Dans les autres théâtres, où le même spectacle se donne tous les soirs, pour renouveler l'affiche en moins de trois mois, il faut qu'on ait fait un four, ce qui est peut-être plus à craindre avec les ouvrages remarquables qu'avec les autres : on s'empresse alors d'en monter un d'une médiocrité plus rassurante. A la Comédie, on a besoin de nouveautés pour varier les programmes offerts aux abonnés du mardi et du jeudi; mais l'alternance permet aux chefs-d'œuvre de poursuivre leur glorieuse carrière.

Le Vieil Homme, de M. Georges Porto-Riche, a donc rejoint au répertoire *Amoureuse* et *le Passé*, en attendant que *le Marchand d'estampes* y entre à son tour. Aucune de ces quatre grandes pièces qui composent l'essentiel du *Théâtre d'Amour* n'a été créée à la Comédie-Française, où leur place était pourtant marquée. Ni *la Parisienne*, ni *Cyrano* non plus. Y a-t-il quelque chose de pourri dans ce royaume? Ces œuvres ont-elles été refusées, ou les auteurs ont-ils pensé qu'ils n'avaient aucune chance de réussir devant le comité de lecture? Bizarre institution que ce comité, où des comédiens qui, même excellents dans leur profession, peuvent être et sont pour la plupart quasiment illettrés, constituent comme un soviet d'apprentis et de manœuvres, jugeant souverainement les maîtres. C'est le monde renversé. La Comédie devrait non seulement garantir un accueil favorable aux écrivains éminents qui viennent spontanément à elle, mais solliciter et attirer ceux qui sont tentés d'aller ailleurs. Un administrateur général devrait être tous les soirs au théâtre, tantôt rue Richelieu pour exercer sa surveillance personnelle et distribuer les éloges ou les réprimandes, tantôt au dehors, afin de suivre le mouvement dramatique et de recruter les auteurs ou les artistes d'avenir. L'autorité de cet administrateur, qui administrerait réellement, devrait être prépondérante. Quant à la responsabilité, elle serait forcément effective. Les pouvoirs de contrôle ne manqueraient pas : il y aurait toujours les comités, qui subsisteraient dans cette mesure et garderaient voix consultative; ensuite et surtout, le public et la critique. Au théâtre c'est le succès qui décide de l'avancement ou des mises à la retraite, comme à la guerre. Succès d'argent, il le faut bien : succès d'art aussi, dans une maison comme celle-là, qui ne peut perdre ses raisons de vivre pour conserver la vie.

Que de belles « créations » comme celles que je viens de citer lui échappent, je conviens que c'est parfois plus regrettable pour elle que pour nous. *Cyrano* devait être où était Coquelin, que la Comédie n'avait pas su retenir (et je reconnais que ce n'était pas facile). Il est vrai que *la Parisienne* n'a jamais été mieux jouée que par Féraudy, Henry Mayer

et mademoiselle Cerny; mais *Amoureuse* ne l'a jamais été aussi bien qu'au Vaudeville, par Guitry et Réjane. L'interprétation actuelle du *Vieil Homme* ne vaut peut-être pas celle de janvier 1911 à la Renaissance, où l'on applaudissait Tarride, madame Simone, mademoiselle Juliette Margel, la pauvre et charmante Lantelme. Mais cette admirable pièce a une telle force intrinsèque, un tel élan vital, qu'elle passe à travers tout et vole pour ainsi dire de ses propres ailes.

Quatorze ans après la première représentation, elle s'est révélée aussi solide, aussi vraie, aussi émouvante qu'au premier jour. Le spectateur est empoigné, et ne discute pas. La presse s'est montrée généralement très élogieuse : M. Georges de Porto-Riche est aujourd'hui classé au premier rang, et l'Académie elle-même s'est décidée à l'élire dans des conditions particulièrement flatteuses, au premier tour de scrutin, avec une forte majorité. Quelques critiques ont cependant cherché des objections. Quand on en cherche, on en trouve toujours. Ce n'est pas à dire qu'elles soient forcément justes.

On a soutenu, par exemple, que l'action du *Vieil Homme* ne présentait pas ce caractère de nécessité, indispensable aux pièces psychologiques, que l'on distingue dans *Amoureuse* et dans *le Passé*, où l'on accorde que, les personnages étant donnés, tout le reste s'ensuit inévitablement. Pourquoi, demande-t-on, le père et le fils, dans *le Vieil Homme*, deviennent-ils amoureux de la même femme, et n'y a-t-il pas de l'arbitraire dans cette coïncidence d'où naît tout le drame? Je répondrai d'abord, avec Stendhal, que l'amour est comme la fièvre, qui vient et s'en va sans que la volonté y soit pour rien. Pourquoi un homme s'éprend-il d'une femme, ou réciproquement, et deux hommes se disputent-ils parfois la même? En principe, on ne sait pas. C'est comme cela parce que c'est comme cela : ou s'il y a une cause précise à ces affinités qu'il ne faut même pas appeler électives, puisqu'elles ne dépendent pas d'un choix libre et réfléchi, la science ne l'a pas encore démêlée dans les profondeurs de notre subconscient. Pourquoi Mithridate et Xipharès sont-ils rivaux, comme Michel et Augustin Fontanet? Des gens timorés

trouvent déplaisante cette rivalité d'un père et d'un fils : ils oublient Racine.

J'ajoute qu'elle se justifie tout spécialement dans la pièce de M. Georges de Porto-Riche, qui a multiplié les vraisemblances et réduit le postulat au minimum. Michel et Augustin tombent tous deux en arrêt, si j'ose dire, et chacun selon sa nature, devant madame Allain, parce qu'elle est la seule femme qui passe à leur portée. Depuis cinq ans, Michel Fontanet, ancien Don Juan parisien, habite la campagne, où il dirige une imprimerie, tête à tête avec Thérèse, sa légitime épouse, encore jeune, dont il est jalousement adoré, et qu'il aime de bonne affection : mais il l'avait toujours trompée, il n'est devenu fidèle qu'en vivant au désert, et le vieil homme se réveillera tout naturellement à la première occasion. Cette occasion, c'est la charmante et sémillante madame Allain, une Parisienne venue dans cette province pour recueillir un héritage et que d'anciennes relations mènent chez les Fontanet. Si ce n'était elle, ce serait n'importe quelle autre, au hasard des rencontres et des voisinages.

Augustin a seize ans. C'est Chérubin, ou Fortunio, et déjà Werther. Il dévore les poètes, surtout ceux qui parlent d'amour, et il ne rêve pas d'autre chose, il y aspire de toutes les ardeurs de son être. Il est très différent de son père, aussi concentré et profond que l'autre est frivole, et décidément plus Werther que Chérubin, plus Coelio qu'Octave. Mais lui aussi, il est prêt pour l'aventure, et la proie désignée de la première jolie femme qui poindra sur l'horizon. Comme le père et le fils demeurent ensemble, dans un village dauphinois, et ne voient que les mêmes personnes, il est fatal que ce soit la même qui les séduise tous deux, et l'invraisemblable serait qu'il en fût autrement.

On a contesté le caractère d'Augustin, son langage, et les propos de toute la maisonnée. Augustin a été jugé trop livresque : mais il vit dans les livres! Il se nourrit de Shakespeare, de Musset, de Baudelaire, de Verlaine. Qu'y a-t-il là d'étrange? Quand un jeune homme doué découvre la poésie, il s'y plonge à corps perdu : du moins, c'était ainsi de mon temps. Ces bourgeois sont bien littéraires? Pourquoi des bourgeois ne le seraient-ils pas, surtout lorsqu'ils exercent

une de ces professions (ici des imprimeurs, ailleurs des marchands d'estampes) que Porto-Riche affectionne et qui enrôlent au service de l'art et de l'esprit?

Certains ont déclaré choquant que le jeune Augustin avouât à ses parents son désir d'aimer, son intention de considérer l'amour comme la grande affaire de la vie, et que sa mère s'en inquiétât, tandis que son père l'encouragerait plutôt, parce qu' « il vaut mieux courir les risques d'une nature exceptionnelle que de tenir les certitudes d'un cœur médiocre ». On est allé jusqu'à s'écrier : « C'est cela, la famille française! » Cette exclamation prend une saveur rare chez tel apologiste du *Tombeau sous l'arc de triomphe*, où un fils insulte avec la dernière violence son père, lequel proclame que, si son fils est tué, il s'en moque! Il est vrai qu'il y avait la guerre! On m'a donné cette explication : je n'invente rien. Que la guerre est donc régénératrice! Dans ces conversations du *Vieil Homme*, pièce du temps de paix, rien ne viole les bienséances. Sans doute, des parents qui ne songent qu'à l'argent et des enfants qui n'ont souci que du foot-ball ou du saut en hauteur ne s'entretiennent pas des questions de sentiment. Les Fontanet, même le fringant Michel, les prennent au sérieux. Ce sont des originaux, j'en conviens. C'est ce qui fait la beauté de la pièce, et ce qui explique le malentendu entre M. de Porto-Riche et quelques censeurs.

« Il existe, dit Stendhal, un bonheur que la plupart des gens ne soupçonnent pas et que connaissait mademoiselle de Lespinasse. » La passion de mademoiselle de Lespinasse interloquait Sainte-Beuve lui-même, si intelligent, mais homme des coteaux modérés. C'est, je crois, Balzac qui professait qu'un grand amour est aussi rare qu'un grand génie. Les spécialistes de la peinture de l'amour-passion ne sont pas très nombreux dans notre littérature : il y a Racine, il y a Stendhal, Musset, Porto-Riche, et c'est à peu près tout. Tel racinien de carrière s'emporte, traite courtoisement de « benêts » ceux de ses confrères qui font ce rapprochement, et objecte qu'on ne voit pas de *Britannicus* ni d'*Athalie* dans l'œuvre de Porto-Riche. Aussi est-ce à cause d'Hermione, de Roxane, d'Ériphile, de Phèdre, qu'on a pris l'habitude de le citer à la suite de Racine, ou d'évoquer Racine à propos

de lui. J'entends bien que la tragédie, la grande poésie dramatique, l'emporte sur la prose du théâtre moderne et réaliste. L'analogie psychologique n'en subsiste pas moins.

« Je voudrais, dit Augustin à madame Allain, avoir une femme à trahir, de vieux parents à méconnaître, des enfants à sacrifier, pour courir à ma joie! » Quelle honte! profèrent nos moralistes. Peut-être! L'amour-passion n'est certes pas de tout repos : il peut conduire à l'assassinat et à l'inceste, ainsi qu'on le voit précisément chez le doux Racine. Il est beau, mais comme l'orage. « Levez-vous, orages désirés! » D'ailleurs, par ces mots « ma joie », Augustin ne désigne pas un vulgaire et vil plaisir : il appelle ainsi, poétiquement, sa bien-aimée, qu'il nomme également « ma victoire », ou « ma misère » et « mes larmes préférées! » Il explique même qu' « on n'aime pas pour le bonheur que cela donne ». Il est lyrique, ce petit, son âme est ainsi faite, donc forcément inintelligible aux esprits positifs. Que pensent ceux-ci de la virginale Juliette, aussi amoureuse qu'Augustin et plus jeune encore — Musset la vieillit de plus d'un an [1] — laquelle, apprenant que son fiancé Roméo a tué son cousin Tybalt, ne nous cache pas que ce seul mot : « Roméo est banni », équivaut pour elle à la mort de dix mille Tybalts, et que celle même de son père et de sa mère la toucherait infiniment moins que ce bannissement du cher meurtrier! Mais tels admirateurs professionnels des grands classiques — Shakespeare en est un, au sens où je l'entends ici — semblent hébétés par la vénération ou le ronron des vers, et perdent de vue le sens de ces chefs-d'œuvre consacrés. A preuve, cette épithète longtemps usuelle de *doux* Racine, que je rappelais ironiquement tout à l'heure. De même, il est admis que les jeunes filles peuvent voir le *Faust* de Gounod, mais c'est bien grâce à la musique, qui, suivant la remarque de Charles Bovary, empêche providentiellement d'entendre les paroles.

On entend les paroles de M. de Porto-Riche, dont les personnages ne sont ni grecs ni turcs, et qui n'écrit pas en alexandrins. Voilà tout uniment pourquoi l'on trouve scandaleux chez lui ce qui passe sans encombre dans Racine, Shakespeare ou Euripide. Mais c'est l'audace et la nouveauté de son théâtre

1. *She's not fourteen* (I, 3).

d'avoir ainsi mis à nu, par le modernisme du costume et du décor, ces grandes passions dont les symboles des poètes dissimulaient l'existence réelle aux yeux brouillés par les taies scolaires. Moins de splendeurs et d'harmonies, mais la vérité à découvert et en plein relief : je dirais le vrai seul, selon la devise de Sainte-Beuve, si le style spirituel ou pathétique, toujours sobre et incisif, n'en servait puissamment l'expression et n'en tirait un genre nouveau, qui comptera dans l'histoire littéraire. Et c'est une autre ressemblance avec Stendhal, — laquelle n'empêche pas M. de Porto-Riche de ressembler aussi un peu à Meilhac, par l'esprit ironique et fantaisiste, ou même à Alphonse Daudet, par la description fine et tendre des milieux, qui se développe dans ses deux dernières grandes pièces. Génie complexe, comme tous ceux de l'ordre supérieur dans une époque savante et tard venue!

***

Peu après la reprise du *Vieil Homme*, toujours jeune, la Comédie-Française représentait une pièce inédite, intitulée *la Reprise*, de M. Maurice Donnay. La saison est bonne pour M. Maurice Donnay, qui avait remporté à l'automne un joli succès à la Renaissance avec *le Geste*, tiré d'une nouvelle de M. Henri Duvernois, et où il y a une situation si audacieuse : la fillette ingénue constatant de ses yeux, par un malencontreux hasard, le péché de sa propre mère. Pour *la Reprise*, M. Maurice Donnay est seul et a tout tiré de son fonds.

Le premier acte se passe à Rouen, dans un intérieur de petits bourgeois gênés et nouveaux pauvres : *res angusta domi*. La fille aînée prêche l'économie à la bonne à tout faire, qui répond qu'elle ne s'est pas mise en service pour jeûner, et, sur le taux des gages, observe qu'il y a bien des frais, notamment les bas de soie. Arrive la fille cadette, qui s'est évadée et a conquis une situation de journaliste à Paris. Elle insiste beaucoup sur ce point qu'il n'en a rien coûté à sa vertu, et qu'elle dort seule. Tant mieux! Cependant elle s'est imposée à Mercurey, le directeur de *l'Espace*, en le menaçant de se jeter par la fenêtre s'il lui refusait un article; je ne conseillerais

pas à un débutant barbu ce moyen de placer sa copie. Nous verrons que Mercurey, sans être devenu l'amant d'Hélène, entoure cette jolie fille d'une affectueuse et utile sollicitude qu'il n'aurait pas pour un collaborateur de l'autre sexe. Les femmes possèdent des armes privilégiées, et depuis que le féminisme a introduit cette concurrence dans les carrières libérales, du côté de la barbe est tout le désavantage. La supériorité intellectuelle de l'élément masculin rétablit-elle l'équilibre? Non, car elle n'éclate avec évidence que sur les sommets (tous les grands génies créateurs ont été des hommes), et non pas dans les régions moyennes de la production courante et de la lutte pour la vie. Cette parenthèse n'est pas de M. Maurice Donnay, qui a visiblement un faible pour sa jeune héroïne; c'est bien naturel, puisqu'il a pris soin de la faire charmante. Et les pires masculinistes sont également séduits.

Madame Gouverneur, mère de cette sympathique personne, lui confie un grave secret. M. Gouverneur, l'ingénieur besogneux, n'est que le père légal d'Hélène : son vrai père selon le sang est feu M. Lemurier, le richissime industriel, qui s'est fort mal conduit et a mis le mari à la porte après s'être passé ce caprice pour la femme de son employé. Quelques-uns ont blâmé cette confession, que rien n'exigeait, ou ont même dit que madame Gouverneur devait se taire. En fait, l'aveu s'explique par le chagrin, le remords et la maladie. La malheureuse femme n'a pas été une très bonne mère, parce que la vue de cette enfant lui rappelait trop de choses pénibles : elle s'en repent et veut avant de mourir s'assurer son pardon. Mais n'y a-t-il pas une question de principe? Hélène n'a-t-elle pas le droit de savoir? Les droits de la vérité ne passent-ils pas avant tout? Je remarque avec peine que beaucoup de nos contemporains n'ont pas l'amour de la vérité. C'est pourtant le seul recours contre la sottise, l'arbitraire et la tyrannie, ainsi que l'a bien compris M. Luigi Pirandello, qui nie la vérité, très logiquement [1], étant obscurantiste et partisan de la dictature. C'est en outre, une protection contre divers accidents. M. Lemurier père est mort, mais il a laissé un fils légitime, qu'Hélène peut rencontrer à Paris. Et sait-on jamais? Ne risquerait-elle pas de commettre avec lui l'inceste, si elle

1. Dans *Chacun sa vérité*, qui se joue avec succès au Théâtre de l'Atelier.

ignorait qu'il est son frère? Quelles complications si elle le découvrait trop tard! On frémit à l'idée d'une nouvelle famille de Labdacides. Il est admis fort équitablement, depuis *Œdipe à Colone*, qu'on n'est pas un criminel pour avoir épousé sa mère ou sa sœur, si l'on n'était pas prévenu. Voilà pour la morale, mais reste la biologie, qui considère cette consanguinité excessive comme dangereuse pour la descendance. C'est peut-être, en partie, parce que trop de mères n'ont pas la franchise de madame Gouverneur, sans parler de celles qui ne peuvent avouer une vérité dont elles ne sont pas elles-mêmes très sûres, qu'il y a de par le monde tant de dégénérés.

M. Maurice Donnay nous ménageait un amusant effet de surprise. Une Hélène avertie en vaut deux. Mais loin de fuir ce jeune Bertrand Lemurier, son cryptadelphe, si j'ose dire, elle le recherche, se le fait présenter, et entame avec lui un flirt en règle, comme si sa mère ne l'avait pas mise en garde contre cette secrète fraternité. Elle a bien profité des renseignements, mais non pas de la façon qu'on prévoyait. Il est toujours bon d'avoir des tuyaux; cependant il faut les interpréter avec un peu de jugeotte. Hélène a de l'esprit critique. N'allez pourtant pas croire que M. Maurice Donnay fasse l'apologie des amours incestueuses, comme M. Claude Anet dans une assez récente pièce du théatre des Arts. *La Reprise* n'est pas du tout la tragédie de l'inceste : elle n'en contient qu'un simulacre, une vaine apparence; ce n'est là qu'un symbole destiné à insinuer le vrai sujet et la signification profonde de ce drame social.

Bertrand Lemurier, présenté à Hélène dans une soirée que Mercurey donne tout exprès, subit le charme d'Hélène, parce qu'elle en a, et parce qu'elle le rabroue, à quoi n'est pas habitué ce jeune fêtard et cet enfant gâté, qui jusqu'ici a vu tout céder à ses millions. Il prétend d'abord faire sa maîtresse de cette petite femme de lettres sans importance : puisqu'elle se révèle moins facile qu'il ne croyait, il ira jusqu'à l'épouser. Lui, il ne sait pas. Quant à elle, c'est bien là qu'elle voulait l'amener. Non pas qu'elle eût résolu de violer les lois non écrites (pour les lois écrites, elles ne connaissent pas cet empêchement, puisque de telles filiations ne sauraient être

prouvées, ni seulement recherchées, en vertu de l'axiome : *is pater est quem nuptiæ demonstrant*). Hélène se proposait simplement de se faire reconnaître une dot par contrat, et de se dérober ensuite devant l'obstacle comme une maîtresse de forges. Pressée un peu vivement par Bertrand, qui n'aime pas attendre, elle lui lâche le paquet, mais d'une manière si émouvante et si persuasive qu'après s'être un peu cabré, il entre dans ses vues. Il aura désormais pour Hélène une affection fraternelle, et subventionnera généreusement le journal véridique qu'elle veut fonder. Elle a exercé sa reprise.

J'ai vu qualifier cette idée d'abominable et j'en ai entendu donner cette raison qu'une faute ne peut établir un droit. Mais si madame Gouverneur a commis une faute, Hélène en est innocente, tandis que M. Lemurier père en était complice. A lui, cette faute imposait un devoir, et s'il avait été plus galant homme, il aurait de son vivant assuré l'avenir de sa fille adultérine. Ses enfants légitimes n'en eussent pas été appauvris très sensiblement, ni davantage ou même autant que par une autre naissance régulière et un élargissement normal du cercle de famille. Allons! l'ordre traditionnel compte encore parmi nous des défenseurs! Il en compte plus que la pauvre vérité.

Tout académicien qu'il est, Maurice Donnay a su s'affranchir de ces préjugés impitoyables. Sa pièce est non seulement très spirituelle et très attachante, mais généreuse, humaine et, si l'on me permet l'expression, anti-mufle. Vous comprenez maintenant la portée symbolique de cette parenté clandestine et de ce semblant d'inceste. Cela signifie que nous sommes tous frères et sœurs, les uns plus proches (parfois sans le savoir) les autres plus éloignés (et désignés pour les croisements utiles), mais tous au fond de la même race, par conséquent égaux, et tenus de nous entr'aider. M. Maurice Donnay est le plus délicieux des démocrates et le plus parisien des apôtres.

A propos de *la Galerie des Glaces*, n'a-t-on pas cité l'*Heautontimoroumenos*? Cela a dû bien étonner les quelques personnes, s'il en reste, qui ont lu Térence. Le héros de M. Henry Bernstein est, si l'on veut, son propre bourreau, mais dans des conditions si différentes que cela n'a vraiment aucun rapport.

C'est un homme qui doute de lui-même : défaut assez peu répandu, surtout dans la jeunesse actuelle, mais non point fictif, et sympathique en somme, n'étant que l'excès d'une vertu toujours aimable, quoique démodée.

Charles Bergé, peintre de son état, n'est jamais content de ce qu'il a fait. Sans doute, il ne travaille pas dans le genre génie, comme disait Degas, il étudie et respecte les maîtres, et ne se flatte pas de tout inventer, ni de tout savoir sans avoir rien appris. Bref, à notre époque, c'est un original. Mais son talent, qu'on nous dit réel, et le peu de confiance qu'il lui accorde, tiennent peu de place dans la pièce, qui est une pièce d'amour... Charles est capable d'aimer, et incapable de se persuader qu'on l'aime. Le cas inverse est plus fréquent. La plupart des hommes aiment si médiocrement qu'autant vaut n'en point parler, mais se figurent aisément qu'on les adore, ce qui met le métier de femme à la portée de toutes les intelligences. Charles Bergé se situe exactement aux antipodes de Boubouroche, qui ne se croit pas trahi en voyant sa maîtresse dans les bras d'un autre : lui, il ne se croit pas aimé en voyant la sienne dans ses bras. J'entends bien que la preuve n'est pas aussi décisive que celle dont Boubouroche refuse de faire son profit. Le manque d'amour se prouve de façon irréfutable, sauf pour le principal intéressé : l'amour le plus sincère et le plus ardent ne se prouve jamais avec une rigueur mathématique. Mais la beauté d'un chef-d'œuvre non plus! Aveugle pourtant qui ne la voit pas! L'amour est une pauvre petite science conjecturale, ou, mieux, c'est un art, qui ne comporte que des certitudes morales, c'est-à-dire indémontrables, et cependant évidentes. L'évidence y est saisie par l'intuition, si dangereuse et illusoire dans le domaine intellectuel, mais qui est ici sur son vrai terrain : M. Georges de Porto-Riche y insistait très justement dans maints passages du *Vieil Homme*. Charles Bergé n'est pas intuitif en amour : donc, il n'est pas un véritable amant, et au fond il a raison de ne pas se juger apte à être aimé. Agnès aura beau lui dire qu'il l'est et le lui répéter incessamment devant nous, en crescendo : comme lui, en réfléchissant, nous douterons un peu qu'elle l'aime tout de bon, et même qu'aucune femme puisse éprouver une vraie passion pour

un homme ainsi fait. Elle ne ressent probablement qu'une tendresse dévouée et une affectueuse estime, en s'y méprenant elle-même; c'est beaucoup, mais sans doute avait-il rêvé d'autre chose, qui lui est réellement inaccessible.

En définitive, lorsque ce doute de soi-même dépasse la prudence méthodique et la réserve de bon goût, c'est bien le symptôme d'une impuissance et d'une infériorité authentiques. L'être qui en souffre n'est point paralysé parce qu'il doute; au contraire, la foi dans l'action lui manque parce qu'il n'a pas les moyens d'agir, et il interprète bien son état. Pour vivre pleinement, il faut dire *oui* à la vie, d'après Nietzsche; on peut s'exagérer ses forces, mais c'est au moins un indice de vitalité : le *non* involontaire et insurmontable est sûrement un signe de faiblesse et de mort. La légende des génies et des amants méconnus non seulement par autrui, mais par eux-mêmes, est assez populaire, parce qu'elle est consolante, et que nous ne sommes pas fâchés, tous tant que nous sommes, d'imaginer qu'il n'aurait tenu qu'à nous d'être Shakespeare, Tristan ou Don Juan, sans cette fatale et honorable modestie qui nous attachait au rivage. Je crois bien que c'est une chimère et que l'homme vraiment doué, en quelque genre que ce soit, prend tôt ou tard conscience de sa valeur et accomplit sa destinée.

Après y avoir longuement pensé, j'arrive donc à une conclusion qui ne s'accorde pas tout à fait avec la thèse de M. Henry Bernstein. Je n'en admire pas moins la pénétration psychologique et la maîtrise dramatique qui font de *la Galerie des Glaces* une œuvre de premier ordre, où l'étude du caractère et de l'idée prime les situations et les péripéties, comme chez les grands classiques. Cela n'est pas une innovation chez l'auteur du *Voleur* et du *Secret*. Mais jamais peut-être il n'avait traité un sujet aussi difficile, ni d'autant de portée, par des moyens plus sobres et plus directs. Comme après *Salammbô* Sainte-Beuve le disait de Flaubert, je dirai de M. Bernstein qu'il est un plus gros monsieur après *la Galerie des Glaces*, et j'ajoute que j'aime *la Galerie des Glaces* beaucoup plus que Sainte-Beuve n'aimait *Salammbô*.

PAUL SOUDAY

LA CONFÉRENCE DE PARIS

La Conférence qui s'est réunie le 7 janvier à Paris a un programme limité et précis : il s'agit de régler un certain nombre de problèmes d'ailleurs fort compliqués qui sont corrélatifs de l'application du plan Dawes. Mais cette conférence, toute financière, a nécessairement un aspect politique. C'est la première grande réunion interalliée de l'année. Les délégués qui travaillent ensemble pendant plusieurs jours, qui ont l'occasion de causer en séance et hors séance sont amenés tout naturellement à échanger leurs idées sur bien des questions. Quelles que soient les discussions de chiffre, les conflits d'intérêts et les controverses portant sur les paiements, ce qui domine toute conférence de cette nature, c'est l'esprit politique qui l'inspire, c'est le désir d'arriver par des concessions mutuelles à des décisions qui fassent toujours paraître, en présence des manœuvres de l'Allemagne, l'existence d'une volonté commune des Alliés.

Les événements se chargent d'ailleurs de rappeler à ceux qui seraient tentés de l'oublier, les nécessités permanentes de la paix européenne. Les Alliés ont décidé de continuer l'occupation de la zone de Cologne, et c'est ce qu'ils ont fait de mieux depuis longtemps. Ils ont signifié à l'Allemagne par une note collective qu'elle n'avait pas rempli les conditions du traité relatives au désarmement : elle a reconstitué son état-major; elle a admis des engagements volontaires à court terme; elle n'a pas transformé les usines de matériel de guerre. Tout cela, on le savait. Mais il fallait que ce fût dit officiellement et que ce fût dit par tous les Alliés. L'Allemagne manifeste

sa mauvaise humeur en faisant traîner les négociations du traité de commerce franco-allemand. Nous ne nous en étonnons pas. Il y a longtemps que nous avons fait prévoir ici que les conversations n'aboutiraient pas de sitôt, et que le gouvernement français, s'il comptait remporter à ce sujet même un succès d'apparence, se préparait une déception supplémentaire.

Dans ces conditions, il est très souhaitable que la Conférence de Paris fasse apparaître que l'esprit de solidarité, qui a jadis si puissamment aidé à remporter la victoire, est toujours une réalité pour les Alliés. Mais les années ont passé; les difficultés économiques et financières ont grandi pour la plupart des nations, et chacune devra y mettre du sien si toutes veulent sincèrement aboutir à un accord. Les questions, restées en suspens depuis la paix, sont si nombreuses et si complexes que la Conférence de Paris ne saurait prétendre les régler toutes. Elle commencera seulement un travail très important. Elle aura obtenu un résultat très précieux si elle montre que les Alliés procèdent avec calme et bonne volonté à un règlement de compte équitable. Le plan Dawes, comme on sait, est entré en vigueur le 1er septembre 1924 : il s'agit d'établir le compte de chaque puissance à cette date, et de définir la part de chacun dans les annuités dont le Reich est redevable.

Pour donner une idée de la tâche de la Conférence, nous rappellerons seulement quelques-unes des questions inscrites à son ordre du jour. Parmi les dépenses antérieures au 1er septembre 1924, et qui ne sont pas réglées, figurent celles de la Ruhr. Les comptes de la Ruhr se soldent par 1 185 900 000 marks-or de recettes, contre des dépenses directes qui ne dépassent point 183 600 000 marks-or : soit un milliard de bénéfices nets, que nous sommes prêts à verser à la caisse commune des Alliés. Mais ici interviennent une opposition anglaise et un droit de priorité belge qui réduiraient fortement notre part. Un compromis proposé, il y a quelques semaines, par notre ministre des finances n'a pas eu de succès, et c'est là le premier problème que la Conférence devra résoudre. Une fois sa priorité de deux milliards satisfaite, dans quelle mesure la Belgique participera-t-elle aux

paiements allemands? Le gouvernement de Bruxelles réclame 6 p. 100. L'Angleterre lui offre 2 p. 100 ou 3 p. 100, le paiement allemand de 25 milliards sur lequel portait le pourcentage de 8 p. 100, prévu à Spa, étant loin d'être réalisé. La Conférence sera ainsi amenée à traiter une question que nul n'a osé aborder jusqu'ici : le plan Dawes implique-t-il une réduction de l'état de paiement de 1921? S'il y a réduction, quel est le montant de l'indemnité dont l'Allemagne est redevable? A quels reversements devront être contraints les États qui, en fait de réparations en nature, ont perçu plus que leur dû? Du 1er septembre 1924 au 1er septembre 1925, l'annuité à partager est de 1 milliard de marks-or, sur lequel doivent s'imputer les frais jusqu'à présent comptés à part, frais d'occupation notamment qui, à eux seuls, représentent 280 millions, soit plus du quart de l'annuité. Enfin, au partage de cette annuité, les États-Unis demandent à participer, pour la réparation des dommages matériels. La France et la Belgique l'admettent. La Grande-Bretagne fait des objections et proposera un compromis. La Cour de la Haye sera-t-elle appelée à se prononcer? En acceptant le principe, mais en demandant que leur pourcentage n'en soit pas affecté, la France, l'Italie, la Belgique posent en fait une question extrêmement importante. Pour payer aux Alliés les sommes importantes dont ils ont un besoin urgent, il faudrait placer rapidement les obligations industrielles et les obligations de chemins de fer prévues par le plan Dawes. La collaboration américaine est pour cela indispensable. Ce bref résumé suffit à montrer quelle est la nature des questions dont la conférence de Paris doit s'occuper, combien elles sont complexes et délicates, et quelle bonne volonté elles réclament. La Conférence aura beaucoup fait si elle démontre qu'un esprit de conciliation et de solidarité inspire ses travaux.

Le problème le plus grave ne sera pas étudié par la conférence : c'est celui des dettes interalliées. On sait que pendant la guerre, les Alliés ont mis en commun un certain nombre de dépenses : l'Angleterre jusqu'en 1917, les États-Unis après leur entrée en guerre ont été en quelque sorte les banquiers de la coalition, la France de même a prêté

des sommes importantes à certains de ses alliés. A différentes reprises, depuis la paix, l'Angleterre a indiqué qu'on pourrait procéder à une liquidation de ces comptes et même à une annulation de ces dettes. L'Amérique s'y est toujours opposée. L'Angleterre a fini par procéder en ce qui la concernait à un règlement de compte direct avec les États-Unis et a commencé le paiement d'annuités qui s'échelonnent sur un quart de siècle. Pour notre part, nous avons laissé cette question en suspens : et ce n'est pas le moment de revenir sur le passé et de chercher si nous aurions pu mieux faire. Ce qui est certain aujourd'hui c'est que ce problème pénible, qui montre combien peu de temps suffit à changer les sentiments et à rendre aux intérêts positifs leur rôle dans la vie des nations, est revenu à l'ordre du jour. Il n'est de notre dignité ni de nous refuser à un examen, ni de souligner l'allure prise par la controverse : mais c'est notre droit de préciser ce que nous devons réellement et d'indiquer dans quelles conditions nous pourrons nous acquitter.

La question des dettes interalliées a été récemment ravivée par les conversations de notre Ambassadeur à Washington avec les autorités fédérales : elle est entrée dans une phase nouvelle et peut être décisive. Le passage de l'inventaire financier où notre Ministre des Finances n'a voulu mentionner ces dettes que « pour mémoire » a provoqué aux États-Unis une vive émotion. On a cru y voir la preuve manifeste que la France entend ne jamais les payer. Déjà l'opinion américaine nous menaçait de nous couper tous crédits, si nous ne nous exécutions pas sans délais. Des explications ont été fournies. M. Myron T. Kerrick, ambassadeur des États-Unis, a fait connaître à son gouvernement les idées de M. Herriot : moratorium de dix ans, puis versements échelonnés sur une période de soixante à quatre-vingt-dix ans, avec taux d'intérêt minime 0,50 p. 100 peut-être. D'autre part, le Cabinet de Londres aurait avisé Washington qu'il ne s'opposerait aucunement à ce que la France bénéficiât d'un long moratorium et d'un taux d'intérêt inférieur à celui de consolidation de la dette anglaise. Tout ce que demande l'Angleterre c'est d'être remboursée dans la même proportion que les États-Unis. Le gouverneur et l'un des administrateurs de la Banque d'Angleterre viennent

d'arriver à New-York, sans qu'on sache au juste quel est le but de leur voyage et s'il se rapporte au règlement des dettes interalliées ou au rétablissement de l'étalon-or et de la livre sterling, ramenée au niveau du dollar. Enfin, d'après les informations répandues de ces derniers temps, et particulièrement dans les journaux américains, il serait question d'établir pour la France une sorte de plan Daves, ne comportant aucun contrôle sur nos finances, mais permettant de déterminer périodiquement la capacité de paiement de la France et de régler les transferts, de manière à éviter de dangereuses fluctuations du change, ainsi qu'à fixer une échelle graduée d'intérêts correspondant, de cinq en cinq ans ou de dix ans en dix ans, à la prospérité nationale. Il ne serait pas question de compenser une partie de la dette par des cessions territoriales, non plus que d'en annuler une partie pour couvrir les dommages causés aux biens français par les canons américains : quand les stocks de guerre nous ont été vendus pour 400 millions de dollars et non à la valeur réelle, il a été stipulé que cette réduction compensait toutes les réclamations pour dommages et pertes causés par l'armée américaine.

Ainsi exposés, les faits semblent déjà peu plaisants. Il faut avoir le courage d'ajouter que les commentaires auxquels ils ont donné lieu sont moins satisfaisants encore. Aux États-Unis, bien que le Gouvernement français se soit empressé de répéter à la Chambre que la question des dettes interalliées ne figurait pas à l'ordre du jour de la Conférence du 7 janvier, on ne peut s'empêcher de constater avec inquiétude, la campagne de presse qui tend à placer dans un avenir immédiat la France en présence du problème du remboursement de ses dettes. Dans une seule journée on a pu assister à de vives attaques contre la thèse de la France, menées de front au Sénat par le sénateur Reed, à la Chambre par le député Blanton et dans la presse par le colonel Harvey, l'ancien ambassadeur des États-Unis à Londres. Au Sénat, le sénateur David A. Reed qui passe pour le porte-parole de M. Mellon a été particulièrement dur dans les critiques qu'il a adressées à la thèse de M. Clémentel et dans son insistance à réclamer du gouvernement le recouvrement de la

dette française. Le sénateur Reed n'a pas hésité à nous menacer de la fermeture du marché américain si nous persistons dans notre volonté d'éviter le règlement des dettes interalliées. « Si nous ne réussissons pas à recouvrer notre créance sur la France, déclare-t-il, ce pourrait en être fini des emprunts accordés à la France par les banquiers américains : en d'autres mots, nous fermerions notre marché de l'argent aux emprunts français. » Le sénateur Reed a été jusqu'à réclamer que le Sénat ne s'ajournât pas avant d'informer la France que son attitude dans la question des dettes cause la plus grande alarme parmi ses meilleurs amis. Mais il s'est surtout élevé énergiquement contre la façon dont M. Clémentel, dans son Inventaire, n'a compté que pour mémoire la dette politique de la France envers l'Angleterre et les États-Unis. Au même moment à la Chambre, le député Blanton prononçait un discours aussi énergique et aussi désobligeant pour la politique française. « Il faut dire à la France, déclara-t-il, que les événements de ces dernières semaines et les conversations de M. Jusserand avec M. Mellon, ont fait s'élever dans l'esprit du peuple américain les doutes les plus graves sur la bonne foi de la France. »

Mais de toutes ces attaques la plus violente et la plus dangereuse à la fois est celle qu'a cru devoir mener contre la politique française, dans un leader du *Washington Post*, M. George Harvey, l'ancien ambassadeur des États-Unis à Londres, qui passe pour représenter les vues du Président Coolidge et qui jouit d'une influence considérable dans les milieux officieux. M. Harvey retrace les péripéties des conversations de M. Jusserand avec M. Hughes et M. Mellon, il affirme que ceux-ci croyaient l'ambassadeur autorisé à négocier par son gouvernement, et prenant prétexte des discours prononcés par M. Jusserand en public, aussi bien que de la thèse soutenue à Paris par le *Temps*, sur la nécessité d'une revision du principe même des dettes, il s'élève énergiquement contre la thèse française qu'il assimile à un véritable manquement. « Cela revient à dire, déclare-t-il, que M. Loucheur avait raison quand il me déclarait à moi-même et qu'il avouait ensuite publiquement que la France considérait ses dettes comme politiques et non pas financières

et qu'elle n'avait pas la moindre intention de les payer jamais... *La France ne voudra peut-être pas admettre qu'elle répudie ses dettes, mais elle ne pourra pas nier aujourd'hui qu'elle est en état de manquement.* Pour diverses raisons évidentes, comme il arrive souvent à des débiteurs, elle ne peut pas payer. Mais pour diverses raisons, plus vagues, elle ne trouve pas le moyen de promettre même de payer. Que lui reste-t-il donc à faire? Que ferait à sa place toute compagnie privée qui se trouverait dans une situation analogue? » La solution que préconise M. Harvey n'est pas difficile à deviner : elle nous achemine petit à petit vers cette enquête sur la capacité de paiement de la France qui dans l'esprit de certains financiers et hommes d'État anglo-saxons devrait sans doute nous mener peu à peu vers une conférence d'experts et vers quelque système analogue à celui du plan Dawes. « La France n'a qu'une chose à faire, dit-il en effet : convoquer une réunion de ses deux créanciers. Qu'elle leur donne ensuite les moyens de réunir toutes les informations possibles sur son actif et son passif, sur ses ressources et ses possibilités d'avenir et qu'elle cherche ainsi à obtenir un règlement équitable, juste et généreux. » Pour amener peu à peu la France à la raison — c'est-à-dire sans doute à la Conférence d'experts — M. Harvey ne cache pas que son gouvernement devrait dès maintenant faire savoir d'abord qu'il n'acceptera plus aucune communication sur les dettes sans savoir d'une façon très nette si celle-ci doit être considérée comme officielle ou non. Bien plus, il laisse entendre, tout comme le sénateur Reed, que peu à peu le marché américain devrait se fermer aux émissions d'emprunt demandées par l'industrie française ou par les villes et les départements tant que le Gouvernement n'aura pas reconnu pour sa part ses propres obligations envers le Trésor américain. A la veille même de la Conférence du 7 janvier, et dans un moment où l'on affirme à Londres que M. Churchill tient à tout prix à soulever le problème des dettes, la plus vive campagne d'opinion se poursuit en Amérique pour placer la France devant l'obligation de rembourser ses dettes ou d'accepter tout au moins quelque enquête sur sa capacité de paiement.

Ainsi, se développe parallèlement, dans les deux pays créanciers, cette campagne simultanée qui ne tend à rien de moins qu'à placer un jour la France devant la nécessité d'accepter, sous prétexte de concordat, quelque système analogue à celui que les financiers anglo-saxons ont su imposer à l'Allemagne.

S'il était nécessaire de prouver à quel point de son côté l'opinion anglaise se passionne pour le problème des dettes interalliées, il suffirait de relever dans les journaux ce petit fait divers. La *Westminster Gazette* vient de parier 100 £ contre le lieutenant Commander Kenworthy que la France n'est pas en état de payer l'intégralité de ses dettes en procédant simplement à l'augmentation de ses impôts. On sait l'importance des paris dans la vie nationale anglaise : les élections générales aussi bien que le Derby, une crise ministérielle comme un match de boxe, font ouvrir d'innombrables paris pour lesquels se passionnent toutes les classes de la société. Aujourd'hui c'est un grand journal qui fait avec un député un pari sur la capacité de paiement de la France, c'est que nous assistons à la consécration du problème des dettes interalliées comme problème passé au premier plan des préoccupations de l'opinion populaire. Les conditions mêmes dans lesquelles s'est engagé ce pari sont assez curieuses. Un certain nombre de journaux ne cessent d'accumuler les arguments qui tendent à démontrer que la France ne paie pas assez d'impôts et qu'elle pourrait très bien rembourser les dettes interalliées si elle augmentait son effort fiscal. Un correspondant ne déclarait-il pas encore que la France est très prospère, qu'à Paris, ce sont des Français et non pas des étrangers seulement qui achètent les automobiles les plus luxueuses et qui occupent dans les théâtres les places les plus chères? Le même correspondant n'allait-il pas même jusqu'à utiliser l'argument suivant : qu'un gouvernement qui dépense 650 000 francs pour placer Jaurès au Panthéon doit trouver le moyen de payer les intérêts de ses dettes? D'autre part, il est intéressant de constater que des idées beaucoup plus justes commencent à pénétrer certains milieux politiques et qu'un journal comme la *Westminster Gazette*, qui n'est pourtant pas suspect d'indulgence exagérée pour la

politique française, a cru devoir consacrer dans son numéro du mercredi 17 décembre, un long article sur la situation réelle de la France et sur la réalité de sa capacité de paiement. Prenant en effet position contre toutes les légendes qui courent en Angleterre sur la prospérité inouïe des Français qui ne paient ni leurs impôts ni leurs dettes, le rédacteur de la *Westminster Gazette* reproche vivement à certains chefs du parti libéral d'ignorer la situation réelle de la France et de faire croire à l'opinion qu'elle est très riche et qu'elle pourrait payer ses dettes si seulement elle consentait à augmenter ses impôts.

Si nous citons ces faits et commentaires, ce n'est pas pour le plaisir de constater à quelle injuste appréciation du passé en est venue une partie de l'opinion. Il est trop clair que la France n'a pas à payer plus qu'elle ne recevra de l'Allemagne. Mais il est clair aussi que l'heure est venue pour un gouvernement d'examiner à fond cette question, d'en considérer tous les aspects et de comprendre qu'il en viendra à bout seulement par une négociation d'ensemble, qui ne devra pas être uniquement financière, mais largement politique. Il y a un principe évident, si simple, si conforme aux faits que personne ne pourrait le contester. Entre les paiements que fera la France et les versements qu'elle recevra de l'Allemagne, le parallélisme doit être franchement reconnu : il est naturel, il est nécessaire. Si on méconnaît ce principe, on aboutit à cette conséquence choquante et absurde que la France serait obligée de payer même si elle ne recevait rien : nous ne pensons pas qu'un seul homme d'État accepte une pareille conclusion.

ANDRÉ CHAUMEIX

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

Gandhi : La Jeune Inde (traduction HÉLÈNE HART).
Rabindranath Tagore : A quatre voix (traduction de MADELEINE ROLLAND).

M. Romain Rolland a voué à Gandhi, le chef du mouvement autonomiste hindou, une admiration passionnée. Au début de cette année il lui a consacré une étude enthousiaste, qui a eu une grande diffusion en Europe et dans l'Inde même, où une traduction en hindoustani y a été répandue. Tels sont les avantages des œuvres de combat : elles ont un public tout trouvé parmi les partisans de la cause qu'elles défendent; quant aux adversaires, à ceux qu'il s'agit de convaincre, il va de soi qu'ils ne les lisent pas. Ce sont les articles de Gandhi lui-même, ceux qu'il a écrits pour son journal la **Jeune Inde**, qui paraissent aujourd'hui réunis en un volume « préfacé » par M. Romain Rolland. L'idée de grouper ces documents nous paraît excellente : elle permet de suivre pas à pas la progression de la campagne entreprise par l'homme que chacun, selon ses convictions, appellera « le dangereux agitateur » ou « la grande âme » (Mahatma) ».

Gandhi, né à Porbandar, sur la mer d'Oman, fit ses premières études dans l'Inde. A dix-neuf ans il quitta l'université d'Ahmedabad pour celle de Londres, où il suivit les cours de l'école de droit. Revenu aux Indes il devint avocat à la Haute Cour de Bombay. Un voyage d'affaires accompli à Prétoria en 1893 décida de sa vocation politique. En se rendant au Transvaal, Gandhi n'avait en vue qu'un séjour de quelques mois; en réalité il ne devait regagner l'Inde que vingt ans plus tard. Dans l'Afrique du Sud, en effet, il avait constaté que ses compatriotes hindous étaient soumis à une sorte de régime d'exception : des impôts particulièrement lourds pesaient sur eux; ils étaient victimes de l'hostilité de la population qui les molestait. Gandhi, renonçant à sa profession d'avocat, se dévoua à la défense de leur cause : il organisa parmi les Asiatiques un système de résistance passive; de grandes manifestations eurent lieu, des grèves éclatèrent, on tint des meetings monstres. En 1914 enfin, le but si tenacement poursuivi fut atteint : pleine liberté de résidence fut accordée aux Indiens. Ce fut au cours de ces années de lutte que Gandhi écrivit *Hind Swaraj*, son livre sur l'autonomie hindoue qui devait avoir un si grand retentissement.

Pendant la guerre, Gandhi, comme presque tous les Hindous, soutint loyalement la cause des Alliés. L'Angleterre avait laissé espérer qu'après la victoire le Home Rule serait accordé à l'Inde...

Après la guerre, l'attitude de Gandhi se modifie : il devient, nous allons le voir, le plus grand ennemi — ennemi déférent, c'est entendu — de l'Angleterre. Pourquoi ce changement? « L'Angleterre nous a trompés, telle est la thèse de Gandhi. Au lieu de nous accorder le Home

Rule promis, un certain bill Rowlatt s'est abattu sur nous, instituant dans l'Inde une sorte d'état de siège. » Ce n'est pas absolument exact. En tout et pour tout le Rowlatt act simplifie la procédure en cas de crime anarchiste et révolutionnaire. Il est également injuste de reprocher à l'Angleterre d'avoir manqué à la parole donnée puisque, en 1919, elle a organisé, par le *Government of India Act*, un système démocratique marquant une première et très importante étape vers le Home Rule. Cette mesure fort libérale n'a nullement satisfait Gandhi et ses partisans. C'est à peine si M. R. Rolland, dans son livre sur Gandhi, mentionne l'établissement de cette nouvelle forme de gouvernement.

Quoi qu'il en soit, à la suite des bills Rowlatt de février 1919, Gandhi « indigné » commença d'organiser le mouvement de résistance auquel il donna le nom de *Satyagraha*...

Le Satyagraha, d'après Gandhi, n'était pas dirigé contre les Anglais. Gandhi affirmait au contraire son désir de coopérer avec eux. Il se contentait de réclamer un gouvernement autonome (Swaraj) susceptible de rentrer dans les cadres de l'Empire. Toute la question est de savoir ce qu'il faut entendre par gouvernement autonome. Celui que les Anglais ont organisé en 1919 ne devait pas être conforme à la définition de Gandhi puisqu'il ne lui a point semblé satisfaisant.

Très noblement Gandhi prêche à ses adeptes la non-violence. Utile recommandation que nous admirons tout autant que M. Romain Rolland, mais les révolutions paisibles, telles que Gandhi les souhaite, sont-elles possibles? L'expérience semble prouver le contraire. Gandhi a flétri la violence « que vénèrent les Occidentaux ». il a adjuré ses partisans de s'abstenir de toute manifestation brutale, s'est efforcé de leur persuader qu'ils pouvaient devenir libres sans commencer par attenter à la liberté d'autrui.

C'est un magnifique programme que de vouloir donner une grande leçon au monde en sanctifiant tout un peuple, en le transformant en peuple-Christ, c'est un magnifique programme... mais qui malheureusement s'est révélé irréalisable.

Pour permettre aux Hindous d'affirmer leur solidarité, Gandhi leur ordonna d'observer le 6 avril 1919 un jour de jeûne. Ce n'est pas en soi une manifestation agressive, mais il faut croire qu'elle pousse indirectement les hommes à la férocité, car au jour fixé pour ce *hartal*, des émeutes éclatèrent à Delhi. Gandhi désespéré voulut gagner cette ville pour y ramener le calme. Le gouvernement anglais le lui interdit. Le bruit de l'arrestation du Mahatma se répandit aussitôt provoquant de sanglantes émeutes dans le Punjab. A Amritsar un officier anglais, le général Dyer, massacra aussitôt, par mesure de répression, des foules hindoues sans défense (version Gandhi, démentie d'ailleurs par un grand nombre de témoignages hindous).

Telle est la célèbre affaire du Punjab, pour laquelle Gandhi ne cessa de réclamer réparation. Elle provoqua dans l'Inde ce que l'on nomme à la Chambre des députés des mouvements divers : inapaisable indignation chez les gandhistes, profonde inquiétude dans la grande masse de la population qui apprécie la sécurité et la paix et se rend compte que l'Inde « sans les Anglais » serait plongée dans une sanglante anarchie. L'histoire n'est pas aisée à écrire : on s'en rendra compte par ce simple fait : d'après R. Rolland le général Dyer fut récompensé pour sa belle conduite. D'après lord Sydenham (*Revue de Paris* du 15 avril 1922) il fut mis en disponibilité pour apaiser les esprits.

Dans le même temps une seconde affaire bouleversait l'Inde tout entière : celle du Khalifat. La grande guerre avait posé pour les cinquante millions de Musulmans qui vivent dans les Indes un problème délicat, puisqu'ils se voyaient appelés par les circonstances à lutter contre « le Commandeur des Croyants » le Sultan. Tandis que nos Musulmans d'Afrique n'en ressentaient qu'une émotion médiocre, les Musulmans de l'Inde, « travaillés » par des agents allemands manifestaient de grandes hésitations. D'après Gandhi, les Anglais, pour entraîner les Musulmans hindous, leur auraient promis alors que la souveraineté du sultan de Constantinople serait intégralement maintenue. Que faut-il penser de la vérité de cette assertion? Nous l'ignorons. Toujours est-il qu'en 1915, lorsqu'ils apprirent qu'une paix désastreuse pour la Turquie se préparait, les Musulmans de l'Inde s'agitèrent. Gandhi comprit aussitôt le parti qu'il pouvait tirer de cette irritation et proclama solennellement le bien-fondé des revendications musulmanes. « Hindous et Musulmans doivent s'unir, déclara-t-il, pour la sainte cause du Khalifat et il parvint — officiellement tout au moins — à réaliser cette union qui jusqu'alors avait paru impossible. Il faut lire tous les articles que Gandhi a consacrés à ce grand problème. Iriez-vous jusqu'à accepter des mariages indo-musulmans? lui demandait-on. — Pourquoi cette question? répond Gandhi. Nous pouvons soutenir la même cause, sans mêler nos races. « Dîner en commun et s'épouser n'a jamais empêché les désunions, les querelles ou pire. Que chacun demeure fidèle à sa religion. Les Musulmans ne songent point à nous contraindre à faire usage de la viande, nous ne cherchons point à les empêcher d'en manger. Nous, Hindous, nous n'avons qu'un seul devoir : aimer nos frères musulmans. Peut-être par notre amour parviendrons-nous « à leur faire partager notre respect de la vache. » La vache, on le sait, est pour les Hindous l'animal sacré par excellence. Voir des Musulmans manger de la viande de bœuf est, à leurs yeux, un atroce spectacle. On s'explique que Gandhi ait dû plusieurs fois apaiser les scrupules de ses coreligionnaires à ce sujet. En leur prêchant la tolérance à l'égard de ses nouveaux alliés, les Musulmans, il n'a jamais manqué d'ailleurs — pour prouver son orthodoxie — d'exalter le culte de la vache. « La protection de la vache, écrit-il, est le plus admirable phénomène de l'évolution humaine. La vache représente tout le monde subhumain... Les espèces inférieures nous adressent un appel d'autant plus puissant qu'il est plus muet. » Il ne faut pas méconnaître ce qu'il y a de grand dans de telles doctrines; elles peuvent faire sourire les carnivores déterminés que nous sommes; toute idée de métempsycose mise à part, elles représentent un sentiment de pitié et de fraternité universelles, qui eussent enchanté notre Saint-François d'Assise. L'union hindoue-musulmane fut définitivement scellée à la conférence d'Allahabad (30 juin 1920) qui adopta la non-coopération à l'unanimité.

Le programme de non-coopération Gandhi le fixe en ces termes un mois plus tard :

1° Abandon de tous titres et postes honorifiques;

2° Refus de participer aux emprunts du gouvernement;

3° Refus de la part des avocats et hommes de lois d'exercer leur profession;

4° Boycottage des écoles du gouvernement par les parents;

5° Boycottage des conseils réformés;

6° Refus de prendre part aux réceptions du gouvernement;
7° Refus de s'engager dans l'armée, etc., etc.;
8° Répandre le Swadeshi.

Le Swadeshi est avant tout une doctrine économique. L'Inde doit se suffire à elle-même. Elle ne doit rien acheter à l'étranger. C'est là une idée à laquelle Gandhi tient par-dessus tout et sur laquelle il revient dans presque tous ses discours ou articles. Il est scandaleux, d'après lui, de voir les Anglais envoyer dans les manufactures de la métropole le coton hindou pour le revendre ensuite aux Hindous eux-mêmes sous forme de tissus. En achetant ces cotonnades étrangères les Hindous font annuellement le sacrifice de soixante millions de roupies. Or des milliers d'Hindous manquent de travail. Ne serait-il pas plus logique de les ramener à la vieille industrie hindoue : le filage et le tissage? Que toutes les femmes hindoues se mettent elles aussi au rouet, qu'elles fabriquent l'étoffe nationale : le Khaddar! Lorsqu'il parle du Khaddar Gandhi s'enflamme : c'est la plus noble des parures. Pour le Khaddar tous les patriotes doivent renoncer à leurs vêtements d'origine étrangère; ils doivent même les brûler! Gandhi personnellement présida à quelques autodafés de ce genre, ce qui surprend un peu de la part de l'apôtre de la non-violence et inspire quelques réflexions mélancoliques à M. Romain Rolland.

Heureusement Gandhi entreprit diverses campagnes plus justifiées : contre l'alcoolisme d'abord qu'il dénonce comme le pire des fléaux — il adresse même des appels aux Parsis (beaucoup de Parsis étant marchands de liqueurs et de vins) pour les déterminer à renoncer au trafic de l'alcool; pour les femmes (« Je souhaite passionnément pour la femme une liberté absolue; j'exècre les mariages d'enfants, etc. Tous, comme hommes, nous devons baisser la tête de honte tant qu'il restera une seule femme consacrée à nos plaisirs »); contre l'intouchabilité (on sait que le fait de toucher un paria, un hors-caste est considéré par les Hindous appartenant à des castes — Brahmanes, Kshattriyas, etc. — comme une souillure. Gandhi prononce de nombreux discours contre l'intouchabilité et dès le mois d'avril 1921 il se félicite des premiers résultats acquis : des intouchables ont été admis à plusieurs reprises dans de grandes réunions tenues par des non-coopérateurs).

Les articles de Gandhi nous fournissent une sorte de tableau très complet de son activité : il s'occupe de créer ou de développer des universités purement asiatiques « où l'on fouillera dans les immenses trésors du sanscrit, de l'arabe, du persan et du magahdi afin de découvrir où se trouve la source de la force pour la nation »; il soutient les revendications des ouvriers qui demandent que le nombre de leurs heures de travail soit réduit de 12 à 10 (il n'est nullement hostile au capitalisme, soit dit en passant); il écrit contre la civilisation occidentale qui a trop souci du cerveau et pas assez du cœur : il nous reproche notre amour de l'argent ... et notre goût pour l'injustice, il s'en prend au machinisme, source — croit-il — de la plupart des maux sociaux; il philosophe sur le système des castes qu'il approuve (attitude qui n'exclut nullement le respect des intouchables); un jour nous le voyons défendre les langues indigènes contre l'anglais dont l'étude lui semble utile mais non pas nécessaire; un autre jour il propose un drapeau à l'Inde nouvelle (un rouet sur fond blanc, vert et rouge, ces trois couleurs symbolisant l'union des diverses religions hindoues), etc.

Conformément aux décisions prises par le congrès d'Allahabad, Gandhi annonça le 28 juillet 1920 que la non-coopération serait appliquée le 1er août et il renvoya lui-même au vice-roi les diverses décorations que les Anglais lui avaient antérieurement décernées. Les Hindous répondirent à son appel : des magistrats démissionnèrent, des parents retirèrent leurs enfants des écoles. L'autorité de Gandhi sur ses partisans se révéla considérable : des milliers d'hommes lui obéissaient aveuglément. L'Assemblée générale indienne tenue à la fin de l'année approuva toutes les décisions prises par Gandhi et affirma sa volonté d'obtenir un Home Rule complet par la non-coopération[1]. Mais en 1921, en dépit des efforts de Gandhi, des troubles éclatèrent auxquels les Anglais coupèrent court par d'énergiques mesures de répression. Un peu partout des grèves se déclarent. L'annonce de l'arrivée prochaine du prince de Galles ne contribue point à apaiser les esprits. Tout en protestant de son respect pour la personne même du prince, Gandhi ordonne qu'il soit boycotté : aucun Hindou ne participera aux fêtes données en son honneur. « Il est inadmissible que l'on dépense des centaines de milliers de roupies pour recevoir le prince, alors que tant d'Hindous meurent de faim ». Le gouvernement riposte, arrête de nombreux swarajistes, parmi lesquels les fameux frères Ali. A son tour le Congrès de l'Inde répond en autorisant la désobéissance civile. Les Hindous ont le droit d'enfreindre les lois anglaises « injustes » (?), à condition toutefois de s'abstenir de toute violence. Vaine recommandation : des émeutes se produisent aussitôt à Bombay; plusieurs régions de l'Inde sont dans l'exaltation et l'enthousiasme en dépit des arrestations multipliées. A Chauri-Chaura une rencontre sanglante met aux prises swarajistes et policiers. Pour finir, les policiers sont brûlés vifs dans la maison où ils se sont réfugiés.

Gandhi est consterné. « Je me suis trompé, déclare-t-il, l'Inde ne possède pas encore cette atmosphère de non-violence et de vérité qui peut seule justifier la désobéissance civile. » Par mortification, il s'impose cinq jours de jeûne et il obtient du Congrès de l'Inde la suspension de la désobéissance civile (Delhi, 24 février 1922). Cette attitude repentante ne semble pas aux Anglais constituer une garantie suffisante de tranquillité et, un mois plus tard, ils le font arrêter... Quelques jours auparavant le Mahatma avait adressé un appel à tous les Hindous, les invitant au calme, au jour (qu'il estimait prochain) de son arrestation. Le procès passionna tout le pays. Gandhi fut traité courtoisement par ses juges, qui rendirent hommage « à son intelligence, à son haut idéal, à sa vie noble ». Le fait n'en subsistait pas moins. L'accusé « avait excité la haine et le mépris contre le gouvernement de Sa Majesté ». Il était responsable des troubles récents, des massacres, etc. Gandhi ne nia point, bien au contraire. « Je considère comme une vertu, dit-il, d'avoir de la désaffection pour un gouvernement qui a fait plus de mal à l'Inde que tous les autres systèmes antérieurs. Je savais que je jouais avec le feu. J'en ai couru le risque. Si j'étais mis en liberté, je recommencerais. Je suis prêt à me soumettre d'un cœur joyeux au châtiment le plus sévère qui puisse m'être infligé. » Pour finir, Gandhi fut condamné à six ans de prison... Les articles de Gandhi dans **la Jeune Inde** commentent au jour le jour

1. Il n'est pas inutile de remarquer que cette Assemblée, en dépit de son beau titre, ne représente relativement qu'une très petite partie de la population de l'Inde, la grande majorité s'abstenant de voter.

les événements que nous venons de résumer. Par surcroît ils contiennent toutes les instructions et recommandations du Mahatma à ses partisans. Il est impossible, en en prenant connaissance, de refuser son admiration au Mahatma : la plus grande noblesse de pensée, la foi la plus pure, l'esprit de charité le plus compréhensif apparaissent dans ces pages...

Ces louanges n'atténuent en rien dans notre esprit les réserves que nous avons faites dès le début sur le caractère même de l'action de Gandhi. Elle nous semble extrêmement nuisible, et parfaitement dangereuse pour le pays qu'elle est censée devoir régénérer. Il est d'une extraordinaire naïveté de supposer que trois cents millions d'hommes pratiqueront la désobéissance civile, sans toucher à une arme à feu... D'ailleurs il ne s'agit pas de foules aussi considérables. Les Swarajistes sont bruyants et agités, ils ne sont relativement pas très nombreux. Les princes hindous et les grandes masses rurales se défient d'eux : de nombreux groupes ont même adressé des pétitions au Vice-Roi contre le Home Rule. Il serait d'ailleurs profondément injuste de méconnaître la grandeur de l'œuvre que nos alliés ont accomplie là-bas : on peut leur reprocher de vendre des cotonnades qu'ils n'obligent d'ailleurs personne à acheter, mais on ne peut oublier que l'Inde leur doit des ports, des canaux, des chemins de fer, des hôpitaux... et surtout, ce qui vaut mieux que tout cela : la paix et la sécurité... paix que l'Union Hindoue-Musulmane serait bien embarrassée d'assurer, puisqu'elle ne peut même pas à l'occasion empêcher ses militants de se massacrer entre eux.

Il est un témoignage enfin que l'on ne saurait récuser, celui de Rabindranath Tagore. Tagore est hostile au mouvement gandhiste. Loin de vouloir chasser la culture occidentale Tagore s'efforce à l'université de Santiniketan de réconcilier l'Orient et l'Occident. Tous les philosophes, tous les savants de toutes les parties du monde doivent, d'après lui, collaborer à *la même œuvre*. Le fameux roman de Tagore *La Maison et le Monde* ne laisse aucun doute sur la position prise par le grand poète : les violences du mouvement Swadeshi lui font horreur [1]. Tagore s'indigne de voir de pauvres gens contraints de brûler leurs vêtements et les étoffes qu'ils possèdent sous prétexte que la fabrication en est étrangère. Dans certaines provinces les Swarajistes exercent une bruyante tyrannie, « ils aiment moins leur patrie que leur propre excitation, » déclare Nikhil, le héros du roman qui personnifie la pensée de Tagore. « Le jour où nous chercherons le bien de notre pays sur le chemin de la justice et de la vertu, Celui qui est plus grand que les patries nous donnera gain de cause... » ajoute-t-il. Le chemin de la justice et de la vertu ce n'est pas le Swadeshi. Sans méconnaître la valeur morale de Gandhi, Tagore lui a reproché à plusieurs reprises de détruire toute liberté intérieure chez ses partisans. « Ce que j'ai entendu dire partout, c'est que la raison et la culture devaient être mise sous clef; il n'est plus nécessaire que de s'accrocher à l'obéissance aveugle. » A celui qu'il nomme la *Grande Sentinelle*, Gandhi répond respectueusement qu'il est loisible au poète de se détacher des misères terrestres, de s'extasier sur les beautés de la nature, mais que lui Gandhi voit toutes ces misères qui l'entourent et que ce spectacle ne peut le laisser indifférent... Excellente réponse, et pourtant

1. Remarquer que ce roman est de 1914. Le mouvement Swadeshi existait avant Gandhi, mais il avait moins de force.

c'est Gandhi et non pas Tagore qui nous semble le rêveur oublieux de la réalité : la plus grande des misères pour l'Inde ce serait que la victoire revînt au parti gandhiste.

Le roman de Tagore **A quatre voix** que vient de traduire mademoiselle *Madeleine Rolland* n'a rien à faire avec le Bande Mataram [1] et les questions de souveraineté, mais il reflète fidèlement les préoccupations d'ordre moral et religieux que traverse l'intelligence hindoue. Jagamohan, « rentier » brahmane, est un athée convaincu, ce qui, sur les bords du Gange et de l'océan Indien, implique non seulement l'abstention de toute cérémonie cultuelle, mais une transformation complète de l'existence, puisque les relations amicales avec Musulmans et intouchables deviennent possibles. La principale préoccupation de cet athée est de faire du bien à autrui. « Il y met une fierté spéciale, puisque pour un athée faire le bien est perte nette, car il n'a point l'appât du mérite à acquérir, ni pour le détourner du mal, la crainte du châtiment dans l'au-delà. » Mais ces sentiments d'altruisme laissent la famille de Jagamohan tout à fait insensible. Ces bonnes gens n'ont qu'une préoccupation : venger les dieux offensés, et cette pieuse ardeur leur donne l'énergie nécessaire pour dépouiller Jagamohan de ses biens, spoliation dont l'athée ne s'émeut nullement. Il n'a point de mal, étant très instruit, à se procurer une place de professeur et trouve là des ressources plus que suffisantes, ses besoins étant à peu près nuls. En dépit des protestations indignées de tous les siens, Satish, le neveu de Jagamohan, vit auprès de lui en disciple. C'est un jeune homme fort intelligent — un des plus brillants étudiants de l'université de Calcutta : il a voué à son oncle une admiration passionnée, et, comme lui, fait profession d'athéisme. Rencontrant un jour une jeune orpheline, Nonibala, qu'un « ami des femmes » a séduite et abandonnée, il la ramène chez son oncle, qui approuve vivement cet acte charitable. Cette initiative n'obtient point un pareil succès auprès des parents des deux athées : elle leur semble une odieuse fantaisie qu'ils flétrissent farouchement : n'est-ce pas une intolérable honte que de recueillir chez soi une femme tombée? Aussi font-ils maintes tentatives pour déterminer l'oncle et le neveu à chasser Nonibala : ceux-ci refusent avec énergie, et, pour achever d'éclaircir la situation, Satish décide d'épouser la jeune femme. Ce n'est point de sa part preuve d'amour, mais manifestation de vertu... C'est bien ainsi que le comprend Nonibala, qui, n'estimant pas avoir droit à un pareil sacrifice, se tue. Quelques mois plus tard Jagamohan est atteint par la peste, en soignant des malades dans un hôpital au cours d'une épidémie. « Voilà bien la mort qui convient à un athée, raille le frère de Jagamohan, quand il rencontre Satish après la crémation. — En effet, monsieur » acquiesce fièrement Satish.

Deux ans plus tard ce même Satish a passé dans les rangs des défenseurs de la foi : il est devenu le disciple favori d'un apôtre errant, le sannyasi Lilananda Swami. Sa vie se passe à chanter des kirtans (sortes d'oratorios de dévotion), à danser des danses sacrées, à soigner le Swami avec dévotion. Ce ne sont qu'élans mystiques, extases, voyages enivrés « au pays merveilleux de l'émotion ». Srivilas, un étudiant ami de Satish, ne pouvant supporter d'être séparé de lui, se décide à son tour à partager la vie du Swami, sans aucune réelle conviction reli-

1. Cri de ralliement des partisans du Swadeshi.

gieuse d'ailleurs. Une jeune veuve, Damini, que les fantaisies testamentaires de son défunt époux ont rendu dépendante du Swami, s'éprend de Satish. Toutes les marques de dévouement et d'adoration que Satish prodigue au Swami lui sont insupportables et elle s'efforce de tirer celui qu'elle aime hors « du pays merveilleux de l'émotion ». Les péripéties de cette lutte sont indiquées avec une extrême finesse. Satish est hésitant : Damini l'attire et il souhaite la chasser; Damini, elle, se laisse parfois gagner par l'ardeur du Swami et devient la plus humble de ses servantes, quitte à l'exécrer le lendemain. Quant à Srivilas, il s'éprend de Damini. Un jour enfin, devant le cadavre d'une femme qui s'est tuée par amour, Damini demande à Satish, en songeant aux longs entretiens de celui-ci avec le Swami : « Dites-moi vraiment ce que vous autres cherchez nuit et jour, quelle en est l'utilité pour le monde? Qui avez-vous pu sauver? Qu'avez-vous découvert pour sauver les hommes de l'enfer de cette passion éhontée,cruelle,tueuse d'âme (l'amour)? » Satish ne sait que répondre... l'enseignement du Swami lui apparaît soudain vide de sens, et, le lendemain, il quitte à jamais le sannyasi... Ce n'est point que l'amour de Damini l'ait gagné. Il n'y est point insensible, mais pour lui la recherche de la vérité passe avant tout. Puisque les kirtans chantés auprès du Swami ne peuvent servir à la trouver, Satish la cherchera seul : « Je ne peux recevoir mon Dieu, en aumône, de personne. Si je le trouve, ce sera moi qui l'aurai gagné, sinon mieux vaut la mort. » Srivilas, Damini et Satish s'installent dans une masure au bord de l'eau. Satish cherche Dieu, Damini cherche Satish et Srivilas cherche Damini. Et tous vivent dans une atmosphère d'angoisse. Une nuit Satish éveille ses deux compagnons. Il a découvert la clef de tous les mystères. Il ne doit pas aller vers Dieu, mais s'éloigner de lui : pour rencontrer Dieu il ne faut pas marcher dans le même sens que lui. Cette déclaration laisse Srivilas perplexe, mais Damini est enthousiasmée. « Peut-être ne comprenait-elle pas les paroles de Satish, mais elle comprenait Satish! » Celui-ci pourtant, dès le lendemain, lui enlève tout espoir. Il ne peut répondre à son amour; il ne vit que pour Dieu... Et Srivilas et Damini partent à Calcutta où bientôt ils se marient. Ayant enfin tourné les yeux vers Srivilas, Damini a compris la beauté de son caractère et son amour a passé sans trop de difficulté de Satish à Srivilas...

Bien que la passion n'en soit point exclue et que Damini représente la femme dans ce qu'elle a de plus attaché aux réalités, au « corps » des choses et des êtres, ce roman est, avant tout, un roman « d'âme ». Entendez par là que les descriptions, toutes les descriptions, aussi bien celles des paysages que des hommes, sont presque complètement absentes, que tous les mots prononcés servent à indiquer l'évolution *spirituelle* des personnages..., il faut bien dire *indiquer*, car ces mouvements de l'esprit ne sont jamais l'objet de longs commentaires. Quelques mots seulement, qui permettent de saisir la progression d'une pensée large et puissante. On ne saurait imaginer plus grande et plus belle simplicité dans la narration. Toute floriture absente, on songe à quelque monument aux lignes pures et légères.

Le titre *A quatre voix* indique le nombre des personnages qui construisent le drame spirituel, (Jagamohan, Damini, Satish, Srivilas). Aucune de ces voix ne tente de dominer les autres : Tagore a un égal souci de tous ses « chanteurs »; dans *la Maison et le Monde*, le

récit était alternativement placé dans la bouche de chacun des personnages principaux, de telle sorte que nous possédions toujours trois images — également précises — d'une même scène : dans *A quatre voix* Srivilas est le seul narrateur, mais la préoccupation de comprendre à chaque instant Damini et Satish est chez lui dominante. Le roman n'est pas écrit pour mettre en valeur des scènes ou des effets, mais plutôt pour dégager la part de chaque protagoniste dans le drame commun.

Dans la préface qu'il a écrite pour ce roman. M. Romain Rolland fait remarquer la grande place que tient l'ironie dans toutes les œuvres asiatiques. « Il ne faut jamais oublier, dit-il, le sourire qui plane sur les œuvres du Bouddha. » Chez tous les sages d'Asie, on retrouve, paraît-il, une bonhomie railleuse. Nous ne sommes point en état de vérifier cette assertion générale, mais constatons aisément, en tout cas, que le roman de Tagore est plein d'ironie, d'une ironie extrêmement bienveillante, qui n'exclut nullement la sympathie pour les hommes qui en sont l'objet, mais implique une nuance de commisération pour leurs efforts. « Tout ce que vous tentez, semble dire l'auteur, est louable et touchant, mais si loin, si loin de l'éternelle vérité. » Et cet apaisement spirituel gagne le lecteur : il s'intéresse aux passions des héros du roman et ne les partage point. Semblable au spectateur qui assiste à un ballet, il jouit du spectacle et n'éprouve pas lui-même le désir de danser. Il y a dans les récits de Tagore une sorte de détachement auquel nous sommes sensibles.

Les Frères Durandeau, par **Philippe Soupault.**
L'Honorable partie de campagne, par **Thomas Raucat.**

M. Raucat s'est rendu compte que, après tant de récits de voyageurs, il est devenu difficile de donner sur les mœurs japonaises des aperçus d'une grande nouveauté. Aussi renonçant à s'extasier sur les divergences qui existent entre les coutumes occidentales et les asiatiques, s'est-il contenté de tirer de leur contraste une série d'effets comiques : en un mot il a écrit un roman humoristique.

En visitant l'exposition universelle de la paix, à Tokio, en 1922, un Suisse, envoyé en Extrême-Orient par la Société des Nations, aperçoit une jeune Japonaise, dont le charme le conquiert aussitôt. Étant d'un caractère fort décidé, il monte auprès d'elle dans la nacelle d'un hydroplane de foire et profite de quelques minutes de glissades sur un petit lac pour l'inviter à se rendre avec lui à la campagne le surlendemain. Le but de l'excursion sera l'île d'Enoshima, lieu de pèlerinage célèbre au Japon. Le bruit du moteur ne permet point à un industriel japonais assis auprès du Suisse de comprendre le sens exact de la proposition. Croyant faire plaisir à l'étranger, auquel il a été présenté quelques jours auparavant, il lui dit : « Votre Seigneurie désire visiter Enoshima. Pourquoi vous adresser à une personne du peuple et non à votre humble ami? Votre discrétion est presque une offense. Nul autre que moi ne vous montrera Enoshima. Après-demain je me trouverai à la gare au train de 9 heures 45 avec quelques amis. » Dans la bousculade qui suit la descente d'hydroplane, l'étranger se trouve séparé du Japonais aussi bien que de la jeune fille. Impossible d'arranger les choses, en dépit de l'embarras que lui cause ce double rendez-vous.

Nous n'essaierons point d'expliquer les divers imbroglios, à la suite desquels, le surlendemain, les divers participants de cette « honorable partie de campagne » se rendent à Enoshima par trois trains différents : dans le premier ont pris place l'industriel et ses amis japonais; dans le second, le Suisse se désespère d'être seul; dans le troisième, la jeune fille « de l'hydroplane » bavarde avec deux amies qu'elle a cru bon d'emmener. Le trait dominant de tous ces Japonais c'est la politesse — vertu nationale, comme on le sait. — Choses et gens sont l'objet des plus grandes attentions : il n'est question que de « messieurs les employés », de l' « honorable train », de « monsieur mon fils » et « monsieur mon cousin ». Tout le monde se fait des petits cadeaux : l'industriel a distribué à ses amis, avant le départ, des fleurs, des cigarettes, des caramels. Les dames s'offrent des éventails, des bonbons, etc. Désespéré d'avoir manqué à la gare « monsieur l'honorable étranger », l'industriel a donné d'abondantes instructions aux employés du chemin de fer. Aussi, à sa grande stupéfaction, le délégué de la S. D. N. s'est-il vu gratifié par le chef de la gare de départ de toutes sortes de petits présents; à la gare d'arrivée il est l'objet d'une émouvante réception; des fonctionnaires l'obligent à prendre avec eux « l'honorable thé » avant de mettre à sa disposition une automobile de la police, qui lui permet de gagner l'île d'Enoshima, reliée à la terre par un pont de bateaux.

A l'hôtel Umematsuya tout le monde finit par se retrouver; mais cette réunion se fait par étapes successives. L'étranger est conduit tout d'abord auprès de ses amis japonais, qui sont en train de prendre un bain général avant le repas : convié à participer à cette séance de nettoyage, le pauvre invité se retire avec précipitation du bain à cinquante degrés où on l'a cérémonieusement plongé. La directrice de l'hôtel est en train de le frictionner elle-même — grande marque de déférence — lorsqu'on annonce l'arrivée de « la jeune fille de l'hydroplane » et de ses compagnes. Il faut leur servir un repas à part : les usages s'opposent en effet à ce qu'elles participent au festin de ces messieurs : il y a des geishas qui ont été invitées pour cela : c'est leur devoir de charmer les honorables convives par leur conversation, leurs danses et leurs chants. L'étranger est consterné : le voilà obligé d'assister à un long banquet, de répondre à des discours, d'avaler des mets invraisemblables. Il commet, bien entendu, une grande quantité de grossièretés : c'est ainsi qu'il ose adresser directement la parole à la troisième geisha — qui est jeune et jolie — sans se préoccuper de la geisha de marque — la plus âgée — qu'on a placée près de lui... Une grande gêne plane sur tout le repas. Les invités de l'honorable industriel craignent tous que l'étranger ne demeure à l'hôtel avec la jeune fille « de l'hydroplane » dont on a eu tant de mal à le séparer. Telle est bien en effet, son intention, mais les honnêtes Nippons veulent lui éviter une pareille incorrection — il est inadmissible qu'un seigneur de marque passe une nuit auprès d'une jeune fille du peuple, venue « spécialement » d'un faubourg de Tokio — aussi se décident-ils à payer très cher une geisha pour qu'elle « mélange ses oreillers » avec ceux de l'honorable étranger. Et c'est bien ainsi que les choses finissent après une série d'amusantes tribulations...

On regrette que M. Raucat ait chargé ses personnages japonais (l'industriel, la jeune fille, la geisha, la directrice de l'hôtel) de nous raconter les uns après les autres cette « honorable partie de campa-

gne ». Ces pauvres gens ne semblent plus avoir qu'une préoccupation : être compris par des Européens. Cela ôte un peu de naturel à leur récit. Un Français, décrivant un déjeuner auquel il a assisté, n'éprouve pas le besoin de dire : « Pour manger mon bifteck je me suis servi comme d'habitude d'une fourchette — instrument à quatre dents — et d'un couteau, etc... » Soucieux, à juste titre, d'être compris pardes lecteurs non initiés aux mœurs japonaises, M. Raucat eût sans doute mieux fait de se passer d'intermédiaires pour présenter son récit. Maintes explications indispensables auraient pu être données en notes : il vaut encore mieux les placer au bas des pages que de les insérer plus ou moins habilement dans le texte même... Quelques passages de ce roman sont trop nettement traités en charge. On s'accommoderait volontiers d'effets un peu moins gros... Le livre de M. Raucat est néanmoins, dans son ensemble, d'une lecture fort agréable : on en appréciera l'humour et la fantaisie.

Les frères Durandeau, auxquels Philippe Soupault a donné la vie, n'ont les uns pour les autres qu'une maigre affection ; ils se jugent avec peu d'indulgence et se voient — sans plaisir — le plus rarement possible. Mais que l'un d'entre eux soit en danger, aussitôt le sentiment de la famille les domine, ils se serrent les uns contre les autres, font bloc, avec le sentiment d'être une force unique, un faisceau : les Durandeau. Ce sont les fils d'un gros industriel, des bourgeois : l'un est avocat, l'autre vaguement compositeur de musique, le troisième fait la fête et des affaires. C'est celui-là, Émile, qui est sur le point de provoquer une catastrophe : si on ne lui trouve pas six cent mille francs, il est à jamais « flambé » : il a fait une opération plus qu'imprudente pour une société dont il est administrateur. L'honneur des Durandeau sera-t-il à jamais compromis? Non, les frères font des sacrifices et Émile est sauvé... Une fois la catastrophe évitée, les Durandeau se séparent : chacun retourne à ses petites affections, à ses petites haines : il n'y a plus de famille... jusqu'à la prochaine crise. C'est là un sujet qui ne manque ni de vérité, ni de force. M. Soupault en a tiré un certain nombre de scènes excellentes. Ce sont celles où ses Durandeau se trouvent réunis. Tantôt ils sont dressés hostiles en face les uns des autres, les griefs réciproques ne leur manquant point, tantôt des souvenirs de leur enfance commune les attendrissent et renouent entre eux d'invisibles liens. Séparés, les Durandeau perdent à nos yeux beaucoup de leur intérêt : au fond ce sont des médiocres, sur lesquels on a l'impression que M. Soupault se penche avec quelque indifférence. S'il ne sont point très attirants, ils sont du moins très *vrais*. M. Soupault ne nous donne jamais l'impression de l'artificiel. Ses dialogues sont vifs et nets, son observation exacte, son style nerveux et coloré. « *Les frères Durandeau* » portent la trace d'une certaine hésitation dans la composition, mais ne permettent point de douter du talent, de l'originalité de leur auteur. Il a débuté — on s'en souvient — dans le camp des dadas. De ce séjour on pourrait croire, en lisant *les frères Durandeau*, qu'il n'a gardé nul souvenir, n'était un certain épilogue où le goût de la fantaisie burlesque a repris un instant le dessus : et c'est une curieuse méditation philosophique qui nous fait songer en même temps aux visions de saint Jean et aux chansonniers de Montmartre.

Victor du Bled : La société française depuis cent ans. Quelques salons du Second empire. — Madame Aubernon et ses amis.

Ces deux volumes sont pleins d'amusantes anecdotes et de précieux souvenirs sur la société parisienne. M. du Bled a fréquenté tant de salons qu'il nous est difficile de les évoquer tous ici. Pour ses débuts on le vit chez madame Laugel (Laugel était, on le sait, l'ami intime du duc d'Aumale; il a laissé de curieux souvenirs que la *Revue de Paris* doit publier cette année), chez madame Mohl (dont les mots contre Napoléon III eurent des minutes de célébrité), chez madame Michelet. Éclectique, M. du Bled fréquenta aussi le quartier latin : il y connut Verlaine, qu'il apprécia peu.

Sur la cour de Napoléon III une collection de mots et d'historiettes. Notons celles-ci au passage : Quelle est la différence entre un accident et un malheur? demande le prince impérial à sa mère. Celle-ci lui répond : — Tu vois ton oncle le prince Napoléon (celui-ci détestait l'impératrice qui le lui rendait). Suppose qu'il tombe à l'eau : c'est un accident. On l'en retire : c'est un malheur.

Dans un bal : la comtesse de Castiglione apparaît « outrageusement décolletée ». Un danseur marche sur sa traîne. — Fichu maladroit! s'exclame la jeune femme, et le délinquant de riposter : « Voilà un fichu bien mal placé sur vos jolies lèvres et qui serait bien mieux ailleurs. »

Au Bois de Boulogne l'Empereur et l'Impératrice au cours d'une promenade rencontrent un petit garçon fort joli. L'Impératrice s'arrête pour lui parler et l'embrasse.

— Et moi, cher enfant, dit l'Empereur, veux-tu m'embrasser? — Non. — Pourquoi cela? L'enfant reste silencieux. — Sais-tu qui je suis? reprend Napoléon III. — Tu es l'Empereur — Que fait ton papa? — Il est sénateur. — Et pourquoi ne veux tu pas m'embrasser? — Parce que papa dit que tu es un coquin.... L'empereur s'éloigna en disant : « Je ne veux pas savoir le nom de ton père. »

M. du Bled consacre une série de pages très vivantes aux réceptions de Compiègne, à leurs « séries », aux représentations théâtrales, promenades dans la forêt, à Pierrefonds, etc.

Suivent de nombreux portraits : marquis de Castellane, Niel, Rouher, maréchal Vaillant, Persigny, madame de Persigny, la princesse de Metternich, la princesse Mathilde. Enfin, après avoir évoqué le salon de madame Daniel Stern (madame d'Agoult) et celui de Thiers, M. du Bled passe à celui de madame Aubernon, dont il a été un des familiers. Une partie de ces souvenirs sur madame de Nerville et sa fille ayant paru dans la *Revue de Paris* du 1er mai 1922, nous croyons inutile de revenir sur le sujet. Nos lecteurs savent que M. du Bled l'a brillamment traité.

MARCEL THIÉBAUT

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. André CHAUMEIX, Directeur de la Revue de Paris, 85 *bis, Faubourg Saint-Honoré. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

CHRONOLOGIE DU MOIS

6 *Décembre.* — Arrestation de communistes à Bobigny dans une filiale de l'école de propagande bolcheviste. — Discours de M. Herriot au banquet du Comité républicain du commerce et de l'industrie.

7. — Démonstration catholique à Quimper. — Élections pour le Reichstag allemand : recul des partis extrêmes, pas de majorité de gouvernement.

8. — Réunion du Conseil de la S. D. N. à Rome. — Une note Reuter annonce que les Anglais n'évacueront pas Cologne le 10 janvier.

9. — La discussion du protocole de Genève est renvoyée par le Conseil de la S. D. N. au mois de mars prochain. — Ouverture du Parlement britannique.

10. — Les pouvoirs judiciaires sont accordés à la Commission d'enquête sur les fonds électoraux. — Le Cabinet Marx décide de démissionner.

11. — Démission de 11 députés alsaciens et lorrains de la Commission d'Alsace et de Lorraine. — Le gouvernement allemand refuse de participer à l'Exposition des arts décoratifs.

12. — M. Krassine, ambassadeur des Soviets, remet ses lettres de créance.

13. — Les fabricants de conserves de Douarnenez déclinent l'arbitrage du préfet de Quimper. — Clôture de la session du Conseil de la S. D. N.

14. — Indisposition du Président du Conseil. — Soulèvement des tribus Andjeras dans la région de Tetouan.

15. — Démission du Cabinet Marx.

16. — Discours de M. Millerand au banquet de la Ligue Républicaine Nationale.

17. — M. Stresemann se refuse à constituer le nouveau cabinet allemand. — Une nouvelle guerre civile éclate en Albanie.

18. — M. Marx est chargé de former un nouveau Cabinet.

19. — La Chambre des Députés décide que son président sera désormais élu au scrutin public. — Poursuites contre M. Billiet pour refus de prestation de serment devant la Commission d'enquête sur les fonds électoraux. — M. Marx ayant échoué, le nouveau ministère allemand ne sera constitué qu'après les fêtes du Jour de l'An.

20. — Centenaire de Puvis de Chavannes au Panthéon. — Le gouvernement albanais expulse la délégation soviétique. — Mort de Sir George Buchanan, ancien ambassadeur d'Angleterre à Pétrograd.

21. — Manifestation communiste au Pré-Saint-Gervais.

22. — Le Président du Conseil dément les bruits de négociations relatives à l'annexion de Sarrelouis à la France. — Note du Reich au Conseil de la S. D. N. au sujet de l'entrée éventuelle de l'Allemagne dans la S. D. N.

23. — Interview de M. Marx qui déclare que les prétendus manquements de l'Allemagne à ses obligations de désarmement ne sauraient justifier le maintien de l'occupation de Cologne. — Dissolution du Parlement égyptien.

24. — Le gouvernement dépose un projet de deux douzièmes provisoires. — Le pape procède aux cérémonies d'ouverture du Jubilé et proclame l'année sainte.

25. — M. Mussolini annonce que le fascisme sortira vainqueur de la crise actuelle.

26. — Le Sénat vote la loi relative aux cadres de réserve de l'armée de terre. — Les partisans d'Ahmed Zogou seraient les maîtres en Albanie.

27. — La Conférence des ambassadeurs décide que Cologne ne sera pas évacué le 10 janvier. — Poursuites contre le journal *l'Éclair* qui a publié un rapport secret du général Nollet alors président de la Commission de contrôle interalliée. — La Chambre ratifie la convention conclue avec la Banque de France au sujet de l'emprunt Morgan.

28. — M. Mussolini dépose un projet de réforme électorale. — Compromis russo-japonais au sujet de Sakhaline.

29. — Les deux Chambres américaines abordent officieusement la question des dettes interalliées. — Mort du célèbre écrivain suisse Carl Spitteler.

30. — Le Sénat ratifie à son tour la convention avec la Banque de France. — M. Stresemann proteste devant les représentants de la presse étrangère à Berlin contre le maintien de l'occupation de Cologne.

31. — Vote de la loi d'amnistie à la Chambre et au Sénat.

1er *Janvier.* — Incidents sanglants à Douarnenez. — Mesures de rigueur contre la presse italienne d'opposition.

2. — Mort du professeur Bergonié.

3. — La crise allemande s'oriente vers la constitution d'un cabinet d'affaires. — Discours de M. Mussolini à la Chambre italienne : le Duce annonce que la crise prendra fin bientôt.

4. — Démission de deux ministres italiens appartenant à la droite libérale; troubles à Rome.

5. — Remise au gouvernement allemand de la note alliée au sujet de la non-évacuation de Cologne. — Arrestation de M. Raditch à Zagreb.

6. — Fin de la grève de Douarnenez. — Réponse allemande au sujet de Cologne.

7. — Ouverture des travaux de la Conférence des ministres des Finances alliés à Paris.

LA REVUE DE PARIS

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

PRIX DE L'ABONNEMENT

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
PARIS, SEINE ET SEINE-ET-OISE	80 »	41 »	21.50
DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES	86 »	44 »	23 »
ÉTRANGER	98 »	50 »	26 »

LA LIVRAISON — 240 pages — **4** fr. **50**

On s'abonne à la Revue de Paris, *3, rue Auber, dans toutes les librairies, dans tous les bureaux de poste de France et de l'Étranger et aussi en utilisant le compte de* Chèques postaux *de la* Revue de Paris, n° 360-50, *rue Saint-Roch, Paris.*

Sans aucuns frais supplémentaires, la Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

Prière de joindre la somme de 1 franc *et une bande d'abonnement à toute demande de changement d'adresse.*

Les abonnements partent du 1er ou du 15 de chaque mois.

Les mandats ou valeurs à vue doivent être adressés à la Revue de Paris, *3, rue Auber.*

La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la Revue de Paris *sont, à moins d'indication spéciale, complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.*

La Revue de Paris *décline la responsabilité des manuscrits qui lui sont confiés.*

Première Table Décennale (1894-1903). *Prix* . . . . . 2 fr. 50
Deuxième Table Décennale (1904-1913). *Prix* . . . . . 3 fr. 50

P. Brodard, imprimeur de la *Revue de Paris*, 85bis, faubourg Saint-Honoré, Paris.